



Gouvernement  
du Canada

Government  
of Canada

---

Établis par le  
receveur général du Canada

---

---

# Comptes publics du Canada

# 2017

Volume III

Informations  
et analyses  
supplémentaires

---

Canada

© Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement 2017

Ce document est disponible en formats substitués  
sur le site Web du receveur général du Canada à  
[www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/index-fra.html](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/index-fra.html)

Disponible également en format PDF auprès des  
Publications du gouvernement du Canada

[www.publications.gc.ca](http://www.publications.gc.ca)

P51-1F-PDF

ISSN 1483-8583

*This publication is also available in English*

# Volume III

*Comptes publics du Canada*

2016-2017

## Table des matières

### Section

Introduction

1. États financiers des fonds renouvelables
2. Informations supplémentaires exigées par la *Loi sur la gestion des finances publiques*
3. Services professionnels et spéciaux
4. Acquisition de terrains, bâtiments et travaux
5. Acquisition de machinerie et matériel
6. Paiements de transfert
7. Frais de la dette publique
8. Paiements de réclamations contre l'État, paiements à titre gracieux et montants adjugés par une cour
9. Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés
10. Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement
11. Autres informations diverses
12. Index

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

# **Introduction aux *Comptes publics du Canada***

## **Nature des *Comptes publics du Canada***

Les *Comptes publics du Canada* constituent le rapport du gouvernement du Canada préparé annuellement par le receveur général, comme l'exige l'article 64 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il couvre l'exercice du gouvernement se terminant le 31 mars.

L'information contenue dans le rapport provient de deux sources de données :

- le sommaire des opérations financières présentées dans les comptes du Canada, tenus par le receveur général; et
- les registres détaillés, tenus par les ministères et organismes.

Chaque ministère et organisme est responsable de la conciliation de ses comptes avec les comptes de contrôle du receveur général, et tient des registres détaillés des opérations qui y sont portées.

Le rapport englobe les opérations financières du gouvernement au cours de l'exercice. Dans certains cas, l'autorisation du Parlement pour effectuer des opérations a été prévue par voie de législation approuvée au cours des exercices antérieurs.

## **Présentation des *Comptes publics du Canada***

Les *Comptes publics du Canada* sont publiés en trois volumes :

Le **volume I** présente les états financiers consolidés vérifiés du gouvernement, ainsi que des informations financières et analyses additionnelles;

Le **volume II** présente, par portefeuille ministériel, les opérations financières du gouvernement; et

Le **volume III** présente des informations et analyses supplémentaires.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

# Section 1

*Comptes publics du Canada*

2016-2017

## États financiers des fonds renouvelables

### Table des matières

	<i>Page</i>
Agence canadienne du pari mutuel.....	1.2
Bureau de la traduction .....	1.12
Commission canadienne des grains.....	1.23
CORCAN.....	1.37
Géomatique Canada .....	1.51
Office de la propriété intellectuelle du Canada.....	1.60
Office national du film .....	1.71
Passeport Canada .....	1.87
Production de défense .....	1.98
Services immobiliers .....	1.100
Services optionnels.....	1.110

## **Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel**

### Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel tels qu'exigés par et selon la *Politique sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes du Secrétariat du Conseil du Trésor*. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers, incombe à la gestion du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

La direction des services de la gestion intégrée du Fonds élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes de vérification interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

La direction a présenté les états financiers à une firme de vérification externe, qui les a vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée aux états financiers.

Approuvée par :

Directeur exécutif,  
Agence canadienne du pari mutuel  
Steve Suttie

Directrice générale par intérim  
Direction des services des finances et de la gestion des ressources  
Adjointe par intérim au dirigeant principal des finances  
Angela Murphy

Sous-ministre adjoint par intérim  
Matt Shea  
pour le sous-ministre adjoint, Gestion intégrée  
Dirigeant principal des finances  
Pierre Corriveau

Le 29 mai 2017  
Ottawa, Ontario

## Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

## État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017		2016	
	Prévisions <sup>1</sup>	Chiffres réels	Prévisions <sup>1</sup>	Chiffres réels
Résultats nets .....	(73)	890	1 012	1 680
Éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds.....	451	451	334	490
<b>Fonds provenant (employés) de l'exploitation.....</b>	<b>378</b>	<b>1 341</b>	<b>1 346</b>	<b>2 170</b>
Éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles .....	(1 373)	(157)	(1 281)	(1 274)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	–	(138)	–	67
<b>Autorisation fournie (employée) .....</b>	<b>(995)</b>	<b>1 046</b>	<b>65</b>	<b>963</b>

<sup>1</sup> Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

## Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017	2016
Solde débiteur (créditeur) de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds .....	10 036	9 318
Imputation des créditeurs sur le crédit à la fin de l'exercice.....	(807)	(1 242)
Montants affectés au crédit à la fin de l'exercice.....	84	191
<b>Autorisation nette fournie, à la fin de l'exercice.....</b>	<b>9 313</b>	<b>8 267</b>
Virement du Conseil du Trésor – besoin en matière de rémunération (crédit 30) .....	251	302
Limite de l'autorisation .....	2 000	2 000
<b>Autorisation non employée reportée .....</b>	<b>11 564</b>	<b>10 569</b>

## **Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite**

### Rapport de l'auditeur indépendant

Au sous-ministre adjoint, Gestion intégrée d'Agriculture et Agroalimentaire Canada

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel (le « Fonds »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2017 et les états des résultats et de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds afin de satisfaire aux exigences de l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*.

#### Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément à l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

#### Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel au 31 mars 2017, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément à l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*.

#### Référentiel comptable et restriction à l'utilisation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable. Les états financiers ont été préparés pour aider l'Agence canadienne du pari mutuel à satisfaire aux exigences de l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement à la direction du Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel et ne devrait pas être utilisé par d'autres parties que le Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel ou le Conseil du Trésor du Canada.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.  
Comptables professionnels agréés,  
Experts-comptables autorisés

Le 29 mai 2017  
Ottawa, Ontario

### ***1.4 États financiers des fonds renouvelables***

## Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

## État de la situation financière au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017	2016
Actif		
Actifs financiers		
Fonds en transit .....	25	60
Débiteurs (note 3) .....	243	246
	<b>268</b>	<b>306</b>
Actifs non financiers		
Frais payés d'avance .....	14	12
Immobilisations corporelles (note 4) .....	1 919	2 213
	<b>2 201</b>	<b>2 531</b>
Passif		
Créditeurs et charges à payer (note 5) .....	768	1 228
Indemnités de vacances .....	167	215
Obligation au titre des avantages futurs du personnel .....	89	83
	<b>1 024</b>	<b>1 526</b>
Actif net (note 6) .....	1 177	1 005
	<b>2 201</b>	<b>2 531</b>

Engagements contractuels (note 7)

Passifs éventuels (note 8)

Dépendance économique (note 9)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

## État des résultats et de l'actif net pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017	2016
Revenus		
Prélèvements sur les paris mutuels .....	10 206	10 181
Autres .....	33	30
	<b>10 239</b>	<b>10 211</b>
Frais d'exploitation		
Traitements et avantages sociaux .....	3 087	3 141
Provision pour avantages futurs du personnel .....	22	(19)
Services professionnels et spéciaux		
Contrôle des stupéfiants .....	3 557	3 053
Recherche sur les stupéfiants .....	244	245
Autres .....	1 242	996
Transport et télécommunications .....	287	275
Locations .....	200	213
Amortissement des immobilisations corporelles .....	451	334
Services publics, matériaux et fournitures .....	114	101
Radiation d'immobilisations corporelles .....	–	156
Divers .....	145	36
	<b>9 349</b>	<b>8 531</b>
Résultats nets .....	890	1 680
Actif net, à l'ouverture de l'exercice .....	1 005	586
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice .....	(718)	(1 261)
<b>Actif net, à la clôture de l'exercice .....</b>	<b>1 177</b>	<b>1 005</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

## État des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017	2016
Activités d'exploitation		
Résultats nets.....	890	1 680
Éléments n'utilisant pas les fonds		
Amortissement des immobilisations corporelles .....	451	334
Radiation d'immobilisations corporelles .....	–	156
	<b>1 341</b>	<b>2 170</b>
Variation de l'État de la situation financière		
Diminution (augmentation) des fonds en transit .....	35	5
Diminution (augmentation) des débiteurs .....	3	27
Diminution (augmentation) des frais payés d'avance .....	(2)	(6)
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer.....	(460)	418
Augmentation (diminution) des indemnités pour vacances .....	(48)	(4)
Augmentation (diminution) de l'obligation au titre des avantages futurs du personnel.....	6	(75)
<b>Ressources financières nettes fournies par les activités d'exploitation .....</b>	<b>875</b>	<b>2 535</b>
Activités d'investissement en capital		
Acquisition d'immobilisations corporelles .....	(157)	(1 274)
<b>Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement en capital .....</b>	<b>(157)</b>	<b>(1 274)</b>
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice.....	718	1 261
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à l'ouverture de l'exercice.....	9 318	8 057
<b>Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la clôture de l'exercice.....</b>	<b>10 036</b>	<b>9 318</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017

### 1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel (ACPM ou le « Fonds ») a été établi en vertu de la *Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits*, laquelle autorisait l'exploitation du Fonds pour l'exercice en cours et les exercices ultérieurs selon les termes et les conditions énoncés par le Conseil du Trésor du Canada (« Conseil du Trésor ») pour la prestation d'un service de surveillance des hippodromes au Canada. La *Loi n° 1 de 1970 portant affectation de crédits* a été annulée et remplacée en 1985 par l'article 2 de la *Loi sur les fonds renouvelables*.

L'ACPM dispose d'une autorisation permanente conférée par le Parlement pour effectuer des paiements à même le Fonds consolidé du Trésor au titre du fonds de roulement, de l'achat d'immobilisations corporelles et du financement temporaire des déficits d'exploitation accumulés, le total ne devant jamais dépasser 2 000 000 \$.

Le mandat de l'ACPM est de régler et de superviser les activités de pari mutuel aux hippodromes canadiens, veillant ainsi à ce que le pari mutuel soit mené d'une manière équitable pour le public parieur.

L'ACPM n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Le 21 mars 2012, l'ACPM a fait l'objet d'un virement d'affectation de 503 000 \$ du crédit 30 (besoins en matière de rémunération) du Conseil du Trésor. Cette augmentation de l'autorisation de dépenser vise à couvrir l'élimination des indemnités accumulées pour les départs volontaires des employés de l'ACPM qui ont choisi d'encaisser immédiatement les indemnités de départ accumulées. L'ACPM remboursera le Conseil du Trésor au cours des dix prochaines années, commençant pendant l'exercice clos le 31 mars 2013.

### 2. Principales méthodes comptables

Ces états financiers ont été préparés selon les principales méthodes comptables publiées par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada et les exigences de rapport du receveur général du Canada. Les méthodes comptables utilisées pour l'établissement des états financiers diffèrent sensiblement des principes comptables généralement reconnus du Canada, étant donné que les indemnités de vacances sont fondées sur une estimation des passifs, faite par la direction, plutôt que sur une évaluation actuarielle et que les services reçus, sans frais, d'autres ministères et organismes gouvernementaux, ne sont pas comptabilisés en charges.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

(a) Constatation des revenus

Des revenus sont tirés du pari mutuel, au moyen d'un prélèvement de 0,8 pour cent sur chaque somme de un dollar mise dans les hippodromes au Canada, et ces revenus sont comptabilisés au fur et à mesure que les paris sont faits. Les autres revenus sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle ils sont gagnés.

(b) Fonds en transit

Les fonds en transit comprennent l'encaisse et les chèques reçus avant le 31 mars mais non déposés avant l'exercice suivant.

(c) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser; une provision est consignée au titre des débiteurs dont le recouvrement est réputé incertain.

(d) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile prévue, comme suit :

Ameublement et équipement	10 à 15 ans
Équipement de traitement électronique des données	3 à 5 ans
Véhicules motorisés	8 à 10 ans
Bâtiments	20 à 25 ans
Actifs en construction	Une fois qu'ils sont en service, selon la catégorie d'actifs
Améliorations locatives	Le moindre du reste de la durée de l'accord d'occupation ou de la vie utile de l'amélioration

#### 1.8 États financiers des fonds renouvelables

## Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 – suite

## (e) Avantages futurs du personnel

- i. Prestations de retraite : Les employés admissibles de l'ACPM participent au régime de pension de la fonction publique, un régime de pension multi employeurs administré par l'État. Les cotisations de l'ACPM à ce régime sont passées en charges dans l'exercice où elles sont versées et représentent l'obligation totale de l'ACPM à l'égard du régime. La responsabilité de l'ACPM à l'égard du régime se limite à ses cotisations. Les excédents ou déficits actuariels sont comptabilisés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en tant que promoteur du régime.
- ii. Indemnités de cessation d'emploi : Les employés admissibles de l'ACPM ont droit à des indemnités de cessation d'emploi, déterminées selon les niveaux de salaire effectifs au moment du départ, telles qu'elles sont indiquées dans les conventions collectives et selon les conditions d'emploi. Le coût de ces indemnités est comptabilisé dans les comptes à mesure que les employés ont droit aux indemnités. Le passif lié à l'indemnité perçue par les employés de l'ACPM est calculé à l'aide de l'information provenant des résultats du passif déterminé sur une base actuarielle pour les indemnités de cessation d'emploi pour l'ensemble du gouvernement.

## (f) Indemnités de vacances

Les indemnités de vacances sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent les droits en vertu de leurs conditions d'emploi respectives.

## (g) Congés de maladie

Les employés peuvent accumuler les congés de maladie non utilisés. Ces droits ne peuvent toutefois être utilisés qu'en cas de maladie. Les congés de maladie non utilisés qui restent au moment de la cessation d'emploi ne sont pas payables à l'employé. Aucun montant n'a été comptabilisé dans les présents états financiers, et les indemnités payées au titre des congés de maladie sont incluses dans les activités d'exploitation à court terme, au fur et à mesure qu'elles sont engagées.

## (h) Utilisation d'estimations

La préparation des présents états financiers exige que la direction établisse des estimations et des hypothèses affectant les montants d'actifs, de passifs, de revenus et de charges comptabilisés durant la période, ainsi que la divulgation d'éventualités reliées aux actifs et passifs à la date des états financiers ainsi que des revenus et charges comptabilisés pour les périodes couvertes par les états financiers. Les principales composantes des états financiers, sous réserve de l'incertitude de mesure, comprennent l'obligation au titre des avantages futurs du personnel, les charges à payer, la provision pour mauvaises créances et la durée de vie utile estimative des immobilisations corporelles. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Ces estimations sont revues sur une base annuelle et à mesure que des rajustements sont nécessaires, elles sont constatées dans les états financiers de l'exercice où elles sont connues.

## 3. Débiteurs

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Gouvernement du Canada .....	58	114
Tiers .....	185	132
Sous-total .....	<b>243</b>	<b>246</b>
Provision pour créances douteuses sur les débiteurs à recevoir de tiers .....	-	-
<b>Total</b> .....	<b>243</b>	<b>246</b>

## Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 – suite

## 4. Immobilisations corporelles

Coût	Solde d'ouverture	Acquisitions	Cessions, mise hors service et radiations	Solde de fermeture
			(en milliers de dollars)	
Ameublement et équipement.....	1 799	157	–	1 956
Équipement de traitement électronique de données.....	2 279	–	–	2 279
Véhicules motorisés.....	160	–	–	160
Bâtiments.....	624	–	(60)	564
Terrains.....	98	–	–	98
Améliorations locatives.....	816	–	–	816
<b>Total.....</b>	<b>5 776</b>	<b>157</b>	<b>(60)</b>	<b>5 873</b>
Amortissement cumulé	Solde d'ouverture	Amortissement	Ajustements	Solde de fermeture
	(en milliers de dollars)			
Ameublement et équipement.....	876	131	–	1 007
Équipement de traitement électronique de données.....	1 232	306	–	1 538
Véhicules motorisés.....	64	12	–	76
Bâtiments.....	575	2	(60)	517
Améliorations locatives.....	816	–	–	816
<b>Total.....</b>	<b>3 563</b>	<b>451</b>	<b>(60)</b>	<b>3 954</b>
Valeur comptable nette			2017	2016
			(en milliers de dollars)	
Ameublement et équipement.....			949	923
Équipement de traitement électronique de données.....			741	1 047
Véhicules motorisés.....			84	96
Bâtiments.....			47	49
Terrains.....			98	98
Améliorations locatives.....			–	–
<b>Total.....</b>			<b>1 919</b>	<b>2 213</b>

## 5. Crédoiteurs et charges à payer

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Gouvernement du Canada.....	70	37
Tiers.....	698	1 191
<b>Total des crédoiteurs.....</b>	<b>768</b>	<b>1 228</b>

## Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 – fin

**6. Actif net**

Le surplus cumulé est une accumulation du montant net des surplus et des déficits, de chacun des exercices, incluant la prise en charge de l'actif net au moment de l'établissement du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente les encaissements et les décaissements cumulatifs sur la durée de vie des fonds.

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Surplus cumulé, à l'ouverture de l'exercice .....	10 323	8 643
Résultats nets .....	890	1 680
<b>Surplus cumulé, à la clôture de l'exercice.....</b>	<b>11 213</b>	<b>10 323</b>
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à l'ouverture de l'exercice.....	(9 318)	(8 057)
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds au cours de l'exercice.....	(718)	(1 261)
<b>Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la clôture de l'exercice.....</b>	<b>(10 036)</b>	<b>(9 318)</b>
<b>Actif net, à la clôture de l'exercice .....</b>	<b>1 177</b>	<b>1 005</b>

**7. Engagements contractuels**

L'ACPM loue ses locaux en vertu d'accords d'occupation. Un accord d'occupation est un accord officiel conclu entre l'ACPM et Services publics et Approvisionnement Canada faisant état des clauses et des conditions régissant la fourniture et l'occupation des locaux. L'ACPM est aussi liée à d'autres obligations contractuelles pour la location d'équipements. Les versements futurs prévus se chiffrent à :

	(en milliers de dollars)
2018.....	29
2019.....	27
2020.....	28
2021.....	28
2022 et par la suite.....	5

**8. Passifs éventuels**

Dans le cours normal de ses activités, l'ACPM s'engage dans diverses poursuites judiciaires. Certains passifs éventuels peuvent devenir des passifs réels lorsqu'au moins une situation future se produit ou ne se produit pas. Dans la mesure où il est probable qu'une situation future ait lieu ou n'ait pas lieu et que l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, une provision est comptabilisée et une charge est enregistrée dans les états financiers.

**9. Dépendance économique**

L'ACPM est financée uniquement par le prélèvement fédéral perçu sur les activités de pari mutuel au Canada visant les courses de chevaux, dont une proportion importante est générée par le plus grand hippodrome au Canada, l'Hippodrome de Woodbine (« Woodbine ») de Toronto (Ontario).

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2017, Woodbine a généré 6 783 455 \$ (6 561 355 \$ en 2016), ou 66 pour cent (64 pour cent en 2016) du montant total des prélèvements de l'ACPM sur les paris mutuels. Au 31 mars 2017, 70 379 \$ (50 367 \$ en 2016) ou 38 pour cent (38 pour cent en 2016) des débiteurs – tiers de l'ACPM étaient des montants dus de cette organisation.

## **Fonds renouvelable du Bureau de la traduction**

### Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable du Bureau de la traduction conformément aux exigences de la *Politique sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes* du Conseil du Trésor. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la direction, tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, la direction maintient une série de comptes centralisés où sont enregistrées les opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le *Rapport ministériel sur le rendement* concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. La direction maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la direction du Fonds. La direction s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

La direction a présenté les états financiers à l'auditeur externe, qui les a audités dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion qu'il a exprimée dans un rapport d'auditeur indépendant, annexé aux présents états financiers.

Approuvée par :

Dirigeant principal des finances par intérim  
Michel D'Amour  
pour le dirigeant principal des finances,  
Services publics et Approvisionnement Canada  
Marty Muldoon, CPA, CMA, MBA

Président-directeur général,  
Bureau de la traduction  
Services publics et Approvisionnement Canada  
Stéphan Déry

Le 30 mai 2017  
Gatineau, Canada

## Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

## État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017		2016	
	Prévisions <sup>1</sup>	Chiffres réels	Prévisions <sup>1</sup>	Chiffres réels
Résultats nets .....	3	8 529	2 254	1 818
Éléments n'affectant pas l'encaisse .....	3 919	3 743	1 475	3 795
<b>Fonds provenant de l'exploitation.....</b>	<b>3 922</b>	<b>12 272</b>	<b>3 729</b>	<b>5 613</b>
Éléments affectant l'encaisse				
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles .....	(3 000)	(1 616)	(2 573)	(1 760)
Paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages .....	–	(3)	–	(45)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	(603)	(1 575)	(1 128)	2 446
	<b>(3 603)</b>	<b>(3 194)</b>	<b>(3 701)</b>	<b>641</b>
<b>Autorisation fournie.....</b>	<b>319</b>	<b>9 078</b>	<b>28</b>	<b>6 254</b>

<sup>1</sup> Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

## Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017	2016
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds .....	28 229	20 333
Imputation des créateurs sur le crédit à la fin de l'exercice .....	(11 787)	(11 075)
Créances affectées au crédit à la fin de l'exercice .....	9 581	7 624
Autres éléments .....	6 328	6 391
<b>Autorisation nette fournie, à la fin d'exercice .....</b>	<b>32 351</b>	<b>23 273</b>
Limite de l'autorisation (note 1).....	20 000	20 000
<b>Autorisation non employée reportée.....</b>	<b>52 351</b>	<b>43 273</b>

## **Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite**

### Rapport de l'auditeur indépendant

Au sous-ministre, Services publics et Approvisionnement Canada

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds renouvelable du Bureau de la traduction (le « Fonds »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2017, et les états des résultats et du passif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives. Les états financiers ont été préparés par la direction du Fonds sur la base des dispositions en matière d'information financière stipulées à l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*.

### Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation de ces états financiers conformément à l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### Opinion

À notre avis, les états financiers du Fonds pour l'exercice clos le 31 mars 2017 ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément à l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*.

### Référentiel comptable et restrictions quant à l'utilisation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention des lecteurs sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés pour permettre au Fonds de se conformer aux dispositions en matière d'information financière stipulées à l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement au Fonds et le Conseil du Trésor du Canada et ne devrait pas être diffusé à d'autres parties ou utilisé par d'autres parties que par le Fonds et le Conseil du Trésor du Canada.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.  
Comptables professionnels agréés,  
Experts-comptables autorisés

Le 30 mai 2017  
Ottawa, Canada

## Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

## État de la situation financière au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017	2016
Actifs		
Actifs financiers		
Fonds en transit .....	3	4
Débiteurs (note 3) .....	11 537	7 889
Autres actifs (note 4) .....	878	774
	<b>12 418</b>	<b>8 667</b>
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance .....	–	19
Immobilisations corporelles (note 5) .....	5 624	7 751
	<b>5 624</b>	<b>7 770</b>
	<b>18 042</b>	<b>16 437</b>
Passifs		
Passifs à court terme		
Créditeurs et charges à payer (note 6) .....	17 356	14 404
Indemnités de vacances et congés compensatoires .....	3 106	3 241
	<b>20 462</b>	<b>17 645</b>
Passif à long terme		
Indemnités de départ aux employés (note 7) .....	4 160	6 002
	<b>4 160</b>	<b>6 002</b>
Passif net (note 8) .....	(6 580)	(7 210)
<b>Situation financière nette du Fonds .....</b>	<b>18 042</b>	<b>16 437</b>

Obligations contractuelles (note 9)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

## État des résultats et du passif net pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017	2016
<b>Revenus</b>		
Services de traduction.....	126 306	129 342
Services d'interprétation .....	17 675	16 932
Services de terminologie .....	14 145	13 850
Autres.....	6 026	6 935
	<b>164 152</b>	<b>167 059</b>
<b>Frais d'exploitation</b>		
Salaires et avantages sociaux.....	92 934	97 338
Services professionnels et spéciaux .....	34 661	32 152
Services généraux et administratifs.....	17 924	21 386
Coûts d'occupation .....	5 337	7 822
Amortissement (note 5) .....	3 743	3 795
Transports et télécommunications .....	1 351	1 046
Services publics, fournitures et approvisionnements.....	543	127
Autres charges.....	531	655
Indemnités de départ aux employés (note 7).....	(1 401)	920
	<b>155 623</b>	<b>165 241</b>
<b>Résultats nets</b> .....	<b>8 529</b>	<b>1 818</b>
<b>Passif net, au début de l'exercice</b> .....	<b>(7 210)</b>	<b>(528)</b>
Transferts des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages.....	(3)	(45)
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice (note 8).....	(7 896)	(8 455)
<b>Passif net, à la fin de l'exercice (note 8)</b> .....	<b>(6 580)</b>	<b>(7 210)</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

## État des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017	2016
Activités d'exploitation		
Résultats nets.....	8 529	1 818
Éléments n'affectant pas l'encaisse		
Amortissement des immobilisations corporelles (note 5).....	3 743	3 795
Variation de l'état de la situation financière		
Diminution (augmentation) des fonds en transit.....	1	(2)
Diminution (augmentation) des débiteurs.....	(3 648)	2 852
Diminution (augmentation) des autres actifs.....	(104)	(114)
Diminution (augmentation) des dépenses payées d'avance.....	19	43
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer.....	2 952	2 006
Augmentation (diminution) des indemnités de vacances et congés compensatoires.....	(135)	(97)
Augmentation (diminution) des indemnités de départ aux employés.....	(1 842)	(41)
	<b>(2 757)</b>	<b>4 647</b>
Paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arriérés.....	(3)	(45)
<b>Ressources financières nettes fournies par les activités d'exploitation.....</b>	<b>9 512</b>	<b>10 215</b>
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisitions d'immobilisations corporelles (note 5).....	(1 616)	(1 760)
<b>Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement en immobilisations.....</b>	<b>(1 616)</b>	<b>(1 760)</b>
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice (note 8).....	7 896	8 455
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice.....	20 333	11 878
<b>Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice.....</b>	<b>28 229</b>	<b>20 333</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017

### 1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable du Bureau de la traduction (le « Fonds ») est un organisme de service spécial qui fournit des services de traduction et d'infolangerie et d'autres services linguistiques à l'intention de la magistrature et des ministères et organismes fédéraux et sur demande, à d'autres gouvernements au Canada et des organismes internationaux selon le principe du recouvrement des coûts. Bien que le Bureau de la traduction existe depuis 1934, suite à l'adoption de la *Loi sur le Bureau de la traduction*, ce n'est qu'en avril 1993 que le Conseil du Trésor a approuvé la constitution du Bureau en organisme de service spécial entrant en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1995. Le Bureau de la traduction est aussi devenu un Fonds renouvelable le 1<sup>er</sup> avril 1995.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente continue conférée par le Parlement, d'effectuer des paiements à même le Trésor pour couvrir le fonds de roulement, l'achat d'immobilisations et pour financer provisoirement le déficit de fonctionnement accumulé, dont le montant total ne devrait excéder 20 000 000 \$ en aucun temps.

### 2. Principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux principales conventions comptables décrites ci-après afin de satisfaire aux exigences définies par la *Politique sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes* du Conseil du Trésor et aux exigences de présentation de l'information à l'égard des fonds renouvelables définies par le Receveur général du Canada. La méthode de comptabilisation utilisée pour l'établissement des états financiers diffère sensiblement des normes comptables canadiennes pour le secteur public parce que :

- aucun passif n'est constaté pour les congés de maladie;
- l'indicateur de la dette nette et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

#### (a) Constatation des revenus

Les revenus générés par le Fonds à titre des services de traduction à l'intention des ministères et organismes fédéraux et d'une clientèle externe sont constatés selon la méthode de l'avancement des travaux selon la proportion de services fournis à la fin de l'exercice.

Les revenus générés pour le programme de normalisation de la terminologie, des services d'interprétation et des autres services sont constatés lorsque les services ont été rendus.

#### (b) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour les débiteurs dont le recouvrement est incertain. Les débiteurs incluent l'estimation des revenus gagnés pour les services rendus et non facturés à la fin de l'exercice.

#### (c) Constatation des charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les indemnités de vacances et les congés compensatoires sont comptabilisés au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi.

## Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

## Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 – suite

## (d) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur leurs durées de vie utiles estimatives, comme suit :

<u>Catégorie</u>	<u>Durée de vie utile estimative</u>
Matériel et outillage	3 à 15 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Logiciels informatiques	3 ans
Améliorations locatives	Le moindre du reste de la durée de l'accord d'occupation ou de la vie utile de l'amélioration
Actifs en construction	Selon la catégorie d'actif lors de la mise en service

## (e) Avantages sociaux futurs

## i. Prestations de retraite

Les employés admissibles du Fonds participent au Régime de retraite de la fonction publique (le « Régime »), un régime d'avantages postérieurs à l'emploi multi-employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations du Fonds au Régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du Fonds découlant du Régime. La responsabilité du Fonds relative au Régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, répondant du Régime.

## ii. Indemnités de départ

Les employés du Fonds ont droit à des indemnités de départ prévues dans leurs conventions collectives ou conditions d'emploi. Ces avantages s'accumulent à mesure que les services y donnant droit sont rendus. L'obligation au titre des indemnités de départ acquises par les employés est calculée en utilisant l'information issue des résultats des passifs établis par calculs actuariels au titre des indemnités de départ des employés du gouvernement dans son ensemble.

## (f) Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler des congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Selon la pratique gouvernementale courante, les congés de maladie non utilisés au moment de la cessation d'emploi ne deviennent pas payables à l'employé. Par conséquent, aucun passif n'a été comptabilisé à cet égard dans les présents états financiers. Les paiements des congés de maladie sont inclus dans les opérations courantes lorsqu'ils sont engagés.

## (g) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants des actifs, des passifs, des revenus et des charges déclarés dans les états financiers. Au moment où elle a préparé les présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont la provision pour créances douteuses sur les débiteurs de tierces parties, la durée de vie estimative des immobilisations corporelles, le montant de certaines charges à payer, la provision pour les indemnités de vacances et congés compensatoires ainsi que la provision pour les indemnités de départ aux employés. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

## 3. Débiteurs

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Autres ministères et organismes gouvernementaux .....	9 581	7 624
Tierces parties .....	1 957	268
	<b>11 538</b>	<b>7 892</b>
Moins : provision pour créances douteuses sur les débiteurs des tierces parties .....	(1)	(3)
<b>Débiteurs nets</b> .....	<b>11 537</b>	<b>7 889</b>

## Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 – suite

## 4. Autres actifs

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Avances remboursables de la taxe de vente.....	712	768
Autres avances.....	166	6
<b>Total autres actifs.....</b>	<b>878</b>	<b>774</b>

## 5. Immobilisations corporelles

Coût	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Aliénations et transferts	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)			
Matériel informatique .....	1 930	–	–	1 930
Logiciels informatiques.....	30 336	139	31	30 506
Améliorations locatives.....	8 747	–	–	8 747
Actifs en construction .....	852	1 477	(31)	2 298
	<b>41 865</b>	<b>1 616</b>	<b>–</b>	<b>43 481</b>
	Solde au début de l'exercice	Amortisse- ment de l'exercice	Aliénations et transferts	Solde à la fin de l'exercice
Amortissement accumulé	(en milliers de dollars)			
Matériel informatique .....	(1 930)	–	–	(1 930)
Logiciels informatiques.....	(25 480)	(3 120)	–	(28 600)
Améliorations locatives.....	(6 704)	(623)	–	(7 327)
	<b>(34 114)</b>	<b>(3 743)</b>	<b>–</b>	<b>(37 857)</b>
Valeur comptable nette	(en milliers de dollars)			
Matériel informatique .....			–	–
Logiciels informatiques.....			1 906	4 856
Améliorations locatives.....			1 420	2 043
Actifs en construction .....			2 298	852
			<b>5 624</b>	<b>7 751</b>

## 6. Crédoeurs et charges à payer

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Tierces parties.....	10 817	9 705
Autres ministères et organismes gouvernementaux.....	970	1 370
	<b>11 787</b>	<b>11 075</b>
Charges à payer.....	5 569	3 329
<b>Total des crédoeurs et charges à payer.....</b>	<b>17 356</b>	<b>14 404</b>

## Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 – suite

## 7. Indemnités de départ aux employés

Le Fonds verse des indemnités de départ aux employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire à la cessation d'emploi. Ces indemnités ne sont pas capitalisées d'avance. Les prestations seront prélevées sur les autorisations futures.

Dans le cadre des négociations de conventions collectives avec certains groupes d'employés et les changements apportés aux conditions d'emploi des cadres et de certains employés non représentés, l'accumulation des indemnités de départ au titre du programme de paie des employés a cessé depuis 2012. Les employés visés par ces changements ont eu la possibilité de recevoir immédiatement la valeur totale ou partielle des prestations accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante de prestations à la cessation d'emploi dans la fonction publique. Ces modifications ont été intégrées dans le calcul de l'obligation au titre des indemnités de départ à payer.

Au 31 mars, les indemnités de départ totalisaient :

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Obligation au titre des indemnités de départ, début de l'exercice.....	6 002	6 043
Charge de l'exercice .....	(1 401)	920
Indemnités versées au cours de l'exercice.....	(441)	(961)
<b>Obligation au titre des indemnités de départ, fin de l'exercice.....</b>	<b>4 160</b>	<b>6 002</b>

## 8. Passif net

Le surplus accumulé est l'accumulation des surplus et des déficits de chacun des exercices financiers depuis la création du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds (« INASAF ») représente les recettes et les déboursés cumulatifs depuis la création du Fonds.

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Surplus accumulé, début de l'exercice .....	13 123	11 350
Résultats nets .....	8 529	1 818
Transfert des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages.....	(3)	(45)
<b>Surplus accumulé, fin de l'exercice .....</b>	<b>21 649</b>	<b>13 123</b>
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, début de l'exercice .....	(20 333)	(11 878)
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice .....	(7 896)	(8 455)
<b>Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, fin de l'exercice .....</b>	<b>(28 229)</b>	<b>(20 333)</b>
<b>Passif net, à la fin de l'exercice .....</b>	<b>(6 580)</b>	<b>(7 210)</b>

## Fonds renouvelable du Bureau de la traduction – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 – fin

### 9. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités du Fonds peuvent donner lieu à des contrats et des obligations en vertu desquels le Fonds sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années lors de l'acquisition de biens ou de services. Les paiements estimatifs futurs sont les suivants :

	(en milliers de dollars)
Exercices se terminant le 31 mars	
2018 .....	6 811
2019 .....	3 479
2020 .....	441
2021 .....	295
2022 et les exercices suivants .....	1 773
<b>Total des obligations contractuelles .....</b>	<b>12 799</b>

### 10. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, le Fonds est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Le Fonds conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

### 11. Chiffres comparatifs

Les chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin d'être conformes à la présentation de l'exercice en cours.

## Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains

### Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains tels qu'exigés par et selon la *Politique du Conseil du Trésor concernant les autorisations spéciales de dépenser les recettes*. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des états financiers incombe à la gestion du Fonds. Afin d'assurer l'objectivité et l'impartialité optimales, le Comité ministériel de vérification a examiné les données financières contenues dans les états financiers. Les renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et sur le jugement éclairé de la direction tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. Les renseignements financiers soumis pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et inclus dans le *Rapport ministériel sur le rendement* du ministère concordent avec les états financiers ci-joints.

La direction financière de la Commission canadienne des grains élabore et diffuse les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus pour fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes de vérification interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

Dans le but d'assurer l'objectivité et l'impartialité optimales, ces états financiers ont été examinés par des vérificateurs externes, qui ont exprimé une opinion indépendante qui révèle si les états financiers présentent de façon juste la situation financière du Fonds au 31 mars 2017, ainsi que les résultats d'exploitation et le changement à la situation financière pour l'exercice écoulé. Cette opinion est annexée aux états financiers.

Le système de comptabilité et les états financiers du Fonds ont évolué au fil des ans afin de répondre aux conditions changeantes. La Commission canadienne des grains a récemment mis en œuvre le système SAP, hébergé par le groupe Services partagés du Regroupement des organismes centraux (SP-ROC) mené par le Secrétariat du Conseil du Trésor, afin de collaborer à l'amélioration de l'efficacité des systèmes de gestion financière et de respecter l'orientation du gouvernement du Canada.

Approuvée par :

Chef de la direction financière  
Cheryl Blahey

Le 30 mai 2017  
Winnipeg, Canada

## Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

## État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017		2016	
	Prévisions <sup>1</sup>	Chiffres réels	Prévisions <sup>1</sup>	Chiffres réels
Résultats nets .....	(4 424)	23 797	(2 511)	29 303
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds.....	3 737	2 486	3 104	3 394
<b>Fonds provenant (employés) de l'exploitation.....</b>	<b>(687)</b>	<b>26 283</b>	<b>593</b>	<b>32 697</b>
Moins : éléments nécessitant l'utilisation de fonds .....				
Acquisitions nettes d'immobilisation .....	7 007	3 576	3 159	1 907
Paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages .....	–	–	–	8
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	(7 694)	(3 195)	(2 566)	3 898
<b>Autorisation fournie (employée) .....</b>	<b>–</b>	<b>25 902</b>	<b>–</b>	<b>26 884</b>

<sup>1</sup> Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

## Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017	2016
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds .....	118 677	91 086
Imputation des crédateurs sur le crédit après le 31 mars .....	(3 535)	(3 257)
	<b>115 142</b>	<b>87 829</b>
Montants affectés au crédit après le 31 mars .....	171	41
Autre .....	4 476	6 249
<b>Autorisation fournie.....</b>	<b>119 789</b>	<b>94 119</b>
Montants imputés à l'initiative de transformation des services administratifs.....	–	(232)
<b>Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice.....</b>	<b>119 789</b>	<b>93 887</b>
Limite de l'autorisation .....	2 000	2 000
<b>Autorisation non employée reportée.....</b>	<b>121 789</b>	<b>95 887</b>

## Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

### Rapport de l'auditeur indépendant

Au Commissaire en chef, aux commissaires et au Comité ministériel de vérification du  
Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2017 et les états des résultats et de l'actif net ainsi que des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives. Ces états financiers ont été établis par la direction du Fonds afin de satisfaire aux exigences de l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*.

### Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément à l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains au 31 mars 2017, ainsi que de ses résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément à l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*.

### Référentiel comptable et restrictions quant à l'utilisation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons votre attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers sont préparés afin d'aider le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains à satisfaire aux exigences de l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement à la direction du Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains, et ne doit pas être utilisé par des parties autres que le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains et le Conseil du Trésor du Canada.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.  
Comptables professionnels agréés,  
Experts-comptables autorisés

Le 26 mai 2017  
Ottawa, Ontario

## Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

## État de la situation financière au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017	2016
Actif		
Actifs financiers		
Fonds en transit .....	3	84
Débiteurs (note 3) .....	9 760	11 192
Avances comptables .....	5	9
	<b>9 768</b>	<b>11 285</b>
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance .....	220	119
Immobilisations corporelles (note 4) .....	8 963	7 808
	<b>9 183</b>	<b>7 927</b>
	<b>18 951</b>	<b>19 212</b>
Passif et actif net		
Passif		
Créiteurs et charges à payer (note 5) .....	3 237	1 718
Salaires à payer (note 6) .....	6 176	3 688
Congés annuels, heures supplémentaires et congés compensatoires à payer .....	1 728	1 942
Produits reportés .....	835	952
Passif lié aux indemnités de départ (note 7) .....	2 516	2 659
	<b>14 492</b>	<b>10 959</b>
Actif net (note 9) .....	4 459	8 253
	<b>18 951</b>	<b>19 212</b>

Obligations contractuelles (note 10)

Passifs éventuels (note 11)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par :

Administratrice générale  
Patti MillerChef des finances  
Cheryl Blahey

## Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

## État des résultats et de l'actif net pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

											2017		2016
	Assurance de la qualité		Assurance de la quantité		Recherche sur la qualité des grains		Protection des producteurs		Services internes		Total		Total
	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Budget	Réel	Réel
<b>Produits</b>													
Honoraires de service .....	40 039	64 525	3 721	6 010	–	7	–	62	–	–	43 760	70 604	71 428
Crédits parlementaires (note 8) .....	–	–	–	–	5 143	5 056	–	–	245	245	5 388	5 301	5 612
Services facultatifs .....	8 080	4 646	–	–	391	638	541	19	–	11	9 012	5 314	5 571
Licences et wagons de producteurs.....	–	–	–	–	–	–	1 530	1 950	–	–	1 530	1 950	1 940
Autres produits .....	–	–	–	–	–	–	–	–	20	20	20	20	84
	<b>48 119</b>	<b>69 171</b>	<b>3 721</b>	<b>6 010</b>	<b>5 534</b>	<b>5 701</b>	<b>2 071</b>	<b>2 031</b>	<b>265</b>	<b>276</b>	<b>59 710</b>	<b>83 189</b>	<b>84 635</b>
<b>Charges</b>													
Personnel.....	20 758	21 425	1 429	1 462	2 884	4 610	2 892	3 136	14 574	10 974	42 537	41 607	38 068
Locations.....	2 360	2 705	57	42	1 920	1 475	280	102	1 075	1 602	5 692	5 926	5 772
Transport et communications ..	1 539	1 417	148	140	223	316	218	240	1 227	1 250	3 355	3 363	3 330
Services professionnels .....	277	273	15	11	364	283	21	27	4 404	2 213	5 081	2 807	2 954
Amortissement des immobilisations corporelles .....	1 392	880	12	130	1 145	899	44	79	1 144	410	3 737	2 398	2 456
Machinerie et matériel.....	662	245	–	12	203	455	116	16	329	461	1 310	1 189	1 044
Matériaux et fournitures .....	391	472	9	2	281	417	55	57	61	124	797	1 072	747
Réparations et entretien .....	149	134	–	–	744	489	1	5	430	56	1 324	684	660
Information .....	15	2	–	–	83	72	55	34	148	222	301	330	301
Autres.....	–	1	–	–	–	–	–	–	–	10	–	11	6
Perte (gain) à la cession d'immobilisations corporelles .....	–	4	–	–	–	–	–	1	–	–	–	5	(6)
	<b>27 543</b>	<b>27 558</b>	<b>1 670</b>	<b>1 799</b>	<b>7 847</b>	<b>9 016</b>	<b>3 682</b>	<b>3 697</b>	<b>23 392</b>	<b>17 322</b>	<b>64 134</b>	<b>59 392</b>	<b>55 332</b>
<b>Résultat net.....</b>	<b>20 576</b>	<b>41 613</b>	<b>2 051</b>	<b>4 211</b>	<b>(2 313)</b>	<b>(3 315)</b>	<b>(1 611)</b>	<b>(1 666)</b>	<b>(23 127)</b>	<b>(17 046)</b>	<b>(4 424)</b>	<b>23 797</b>	<b>29 303</b>
Actif net au début de l'exercice .....												8 253	6 760
Transfert des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arriérés (note 13) .....												–	(8)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds au cours de l'exercice .....												(27 591)	(27 802)
<b>Actif net, à la fin de l'exercice .....</b>												<b>4 459</b>	<b>8 253</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

## États des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017	2016
Activités d'exploitation		
Résultats nets de l'exercice .....	23 797	29 303
Éléments sans incidence sur l'utilisation des fonds		
Amortissement des immobilisations corporelles .....	2 398	2 456
Provision pour indemnités de départ .....	83	–
Perte (gain) à la cession d'immobilisations corporelles .....	5	(6)
	<b>26 283</b>	<b>31 753</b>
Paiement des indemnités de départ .....	(226)	(468)
Paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages .....	–	(8)
Variation de la situation financière		
Fonds en transit .....	81	723
Débiteurs .....	1 432	(2 474)
Avances comptables .....	4	(2)
Charges payées d'avance .....	(101)	149
Créditeurs et charges à payer .....	1 519	(50)
Salaires à payer .....	2 488	(133)
Congés annuels, heures supplémentaires et congés compensatoires à payer .....	(214)	89
Produits reportés .....	(117)	122
<b>Ressources financières nettes fournies par les activités d'exploitation .....</b>	<b>31 149</b>	<b>29 701</b>
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations corporelles .....	(3 576)	(1 907)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles .....	18	8
<b>Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement en immobilisations .....</b>	<b>(3 558)</b>	<b>(1 899)</b>
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du		
Fonds au cours de l'exercice .....	27 591	27 802
Imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds au début de l'exercice .....	91 086	63 284
<b>Imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds à la fin de l'exercice .....</b>	<b>118 677</b>	<b>91 086</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017

### 1. Pouvoirs et mandat

Le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains (« CCG », le « Fonds renouvelable » ou le « Fonds ») détient ses pouvoirs en vertu de la *Loi sur les grains du Canada*. Aux termes de la loi, la CCG a le mandat d'établir et de maintenir des normes visant la qualité du grain canadien et de réglementer la manutention du grain au Canada dans l'intérêt des producteurs de grain, ainsi que d'assurer l'approvisionnement en denrées fiables du marché intérieur et des marchés à l'exportation.

Dans le but d'accomplir efficacement son mandat, la CCG vise le résultat stratégique suivant : les grains du Canada sont salubres, fiables et commercialisables et les producteurs de grains canadiens sont dûment rémunérés pour les livraisons de grains aux entreprises céréalières agréées.

L'architecture d'alignement des programmes de la CCG comporte cinq programmes. Le programme d'assurance de la qualité, le programme d'assurance de la quantité, le programme de recherches sur la qualité des grains et le programme de protection des producteurs contribuent à l'atteinte du résultat stratégique. Le programme de services internes vient appuyer tous les autres programmes de la CCG.

Le Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains a été constitué en vertu de la *Loi de crédits n° 6 pour 1994-1995*. Le Fonds a reçu du Parlement l'autorisation permanente d'effectuer, à même le Trésor public, des paiements aux fins du fonds de roulement, de l'acquisition d'immobilisations corporelles et du financement temporaire des déficits de fonctionnement accumulés et il est autorisé à effectuer des prélèvements de 2 000 000 \$.

La CCG n'a pas demandé de prélèvement sur son autorisation nette fournie par le Conseil du Trésor. Pour l'exercice 2016-2017, la CCG a reçu un montant total de 5 417 701 \$ en vertu de la *Loi de crédits* approuvé par le Parlement.

Les modifications à la *Loi sur les grains du Canada* sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2013. Par suite des modifications législatives et de la restructuration des droits d'utilisation, la CCG a procédé à une rationalisation de son personnel (note 6), de sa structure organisationnelle et de ses activités. Un modèle de financement révisé est également entré en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2013 et il repose sur un recouvrement intégral des coûts par le biais des droits d'utilisation et des crédits continus. Avant la mise en œuvre de ce modèle, le financement de la CCG provenait de crédits continus, de recettes et de crédits spéciaux.

Conformément à la politique du gouvernement sur l'auto assurance, la CCG ne détient pas de police d'assurance. La CCG n'est pas assujettie à l'impôt sur les bénéfices.

### 2. Principales méthodes comptables

Les présents états financiers ont été établis selon les normes comptables établies par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada et les exigences de rapport du receveur général du Canada. Le référentiel comptable qui a servi à préparer ces états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus pour le secteur public pour les raisons suivantes :

- Les passifs au titre des indemnités de fin de contrat de travail et des indemnités de départ sont fondés sur les meilleures estimations de la direction plutôt que sur des évaluations actuarielles.
- Les services reçus sans frais d'autres ministères et organismes gouvernementaux ne sont pas comptabilisés à titre de charges.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

#### (a) Utilisation d'estimations

La préparation de ces états financiers exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui touchent les montants constatés des actifs et des passifs et la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que les montants constatés des produits et des charges au cours des périodes visées par les états financiers. Les principaux éléments des états financiers qui sont assujettis à l'incertitude relative à la mesure comprennent les salaires à payer relatifs à des conventions collectives en cours de négociation, la durée d'utilité estimée des immobilisations corporelles et les passifs liés aux congés annuels, aux indemnités de départ et aux indemnités de fin de contrat de travail. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs. Les estimations de la direction font l'objet d'un examen périodique et, lorsque des ajustements doivent être apportés, ces derniers sont constatés dans les états financiers de l'exercice au cours duquel ils deviennent connus.

## Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 – suite

(b) Constatation des produits

Les produits sont constatés dans l'exercice au cours duquel ils sont touchés par suite de la fourniture de biens ou de la prestation de services ou lorsqu'il se produit un événement donnant lieu à une réclamation. La majorité des honoraires de services, tels que l'inspection et les activités de pesée, dépend du volume de grains traité. Les produits qui ont été reçus, mais qui ne sont pas encore touchés, sont présentés à titre de produits reportés. Les produits reportés sont touchés essentiellement sous forme de droits exigés pour les licences qui sont habituellement octroyées pour une période de 12 mois.

(c) Constatation des charges

Sauf indication contraire, les charges sont constatées dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées.

(d) Fonds en transit

Les fonds en transit comprennent la trésorerie et les chèques qui sont reçus avant le 31 mars, mais qui ne sont déposés que l'exercice suivant.

(e) Crédits parlementaires

Le financement des activités provient principalement d'une autorisation permanente du Parlement (Fonds renouvelable) selon laquelle la CCG est autorisée à dépenser les recettes. Certaines activités liées au programme de recherches sur la qualité des grains et aux audits internes sont financées par des crédits parlementaires continus par l'entremise des votes annuels. Ces crédits ont été constatés en tant que produits du Fonds.

(f) Débiteurs

Les débiteurs sont établis aux montants qui devraient être réalisés. Des provisions sont constituées à l'égard de tous les comptes dont les paiements d'intérêts ou de capital sont en souffrance depuis 180 jours et jugés irrécouvrables.

(g) Immobilisations corporelles

Certaines immobilisations qui étaient auparavant détenues par le ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada ont été prises en charge par le Fonds renouvelable le 1<sup>er</sup> avril 1995. Ces immobilisations ont été considérées comme un capital d'apport et constatées à la valeur comptable nette estimée par l'État. Les immobilisations acquises après le 1<sup>er</sup> avril 1995 ont été constatées au coût. Le produit de la cession d'immobilisations est conservé par le Fonds renouvelable.

Toutes les immobilisations corporelles et les améliorations locatives dont le coût est de 10 000 \$ ou plus sont capitalisées à leur coût d'acquisition.

Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée d'utilité prévue, à compter du mois suivant leur mise en service, comme suit :

Matériel scientifique	5 ans
Matériel et mobilier de bureau	5 ans
Matériel opérationnel	10 ans
Véhicules automobiles	5 ans
Matériel informatique et logiciels	3 ans
Améliorations locatives	5 ans

Les coûts liés aux immobilisations en cours de construction sont capitalisés lorsqu'ils sont engagés, et l'amortissement commence à compter du mois suivant leur mise en service.

(h) Congés annuels, heures supplémentaires et congés compensatoires

Les congés annuels, les heures supplémentaires et les congés compensatoires sont passés en charges à mesure que les employés accumulent des avantages selon leurs conditions d'emploi respectives.

## Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 – suite

## (i) Indemnités de départ

Les employés accumulent des indemnités de départ au cours de leurs années de service au gouvernement du Canada, comme il est stipulé dans leurs conventions collectives. La CCG constate les indemnités de départ acquises par les employés. L'obligation liée aux indemnités acquises par les employés est calculée au moyen des informations tirées de l'estimation que fait la direction du passif.

## (j) Indemnités de fin de contrat de travail

Les employés touchés par les modifications apportées à la *Loi sur les grains du Canada* et d'autres ajustements opérationnels ont droit à des indemnités de fin de contrat de travail, calculées selon les échelons salariaux en vigueur à la date de fin de contrat de travail comme le stipulent leurs conventions collectives. L'obligation est calculée au moyen des informations tirées de l'estimation que fait la direction du passif.

## (k) Régime de retraite

Les employés de la CCG sont protégés en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* et de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*. La participation du gouvernement du Canada au coût du régime de retraite est comprise dans le montant imputé au Fonds renouvelable à titre d'avantages sociaux. Les prestations de retraite sont versées à même le Compte de pension de retraite de la fonction publique et le Compte de prestations de retraite supplémentaires. La législation actuelle n'oblige pas la CCG à verser des cotisations pour toute insuffisance actuarielle du Compte de pension de retraite de la fonction publique.

## (l) Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler des congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces droits à ces congés de maladie ne deviennent pas acquis et ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Les congés de maladie non utilisés au moment de la fin du contrat de travail d'un employé ne sont pas payables à l'employé. Aucun montant n'a été comptabilisé à cet égard dans les présents états financiers et les paiements au titre des prestations de maladie sont pris en compte dans les activités courantes lorsqu'ils sont engagés.

## 3. Débiteurs

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Autres ministères et organismes gouvernementaux .....	171	41
Tiers.....	9 594	11 156
	<b>9 765</b>	<b>11 197</b>
Moins : la provision pour créances douteuses de tiers .....	(5)	(5)
	<b>9 760</b>	<b>11 192</b>

## Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 – suite

## 4. Immobilisations corporelles

	Coût				Amortissement cumulé				Valeur comptable nette		
	Solde d'ouverture	Acquisitions	Ajustement	Solde de clôture	Solde d'ouverture	Amortissement	Cessions	Solde de clôture	2017	2016	
	(en milliers de dollars)										
Matériel scientifique.....	14 247	710	–	(214)	14 743	10 864	1 217	(214)	11 867	2 876	3 383
Matériel et mobilier de bureau.....	190	28	–	–	218	190	–	–	190	28	–
Matériel opérationnel .....	2 579	403	–	(67)	2 915	888	253	(46)	1 095	1 820	1 691
Véhicules automobiles .....	344	43	–	(41)	346	190	53	(40)	203	143	154
Matériel informatique et logiciels..	6 112	182	627	–	6 921	5 340	586	–	5 926	995	772
Améliorations locatives.....	3 862	–	648	–	4 510	3 163	289	–	3 452	1 058	699
Actifs en cours de construction .....	1 109	2 210	(1 275)	(1)	2 043	–	–	–	–	2 043	1 109
	<b>28 443</b>	<b>3 576</b>	<b>–</b>	<b>(323)</b>	<b>31 696</b>	<b>20 635</b>	<b>2 398</b>	<b>(300)</b>	<b>22 733</b>	<b>8 963</b>	<b>7 808</b>

Les actifs en cours de construction se composent des améliorations locatives et de logiciels conçus à l'interne.

## 5. Crédoiteurs et charges à payer

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Autres ministères et organismes gouvernementaux .....	1 557	403
Tiers.....	1 666	103
<b>Total des crédoiteurs</b>	<b>3 223</b>	<b>506</b>
Charges à payer.....	14	1 062
Paiement de garanties.....	–	150
	<b>3 237</b>	<b>1 718</b>

## 6. Salaires à payer

En raison des modifications à la *Loi sur les grains du Canada* et d'autres ajustements opérationnels, une partie des membres du personnel de la CCG sont devenus admissibles à une disposition sur les indemnités de fin de contrat de travail. Par conséquent, la CCG a constaté une obligation relative aux indemnités de fin de contrat de travail dans les salaires à payer afin de tenir compte des coûts estimés de la rationalisation du personnel. Puisque les modifications sont entrées en vigueur, les employés ont reçu leurs indemnités de fin de contrat de travail, et une partie de ces indemnités est exigible au cours d'exercices futurs.

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Passif lié aux indemnités de fin de contrat de travail au début de l'exercice .....	101	1 162
Charges au cours de l'exercice.....	261	(608)
Indemnités versées au cours de l'exercice.....	3	(453)
<b>Passif lié aux indemnités de fin de contrat de travail à la fin de l'exercice.....</b>	<b>365</b>	<b>101</b>
Autres coûts salariaux, incluant les indemnités .....	5 811	3 587
<b>Salaires à payer .....</b>	<b>6 176</b>	<b>3 688</b>

## Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 – suite

## 7. Passif lié aux indemnités de départ

La CCG offre à ses employés des indemnités de départ selon l'admissibilité, les années de service et le salaire en fin de carrière. Ces indemnités sont actuellement calculées selon les indemnités de départ réelles par employé.

Le gouvernement du Canada a annoncé dans son budget de 2011 son intention d'éliminer l'accumulation des indemnités de départ. L'ensemble des conventions collectives de la CCG ont été négociées et les indemnités de départ ont cessé de s'accumuler. Les employés ont la possibilité de les toucher immédiatement ou de les recouvrer au moment de leur départ de la fonction publique.

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Passif lié aux indemnités de départ au début de l'exercice .....	2 659	3 127
Charge de l'exercice .....	83	–
Indemnités versées au cours de l'exercice.....	(226)	(468)
<b>Passif lié aux indemnités de départ à la fin de l'exercice .....</b>	<b>2 516</b>	<b>2 659</b>

## 8. Crédits parlementaires

Le financement de la CCG provient d'une combinaison de crédits parlementaires continus, de l'autorisation de dépenser de nouveau les recettes, des excédents accumulés des exercices précédents et d'une marge de crédit renouvelable de 2 000 000 \$.

Le mode de financement public sert à comptabiliser les transactions qui touchent les crédits parlementaires. L'état des résultats et de l'actif net est établi selon la comptabilité d'exercice. En conséquence, les éléments présentés dans l'état des résultats et de l'actif net ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux que prévoient les crédits parlementaires. Les éléments constatés dans l'état des résultats et de l'actif net d'un exercice peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires des exercices précédents, de l'exercice en cours ou des exercices à venir. Par conséquent, l'autorisation de la CCG pour l'exercice calculée selon le financement public diffère de l'autorisation calculée selon la comptabilité d'exercice. Les tableaux qui suivent détaillent les crédits reçus et utilisés.

Crédits reçus et utilisés :

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Total des crédits reçus.....	5 418	5 719
Affectations bloquées		
Solde non dépensé (périmé).....	(117)	(107)
<b>Crédits reçus et utilisés au cours de l'exercice.....</b>	<b>5 301</b>	<b>5 612</b>

## Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 – suite

## 9. Actif net

Le capital d'apport correspond à la valeur des immobilisations corporelles financées par les apports de capital à la constitution du Fonds.

L'excédent accumulé s'entend du cumul de l'excédent de chacun des exercices, déduction faite des déficits, depuis la constitution du Fonds.

L'imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds représente les recettes et déboursés cumulatifs depuis la création du Fonds.

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Capital d'apport.....	4 941	4 941
Excédent accumulé		
Solde d'ouverture .....	94 398	65 103
Résultat net .....	23 797	29 303
Transfert des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages.....	–	(8)
<b>Solde de clôture .....</b>	<b>118 195</b>	<b>94 398</b>
Imputation nette accumulée au titre de l'autorisation du Fonds		
Solde d'ouverture .....	(91 086)	(63 284)
Variation des ressources nettes fournies .....	(27 591)	(27 802)
<b>Solde de clôture .....</b>	<b>(118 677)</b>	<b>(91 086)</b>
<b>Total de l'actif net .....</b>	<b>4 459</b>	<b>8 253</b>

## 10. Obligations contractuelles

La CCG loue ses locaux aux termes d'accords d'occupation. Un accord d'occupation constitue une entente formelle que concluent la CCG et Services publics et Approvisionnement Canada et qui stipule les modalités régissant la fourniture et l'occupation des locaux. La CCG a conclu 15 ententes d'occupation assorties d'échéances diverses. Les paiements futurs prévus sont les suivants :

	(en milliers de dollars)
2018.....	4 033
2019.....	3 882
2020.....	3 923
2021.....	3 964
2022 et par la suite .....	4 286

## Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 – suite

## 11. Passifs éventuels

Dans le cours normal de ses activités, la CCG peut être impliquée dans diverses actions en justice. Certains des passifs éventuels qui y sont associés pourraient devenir des passifs réels si l'un ou plusieurs événements à venir se produisent ou ne se produisent pas. S'il est probable qu'un événement se produira ou ne se produira pas et si une estimation raisonnable de la perte peut être faite, un passif estimatif est constaté et une charge est inscrite dans les états financiers. Au 31 mars 2017, la CCG faisait l'objet d'une réclamation, tel qu'il est indiqué ci-après.

Des griefs ont été déposés contre la CCG en ce qui concerne les primes de fin de semaine dont il est fait mention dans la convention collective. Les questions n'ont toujours pas été mises au rôle aux fins d'arbitrage et le dénouement de ces réclamations ne peut être établi en date des présentes. Aucun montant au titre de cette éventualité n'a été constaté dans les états financiers.

Une réclamation a été déposée contre la CCG par des producteurs de grains alléguant avoir subi des pertes en raison d'un manquement d'un ancien titulaire de licence. La réclamation fait valoir des pertes totales invoquées contre la CCG de 1 723 636,74 \$, majorées des intérêts et des frais. La réclamation en est aux premières étapes des plaidoyers, et une défense a été déposée au nom de la CCG. En date des présentes, l'issue de cette réclamation ne peut être établie. Aucun montant n'a été inscrit dans les états financiers au titre de cette éventualité.

## 12. Opérations entre parties liées

La CCG est liée sur le plan de la propriété commune à tous les ministères, organismes et sociétés d'État créés par le gouvernement du Canada. La CCG conclut avec ces entités des opérations dans des conditions de pleine concurrence et selon des conditions commerciales normales, dans le cours normal de ses activités.

Services offerts par d'autres ministères

Au cours de l'exercice, la CCG a payé des frais d'occupation et certains services professionnels à d'autres ministères ou organismes gouvernementaux. Des cotisations patronales au régime d'assurance maladie et aux régimes d'avantages sociaux ont également été versées par des ministères ou payées à des ministères. Les services importants ont été comptabilisés dans l'état des résultats et de l'actif net de la CCG, comme suit :

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Cotisations patronales aux régimes d'avantages sociaux.....	7 717	7 390
Frais d'occupation .....	5 208	4 925
Améliorations locatives.....	26	–
Services professionnels et spéciaux		
Autres services commerciaux et professionnels .....	522	615
Services juridiques .....	205	315
Formation et enseignement.....	37	33
Gestion et services-conseils .....	34	152
Traduction .....	312	237
Services d'information .....	484	–
Autres services et honoraires .....	3	–
Transport et communications .....	413	17
Autres .....	61	5
	<b>15 022</b>	<b>13 689</b>

À la fin de l'exercice, les montants suivants relatifs à des parties liées étaient inclus dans les débiteurs, les créditeurs et les salaires à payer.

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Débiteurs.....	171	41
Créditeurs .....	1 557	403
Cotisations patronales aux régimes d'avantages sociaux à payer .....	962	644

## **Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains – fin**

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 – fin

### **13. Transferts des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages**

Le gouvernement du Canada a mis en œuvre les paiements de salaires en arrérages en 2014-2015. Par conséquent, un paiement ponctuel a été versé aux employés et sera recouvré des employés à l'avenir. La transition vers les paiements de salaires en arrérages s'inscrit dans l'initiative de transformation qui remplace le système de paie et permet également de simplifier et de moderniser les processus de paie. Ce changement apporté au système de paie n'a pas eu d'incidence sur les charges du Fonds renouvelable. Cependant, cela a occasionné l'utilisation des autorisations de dépenses supplémentaires par le Fonds renouvelable et a touché le compte de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds (INASAF).

### **14. Instruments financiers**

Les instruments financiers du Fonds renouvelable se composent des fonds en transit, des débiteurs, des créditeurs et charges à payer, des salaires à payer, des congés annuels, heures supplémentaires et congés compensatoires à payer, et des indemnités de départ. La valeur comptable de ces instruments financiers avoisine leur juste valeur en raison de l'échéance à court terme de ces instruments, sauf pour les indemnités de départ et les indemnités de fin de contrat de travail qui sont fondées sur les meilleures estimations de la direction. Sauf indication contraire, la direction est d'avis que l'exposition du Fonds renouvelable aux risques de taux d'intérêt, de change et de crédit liés à ces instruments financiers n'est pas importante.

Les instruments financiers susceptibles d'exposer la CCG à des concentrations du risque de crédit se composent principalement de comptes clients. Pour l'exercice clos le 31 mars 2017, les six plus grandes entités intégrées représentaient 2 935 564 \$ ou 88 pour cent du solde des débiteurs indépendants de la CCG (six entités pour 5 183 527 \$ ou 93 pour cent en 2016).

### **15. Chiffres correspondants**

Certains chiffres correspondants ont été reclassés aux fins de conformité avec la présentation adoptée pour l'exercice écoulé.

---

## Fonds renouvelable CORCAN

### Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de CORCAN tels qu'exigés par et selon la *Politique du Conseil du Trésor sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes* et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers, incombe à la gestion du Fonds. Afin d'assurer l'objectivité et l'impartialité des renseignements financiers contenus dans ces états financiers, le Comité de vérification du ministère a examiné ces états financiers. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le *Rapport ministériel sur le rendement* concorde avec les états financiers ci-joints.

La gestion des services financiers du Fonds élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables, et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes de vérification interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

La gestion a présenté les états financiers aux vérificateurs externes Ernst & Young, qui les ont vérifiés dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers.

Approuvée par :

Présidente-directrice générale par intérim,  
CORCAN  
Kelly Hartle

Directeur, Services financiers CORCAN,  
CORCAN  
Chadi Haddad, MBA, CPA, CMA

Le 24 mai 2017  
Ottawa, Ontario

## Fonds renouvelable CORCAN – suite

## État de l'autorisation (employée) fournie (non auditée) pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017		2016	
	Prévisions <sup>1</sup>	Chiffres réels	Prévisions <sup>1</sup>	Chiffres réels
Résultats nets .....	–	2 672	–	(468)
Éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds.....	1 644	1 190	2 007	1 670
<b>Fonds provenant de l'exploitation.....</b>	<b>1 644</b>	<b>3 862</b>	<b>2 007</b>	<b>1 202</b>
Éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles .....	(850)	(174)	(200)	(22)
Paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages .....	–	–	–	(5)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	(150)	229	(700)	(1 264)
<b>Autorisation fournie (employée) .....</b>	<b>644</b>	<b>3 917</b>	<b>1 107</b>	<b>(89)</b>

<sup>1</sup> Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

## Rapprochement de l'autorisation non employée (non auditée) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017	2016
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds .....	15 622	10 598
Imputation des crédateurs sur le crédit à la fin de l'exercice.....	(14 371)	(15 044)
Créances affectées au crédit à la fin de l'exercice .....	1 822	3 602
<b>Autorisation nette fournie (employée), à la fin de l'exercice .....</b>	<b>3 073</b>	<b>(844)</b>
Limite de l'autorisation .....	5 000	5 000
<b>Autorisation non employée reportée.....</b>	<b>8 073</b>	<b>4 156</b>

## Fonds renouvelable CORCAN – suite

### Rapport des auditeurs indépendants

Au commissaire du Service correctionnel du Canada

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de CORCAN, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2017 et les états des résultats et de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds renouvelable de CORCAN pour se conformer à l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*.

### Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation de ces états financiers conformément à l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de notre audit sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### Opinion

À notre avis, les états financiers du Fonds renouvelable de CORCAN au 31 mars 2017 et pour l'exercice clos à cette date ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément à l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*.

### Référentiel comptable et restrictions quant à l'utilisation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés pour permettre au Fonds renouvelable de CORCAN de se conformer aux dispositions en matière d'information financière du Conseil du Trésor du Canada mentionnées ci-dessus. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à usage autre. Notre rapport est destiné uniquement au Fonds renouvelable de CORCAN et au Conseil du Trésor du Canada, et ne devrait pas être utilisé par d'autres parties que le Fonds renouvelable de CORCAN et le Conseil du Trésor du Canada.

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.  
Comptables professionnels agréés,  
Experts-comptables autorisés

Le 24 mai 2017  
Ottawa, Canada

Fonds renouvelable CORCAN – suite

État de la situation financière au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017	2016
Actifs		
Actifs financiers		
Débiteurs (note 4).....	3 840	5 309
Stocks (note 5).....	12 594	11 848
	<b>16 434</b>	<b>17 157</b>
Actifs non financiers		
Immobilisations (note 6).....	3 247	4 473
	<b>19 681</b>	<b>21 630</b>
Passifs		
Créditeurs (note 7).....	11 834	12 834
Revenus reportés .....	1 517	221
Salaires et vacances à payer.....	3 910	3 419
Indemnités de cessation d'emploi (note 8).....	1 178	1 547
Obligation au titre d'immobilisations corporelles louées (note 15).....	96	115
	<b>18 535</b>	<b>18 136</b>
Actif net (note 10).....	1 146	3 494
	<b>19 681</b>	<b>21 630</b>

Engagements (note 9)

Éventualités (note 13)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Fonds renouvelable CORCAN – suite

## État des résultats et de l'actif net pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017	2016
Revenus (notes 3 et 11).....	70 051	73 287
Coût des marchandises vendues (note 11).....	69 016	74 240
<b>Marge brute.....</b>	<b>1 035</b>	<b>(953)</b>
Autres revenus		
Frais de formation, d'activités correctionnelles et autres frais (note 3).....	21 168	20 197
Divers.....	154	152
	<b>21 322</b>	<b>20 349</b>
Dépenses (note 12)		
Administration centrale/régionale.....	7 360	7 442
Programmes d'emploi et d'employabilité.....	9 140	8 384
Vente et commercialisation.....	3 185	4 038
	<b>19 685</b>	<b>19 864</b>
<b>Résultats nets.....</b>	<b>2 672</b>	<b>(468)</b>
Actif net, au début de l'exercice.....	3 494	5 685
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice.....	(5 024)	(1 719)
Transfert des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages (note 14).....	–	(5)
Autres.....	4	1
<b>Actif net, à la fin de l'exercice (note 10).....</b>	<b>1 146</b>	<b>3 494</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Fonds renouvelable CORCAN – suite

## État des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017	2016
Activités d'exploitation		
Résultats nets.....	2 672	(468)
Ajouter (déduire) les éléments sans effet sur la trésorerie		
Provision pour indemnités de cessation d'emploi (note 8).....	(195)	29
Amortissement (note 6).....	1 375	1 569
Perte sur cession d'immobilisations.....	10	72
	<b>3 862</b>	<b>1 202</b>
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Débiteurs .....	1 469	(1 877)
Stocks .....	(746)	(1 629)
Autres .....	–	1
Indemnités de cessation d'emploi (note 8).....	(174)	(171)
Créditeurs .....	(1 000)	3 909
Revenus reportés.....	1 296	114
Salaires et vacances à payer.....	491	197
Paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arriérés (note 14).....	–	(5)
<b>Ressources financières nettes provenant des activités d'exploitation.....</b>	<b>5 198</b>	<b>1 741</b>
Activités d'investissement		
Achat d'immobilisations .....	(155)	(16)
Paiements des obligations au titre d'immobilisations corporelles louées .....	(19)	(6)
<b>Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement .....</b>	<b>(174)</b>	<b>(22)</b>
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds .....	5 024	1 719
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice.....	10 598	8 879
<b>Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 10).....</b>	<b>15 622</b>	<b>10 598</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Fonds renouvelable CORCAN – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017

### 1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de CORCAN (« CORCAN » ou le « Fonds ») est un organisme de service spécial du Service correctionnel du Canada (« SCC ») qui est financé au moyen d'un fonds renouvelable. CORCAN a été créé en vertu de la *Loi de crédits no 4 de 1991-1992* qui autorisait l'exploitation du Fonds à compter du 1<sup>er</sup> avril 1992 selon les modalités établies par le Conseil du Trésor du Canada (le « Conseil du Trésor »). L'objectif de CORCAN est de favoriser la réinsertion sociale en toute sécurité des délinquants dans la société canadienne en fournissant des occasions d'emploi et de formation aux délinquants incarcérés dans les établissements correctionnels fédéraux et, pour de courtes périodes de temps, aux délinquants remis en liberté dans la collectivité. Une autorisation permanente continue du Parlement autorise le Fonds à effectuer des paiements à partir du Trésor pour subvenir aux besoins du fonds de roulement, d'acquisitions d'immobilisations et de financement temporaire des déficits accumulés d'exploitation, jusqu'à concurrence d'un montant global accumulé de 5 000 000 \$. Un montant de 15 218 000 \$ a été imputé à l'égard de cette autorisation et représente les actifs nets pris en charge par le Fonds au début de son exploitation en date du 1<sup>er</sup> avril 1992. Le Fonds est une entité non imposable.

### 2. Principales méthodes comptables

#### (a) Règles comptables

Les présents états financiers ont été préparés conformément aux principales méthodes comptables suivantes afin de respecter les exigences de présentation de l'information pour les fonds renouvelables du Conseil du Trésor tel qu'il est prescrit par le receveur général du Canada. Les règles comptables utilisées dans la préparation des états financiers diffèrent du référentiel des normes comptables canadiennes pour le secteur public en ce qui a trait aux éléments suivants :

- Le passif au titre des vacances des employés est fondé sur les conventions collectives signées.
- Le passif au titre des indemnités de cessation d'emploi est fondé sur l'évaluation fournie à la direction par le Conseil du Trésor.
- Aucun passif n'a été constaté pour les congés de maladie.
- Le financement des immobilisations reçu du Conseil du Trésor lors de l'établissement du Fonds est présenté comme capital d'apport et non comme réduction des coûts des immobilisations.
- Les services obtenus sans frais d'autres ministères gouvernementaux ne sont pas comptabilisés comme des charges.
- L'indicateur de la dette nette et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers.

#### (b) Comptabilisation des revenus et des charges

À l'exception des éléments décrits ci-dessous, le Fonds comptabilise ses revenus lorsqu'il existe une preuve convaincante de l'existence d'un accord final, que la livraison a eu lieu et que les services ont été rendus, que le prix de vente est déterminé ou déterminable et que la possibilité de recouvrement est raisonnablement assurée.

Les revenus sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle l'opération ou l'événement sous-jacent a eu lieu. Les revenus reçus mais non réalisés sont inscrits comme revenus reportés.

La méthode de l'avancement des travaux est utilisée pour comptabiliser les contrats de construction. La détermination du degré d'avancement des travaux se fait en comparant les coûts directs engagés jusqu'à présent et les coûts directs totaux prévus pour l'ensemble du contrat. L'effet des changements relatifs au revenu total prévu pour chaque contrat est comptabilisé dans la période au cours de laquelle la détermination a eu lieu et les pertes, le cas échéant, sont comptabilisées en entier lorsque prévues.

Les charges sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle elles sont engagées. Les indemnités de vacances et de congés compensatoires sont passées en charges au fur et à mesure que les prestations sont constituées pour les employés selon leurs conditions d'emploi respectives.

#### (c) Liquidités nettes fournies par le gouvernement

CORCAN exerce ses activités dans le cadre du Trésor, qui est administré par le receveur général du Canada. Toutes les liquidités reçues par CORCAN sont déposées dans le Trésor. Les liquidités nettes fournies par le gouvernement fédéral représentent la différence entre tous les encaissements et tous les décaissements, y compris les opérations entre les ministères du gouvernement fédéral.

## Fonds renouvelable CORCAN – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 – suite

(d) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés au montant qui devrait être réalisé ultimement; une provision est constituée pour les créances dont le recouvrement est considéré comme incertain.

(e) Stocks

Les matières premières, les produits finis et les travaux en cours sont évalués au coût ou, si elle est moins élevée, à la valeur de réalisation nette. Le Fonds constitue des provisions pour stocks périmés pour chacun des sites.

(f) Immobilisations

Les immobilisations ayant un coût initial de 10 000 \$ ou plus sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode linéaire à partir du mois suivant leur mise en service sur la durée de leur vie utile estimative selon les durées suivantes :

Matériel	10 ans
Améliorations locatives	Durée du bail
Parc de véhicules	5 ans
Autres	3 ans

(g) Régime de retraite

Les employés du Fonds participent au *Régime de pension de retraite de la fonction publique* (« le Régime ») administré par le gouvernement du Canada. En vertu de la législation actuelle, les cotisations versées au Régime par le Fonds sont limitées à un montant égal aux cotisations versées par les employés au cours de l'exercice. Ces cotisations représentent le total des obligations au titre des pensions du Fonds et sont imputées aux résultats sur une base courante. Le Fonds n'est pas tenu, en vertu de la législation actuelle, de verser des cotisations pour pallier aux insuffisances du Compte de pension de retraite de la fonction publique ni de prendre en charge les montants imputés au Trésor relativement à l'indexation des paiements en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*.

(h) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés de CORCAN, tel qu'il est stipulé dans leurs anciennes conventions collectives, avaient droit à des indemnités de cessation d'emploi établies conformément aux dispositions des conventions collectives et des conditions d'emploi. Les indemnités des employés étaient constatées lorsque les employés rendaient les services qui y donnaient droit. Les obligations au titre des indemnités acquises par les employés sont calculées en utilisant l'information issue des résultats des passifs établis par calculs actuariels au titre des indemnités de cessation d'emploi des employés pour le gouvernement dans son ensemble.

(i) Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler les congés de maladie non utilisés. Les congés accumulés ne peuvent toutefois être utilisés qu'en cas de maladie. Conformément à la pratique gouvernementale courante, les congés de maladie accumulés par un employé au moment de sa cessation d'emploi ne lui seront pas payés. Ainsi, aucun montant n'a été comptabilisé à cet égard dans les états financiers.

(j) Instruments financiers

Sauf indication contraire, la juste valeur des instruments financiers se rapproche de leur coût. Les instruments financiers du Fonds sont composés des débiteurs et des créditeurs. La direction est d'avis que ces instruments financiers n'exposent pas le Fonds de façon importante aux risques de taux d'intérêt, de change ou de crédit.

## Fonds renouvelable CORCAN – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 – suite

## (k) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers conformément aux méthodes comptables du Conseil du Trésor du Canada, exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants comptabilisés des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers. Au moment de la préparation des états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses utilisées sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont l'obligation au titre des indemnités de cessation d'emploi et la durée de vie utile des immobilisations. Les résultats réels pourraient différer considérablement des estimations. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les rajustements deviennent nécessaires, ceux-ci sont comptabilisés dans les états financiers de l'exercice au cours duquel ils surviennent.

## 3. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, CORCAN est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. CORCAN conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

Au cours de l'exercice, le SCC, l'organisme parrain de CORCAN, permet et continuera de permettre à CORCAN d'utiliser l'infrastructure existante, y compris les immeubles et les ateliers et d'en assurer l'entretien, les systèmes et services financiers, les services de ressources humaines. Le coût de ces services n'est pas passé en charges dans l'état des résultats et de l'actif net de CORCAN.

Les frais d'activités correctionnelles et de formation fournis par le SCC visent à compenser les coûts des salaires et les frais d'exploitation que CORCAN ne peut pas recouvrer au moyen de la vente de biens et de services à cause du contexte correctionnel dans lequel il fonctionne.

Le gouvernement du Canada a structuré certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficacité et la rentabilité de sorte qu'un seul ministère gère sans frais certaines activités au nom de tous. Le coût de ces services, qui comprennent les services de paye et d'émission des chèques offerts par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, les services de soutien de télécommunications, les technologies de l'information, les ordinateurs et d'autres services offerts par Services partagés Canada et les services juridiques offerts par Justice Canada, n'est pas passé en charges dans l'état des résultats et de l'actif net de CORCAN.

CORCAN a conclu les opérations suivantes avec le SCC et d'autres ministères fédéraux :

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Service correctionnel Canada		
Revenus d'exploitation.....	22 245	17 325
Formation, services correctionnels et autres frais.....	21 168	20 197
Autres ministères fédéraux		
Revenus d'exploitation.....	43 822	48 712
	<b>87 235</b>	<b>86 234</b>

## 4. Débiteurs

Les débiteurs comprennent les éléments suivants :

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Gouvernement du Canada.....	1 822	3 602
Tiers.....	2 225	1 758
	4 047	5 360
Provision pour créances douteuses.....	(207)	(51)
	<b>3 840</b>	<b>5 309</b>

## Fonds renouvelable CORCAN – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 – suite

## 5. Stocks

Les stocks comprennent les éléments suivants :

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Matières premières.....	6 580	6 225
Travaux en cours.....	317	829
Produits finis.....	6 305	5 151
	<b>13 202</b>	<b>12 205</b>
Provision pour stocks périmés.....	(608)	(357)
	<b>12 594</b>	<b>11 848</b>

## 6. Immobilisations

Les immobilisations comprennent les éléments suivants :

Coût	Solde d'ouverture	Acquisitions	Cessions et radiations	Solde de fermeture
	(en milliers de dollars)			
Matériel .....	27 085	680	(558)	27 207
Améliorations locatives.....	1 343	–	–	1 343
Parc de véhicules .....	2 108	91	(30)	2 169
Matériel en vertu d'un contrat de location-acquisition .....	120	–	–	120
Autres .....	114	–	–	114
	<b>30 770</b>	<b>771</b>	<b>(588)</b>	<b>30 953</b>
	(en milliers de dollars)			
Amortissement cumulé	Solde d'ouverture	Acquisitions	Cessions et radiations	Solde de fermeture
	(en milliers de dollars)			
Matériel .....	22 860	1 271	36	24 167
Améliorations locatives.....	1 280	59	–	1 339
Parc de véhicules .....	2 035	21	(2)	2 054
Matériel en vertu d'un contrat de location-acquisition .....	8	24	–	32
Autres .....	114	–	–	114
	<b>26 297</b>	<b>1 375</b>	<b>34</b>	<b>27 706</b>
	(en milliers de dollars)			
Valeur comptable nette			2017	2016
	(en milliers de dollars)			
Matériel .....			3 040	4 225
Améliorations locatives.....			4	63
Parc de véhicules .....			115	73
Matériel en vertu d'un contrat de location-acquisition .....			88	112
Autres .....			–	–
			<b>3 247</b>	<b>4 473</b>

## Fonds renouvelable CORCAN – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 – suite

## 7. Crédoiteurs

Les crédoiteurs comprennent les éléments suivants :

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Gouvernement du Canada .....	2 744	3 943
Tiers.....	9 090	8 891
	<b>11 834</b>	<b>12 834</b>

## 8. Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite : Les employés de CORCAN participent au Régime de retraite de la fonction publique (« RRFP »), dont le gouvernement du Canada est le promoteur et l'administrateur. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 pour cent par année de service ouvrant droit à pension, multiplié par la moyenne du salaire des cinq meilleures années consécutives. Les prestations sont intégrées aux prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime des rentes du Québec et sont indexées à l'inflation.

Tant les employés que CORCAN versent des cotisations couvrant le coût du régime. Depuis janvier 2013, d'importants changements, tels qu'instaurés dans la *Loi de 2012 sur l'emploi et la croissance*, ont été apportés à la *Loi sur la pension de la Fonction publique* (la loi régissant le RRFP), comme suit :

- Les taux de cotisation de tous les participants actuels et futurs du RRFP ont été haussés à compter de janvier 2013 dans le but d'atteindre, au fil du temps, un ratio de partage des coûts employeur-employé plus équilibré, soit de 50/50;
- L'âge auquel un nouvel employé, qui a commencé à participer au régime de retraite de la fonction publique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 peut recevoir des prestations de retraite non réduites est passé de 60 à 65 ans.

La responsabilité de CORCAN relative au régime de retraite se limite aux cotisations qu'il a versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, celui-ci étant le promoteur du régime.

Indemnités de cessation d'emploi : À la suite de la ratification de nouvelles conventions collectives, les employés syndiqués de l'administration publique centrale ont accepté l'élimination de l'indemnité liée à un départ volontaire, notamment pour motifs de retraite ou de démission. Le Conseil du Trésor a, par la suite, éliminé l'indemnité liée à un départ volontaire pour les cadres ainsi que les employés non représentés. Au 31 mars 2014, aucun employé de CORCAN n'avait une convention collective où l'indemnité de départ n'avait pas été éliminée.

On a offert à ces employés les trois options suivantes : un encaissement immédiat et complet de leur indemnité de départ, le report de ce paiement au moment où leur emploi prend fin, ou une combinaison de ces deux options.

Les indemnités de cessation d'emploi ont été ajustées en utilisant un taux actuariel fourni par le Conseil du Trésor pour le gouvernement dans son ensemble.

Les indemnités de cessation d'emploi se répartissaient comme suit au 31 mars :

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Obligation au titre des prestations constituées au début de l'exercice .....	1 547	1 689
Charges pour l'exercice .....	(195)	29
Indemnités versées pendant l'exercice .....	(174)	(171)
<b>Obligation au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice .....</b>	<b>1 178</b>	<b>1 547</b>

**Fonds renouvelable CORCAN – suite**

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 – suite

**9. Obligations contractuelles**

CORCAN s'est engagé à payer un montant total de 1 571 634 \$ aux termes de contrats de location relatifs à l'entrepôt de Kingston, aux locaux de l'Administration centrale ainsi que d'autres engagements minimes. Le montant payé au cours de l'exercice pour l'entrepôt de Kingston était de 1 100 000 \$ (1 152 000 \$ en 2016).

Pour les exercices futurs, les paiements annuels sont estimés comme suit :

	(en milliers de dollars)
2018.....	1 572
2019.....	1 109
2020.....	1 101
2021.....	460
2022 et par la suite.....	2
	<b>4 244</b>

**10. Actif net**

L'actif net comprend les éléments suivants :

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Capital d'apport.....	30 542	30 542
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds.....	(15 622)	(10 598)
Déficit accumulé.....	(13 778)	(16 446)
Paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arriérés.....	–	(5)
Autres.....	4	1
<b>Actif net à la fin de l'exercice.....</b>	<b>1 146</b>	<b>3 494</b>

Le capital d'apport représente la valeur des immobilisations financées au moyen du capital d'apport à l'établissement du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente le montant de l'autorisation permanente affectée (fournie) depuis l'établissement du Fonds.

Le déficit accumulé est le résultat de l'accumulation des surplus (pertes) de chaque année d'exploitation.

## Fonds renouvelable CORCAN – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 – suite

## 11. Information sectorielle

L'information sectorielle comprend les éléments suivants :

Exercice terminé le 31 mars 2017	Fabrication	Construction	Textile	Services	Autres	Total
(en milliers de dollars)						
Revenus .....	41 188	13 267	9 801	5 795	–	70 051
Coût des marchandises vendues .....	41 123	12 056	9 613	6 224	–	69 016
<b>Marge brute.....</b>	<b>65</b>	<b>1 211</b>	<b>188</b>	<b>(429)</b>	<b>–</b>	<b>1 035</b>
Actifs identifiables						
Débiteurs .....	1 696	656	322	503	663	3 840
Stocks .....	9 578	–	2 575	441	–	12 594
Immobilisations nettes .....	2 628	79	107	369	64	3 247
Amortissement des immobilisations .....	996	15	43	243	78	1 375
Exercice terminé le 31 mars 2016						
(en milliers de dollars)						
Revenus .....	45 567	12 123	9 087	6 510	–	73 287
Coût des marchandises vendues .....	46 449	11 849	8 551	7 391	–	74 240
<b>Marge brute.....</b>	<b>(882)</b>	<b>274</b>	<b>536</b>	<b>(881)</b>	<b>–</b>	<b>(953)</b>
Actifs identifiables						
Débiteurs .....	1 435	470	172	900	2 332	5 309
Stocks .....	8 627	–	2 801	420	–	11 848
Immobilisations nettes .....	3 622	35	59	615	142	4 473
Amortissement des immobilisations .....	1 147	34	25	190	173	1 569

## 12. Dépenses

Le tableau suivant fournit le détail des charges de l'administration centrale et régionale, des programmes d'emploi et d'employabilité et des ventes et commercialisation par catégorie :

	2017	2016
(en milliers de dollars)		
Salaires .....	8 425	9 224
Avantages sociaux .....	2 184	1 867
Services professionnels et spéciaux .....	6 291	6 658
Locations .....	1 514	1 247
Transports et télécommunications .....	374	262
Services publics, fournitures et approvisionnement .....	489	308
Autres dépenses .....	327	225
Achat de services de réparation et d'entretien .....	76	70
Information .....	5	3
	<b>19 685</b>	<b>19 864</b>

## 13. Éventualités

Dans le cours normal de ses activités, CORCAN fait l'objet de différentes réclamations ou poursuites judiciaires. Selon la direction, il n'y avait aucune réclamation significative au 31 mars 2017.

**Fonds renouvelable CORCAN – fin**

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 – fin

**14. Paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages**

Le gouvernement du Canada a mis en œuvre les paiements de salaires en arrérages en 2014-2015. Par conséquent, un paiement ponctuel a été versé aux employés et sera recouvré des employés à l'avenir. La transition vers les paiements de salaires en arrérages s'inscrit dans l'initiative de transformation qui remplace le système de paie et permet également de simplifier et de moderniser les processus de paie. Ce changement apporté au système de paie n'a pas eu d'incidence sur les charges du Fonds renouvelable. Cependant, cela a occasionné l'utilisation des autorisations de dépenses supplémentaires par le Fonds renouvelable et a touché le compte de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds. Avant la fin de l'exercice 2015, ces paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages ont été transférés à un compte central administré par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, qui est responsable de l'administration du système de paie du gouvernement.

**15. Paiements futurs exigibles en vertu du bail et montant**

Le 1<sup>er</sup> décembre, 2015, CORCAN a signé une entente avec Giben America Inc. pour la location de matériel spécial en vertu d'un contrat de location-acquisition. Un montant de 120 438 \$ a été inscrit à l'actif, selon un taux d'intérêt implicite de 8 pour cent. L'obligation correspondante est réglée à la fin du bail de cinq ans et est séparée à l'état de la situation financière entre les tranches à court terme et à long terme. Les paiements minimaux exigibles en vertu d'un bail pour l'exercice courant ont totalisé 27 161 \$, ce qui inclut les intérêts de 8 496 \$ imputés aux résultats.

L'obligation au titre d'immobilisations corporelles louées comprend :

	(en milliers de dollars)
2018.....	27
2019.....	27
2020.....	27
2021 et par la suite.....	32
	<b>113</b>
Moins les intérêts.....	17
	<b>96</b>
Tranche à court terme.....	19
Tranche à long terme.....	77

**16. Chiffres correspondants**

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de refléter la présentation adoptée de l'exercice en cours.

## Fonds renouvelable de Géomatique Canada

### Déclaration de responsabilité de la direction

Les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de Géomatique Canada ont été préparés conformément aux normes comptables établies par la *Politique du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes* et les exigences de rapport et les normes du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds conformément aux principales conventions comptables énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable avec ceux de l'exercice précédent.

La responsabilité première, concernant l'intégrité et l'objectivité des données présentées ici revient aux gestionnaires du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures prévisions et jugement de la gestion, tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de cette responsabilité de rapport, le Fonds tient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds et bénéficie également de conseils judicieux que lui apporte le personnel comptable du Secteur de la gestion et des services intégrés (SGSI). À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

Le SGSI développe et propage les conventions de comptabilité et de gestion financière et émet des directives particulières conformes aux normes dans ces domaines. Les opérations sont exécutées selon des règlements prescrits, dans les limites des autorisations parlementaires, et sont enregistrées correctement afin de maintenir l'imputabilité des fonds gouvernementaux et de sauvegarder les éléments d'actif du Fonds. Les systèmes de gestion financière et de contrôle interne sont maintenus à un coût raisonnable et sont appuyés par les programmes de vérification interne. La gestion recherche aussi l'objectivité et l'intégrité des données de ses états financiers par la formation et le perfectionnement d'un personnel qualifié, par l'établissement de dispositions organisationnelles permettant un juste partage des responsabilités et par le maintien de programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et autorisations seront compris dans toute l'organisation.

Afin d'assurer le maximum d'objectivité et d'éliminer les préjudices, les renseignements que renferment ces états financiers ont été vérifiés par un vérificateur externe, dont le rôle est d'exprimer une opinion indépendante sur le fait que les états financiers du Fonds, pris dans leur ensemble, présentent fidèlement la situation financière et les opérations du Fonds selon les principales conventions comptables établies. Ce jugement est fondé sur les procédures décrites dans l'opinion du vérificateur qui est jointe aux états financiers.

Approuvée par :

Directeur principal des finances adjoint par intérim  
Secteur de la gestion et des services intégrés  
Michel Nault, CPA, CGA

Sous-ministre adjointe,  
Dirigeante principale des finances  
Secteur de la gestion et des services intégrés  
Cheri Crosby

Le 2 juin 2017  
Ottawa, Canada

## Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

## État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017		2016	
	Prévisions <sup>1</sup>	Chiffres réels	Prévisions <sup>1</sup>	Chiffres réels
Résultats nets .....	100	574	100	262
Éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds.....	–	–	–	–
<b>Fonds provenant de l'exploitation.....</b>	<b>100</b>	<b>574</b>	<b>100</b>	<b>262</b>
Éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Autres éléments nets d'actifs (passifs) .....	–	36	–	210
<b>Autorisation fournie (employée) .....</b>	<b>100</b>	<b>610</b>	<b>100</b>	<b>472</b>

<sup>1</sup> Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

## Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017	2016
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds .....	3 450	2 520
Imputation des créditeurs à la fin de l'exercice sur le compte du crédit après le 31 mars.....	(1 002)	(681)
<b>Autorisation nette fournie, à la fin de l'exercice.....</b>	<b>2 448</b>	<b>1 839</b>
Limite de l'autorisation .....	5 000	5 000
<b>Autorisation non employée reportée .....</b>	<b>7 448</b>	<b>6 839</b>

## Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

### Rapport de l'auditeur indépendant

À la sous-ministre adjointe et dirigeante principale des finances, Ressources naturelles Canada

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de Géomatique Canada (« le Fonds »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2017 et les états des résultats et de l'actif (du passif) net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes afférentes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives. Ces états financiers ont été établis par la direction du Fonds de manière à satisfaire aux exigences de l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*.

### Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément à l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable de Géomatique Canada au 31 mars 2017, ainsi que de ses résultats et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date conformément à l'article 6.4 du *Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*.

### Référentiel comptable et restrictions quant à l'utilisation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons votre attention sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers sont préparés afin d'aider le Fonds Renouvelable de Géomatique Canada à se conformer aux exigences de l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*. Ainsi, les états financiers peuvent ne pas convenir à d'autres fins. Notre rapport s'adresse uniquement à la direction de Ressources naturelles Canada, et il ne doit pas être utilisé par des parties autres que Ressources naturelles Canada et le Conseil du Trésor du Canada.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.  
Comptables professionnels agréés,  
Experts-comptables autorisés

Le 2 juin 2017  
Ottawa, Canada

## Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

## État de la situation financière au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017	2016
Actif		
Actifs financiers		
Débiteurs (note 3).....	23	2
Stocks (note 4).....	48	24
	<b>71</b>	<b>26</b>
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance .....	–	15
Immobilisations corporelles (note 5)		
Au coût .....	2 868	2 868
Amortissement cumulé .....	(2 868)	(2 868)
	<b>71</b>	<b>41</b>
Passif		
Créiteurs et charges à payer (note 6).....	1 050	691
Indemnités de vacances .....	64	32
Revenu différé.....	30	–
Obligation au titre des avantages sociaux futurs .....	–	35
	<b>1 144</b>	<b>758</b>
Actif (passif) net (note 7) .....	(1 073)	(717)
	<b>71</b>	<b>41</b>

Éventualités (note 8)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par :

Sous-ministre adjoint par intérim  
Drew Leyburne  
pour  
Sous-ministre adjointe  
Direction générale de la politique stratégique et des résultats  
Louise Métivier

Le 2 juin 2017

## Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

## État des résultats et de l'actif (passif) net pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017	2016
<b>Revenus</b>		
Services .....	5 270	2 982
Produits .....	360	392
	<b>5 630</b>	<b>3 374</b>
<b>Charges</b>		
Services publics, fournitures et approvisionnements .....	1 965	393
Services professionnels et spécialisés .....	1 333	1 440
Traitements et avantages sociaux .....	1 214	1 049
Services du ministère et du secteur .....	327	125
Entretien et réparation .....	96	52
Location .....	71	26
Transport et communications .....	40	25
Autres dépenses .....	10	1
Provision pour avantages sociaux futurs .....	–	1
	<b>5 056</b>	<b>3 112</b>
Résultat net .....	574	262
Actif (passif) net, au début de l'exercice .....	(717)	194
Ressources financières nettes fournies (utilisées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice .....	(930)	(1 173)
<b>Actif (passif) net, à la fin de l'exercice .....</b>	<b>(1 073)</b>	<b>(717)</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## État des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017	2016
<b>Activités d'exploitation</b>		
Résultat net des activités courantes .....	574	262
Variation de l'état de la situation financière		
Diminution (augmentation) des débiteurs .....	(21)	806
Diminution (augmentation) des stocks .....	(24)	(9)
Diminution (augmentation) des charges payées d'avance .....	15	(15)
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer .....	359	145
Augmentation (diminution) des indemnités de vacances .....	32	19
Augmentation (diminution) des revenus différés .....	30	–
Augmentation (diminution) de l'obligation au titre des avantages sociaux futurs .....	(35)	(35)
<b>Ressources financières nettes fournies par les activités d'exploitation .....</b>	<b>930</b>	<b>1 173</b>
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice .....	930	1 173
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice .....	2 520	1 347
<b>Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice .....</b>	<b>3 450</b>	<b>2 520</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017

### 1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de Géomatique Canada (le « Fonds ») a été établi en vertu de la *Loi de crédits no 3 de 1993-1994* sous le nom de « Fonds renouvelable pour le Secteur des levés, de la cartographie et de la télédétection » et certaines conditions étaient rattachées à l'autorisation. Le but du fonds était de transférer les coûts reliés à la production de biens et à l'offre de services, des contribuables vers les utilisateurs qui bénéficient directement de ces biens et services. Par la suite, le 8 décembre 1994, le « Fonds renouvelable pour le Secteur des levés, de la cartographie et de la télédétection » était renommé « Fonds renouvelable de Géomatique Canada ». Après avoir satisfait aux conditions spécifiques, l'autorisation permanente de maintenir le Fonds a été obtenue du Conseil du Trésor du Canada le 9 février 1995.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente conférée par le Parlement pour effectuer des paiements à même le Trésor pour le fonds de roulement, pour l'acquisition d'immobilisations et pour le financement temporaire des déficits d'exploitation accumulés, le total ne devant jamais dépasser 5 000 000 \$.

Le mandat du Fonds est d'engendrer des produits, des services et de l'expertise en géomatique qui peuvent être exploités à des fins commerciales. Les activités génératrices de recettes se servent ensuite de ces travaux pour produire des services et des produits commercialisables pour des clients particuliers du gouvernement fédéral, de l'industrie canadienne, du public canadien, des provinces, des territoires et d'autres pays.

### 2. Principales méthodes comptables

#### (a) Méthode de comptabilité

Les états financiers ont été établis conformément aux normes comptables significatives émises par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada et aux obligations de rendre compte pour les fonds renouvelables définies par le receveur général du Canada. La méthode de comptabilité utilisée dans ces états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus du Canada parce que :

- les services obtenus sans frais d'autres ministères gouvernementaux ne sont pas déclarés comme une charge, et
- l'obligation au titre des avantages sociaux futurs est fondée sur la meilleure estimation de la direction plutôt que sur des évaluations actuarielles.

#### (b) Utilisation d'estimation

La préparation d'états financiers exige que la direction formule des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les actifs et les passifs déclarés à la date des états financiers et sur le montant des produits et des charges déclarés durant la période. Les estimations les plus significatives utilisées dans la préparation des états financiers incluent le montant de certaines charges à payer, la durée de vie utile estimative des immobilisations, la provision pour créances douteuses, la provision pour désuétude des stocks et les estimations liées à l'obligation au titre des avantages sociaux futurs.

Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Ces estimations font l'objet d'une révision annuelle et si des ajustements sont nécessaires, ils sont inscrits aux états financiers au cours de la période pendant laquelle ils deviennent connus.

#### (c) Revenus

Les revenus sont constatés lorsque les produits sont vendus et les services rendus.

#### (d) Charges

À moins d'indication contraire, les charges sont constatées au cours de la période durant laquelle elles sont engagées. Les frais de services internes de Ressources naturelles Canada engagés au nom du Fonds sont constatés dans les présents états financiers en tant que coûts des services du ministère et du secteur.

#### (e) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés au montant qui devrait être réalisé ultimement; une provision est constituée pour les créances dont le recouvrement est considéré comme incertain.

## Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 – suite

## (f) Stocks

Les cartes sont évaluées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré de chaque titre.

## (g) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles acquises par le Fonds depuis le 1<sup>er</sup> avril 1994 sont comptabilisées au coût. Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire en fonction de leur durée probable d'utilisation dès le mois suivant leur acquisition. La durée probable d'utilisation des immobilisations est comme suit :

Équipement informatique	2 à 5 ans
Ameublement	10 ans
Équipement mécanique	10 ans
Matériel de bureau	5 ans
Équipement d'impression	8 ans
Équipement scientifique	10 ans

## (h) Régime de retraite

Les employés de Ressources Naturelles Canada dont les salaires et les autres avantages sociaux sont payés par le Fonds sont soumis à la *Loi sur la pension de la fonction publique* et à la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*. La participation du gouvernement du Canada au coût du régime est comprise dans le montant imputé au Fonds à titre d'avantages sociaux. Le paiement de la pension est pris à même le compte de pension de retraite de la fonction publique et le compte de prestations de retraite supplémentaires. Le Fonds n'est pas tenu, dans le cadre de la Loi actuelle, de verser des contributions pour pallier les insuffisances actuarielles du Compte de pension de retraite de la fonction publique ni les frais au Trésor pour les paiements d'indexation en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*.

## (i) Vacances à payer

Les indemnités de vacances sont passées en charges au fur et à mesure que les prestations sont constituées pour les employés selon leurs conditions d'emploi respectives.

## (j) Indemnités de cessation d'emploi

Les employés du Fonds ont droit à des prestations de cessation d'emploi déterminées selon les niveaux de salaire en vigueur au moment de la cessation d'emploi tel que le prévoient les conventions collectives et les conditions d'emploi. Le coût des indemnités gagnées est inscrit aux comptes au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit.

## (k) Congés de maladie

Les employés peuvent accumuler les congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne sont pas dévolus et ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Le montant des indemnités à payer en congés de maladie au cours des prochains exercices ne peut être raisonnablement déterminé et ne figure donc pas dans les présents états financiers. Le paiement des indemnités de congés de maladie est passé en charges à mesure qu'il est effectué et aucun montant n'a été comptabilisé dans les présents états financiers.

## 3. Débiteurs

Les débiteurs se détaillent de la façon suivante :

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Autres ministères et organismes gouvernementaux .....	5	–
Tiers.....	19	39
	<b>24</b>	<b>39</b>
Moins : provision pour créances douteuses pour les débiteurs avec des tierces parties .....	(1)	(37)
	<b>23</b>	<b>2</b>

## Fonds renouvelable de Géomatique Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 – suite

## 4. Stocks

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Cartes topographiques.....	343	341
Cartes géographiques.....	48	24
	<b>391</b>	<b>365</b>
Moins : provision pour désuétude des stocks.....	(343)	(341)
	<b>48</b>	<b>24</b>

## 5. Immobilisations corporelles

Coût	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Solde à la fin de l'exercice
	(en milliers de dollars)		
Équipement informatique.....	1 186	–	1 186
Ameublement.....	10	–	10
Équipement mécanique.....	398	–	398
Matériel de bureau.....	5	–	5
Équipement d'impression.....	988	–	988
Équipement scientifique.....	281	–	281
	<b>2 868</b>	<b>–</b>	<b>2 868</b>
	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Solde à la fin de l'exercice
Amortissement cumulé	(en milliers de dollars)		
Équipement informatique.....	1 186	–	1 186
Ameublement.....	10	–	10
Équipement mécanique.....	398	–	398
Matériel de bureau.....	5	–	5
Équipement d'impression.....	988	–	988
Équipement scientifique.....	281	–	281
	<b>2 868</b>	<b>–</b>	<b>2 868</b>

## 6. Crédoiteurs et charges à payer

Les crédoiteurs et charges à payer se détaillent de la façon suivante :

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Autres ministères et organismes gouvernementaux.....	562	324
Tiers.....	488	367
	<b>1 050</b>	<b>691</b>

**Fonds renouvelable de Géomatique Canada – fin**

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 – fin

**7. Actif (passif) net**

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds est le montant de l'autorisation permanente utilisé depuis la création du Fonds.

Le surplus accumulé est une accumulation des surplus et des déficits, de chacun des exercices financiers, incluant la prise en charge de l'actif net au moment de l'établissement du Fonds.

Les apports de capital représentent la valeur des immobilisations corporelles financée par des contributions en capital lors de la création du Fonds.

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Capital d'apport.....	1 438	1 438
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds .....	(3 450)	(2 520)
Transfert des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages.....	(20)	(20)
Surplus cumulé .....	959	385
<b>Actif (passif) net .....</b>	<b>(1 073)</b>	<b>(717)</b>

**8. Éventualités**

Dans le cours normal de ses activités, le Fonds peut être impliqué dans diverses procédures judiciaires. Certaines de ces procédures peuvent occasionner des obligations réelles selon que certains événements futurs se produisent ou non. Dans la mesure où l'événement futur risque de se produire ou non et si l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, on comptabilise un passif estimatif et une charge est inscrite dans les états financiers. Aucune réclamation à l'égard du Fonds n'était en cours au 31 mars 2017.

**9. Transactions entre apparentés**

Puisque le Fonds fait partie intégrante du gouvernement du Canada, il est apparenté à tous les ministères, agences et sociétés d'État. Le Fonds conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal des affaires et ces transactions sont inscrites à la valeur d'échange.

**10. Chiffres correspondants**

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de refléter la présentation adoptée de l'exercice en cours.

## **Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada**

### Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (le « Fonds ») tels qu'exigés par et selon la *Politique du Conseil du Trésor sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes* et les exigences relatives aux rapports du Receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la direction compte tenu du principe d'importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les *Comptes publics du Canada* sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

La gestion des services financiers du Fonds élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect de normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une assurance raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon les règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition des comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection attentive, la formation et le perfectionnement d'un personnel qualifié, par des structures organisationnelles permettant une répartition appropriée des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, normes et les pouvoirs de la direction soient compris et appliqués dans l'ensemble de l'organisation.

À la demande du Fonds, les états financiers ont été examinés par un auditeur externe, dont le rôle consiste à exprimer une opinion indiquant si les états financiers donnent une image fidèle à la situation financière du Fonds au 31 mars 2017, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux principales conventions comptables énoncées à la note 2 des états financiers.

Approuvée par :

Présidente,  
Office de la propriété intellectuelle du Canada  
Johanne Bélisle

Dirigeante principale des finances,  
Innovation, Sciences et Développement économique Canada  
Colette Downie

Le 26 mai 2017  
Gatineau, Canada

## Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

## État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017		2016	
	Prévisions <sup>1</sup>	Chiffres réels	Prévisions <sup>1</sup>	Chiffres réels
Résultats nets .....	(5 309)	6 238	(590)	12 362
Éléments n'affectant pas l'encaisse .....	869	897	909	619
<b>Fonds provenant (employés) de l'exploitation.....</b>	<b>(4 440)</b>	<b>7 135</b>	<b>319</b>	<b>12 981</b>
Éléments affectant l'encaisse				
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles .....	(14 561)	(7 426)	(9 362)	(3 147)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	42	(6 205)	412	(6 238)
Paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages .....	–	(6)	–	(12)
<b>Autorisation fournie (employée) .....</b>	<b>(18 959)</b>	<b>(6 502)</b>	<b>(8 631)</b>	<b>3 584</b>

<sup>1</sup> Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

## Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017	2016
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds .....	174 137	175 998
Imputation des crédateurs sur le crédit à la fin de l'exercice.....	(16 141)	(11 312)
Créances affectées au crédit à la fin de l'exercice .....	826	282
Autres éléments .....	5 666	6 022
<b>Autorisation nette fournie, à la fin de l'exercice.....</b>	<b>164 488</b>	<b>170 990</b>
Limite de l'autorisation .....	5 000	5 000
<b>Autorisation non employée reportée .....</b>	<b>169 488</b>	<b>175 990</b>

Les chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

## **Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite**

### Rapports de l'auditeur indépendant

Au sous-ministre, Innovation, Sciences et Développement économique Canada

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (le « Fonds »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2017 et les états des résultats et du passif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes afférentes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives. Les états financiers ont été préparés par la direction du Fonds afin de satisfaire aux exigences de l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*.

### Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément à l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada au 31 mars 2017, ainsi que de ses résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément à l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*.

### Référentiel comptable et restrictions quant à l'utilisation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons votre attention sur la note 2 des états financiers qui décrit le référentiel comptable. Les états financiers ont été préparés afin d'aider le Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada à satisfaire aux exigences de l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement à la direction du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada et au sous-ministre, Innovation, Sciences et Développement économique Canada, et ne devrait pas être utilisé par d'autres parties que le Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada, le sous-ministre, Innovation, Sciences et Développement économique Canada ou le Conseil du Trésor du Canada.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.  
Comptables professionnels agréés,  
experts-comptables autorisés

Le 29 mai 2017  
Ottawa, Canada

## Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

## État de la situation financière au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017	2016
Actif		
Actifs financiers		
Petite caisse .....	2	3
Débiteurs (note 3) .....	2 577	936
Revenus non facturés .....	9 805	10 060
	<b>12 384</b>	<b>10 999</b>
Actifs non financiers		
Frais payés d'avance .....	454	339
Immobilisations corporelles (note 4) .....	13 206	6 677
	<b>26 044</b>	<b>18 015</b>
Passifs		
Comptes de dépôts .....	3 225	3 263
Créditeurs et charges à payer (note 5) .....	16 141	11 312
Indemnités de congé .....	3 654	3 403
Obligation pour indemnités de départ (note 6) .....	3 507	4 274
Revenus reportés .....	61 809	66 148
	<b>88 336</b>	<b>88 400</b>
Passif net (note 7) .....	(62 292)	(70 385)
	<b>26 044</b>	<b>18 015</b>

Obligations contractuelles (note 8)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

## État des résultats et du passif net pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017	2016
Revenus .....	158 252	162 621
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux .....	99 426	99 215
Services professionnels .....	38 153	34 330
Logement .....	7 569	7 441
Information .....	2 357	2 102
Matériels et fournitures.....	1 727	3 092
Entretien et réparation .....	810	883
Amortissement des immobilisations corporelles .....	680	619
Formation.....	652	556
Fret et courrier.....	529	599
Voyages .....	487	462
Perte sur aliénation d'immobilisations corporelles .....	217	–
Location .....	85	62
Communications .....	22	2
Provision pour indemnités de départ.....	(700)	896
	<b>152 014</b>	<b>150 259</b>
Résultats nets .....	6 238	12 362
Passif net, au début de l'exercice .....	(70 385)	(79 778)
Ressources financières nettes (fournies) employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice.....	1 861	(2 957)
Transfert des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages (note 10) .....	(6)	(12)
<b>Passif net, à la fin de l'exercice .....</b>	<b>(62 292)</b>	<b>(70 385)</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

## État des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017	2016
Activités d'exploitation		
Résultats nets.....	6 238	12 362
Éléments n'affectant pas l'encaisse		
Amortissement des immobilisations corporelles .....	680	619
Perte sur aliénation d'immobilisations corporelles .....	217	–
	<b>7 135</b>	<b>12 981</b>
Variation de l'état de la situation financière		
Diminution (augmentation) de la petite caisse .....	1	(1)
Diminution (augmentation) des débiteurs .....	(1 641)	(99)
Diminution (augmentation) des frais payés d'avance .....	(115)	38
Diminution (augmentation) des revenus non facturés.....	255	(1 378)
Augmentation (diminution) des comptes de dépôt .....	(38)	(448)
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer .....	4 829	2 008
Augmentation (diminution) des indemnités de congé .....	251	167
Augmentation (diminution) des indemnités de départ.....	(767)	141
Augmentation (diminution) des revenus reportés.....	(4 339)	(7 293)
<b>Total des variations de l'état de la situation financière.....</b>	<b>(1 564)</b>	<b>(6 865)</b>
Paiement de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages.....	(6)	(12)
<b>Ressources financières nettes fournies par les activités d'exploitation .....</b>	<b>5 565</b>	<b>6 104</b>
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations corporelles .....	(7 426)	(3 147)
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice.....	(1 861)	2 957
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice.....	175 998	173 041
<b>Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 7).....</b>	<b>174 137</b>	<b>175 998</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017

### 1. Autorisation et objectif

L'Office de la propriété intellectuelle du Canada (OPIC) octroie ou enregistre les droits exclusifs de propriété intellectuelle au Canada. En échange, l'OPIC acquiert des renseignements sur la propriété intellectuelle et des technologies de pointe qu'il diffuse auprès des entreprises, des industries et des citoyens canadiens pour améliorer leur rendement économique et leur compétitivité et pour stimuler l'innovation.

L'OPIC est financé par un fonds renouvelable (le « Fonds ») qui a été établi le 1<sup>er</sup> avril 1994. L'autorisation de dépenser à même les sommes du Trésor a été octroyée le 22 février 1994 pour une somme maximale de 15 000 000 \$. Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2002, la somme maximale de l'autorisation de dépenser à même les sommes du Trésor a été réduite à 5 000 000 \$. Le Parlement a accordé au Fonds l'autorisation permanente de puiser dans le Trésor pour effectuer des paiements aux titres du fonds de roulement, de l'acquisition d'immobilisations et du financement temporaire du déficit d'exploitation accumulé. Le Fonds peut retenir les surplus afin de poursuivre l'automatisation des opérations.

Le Fonds n'est pas sujet à l'impôt sur le revenu.

### 2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été établis conformément aux normes comptables du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada et aux exigences en matière de rapports relatives aux fonds renouvelables définis par le receveur général du Canada. La méthode de comptabilité utilisée dans ces états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus du Canada parce que :

- les services obtenus sans frais d'autres ministères gouvernementaux ne sont pas déclarés comme une charge;
- les passifs liés aux vacances et aux prestations de cessation d'emploi sont basés sur des estimations de la direction plutôt que sur des évaluations actuarielles; et
- les passifs éventuels sont divulgués plutôt qu'enregistrés.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

#### (a) Constatation des revenus

Les droits reçus pour le traitement des demandes de brevets, de marques de commerce et de dessins industriels sont comptabilisés à titre de revenus reportés jusqu'à ce que les services soient rendus; les droits sont à ce moment comptabilisés à titre de revenus. Des décomptes d'inventaire détaillés des applications ont lieu afin de déterminer le montant de revenus reportés, qui tient compte du barème de droits liés à l'application. Des taux différents peuvent être facturés selon la taille de l'entité. Les abandons au cours du processus d'application sont comptabilisés à titre de revenus gagnés. Lorsque le travail est complété avant que les droits soient reçus, les montants sont présentés comme revenus non facturés. Les droits sont prescrits par divers décrets en Conseil.

#### (b) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire, sur leur durée de vie estimative, à compter du mois suivant leur acquisition, comme suit:

<u>Catégorie d'immobilisations</u>	<u>Années</u>
Améliorations locatives	5 ans
Logiciels	3-10 ans
Matériel informatique	5-10 ans
Équipement et outillage	10 ans
Ameublement	10 ans

Les coûts pour les actifs en construction sont capitalisés lorsqu'ils sont engagés et l'amortissement débute à compter du mois suivant leur mise en service.

## Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 – suite

## (c) Avantages sociaux futurs

## i. Indemnités de départ

Les employés du Fonds ont droit à des prestations d'indemnité de départ calculées sur le niveau du salaire au moment de la cessation de l'emploi tel que prévu dans leurs conventions collectives et leurs conditions d'emploi. Ces prestations sont comptabilisées au fur et à mesure que l'employé rend les services nécessaires pour les gagner. Dans le budget de 2012, le Gouvernement du Canada a annoncé que l'accumulation de l'indemnité de départ serait éliminée dans les cas de démission et de départ à la retraite des employés du gouvernement fédéral. Lors de la mise en œuvre de cette mesure, les conventions collectives avaient offert trois options pour faire face aux soldes accumulés à ce jour. Celles-ci incluaient :

- 1) un paiement unique au taux de rémunération du poste d'attache de l'employé(e) tel que stipulé dans la convention collective, ou
- 2) un paiement unique au moment de la cessation d'emploi au sein de l'administration publique centrale au taux de rémunération du poste d'attache de l'employé(e) à la date de cessation d'emploi au sein de l'administration publique centrale, ou
- 3) une combinaison des options 1) et 2).

En rapport avec l'option 1) et 3), le Fonds a dû puiser à même l'obligation pour indemnités de départ dès que les conventions collectives sont entrées en vigueur.

## ii. Prestations de retraite

Les employés du Fonds sont protégés par le Régime de pension de retraite de la fonction publique administré par le gouvernement du Canada. En vertu de la présente Loi, les contributions versées au Régime par le Fonds sont limitées à un montant égal aux contributions de l'employé compte tenu de son service courant. Ces contributions représentent les obligations totales de pension du Fonds et sont imputées aux opérations sur une base courante. Le Fonds n'est pas tenu, dans le cadre de la Loi actuelle, de verser des contributions pour pallier les insuffisances actuarielles du Compte de pension de retraite de la fonction publique ni les frais au Trésor pour les paiements d'indexation en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*.

## (d) Utilisation d'estimations comptables

La préparation de ces états financiers exige de la direction qu'elle établisse des estimations et hypothèses comptables influant sur les montants de l'actif et du passif et la présentation des actifs ou passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des revenus et des dépenses présentés pour la période. L'utilisation d'estimations comptables concerne principalement les revenus, la durée de vie utile estimative des immobilisations corporelles et les obligations salariales à payer. Les résultats réels pourraient différer des estimations. Ces estimations sont revues annuellement et, si des ajustements sont nécessaires, ils sont inscrits dans les états financiers au cours de l'exercice où ils sont connus.

## (e) Congés de maladie

Les employés peuvent accumuler les congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne sont pas dévolus et ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Le montant des indemnités à payer en congés de maladie au cours des prochains exercices ne peut être raisonnablement déterminé et ne figure donc pas dans les présents états financiers. Le paiement des indemnités de congés de maladie est inclus dans les opérations en cours au moment où il est encouru.

## 3. Débiteurs

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Ministères et organismes.....	826	282
Parties externes.....	1 751	654
<b>Débiteurs nets.....</b>	<b>2 577</b>	<b>936</b>

## Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 – suite

## 4. Immobilisations corporelles

Coût	Solde au	Acquisitions	Transferts	Aliénations	Solde au
	1 <sup>er</sup> avril 2016				31 mars 2017
(en milliers de dollars)					
Améliorations locatives.....	22 434	–	–	–	22 434
Logiciels.....	31 644	–	1 896	(964)	32 576
Matériel informatique.....	294	13	–	–	307
Équipement et outillage.....	–	–	158	–	158
Ameublement.....	494	–	–	–	494
Actifs en construction.....	6 046	7 413	(2 054)	(217)	11 188
	<b>60 912</b>	<b>7 426</b>	<b>–</b>	<b>(1 181)</b>	<b>67 157</b>
(en milliers de dollars)					
Amortissement cumulé	Solde au	Amortissement	Ajustements	Ajustements	Solde au
	1 <sup>er</sup> avril 2016				31 mars 2017
(en milliers de dollars)					
Améliorations locatives.....	22 354	67	–	–	22 421
Logiciels.....	31 345	537	(964)	–	30 918
Matériel informatique.....	220	12	–	–	232
Équipement et outillage.....	–	14	–	–	14
Ameublement.....	316	50	–	–	366
Actifs en construction.....	–	–	–	–	–
	<b>54 235</b>	<b>680</b>	<b>(964)</b>	<b>(964)</b>	<b>53 951</b>
(en milliers de dollars)					
Valeur comptable nette				2017	2016
(en milliers de dollars)					
Améliorations locatives.....				13	80
Logiciels.....				1 658	299
Matériel informatique.....				75	74
Équipement et outillage.....				144	–
Ameublement.....				128	178
Actifs en construction.....				11 188	6 046
				<b>13 206</b>	<b>6 677</b>

## 5. Crédoiteurs et charges à payer

	2017	2016
(en milliers de dollars)		
Ministères et organismes.....	3 150	1 324
Parties externes.....	12 991	9 988
	<b>16 141</b>	<b>11 312</b>

## Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 – suite

## 6. Obligation pour indemnités de départ

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Obligation pour indemnités de départ, début de l'exercice.....	4 274	4 133
Prestations payées au cours de l'exercice		
Pour retraite et départs de la fonction publique.....	(66)	(741)
Pour employés ayant choisi de liquider leurs indemnités de départ tel que convenu dans les conventions collectives .....	(1)	(14)
Dépense de l'exercice.....	(700)	896
<b>Obligation pour indemnités de départ, fin de l'exercice .....</b>	<b>3 507</b>	<b>4 274</b>

## 7. Passif net

Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente les recettes et les débours cumulés au cours de la durée de vie du Fonds.

Surplus accumulé

Le surplus accumulé correspond à la somme des résultats nets d'exploitation de chaque exercice incluant l'imputation du déficit d'ouverture de 9 448 000 \$ au moment de l'établissement du Fonds.

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Surplus accumulé, début de l'exercice .....	105 613	93 263
Résultats net .....	6 238	12 362
Transfert des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages .....	(6)	(12)
<b>Surplus accumulé, fin de l'exercice .....</b>	<b>111 845</b>	<b>105 613</b>
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, début de l'exercice .....	(175 998)	(173 041)
Ressources financières nettes (fournies) employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice.....	1 861	(2 957)
<b>Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, fin de l'exercice .....</b>	<b>(174 137)</b>	<b>(175 998)</b>
<b>Passif net, fin de l'exercice.....</b>	<b>(62 292)</b>	<b>(70 385)</b>

## 8. Obligations contractuelles

L'OPIC loue ses locaux aux termes d'accords d'occupation. Un accord d'occupation constitue une entente formelle que concluent l'OPIC et Services publics et Approvisionnement Canada (anciennement connu sous le nom de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada) et qui stipule les modalités régissant la fourniture et l'occupation des locaux. Les paiements futurs prévus sont les suivants :

	(en milliers de dollars)
2018.....	7 455
2019.....	5 663
2020.....	1 480
	<b>14 598</b>

## **Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada – fin**

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 – fin

### **9. Opérations entre apparentés**

Le Fonds est apparenté, à titre de propriété commune, à tous les ministères, organismes et sociétés d'État créés par le gouvernement fédéral. Les paiements reliés au logement, au contentieux, à la rémunération et avantages sociaux, aux services de courrier et de sécurité ainsi qu'aux services informatiques pour l'ordinateur central sont effectués avec les parties concernées dans le cours normal des opérations.

### **10. Transferts des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages**

Le gouvernement du Canada a mis en œuvre les paiements de salaires en arrérages en 2014-2015. Par conséquent, un paiement ponctuel a été versé aux employés et sera recouvré des employés à l'avenir. La transition vers les paiements de salaires en arrérages s'inscrit dans l'initiative de transformation qui remplace le système de paie et permet également de simplifier et de moderniser les processus de paie. Ce changement apporté au système de paie n'a pas eu d'incidence sur les charges du Fonds renouvelable. Cependant, cela a occasionné l'utilisation des autorisations de dépenses supplémentaires par le Fonds renouvelable et a touché le compte de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds. En 2014-2015, ces paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages ont été transférés à un compte central administré par Services publics et Approvisionnement Canada, qui est responsable de l'administration du système de paie du gouvernement.

### **11. Information comparative**

Les chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

---

## Office national du film

### Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers

La responsabilité de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers ci-joints pour l'exercice s'étant terminé le 31 mars 2017 et de tous les renseignements qui y figurent incombe à la direction de l'Office national du film (« l'Office »). Ces états financiers ont été préparés par la direction à partir des politiques comptables du gouvernement, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes du secteur public. Ils ont été approuvés par les membres du Conseil d'administration de l'Office.

La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité des données présentées dans ces états financiers. Certains renseignements présentés dans les états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et le jugement de la direction, compte tenu de l'importance relative des postes en question. Pour s'acquitter de ses obligations au chapitre de la comptabilité et de la présentation de rapports, la direction tient des comptes qui permettent l'enregistrement centralisé des opérations financières de l'Office. Les renseignements financiers présentés aux fins de l'établissement des *Comptes publics du Canada* et figurant dans le *Rapport ministériel sur le rendement* de l'Office concordent avec ces états financiers.

Il incombe aussi à la direction de tenir un système efficace de contrôle interne en matière de rapports financiers (CIRF) conçu pour donner une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les actifs sont protégés et que les opérations sont autorisées et enregistrées adéquatement, conformément à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à d'autres lois, règlements, autorisations et politiques applicables.

La direction veille également à assurer l'objectivité et l'intégrité des données figurant dans ses états financiers en choisissant soigneusement des employés qualifiés et en assurant leur formation et leur perfectionnement, en prenant des dispositions pour assurer une répartition appropriée des responsabilités, en établissant des programmes de communication pour faire en sorte que tous les membres de l'Office sont au fait des règlements, des politiques, des normes et des pouvoirs de la direction, et en procédant tous les ans à une évaluation fondée sur le risque de l'efficacité du système de CIRF.

Le système CIRF est conçu pour atténuer les risques à un niveau raisonnable fondé sur un processus continu qui vise à identifier les risques clés, à évaluer l'efficacité des contrôles clés associés, et à apporter les ajustements nécessaires.

L'Office fait l'objet d'audits périodiques des contrôles de base par le Bureau du contrôleur général et utilise les résultats de ces audits dans le but d'adhérer à la *Politique sur le contrôle interne* du Conseil du Trésor.

Un audit des contrôles de base a été effectué en 2016-2017 par le Bureau du contrôleur général du Canada (BCG). Le rapport d'audit et le plan d'action de la direction qui y donne suite sont affichés sur le site Web du ministère, à l'adresse suivante : [www.onf.gc.ca](http://www.onf.gc.ca).

Le Bureau du vérificateur général, auditeur indépendant du gouvernement du Canada, a émis une opinion sur la présentation fidèle des états financiers de l'Office sans donner d'opinion de l'auditeur au sujet de l'évaluation annuelle de l'efficacité des contrôles internes de l'Office en matière de rapports financiers.

Approuvée par :

Commissaire du gouvernement à la cinématographie  
Claude Joli-Coeur

Directrice générale, Finances, opérations et technologie  
(Dirigeante principale des finances)  
Luisa Frate, CPA, CA

Le 13 juillet 2017  
Montréal, Canada

## Office national du film – suite

## État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017		2016	
	Prévisions <sup>1</sup>	Chiffres réels	Prévisions <sup>1</sup>	Chiffres réels
Coût de l'exploitation.....	(61 895)	(62 162)	(61 797)	(60 060)
Éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds.....	–	3 496	–	2 438
<b>Fonds provenant (employés) de l'exploitation.....</b>	<b>(61 895)</b>	<b>(58 666)</b>	<b>(61 797)</b>	<b>(57 622)</b>
Éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations.....	–	(4 489)	–	(2 210)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	–	(760)	–	(89)
<b>Autorisation fournie (employée).....</b>	<b>(61 895)</b>	<b>(63 915)</b>	<b>(61 797)</b>	<b>(59 921)</b>
Autorisation annuelle votée (employée).....	–	63 155	–	59 832
<b>Autorisation législative du fonds renouvelable employée.....</b>	<b>–</b>	<b>(760)</b>	<b>–</b>	<b>(89)</b>

<sup>1</sup> Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

## Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017	2016
Solde créditeur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds.....	(6 215)	(5 033)
Imputation des créditeurs à la fin de l'exercice sur le compte du crédit après le 31 mars.....	(4 569)	(6 099)
<b>Autorisation nette législative du fonds renouvelable employée, à la fin de l'exercice.....</b>	<b>(10 784)</b>	<b>(11 132)</b>
Allocation du Conseil du Trésor pour les paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages.....	–	1 108
Limite de l'autorisation législative du fonds renouvelable.....	15 000	15 000
<b>Autorisation législative du fonds renouvelable non employée reportée.....</b>	<b>4 216</b>	<b>4 976</b>

## Office national du film – suite

### Rapport de l'auditeur indépendant

À la ministre du Patrimoine canadien

#### Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'Office national du film, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2017, et l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle, l'état de la variation de la dette nette ministérielle et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

#### Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

#### Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Office national du film au 31 mars 2017, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

#### Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

À mon avis, les opérations de l'Office national du film dont j'ai eu connaissance au cours de mon audit des états financiers ont été effectuées, dans tous leurs aspects significatifs, conformément à la *Loi sur le cinéma* et au règlement administratif de l'Office national du film.

Pour le vérificateur général du Canada,  
Tina Swiderski, CPA auditrice, CA  
directrice principale

Le 13 juillet 2017  
Montréal, Canada

## Office national du film – suite

## État de la situation financière au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017	2016
<b>Passifs</b>		
Créditeurs et charges à payer (note 5) .....	3 689	4 662
Salaires à payer .....	2 082	1 915
Indemnités de vacances et provision pour révisions salariales.....	2 921	1 046
Revenus reportés.....	388	445
Obligation au titre d'immobilisations corporelles louées (note 6).....	209	166
Avantages sociaux futurs (note 7) .....	2 712	2 651
<b>Total des passifs nets .....</b>	<b>12 001</b>	<b>10 885</b>
<b>Actifs financiers</b>		
Montant à recevoir du Trésor .....	4 336	4 463
Débiteurs (note 8) .....	1 709	1 730
Dépôts.....	90	100
<b>Total des actifs financiers nets .....</b>	<b>6 135</b>	<b>6 293</b>
<b>Dette nette ministérielle .....</b>	<b>5 866</b>	<b>4 592</b>
<b>Actifs non financiers</b>		
Charges payées d'avance .....	539	469
Stocks.....	142	131
Immobilisations corporelles (note 9) .....	9 617	7 431
<b>Total des actifs non financiers.....</b>	<b>10 298</b>	<b>8 031</b>
<b>Situation financière nette ministérielle.....</b>	<b>4 432</b>	<b>3 439</b>

Obligations contractuelles (note 10)

Passif éventuel (note 11)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Approuvé par le conseil d'administration :

Commissaire du gouvernement à la cinématographie et  
Président de l'Office National du Film du Canada  
Claude Joli-Coeur

Membre du conseil d'administration  
Anita Patil Huberman

Le 13 juillet 2017

## Office national du film – suite

## État des résultats et de la situation financière nette ministérielle pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017	2017	2016
	Résultats prévus		
Charges (note 12a)			
Productions audiovisuelles .....	30 483	32 451	30 267
Accessibilité et interaction avec l'auditoire .....	24 683	24 256	24 171
Services internes .....	9 578	10 212	9 009
<b>Total des charges .....</b>	<b>64 744</b>	<b>66 919</b>	<b>63 447</b>
Revenus (note 12b)			
Produits audiovisuels .....	3 060	2 813	2 957
Commandites et préventes .....	2 473	1 921	349
Autres revenus .....	50	23	81
<b>Total des revenus .....</b>	<b>5 583</b>	<b>4 757</b>	<b>3 387</b>
<b>Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts .....</b>	<b>59 161</b>	<b>62 162</b>	<b>60 060</b>
Financement du gouvernement et transferts			
Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada .....	62 624	63 282	61 067
Variations des montants à recevoir du Trésor .....	–	(127)	(1 231)
<b>(Revenu) coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts .....</b>	<b>(3 463)</b>	<b>(993)</b>	<b>224</b>
Situation financière nette ministérielle, début de l'exercice .....	3 096	3 439	3 663
<b>Situation financière nette ministérielle, fin de l'exercice .....</b>	<b>6 559</b>	<b>4 432</b>	<b>3 439</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Office national du film – suite

## État de la variation de la dette nette ministérielle pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017	2017	2016
	Résultats prévus		
(Revenu) coût de fonctionnement net après le financement du gouvernement et les transferts .....	(3 463)	(993)	224
Variation due aux immobilisations corporelles			
Acquisition d'immobilisations corporelles .....	5 856	4 532	2 375
Amortissement des immobilisations corporelles .....	(2 474)	(2 346)	(2 722)
Perte sur l'aliénation d'immobilisations corporelles .....	–	–	(161)
<b>Total de la variation due aux immobilisations corporelles.....</b>	<b>3 382</b>	<b>2 186</b>	<b>(508)</b>
Variation due aux stocks .....	–	11	59
Variation due aux charges payées d'avance .....	–	70	8
<b>Variation nette de la dette nette ministérielle .....</b>	<b>(81)</b>	<b>1 274</b>	<b>(217)</b>
Dette nette ministérielle, début de l'exercice.....	4 380	4 592	4 809
<b>Dette nette ministérielle, fin de l'exercice.....</b>	<b>4 299</b>	<b>5 866</b>	<b>4 592</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## État des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017	2016
Activités de fonctionnement		
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts .....	62 162	60 060
Éléments n'affectant pas l'encaisse		
Amortissement des immobilisations corporelles .....	(2 346)	(2 722)
Perte sur l'aliénation d'immobilisations corporelles.....	–	(161)
Variations de l'état de la situation financière		
Variation des salaires à payer .....	(167)	(56)
Variation des indemnités de vacances et provision pour révisions salariales.....	(1 875)	(281)
Variation nette pour avantages sociaux futurs.....	(61)	229
Variation des créditeurs et charges à payer.....	1 235	2 455
Variation des débiteurs .....	(21)	(387)
Variation des dépôts.....	(10)	4
Variation des revenus reportés.....	57	(213)
Variation des charges payées d'avance .....	70	8
Variation des stocks .....	11	59
<b>Encaisse utilisée pour les activités de fonctionnement .....</b>	<b>59 055</b>	<b>58 995</b>
Activités d'investissement en immobilisations		
Sorties de fonds relatives à l'acquisition d'immobilisations corporelles .....	4 060	2 034
<b>Encaisse utilisée pour les activités d'investissement en immobilisations .....</b>	<b>4 060</b>	<b>2 034</b>
Activités de financement		
Paiement sur l'obligation au titre d'immobilisations corporelles louées.....	167	38
<b>Encaisse utilisée pour les activités de financement .....</b>	<b>167</b>	<b>38</b>
<b>Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada .....</b>	<b>63 282</b>	<b>61 067</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## 1. 76 États financiers des fonds renouvelables

## Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017

### 1. Statut et objectifs

L'Office national du film a été fondé en 1939 en vertu de la *Loi sur le cinéma* et est l'organisme chargé d'administrer cette loi.

Relevant de la ministre du Patrimoine canadien, l'Office national du film (« Office ») est un organisme culturel mentionné à l'annexe I.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il est dirigé par un conseil d'administration dont les membres sont nommés par le gouverneur en conseil et dont le président est le commissaire du gouvernement à la cinématographie.

Le mandat législatif de l'Office est de susciter et de promouvoir la production et la distribution de films dans l'intérêt national et, notamment, de :

- produire et distribuer des films destinés à faire connaître et comprendre le Canada aux Canadiens et aux autres nations, et promouvoir la production et la distribution de tels films;
- représenter le gouvernement du Canada dans ses relations avec des personnes exerçant une activité cinématographique commerciale quant à des films cinématographiques pour le gouvernement ou l'un quelconque de ses ministères;
- faire des recherches sur les activités cinématographiques et en mettre les résultats à la disposition des personnes s'adonnant à la production de films;
- conseiller le gouverneur en conseil à l'égard d'activités cinématographiques; et
- remplir, en matière d'activités cinématographiques, les autres fonctions que le gouverneur en conseil peut lui assigner.

L'Office n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu.

### 2. Modification de convention comptable

Jusqu'en 2015-2016, les revenus de commandites et préventes étaient comptabilisés selon les premiers dollars dépensés pour le projet commandité. La nouvelle convention comptable est de comptabiliser les revenus au moment de la facturation qui est généralement liée soit à la livraison d'un produit ou à l'avancement des travaux selon les termes du contrat. Cette méthode aura pour avantage de rapprocher les revenus et les obligations de prestations de l'Office.

Pour l'année 2016-2017, le Coût de fonctionnement net est plus élevé de 771 \$. Les revenus de commandites et préventes et les débiteurs pour des revenus non facturés sont réduits de 771 \$.

La nouvelle convention comptable n'a aucun impact sur l'année 2015-2016.

### 3. Conventions comptables importantes

Ces états financiers ont été préparés conformément aux conventions comptables du gouvernement énoncées ci-dessous, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des conventions comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence importante par rapport aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Sauf indication contraire, les chiffres dans les états financiers sont présentés en milliers de dollars canadiens.

Les conventions les plus importantes sont les suivantes :

#### (a) Autorisations parlementaires

Le financement des activités provient d'une autorisation permanente du Parlement (Fonds renouvelable) et d'autorisations parlementaires votées annuellement.

Le Fonds renouvelable permet à l'Office de puiser dans le Trésor pour effectuer des paiements relatifs au fonds de roulement, au financement temporaire des charges d'exploitation et à l'acquisition des immobilisations. Cette autorisation stipule que le montant cumulatif du fonds de roulement admissible et de la valeur comptable nette des immobilisations ne doit pas excéder 15 millions de dollars.

Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 – suite

L'Office est aussi financé en partie par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires votées annuellement. La présentation des autorisations consenties à l'Office ne correspond pas à la présentation des rapports financiers selon les principes comptables généralement reconnus étant donné que les autorisations sont fondées, dans une large mesure, sur les besoins de trésorerie. Par conséquent, les postes comptabilisés dans l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle ainsi que dans l'État de la situation financière ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux qui sont prévus par les autorisations parlementaires. La note 4 présente un rapprochement entre les deux méthodes de présentation des rapports financiers. Les montants des résultats prévus dans les sections « Charges » et « Revenus » de l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle correspondent aux montants rapportés dans l'État des résultats prospectifs intégré au *Rapport sur les plans et les priorités 2016-2017*. Les montants des résultats prévus inclus dans la section « Financement du gouvernement et transferts » de l'État des résultats et de la situation financière nette ministérielle et dans l'État de la variation de la dette nette ministérielle ont été préparés aux fins de gestion interne et n'ont pas été publiés précédemment.

Chaque année, l'Office présente au Parlement des informations sur les dépenses prévues dans le Budget des dépenses. Ces estimations aboutissent au dépôt de projets de loi de crédits (qui une fois adoptés deviennent des lois de crédits), conformément au cycle des rapports sur les dépenses gouvernementales. L'Office procède ensuite aux engagements des dépenses de manière à ce que les soldes non grevés des affectations et des crédits budgétaires fassent régulièrement l'objet d'une surveillance et de rapports pour s'assurer que les crédits suffiront pour toute la période et pour veiller à ne pas les dépasser.

Le risque de liquidité est le risque qu'un ministère éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. Pour gérer ce risque, l'Office se doit de gérer ses activités et ses dépenses dans le respect des crédits qui ont été approuvés par le Parlement ou des limites des dotations approuvées par le Conseil du Trésor.

Conformément à l'article 32 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, la politique de gestion du risque de liquidité de l'Office stipule ce qui suit : « Il ne peut être passé de marché ou autre entente prévoyant un paiement, dans le cadre d'un programme auquel est affecté un crédit ou un poste figurant dans les prévisions de dépenses alors déposées devant la Chambre des communes et sur lequel le paiement sera imputé, que si le solde disponible non grevé du crédit ou du poste est suffisant pour l'acquittement de toutes les dettes contractées à cette occasion pendant l'exercice au cours duquel a lieu la passation. »

L'exposition au risque de l'Office, ses objectifs, politiques et processus de gestion et d'évaluation de ce risque n'ont pas changé de manière notable par rapport à l'exercice précédent.

(b) Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada

L'Office fonctionne au moyen du Trésor, qui est administré par le receveur général du Canada. La totalité de l'encaisse reçue par l'Office est déposée au Trésor, et tous les décaissements faits par l'Office sont prélevés sur le Trésor. L'encaisse nette fournie par le gouvernement est la différence entre toutes les entrées de fonds et toutes les sorties de fonds, y compris les opérations entre les ministères au sein du gouvernement fédéral.

(c) Montant à recevoir du Trésor (ou à lui verser)

Le montant à recevoir du Trésor (ou à lui verser) découle d'un écart temporaire entre le moment où une opération affecte les autorisations de l'Office et le moment où elle est traitée par le Trésor. Le montant à recevoir du Trésor correspond au montant net de l'encaisse que l'Office a le droit de prélever du Trésor sans autre affectation d'autorisations pour s'acquitter de ses passifs. Ce montant n'est pas considéré comme un instrument financier.

(d) Constatation des charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les charges reliées aux productions audiovisuelles comprennent les coûts des activités pour le développement et la production d'œuvres audiovisuelles de toute forme. Les charges reliées à l'accessibilité et l'interaction avec l'auditoire incluent les activités nécessaires pour rendre les productions de l'Office accessibles, ce qui comprend la préservation et conservation de la collection ainsi que la promotion et la distribution des œuvres. Les services internes sont les charges encourues de façon à répondre aux activités et autres obligations générales de l'Office.

Les indemnités de vacances sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi.

## Office national du film – suite

## Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 – suite

## (e) Revenus

Les commandites et préventes et les revenus de produits audiovisuels autres que les revenus de redevances sont comptabilisés lorsque les montants sont exigibles.

Les revenus de redevances sont comptabilisés une fois que toutes les obligations de l'Office sont acquittées et que les charges qui y sont reliées sont comptabilisées, quelles que soient les dates d'utilisation de l'acquéreur.

Les autres revenus sont comptabilisés dans l'exercice pendant lequel les opérations ou les faits sous-jacents surviennent.

## (f) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour les débiteurs parties externes dont le recouvrement est incertain.

Le risque de crédit est le risque qu'une partie, ayant un instrument financier, manque à une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. L'Office n'est pas exposé à un risque de crédit important. L'Office fournit des services à d'autres ministères et organismes publics et à des organisations externes dans le cadre normal de ses activités. Les créances sont payables sur demande. L'exposition maximale de l'Office au risque de crédit est égale à la valeur comptable de ses créances.

## (g) Stocks

Les fournitures et approvisionnements sont évalués au coût.

Les copies de films et les autres formes de présentations visuelles destinées à la vente sont évaluées au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette.

## (h) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles dont le coût initial est d'au moins 5 000 \$ et les améliorations locatives supérieures à 10 000 \$ sont comptabilisées à leur coût d'achat.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'immobilisation, comme suit :

<u>Catégorie d'immobilisations corporelles</u>	<u>Période d'amortissement</u>
Équipement technique	de 4 à 10 ans
Logiciels et équipement informatique	de 5 à 10 ans
Mobilier, équipement de bureau et autres	de 5 à 10 ans
Améliorations locatives	durée des baux

Les sommes relatives aux travaux en cours sont reportées à la rubrique appropriée des immobilisations corporelles lorsque le projet est achevé et elles sont amorties conformément à la politique de l'Office.

L'Office détient une collection de près de 20 000 œuvres audiovisuelles produites depuis 1895. Cette collection inestimable d'une valeur indéterminée n'est pas destinée à la vente. Cependant, une valeur symbolique de 1 \$ lui a été attribuée dans les états financiers. Elle est inscrite à l'état de la situation financière et à la note 9 comme immobilisation corporelle pour s'assurer que le lecteur est conscient de son existence. L'Office n'inscrit pas à l'actif d'autres biens incorporels ayant une valeur culturelle, esthétique ou historique.

L'Office passe des contrats de location-exploitation pour l'acquisition de droits exclusifs d'utilisation de certaines immobilisations corporelles pour la durée du bail. Il comptabilise les loyers qui en découlent aux résultats de l'exercice au cours duquel ils s'appliquent. L'Office passe aussi des contrats de location-acquisition par lesquels pratiquement tous les avantages et risques inhérents à la propriété du bien lui sont transférés. Il les comptabilise comme une acquisition d'actif et une prise en charge d'obligations correspondant à la valeur actualisée des paiements minimaux exigibles au titre de la location, abstraction faite de la partie de ces paiements qui a trait aux frais accessoires. Les actifs comptabilisés dans le cadre de contrats de location-acquisition sont amortis selon la même méthode et les mêmes taux que les autres immobilisations corporelles détenues par l'Office, et les obligations sont amorties sur la durée des baux.

**Office national du film – suite**

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 – suite

(i) Autres actifs financiers et passifs financiers

Les instruments financiers de l'Office sont tous comptabilisés au coût ou au coût amorti. Les actifs financiers sont constitués des éléments d'actifs qui pourraient être consacrés à rembourser les passifs existants ou à financer des activités futures.

L'Office détient les actifs financiers suivants :

- débiteurs liés à la vente de produits audiovisuels à des parties externes ou autres ministères et organismes (nets des provisions pour créances douteuses)
- dépôts liés aux productions à l'étranger

Les passifs financiers sont constitués des créditeurs et charges à payer et des salaires à payer.

(j) Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

Les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique, un régime d'avantages sociaux multi-employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations de l'Office au Régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale de l'Office découlant du Régime. La responsabilité de l'Office relative au Régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du Régime.

Indemnités de départ

Les employés ont droit à des indemnités de départ, prévues par leurs conventions collectives ou conditions d'emploi. En 2012, le programme pour l'ensemble du personnel a été éliminé et par conséquent, les indemnités de départ ont cessé de s'accumuler. Le coût des indemnités de départ a été comptabilisé au cours des exercices pendant lesquels les indemnités ont été gagnées par les employés. L'obligation au titre des indemnités de départ est calculée à la valeur actuelle selon les hypothèses les plus probables de la direction en matière d'évolution des salaires, de taux d'actualisation et du moment de départ à la retraite. Ces hypothèses sont révisées annuellement.

Absences rémunérées

Les employés ont droit à des congés de maladie et à des indemnités d'accident de travail prévus par leurs conventions collectives ou leurs conditions d'emploi. Les jours de congé de maladie s'accumulent mais ne s'acquièrent pas, et permettent à l'employé d'être rémunéré pendant son absence pour raison de maladie en reconnaissance de services rendus antérieurement. À mesure que les employés rendent des services, la valeur des congés de maladie rémunérés correspondant à ces services est constatée à titre de passif et de charge. L'Office comptabilise le coût des indemnités d'accident de travail à verser lorsque le fait à l'origine de l'obligation se produit. La direction utilise des hypothèses et ses meilleures estimations telles que le taux d'actualisation, l'âge de la retraite, le taux d'utilisation des jours excédentaires aux congés octroyés annuellement, la probabilité de départ et le taux de révision salariale pour calculer la valeur actualisée de l'obligation au titre d'absences rémunérées. Ces hypothèses sont révisées annuellement.

(k) Passif éventuel

Le passif éventuel représente des obligations possibles qui peuvent devenir des obligations réelles selon que certains événements futurs se produisent ou non. Dans la mesure où l'événement futur risque de se produire ou non, et si l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, on comptabilise un passif estimatif et une charge. Si la probabilité ne peut être déterminée ou s'il est impossible de faire une estimation raisonnable du montant, l'éventualité est présentée dans les notes complémentaires aux états financiers.

## Office national du film – suite

## Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 – suite

## (1) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants déclarés des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers. Au moment de la préparation des présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont la provision pour créances douteuses, le passif éventuel, le passif au titre d'avantages sociaux futurs et la durée de vie utile des immobilisations corporelles. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ceux-ci sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

## 4. Autorisations parlementaires

L'Office reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'autorisations parlementaires annuelles. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle ainsi que dans l'état de la situation financière d'un exercice peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires qui ont été approuvées au cours d'un exercice précédent, pendant l'exercice en cours ou qui le seront dans un exercice futur. Par conséquent, les résultats des activités de fonctionnement nets de l'Office pour l'exercice diffèrent selon qu'ils sont présentés selon leur financement octroyé par le gouvernement ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

## a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations parlementaires de l'exercice en cours utilisés :

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts.....	62 162	60 060
Ajustements pour les postes ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations		
Ajouter (déduire)		
Perte sur l'aliénation d'immobilisations corporelles .....	-	(161)
Variation des indemnités de vacances et provision pour révisions salariales non imputées aux autorisations .....	(1 011)	(281)
Variation des charges à payer non imputées aux autorisations .....	(78)	498
Variation nette pour avantages sociaux futurs .....	(61)	229
Amortissement des immobilisations corporelles.....	(2 346)	(2 722)
	<b>(3 496)</b>	<b>(2 437)</b>
Ajustements pour les postes sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations		
Ajouter (déduire)		
Acquisition d'immobilisations corporelles .....	4 322	2 171
Païement sur l'obligation au titre d'immobilisations corporelles louées .....	167	38
	<b>4 489</b>	<b>2 209</b>
<b>Autorisations de l'exercice en cours utilisées.....</b>	<b>63 155</b>	<b>59 832</b>

## b) Autorisations fournies et utilisées :

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Autorisations fournies		
Budget principal des dépenses .....	61 895	59 652
Budget supplémentaire des dépenses .....	4 612	2 964
Moins :		
Autorisations disponibles pour emploi au cours des exercices ultérieurs .....	(3 309)	(2 733)
Affectation bloquée .....	(43)	(51)
<b>Autorisations de l'exercice en cours utilisées.....</b>	<b>63 155</b>	<b>59 832</b>

## Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 – suite

## 5. Crédoiteurs et charges à payer

Les crédoiteurs et les charges à payer sont évalués au coût et sont dus, en majorité, dans un délai de six mois suivant la date de clôture.

Le tableau ci-dessous présente les détails des crédoiteurs et des charges à payer de l'Office :

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Créditeurs - autres ministères et organismes .....	755	1 210
Créditeurs - parties externes .....	2 792	3 324
<b>Total des crédoiteurs .....</b>	<b>3 547</b>	<b>4 534</b>
Charges à payer .....	142	128
<b>Total des crédoiteurs et des charges à payer.....</b>	<b>3 689</b>	<b>4 662</b>

Au 31 mars 2017, le montant des charges à payer représente le solde non déboursé de l'obligation au titre des prestations de cessation d'emploi.

## 6. Obligation au titre d'immobilisations corporelles louées

L'Office a une entente pour la location d'équipement technique en vertu de deux contrats de location-acquisition. Les actifs ont été capitalisés en utilisant un taux d'intérêt implicite de 4 % pour le contrat de 2015-2016 et de 3 % pour le nouveau contrat de 2016-2017. Les obligations correspondantes seront remboursées pendant la durée du bail de 3 ans pour les deux contrats. Les paiements effectués pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 totalisent 172 \$ (2016 – 41 \$). Des intérêts de 5 \$ (2016 – 3 \$) sont imputés aux résultats.

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
2017 .....	–	71
2018 .....	143	71
2019 .....	72	29
<b>Total des futurs paiements minimaux en vertu des contrats de location-acquisition .....</b>	<b>215</b>	<b>171</b>
Moins : intérêts théoriques .....	(6)	(5)
<b>Solde de l'obligation au titre d'immobilisations corporelles louées .....</b>	<b>209</b>	<b>166</b>

## 7. Avantages sociaux futurs

Prestations de retraite

Les employés de l'Office participent au Régime de retraite de la fonction publique (le Régime), qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 % par année de service ouvrant droit à pension multiplié par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les bénéficiaires sont intégrés aux bénéficiaires du Régime de pensions du Canada/Régime de rentes du Québec et sont indexés à l'inflation.

Tant les employés que l'Office versent des cotisations couvrant le coût du Régime. En raison de modifications à la *Loi sur la pension de la fonction publique* à la suite de la mise en œuvre des dispositions liées au *Plan d'action économique 2012*, les employés cotisants ont été répartis en deux groupes. Les cotisants du groupe 1 sont les membres existants au 31 décembre 2012, et les cotisants du groupe 2 sont les cotisants qui ont rejoint le régime depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013. Le taux de cotisation de chaque groupe est différent.

En 2017, les charges pour les membres du groupe 1 et du groupe 2 s'élèvent à 3 263 \$ (2016 – 3 220 \$). Pour les membres du groupe 1, les charges correspondent à environ 1,12 fois les cotisations des employés et pour le groupe 2, à environ 1,08 fois les cotisations des employés. En 2016, les deux groupes combinés correspondaient à environ 1,3 fois les cotisations des employés.

## Office national du film – suite

## Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 – suite

La responsabilité de l'Office relative au Régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, en sa qualité de répondant du Régime.

## Indemnités de départ et absences rémunérées

## Indemnités de départ

L'Office verse des indemnités de départ à ses employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire à la cessation d'emploi. Ces indemnités ne sont pas capitalisées d'avance. Les prestations seront prélevées sur les autorisations futures.

Dans le cadre des négociations des conventions collectives et des conditions d'emploi, l'accumulation des indemnités de départ au titre du programme de paie des employés a cessé à compter de 2012. Les employés visés par ces changements avaient, jusqu'au 31 décembre 2013, la possibilité d'être payés immédiatement la valeur totale ou partielle des prestations accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante de prestations à la cessation d'emploi dans la fonction publique. Au 31 mars 2017, pour calculer l'obligation de la valeur restante, l'Office utilise un taux de croissance de la rémunération de 0,96 % (2016 – 0,96 %), un taux d'actualisation de 1,94 % (2016 – 1,61 %) et un horizon de départ à la retraite estimé à 60 ans.

## Absences rémunérées

L'Office offre à ses employés des indemnités de congé de maladie en fonction de leur salaire et des droits accumulés au cours de leurs années de service. Ces droits peuvent être accumulés mais ne s'acquèrent pas. L'Office a également reconnu une obligation au titre d'indemnités d'accident de travail.

Pour calculer l'obligation au titre de congé de maladie, l'Office utilise un salaire journalier moyen de 280 \$ (2016 – 289 \$), un taux d'augmentation des salaires de 0,96 % (2016 – 0,96 %), un taux d'utilisation annuel moyen de 2,6 % (2016 – 2,6 %), un taux d'actualisation de 1,94 % (2016 – 1,61 %), un taux de départ de 5,18 % (2016 – 5,16 %) et un horizon de départ à la retraite estimé à 60 ou 65 ans selon la date de début d'emploi.

Pour calculer l'obligation au titre d'indemnités d'accidents du travail, l'Office utilise les dispositions du régime d'indemnités d'accident du travail applicable et un taux d'actualisation de 1,94 %.

Au 31 mars 2017, les renseignements utiles à l'égard du régime d'indemnités de départ et des absences rémunérées sont les suivants :

	Indemnités de départ	Absences rémunérées	Total
	(en milliers de dollars)		
<b>Solde au 31 mars 2015</b> .....	<b>944</b>	<b>1 936</b>	<b>2 880</b>
Charge pour l'exercice.....	84	(111)	(27)
Indemnités versées au cours de l'exercice.....	(175)	(27)	(202)
<b>Solde au 31 mars 2016</b> .....	<b>853</b>	<b>1 798</b>	<b>2 651</b>
Charge pour l'exercice.....	269	(104)	165
Indemnités versées au cours de l'exercice.....	(77)	(27)	(104)
<b>Solde au 31 mars 2017</b> .....	<b>1 045</b>	<b>1 667</b>	<b>2 712</b>

## Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 – suite

## 8. Débiteurs

Le tableau suivant présente les détails des débiteurs de l'Office :

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Débiteurs - autres ministères et organismes .....	302	363
Débiteurs - parties externes .....	1 730	1 698
	<b>2 032</b>	<b>2 061</b>
Provision pour créances douteuses sur les débiteurs des parties externes.....	(323)	(331)
<b>Total des débiteurs .....</b>	<b>1 709</b>	<b>1 730</b>

## 9. Immobilisations corporelles

	31 mars 2016	Additions	Aliénations et radiations	Transferts	31 mars 2017
	(en milliers de dollars)				
Équipement technique					
Coût.....	18 633	328	–	–	18 961
Amortissement cumulé .....	(17 192)	(512)	–	–	(17 704)
	<b>1 441</b>	<b>(184)</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>1 257</b>
Logiciels et équipement informatique					
Coût.....	13 953	1 153	–	404	15 510
Amortissement cumulé .....	(10 271)	(1 510)	–	–	(11 781)
	<b>3 682</b>	<b>(357)</b>	<b>–</b>	<b>404</b>	<b>3 729</b>
Mobilier, équipement de bureau et autres					
Coût.....	537	42	(35)	–	544
Amortissement cumulé .....	(529)	(5)	35	–	(499)
	<b>8</b>	<b>37</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>45</b>
Améliorations locatives					
Coût.....	4 631	1 947	(841)	238	5 975
Amortissement cumulé .....	(3 573)	(319)	841	–	(3 051)
	<b>1 058</b>	<b>1 628</b>	<b>–</b>	<b>238</b>	<b>2 924</b>
Collection <sup>1</sup> .....	–	–	–	–	–
Travaux en cours.....	1 242	1 062	–	(642)	1 662
<b>Total</b>					
Coût.....	38 996	4 532	(876)	–	42 652
Amortissement cumulé .....	(31 565)	(2 346)	876	–	(33 035)
<b>Valeur nette comptable .....</b>	<b>7 431</b>	<b>2 186</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>9 617</b>

<sup>1</sup> La collection de l'Office a une valeur symbolique de 1 \$

Les biens susmentionnés comprennent des équipements acquis en vertu de contrats de location-acquisition d'une valeur brute de 414 \$ (2016 – 204 \$) moins l'amortissement cumulé de 103 \$ (2016 – 29 \$). L'amortissement de l'exercice pour les biens en location-acquisition est de 74 \$ (2016 – 29 \$).

Les aliénations et radiations de l'exercice de 876 \$ (2016 – 6 625 \$) sont reliées à l'abandon d'équipements désuets et de la radiation d'améliorations locatives suite à la fin de baux.

## Office national du film – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 – suite

## 10. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités de l'Office peuvent donner lieu à des contrats et des obligations en vertu desquels il sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années pour l'acquisition de biens ou de services. Voici les principales obligations contractuelles pour lesquelles une estimation raisonnable peut être faite :

	2018	2019	2020	2021	2022-2032	Total
	(en milliers de dollars)					
Locaux.....	4 498	1 170	1 049	763	7 275	14 755
Autres biens et services.....	855	726	34	12	3	1 630
<b>Total .....</b>	<b>5 353</b>	<b>1 896</b>	<b>1 083</b>	<b>775</b>	<b>7 278</b>	<b>16 385</b>

Les ententes pour la location de locaux totalisent 14 755 \$ et ont été signées avec Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC).

## 11. Passif éventuel

Dans le cours normal de ses activités, l'Office est assujéti à diverses réclamations ou poursuites judiciaires. La direction est d'avis que dans l'éventualité où l'Office serait tenu responsable, le montant global du passif qui en résulterait ne serait pas significatif.

## 12. Charges par principaux articles de dépenses et types de revenus

Le tableau qui suit présente les charges engagées et les revenus générés par principaux articles de dépenses et type de revenus.

## a) Charges

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Salaires et avantages sociaux .....	38 591	35 653
Services professionnels et spécialisés .....	11 601	10 122
Location .....	5 961	6 265
Transport et communication .....	2 983	3 120
Amortissement des immobilisations corporelles .....	2 346	2 722
Matériel et fournitures .....	1 719	1 732
Réparations et entretien .....	1 253	1 081
Participation en espèces dans les coproductions.....	970	1 020
Redevances.....	724	675
Information.....	446	491
Sous-traitance pour production de films et développement en laboratoire.....	289	395
Divers.....	36	10
Perte sur l'aliénation d'immobilisations corporelles.....	–	161
	<b>66 919</b>	<b>63 447</b>

## b) Revenus

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Redevances et abonnements.....	2 010	1 874
Plans d'archives .....	452	489
Copies de films et téléchargements.....	335	473
Production commanditée et préventes .....	1 921	349
Divers.....	39	202
	<b>4 757</b>	<b>3 387</b>

## Office national du film – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 – fin

### 13. Opérations entre apparentées

En vertu du principe de propriété commune, l'Office est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. L'Office conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales. Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2017, l'Office a loué des locaux de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) pour un montant de 4 871 \$ (2016 – 5 006 \$).

Le gouvernement a centralisé certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficacité et l'efficacité de la prestation des programmes auprès du public. Le gouvernement fait donc appel à des organismes centraux et à des organisations de services communs, de sorte qu'un seul ministère fournit gratuitement des services à tous les autres ministères et organismes. Le coût de ces services, qui comprennent les services de paye et d'émission des chèques offerts à tous les ministères et organismes par SPAC, les services d'audit interne offerts par le Bureau du contrôleur général ainsi que les services d'audit offerts par le Bureau du vérificateur général, n'est pas inclus dans l'état des résultats et de la situation financière nette ministérielle.

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Débiteurs - autres ministères et organismes .....	173	363
Créditeurs - autres ministères et organismes .....	755	1 210
Charges - autres ministères et organismes.....	15 380	13 509
Revenus - autres ministères et organismes.....	322	377

### 14. The Documentary Channel

Depuis 2002, l'Office a une participation permanente de 14 %, soit 14 unités de 1 \$ chacune, dans la chaîne de télévision spécialisée The Documentary Channel. L'entente de participation stipule que les obligations de l'Office à l'égard des dettes, des passifs et autres obligations se limitent au capital investi.

Les revenus tirés de placements de portefeuille ne sont constatés que dans la mesure où ils sont reçus ou exigibles et sont présentés aux revenus divers à l'état des résultats au montant de 0 \$ (113 \$ en 2016).

### 15. Information comparative

Les chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

---

## Fonds renouvelable de Passeport Canada

### Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de Passeport Canada tels qu'exigés par et selon la *Politique du Conseil du Trésor sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes* et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la gestion du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la gestion du Fonds. Afin d'assurer l'objectivité et l'impartialité des renseignements financiers contenus dans ces états financiers, le Comité d'audit du ministère examine ces états financiers, lors de leur revue des états financiers ministériels. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le *Rapport sur les résultats ministériels* du ministère concorde avec les états financiers ci-joints.

La gestion financière du Fonds élabore et distribue les politiques financières et comptables et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ces systèmes sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon des règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Des programmes d'audit interne augmentent l'efficacité des systèmes de gestion financière et de contrôle interne. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient compris dans toute l'organisation.

La Direction a présenté les états financiers à l'auditeur, qui les a audités et a fourni sur ceux-ci une opinion indépendante qui est annexée à ces états financiers.

Approuvée par :

Directeur général  
Opérations financières  
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada  
Benoit St-Jean, CPA, CA

Sous-ministre adjoint et  
dirigeant principal des finances  
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada  
Daniel Mills, CPA, CMA

Le 2 juin 2017  
Ottawa, Canada

## Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

## État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017		2016	
	Prévisions <sup>1</sup>	Chiffres réels	Prévisions <sup>1</sup>	Chiffres réels
Résultats nets .....	250 217	306 769	244 903	253 337
Éléments n'affectant pas l'encaisse .....	5 415	3 728	7 250	6 813
<b>Fonds provenant de l'exploitation.....</b>	<b>255 632</b>	<b>310 497</b>	<b>252 153</b>	<b>260 150</b>
Éléments affectant l'encaisse				
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles .....	(25 986)	(1 107)	(20 000)	(76)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	–	3 378	–	1 209
Investissement dans l'initiative de la modernisation <sup>2</sup> .....	(45 438)	(7 241)	(30 000)	(8 866)
Paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages .....	–	–	–	(12)
<b>Autorisation fournie.....</b>	<b>184 208</b>	<b>305 527</b>	<b>202 153</b>	<b>252 405</b>

<sup>1</sup> Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

<sup>2</sup> En 2016-2017, les coûts de l'initiative de la modernisation ont été de 17 157 467 \$. De ce montant, 7 240 821 \$ est un investissement dans des logiciels tel que décrit dans la note 13 et est présenté contre le total estimé pour l'initiative sur la modernisation tel que présenté dans le Budget principal des dépenses. Le montant restant de 9 916 646 \$ a été présenté dans les dépenses et est inclus dans les résultats nets.

## Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017	2016
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds .....	1 051 480	753 805
Imputation des crédateurs sur le Fonds à la fin de l'exercice .....	(42 588)	(46 390)
Créances affectées au Fonds à la fin de l'exercice .....	13 658	9 608
<b>Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice.....</b>	<b>1 022 550</b>	<b>717 023</b>
Limite de l'autorisation .....	–	–
<b>Autorisation non employée reportée.....</b>	<b>1 022 550</b>	<b>717 023</b>

## Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

### Rapport des auditeurs indépendants

Au Sous-ministre adjoint et Dirigeant principal des Finances, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de Passeport Canada, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2017, les états des résultats et de la variation de l'actif (du passif) net, et des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes, qui comprennent un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives. Les états financiers ont été préparés par la direction conformément à l'article 6, sous-section 4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*.

### Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation de ces états financiers conformément à l'article 6, sous-section 4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève de notre jugement, et notamment de notre évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, nous prenons en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds renouvelable du Passeport Canada au 31 mars 2017, ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie, pour l'exercice clos à cette date, conformément à l'article 6, sous-section 4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*.

### Méthode comptable et restrictions quant à l'utilisation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur la note 2 afférente aux états financiers, qui décrit la méthode comptable appliquée. Les états financiers sont fournis uniquement à titre d'information et pour être utilisés par la direction du Fonds renouvelable, sous-ministre adjoint et dirigeant principal des finances de Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada et le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada afin de communiquer de l'utilisation de l'autorisation du Fonds renouvelable. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ni à aucune autre fin que la ou les fins auxquelles ils ont été établis.

KPMG s.r.l./S.E.N.C.R.L.  
Comptables professionnel agréés,  
Experts-comptables autorisés

Le 2 juin 2017  
Ottawa, Canada

## Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

## État de la situation financière au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017	2016
Actifs		
Actifs financiers		
Débiteurs et avances (note 4).....	14 500	10 486
Stocks destinés à la revente (note 5).....	9 415	13 314
	<b>23 915</b>	<b>23 800</b>
Actifs non financiers		
Frais payés d'avance.....	734	637
Stocks détenus pour fins de consommation (note 5).....	3 444	3 678
Immobilisations corporelles (note 6).....	9 817	11 803
	<b>13 995</b>	<b>16 118</b>
	<b>37 910</b>	<b>39 918</b>
Passifs		
Passifs à court terme		
Créditeurs et charges à payer (note 7).....	44 940	49 436
Passif à long terme		
Avantages sociaux futurs.....	2 090	3 098
	<b>47 030</b>	<b>52 534</b>
Actif (passif) net (note 8).....	<b>(9 120)</b>	<b>(12 616)</b>
	<b>37 910</b>	<b>39 918</b>

Obligations contractuelles (note 9)

Passif éventuel (note 10)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

## État des résultats et de l'actif (passif) net pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017	2016
Revenus		
Droits gagnés.....	658 246	610 207
Revenus divers .....	271	252
	<b>658 517</b>	<b>610 459</b>
Frais d'exploitation		
Services professionnels et spéciaux (note 11).....	199 347	203 597
Traitements et avantages sociaux.....	59 059	62 196
Fret, messagerie et camionnage .....	34 361	32 792
Matériel de passeport.....	32 586	30 564
Services de passeports dans les missions à l'étranger.....	7 192	4 337
Location (note 3) .....	6 331	5 700
Locaux .....	4 427	4 363
Amortissement des immobilisations corporelles .....	3 085	4 032
Information .....	2 488	2 192
Entretien et réparation (note 3) .....	2 171	1 680
Voyages et déménagements.....	1 061	394
Imprimerie, papeterie et fournitures.....	700	2 779
Services postaux et affranchissements.....	53	240
Perte sur aliénation d'immobilisations corporelles .....	8	1 993
Services publics.....	2	2
Télécommunications .....	1	1
Provision pour avantages sociaux futurs.....	(1 008)	248
Autres.....	(116)	12
	<b>351 748</b>	<b>357 122</b>
Résultats nets .....	306 769	253 337
Actif (passif) net, au début de l'exercice.....	(12 616)	(12 392)
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice .....	(297 675)	(245 224)
Transfert des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages (note 12).....	–	(12)
Investissement net dans l'initiative sur la modernisation – logiciel (note 13).....	(5 598)	(8 325)
<b>Passif net, à la fin de l'exercice (note 8) .....</b>	<b>(9 120)</b>	<b>(12 616)</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

## État des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017	2016
Activités d'exploitation		
Résultats nets.....	306 769	253 337
Éléments n'affectant pas l'encaisse		
Amortissement des immobilisations corporelles .....	3 085	4 032
Perte sur aliénation d'immobilisations corporelles .....	8	1 993
Provision pour avantages sociaux futurs .....	(1 008)	248
Charge d'utilisation pour l'initiative sur la modernisation – logiciel (note 13).....	1 643	541
Paielements de transition pour la mise en œuvre des paielements de salaires en arrérages (note 12) .....	–	(12)
<b>Résultats nets excluant les éléments n'affectant pas l'encaisse .....</b>	<b>310 497</b>	<b>260 139</b>
Variation de l'état de la situation financière		
Diminution (augmentation) des débiteurs et avances .....	(4 014)	3 287
Diminution (augmentation) des frais payés d'avance .....	(97)	135
Diminution des stocks destinés à la revente .....	3 899	2 145
Diminution (augmentation) des stocks détenus pour fins de consommation .....	234	(1 756)
Diminution des créditeurs et des charges à payer.....	(4 496)	(9 712)
Diminution des avantages sociaux futurs.....	–	(72)
<b>Ressources financières nettes fournies par les activités d'exploitation .....</b>	<b>306 023</b>	<b>254 166</b>
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations corporelles .....	(1 107)	(76)
Investissement dans l'initiative sur la modernisation – logiciel (note 13) .....	(7 241)	(8 866)
<b>Ressources financières nettes employées par les activités d'investissement .....</b>	<b>(8 348)</b>	<b>(8 942)</b>
Ressources financières nettes employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds		
au cours de l'exercice.....	297 675	245 224
Ajustement provenant de l'exercice précédent de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds.....	–	81 886
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice.....	753 805	426 695
<b>Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice (note 8).....</b>	<b>1 051 480</b>	<b>753 805</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017

### 1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de Passeport Canada (le « Fonds ») a été établi en 1969 pour assurer la délivrance de passeports et autres documents de voyage au Canada et à l'étranger. La *Loi sur les fonds renouvelables* autorise le fonctionnement du Fonds.

À compter du 2 juillet 2013, la responsabilité du programme de passeport et du Fonds est passée du ministère des Affaires Mondiales Canada (AMC) à Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC). Le Fonds a aussi transféré ses activités de prestation de services et de traitement des demandes de passeports à Emploi et Développement Social Canada (EDSC) à compter du 2 juillet 2013.

Une autorisation permanente du Parlement autorise le Fonds à effectuer des paiements à partir du Trésor pour le fonds de roulement et l'acquisition d'immobilisations corporelles.

### 2. Sommaire des principales conventions comptables

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

#### (a) Méthode de comptabilisation

Ces états financiers ont été préparés selon les principales conventions comptables décrites ci-après afin de satisfaire aux exigences prescrites par la section 6 sous-section 4 de la *Politique sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes du Conseil du Trésor* et aux exigences de présentation de l'information à l'égard des fonds renouvelables prescrites par le receveur général du Canada. La méthode de comptabilisation utilisée pour l'établissement des états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada puisque les revenus tirés des droits de demande de services de passeports sont comptabilisés au moment de la réception du paiement et de la vérification de l'intégralité des données contenues dans la demande tel qu'il est indiqué dans les règlements prescrivant les droits exigibles pour les services de passeports; et parce que le financement reçu du Conseil du Trésor au titre d'immobilisations corporelles est comptabilisé comme un apport en capital et non pas comme une réduction du coût de ces immobilisations corporelles.

#### (b) Constatation des revenus

Les revenus tirés des droits de passeport sont comptabilisés au moment de la demande, qui est effectuée lors de la réception du paiement et de la vérification de l'intégralité des données contenues dans la demande.

#### (c) Stocks

Les stocks de matériel et de fournitures sont évalués au coût le plus bas entre le coût moyen et la valeur de réalisation nette.

#### (d) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et amorties selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile estimative comme suit :

<u>Catégorie d'immobilisations</u>	<u>Période d'amortissement</u>
Mobilier de bureau	10 ans
Véhicules	8 ans
Matériel informatique	5 ans
Logiciels (achetés et développés)	3 à 10 ans
Machines et matériel	15 ans
Améliorations locatives	Le moindre du reste de la durée du bail ou de la vie utile estimative de l'amélioration

Les actifs en construction sont comptabilisés dans la catégorie applicable dans l'exercice au cours duquel ils deviennent utilisables et ne sont amortis qu'à partir de cette date.

## Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 – suite

## (e) Avantages sociaux futurs

- i. Prestations de retraite : Les employés admissibles du Fonds participent au Régime de retraite de la fonction publique, un régime d'avantages sociaux multi employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations du Fonds au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du ministère découlant du régime. La responsabilité du Fonds relative au régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, répondant du régime.
- ii. Indemnités de cessation d'emploi : Précédemment, les indemnités de départ accordées aux employées du Fonds étaient basées sur l'admissibilité de l'employé, les années de services et le salaire au moment de la cessation d'emploi. Par contre, depuis 2011, l'accumulation d'indemnités de départ pour les départs volontaires a cessé pour la majorité des employés. Les employés assujettis à ces changements, ont eu la possibilité de recevoir la totalité ou une partie de la valeur des avantages accumulés jusqu'à présent ou d'encaisser la valeur totale ou restante des avantages au moment où ils quitteront la fonction publique. En date du 31 mars 2017, la majorité des règlements pour encaisser la valeur des indemnités étaient complétés. Ces indemnités ne sont pas capitalisées et conséquemment, les remboursements de l'obligation en cours seront prélevés sur les autorisations futures.

## 3. Modification de la présentation des états financiers

Quelques dépenses de l'année antérieure ont été reclassées afin de se conformer avec la présentation des états financiers de 2016-2017. Le résultat net est une augmentation dans les Locations avec une diminution correspondante dans les Entretien et réparations pour un montant de 5 641 825 \$. Cet ajustement est relié à l'harmonisation de présentation des états financiers du programme de Passeport à celle d'IRCC, et pour mieux refléter la nature des transactions. Le programme de Passeport a été intégré aux systèmes financiers d'IRCC en 2015-2016.

## 4. Débiteurs et avances

Le tableau ci-dessous présente le détail des débiteurs et avances du Fonds :

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Débiteurs et avances		
Débiteurs – Gouvernement du Canada .....	14 306	10 219
Débiteurs – parties externes .....	194	256
Avances aux employés .....	–	11
	<b>14 500</b>	<b>10 486</b>

## 5. Stocks

Le tableau ci-dessous présente le détail des stocks du Fonds, évalués au coût le plus bas entre le coût moyen et la valeur de réalisation nette :

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Stocks		
Stocks détenus pour fins de consommation .....	3 444	3 678
Stocks destinés à la revente .....	9 415	13 314
	<b>12 859</b>	<b>16 992</b>

Les stocks détenus pour fins de consommation sont principalement composés d'enveloppes pré-payées et de matériel informatique. Les stocks destinés à la revente sont des livrets de passeports.

Le coût des stocks utilisés reconnu en tant que dépenses dans l'État des résultats et de l'actif (passif) net du Fonds est 61 234 359 \$ pour 2016-2017 (57 519 097 \$ pour 2015-2016).

## Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 – suite

## 6. Immobilisations corporelles

Le tableau ci-dessous présente le détail des immobilisations corporelles du Fonds détenues au cours de l'année :

Immobilisations corporelles	Solde au début de l'exercice	Acquisitions	Cessions, transferts et ajustements	Solde à la fin de l'exercice
(en milliers de dollars)				
Plan de perfectionnement de la technologie <sup>1</sup> .....	2 906	–	–	2 906
Améliorations locatives.....	4 353	–	–	4 353
Mobilier de bureau.....	41	–	–	41
Matériel informatique .....	5 231	–	(42)	5 189
Logiciels .....	26 724	–	(911)	25 813
Véhicules .....	21	–	–	21
Machines et matériel.....	406	–	–	406
Actifs en construction .....	–	1 107	–	1 107
	<b>39 682</b>	<b>1 107</b>	<b>(953)</b>	<b>39 836</b>
(en milliers de dollars)				
Amortissement cumulé	Solde au début de l'exercice	Amortissement	Cessions, transferts et ajustements	Solde à la fin de l'exercice
(en milliers de dollars)				
Plan de perfectionnement de la technologie <sup>1</sup> .....	2 906	–	–	2 906
Améliorations locatives.....	4 353	–	–	4 353
Mobilier de bureau.....	20	3	–	23
Matériel informatique .....	2 972	921	(42)	3 851
Logiciels .....	17 449	2 140	(903)	18 686
Véhicules .....	7	2	–	9
Machines et matériel.....	172	19	–	191
	<b>27 879</b>	<b>3 085</b>	<b>(945)</b>	<b>30 019</b>
Valeur comptable nette			2017	2016
(en milliers de dollars)				
Plan de perfectionnement de la technologie .....			–	–
Améliorations locatives.....			–	–
Mobilier de bureau.....			18	21
Matériel informatique .....			1 338	2 259
Logiciels .....			7 127	9 275
Véhicules .....			12	14
Machines et matériel.....			215	234
Actifs en construction .....			1 107	–
			<b>9 817</b>	<b>11 803</b>

<sup>1</sup> Le Plan de perfectionnement de la technologie a été amorti selon la période d'amortissement de la catégorie d'immobilisations des améliorations locatives.

## Fonds renouvelable de Passeport Canada – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 – suite

## 7. Crédoiteurs et charges à payer

Le tableau ci-dessous présente le détail des crédoiteurs et charges à payer du Fonds :

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Crédoiteurs et charges à payer		
Crédoiteurs – Gouvernement du Canada .....	30 079	29 298
Crédoiteurs – Parties externes .....	8 056	12 933
Charges à payer – Parties externes .....	6 548	7 205
Retenues sur paiements aux entrepreneurs – Parties externes .....	257	–
	<b>44 940</b>	<b>49 436</b>

## 8. Actif (passif) net

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente les recettes et déboursés cumulatifs depuis la création du Fonds.

Le surplus accumulé est l'accumulation des surplus et des déficits de chacun des exercices financiers depuis la création du Fonds.

L'apport en capital constitue un accord de financement approuvé par le Conseil du Trésor visant à remplacer le financement habituel des autorités du Fonds pour l'acquisition d'immobilisations corporelles. Au cours de l'exercice, il n'y a pas eu de nouvel apport en capital du Conseil du Trésor servant à financer les projets d'immobilisations corporelles du Fonds.

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Actif (passif) net		
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds .....	(1 051 480)	(753 805)
Surplus accumulé .....	961 886	660 715
Apport en capital .....	80 474	80 474
	<b>(9 120)</b>	<b>(12 616)</b>

## 9. Obligations contractuelles

Le Fonds est lié à des obligations contractuelles pour l'achat de biens et d'autres services de par la nature de ses activités.

Les versements futurs maximums prévus au contrat avec son fournisseur de passeports vierges, la location de locaux et les autres fournisseurs se chiffrent approximativement à :

	(en milliers de dollars)
2018 .....	59 326
2019 .....	4 598
2020 .....	4 548
2021 .....	4 566
2022 .....	42
	<b>73 080</b>

## 10. Passif éventuel

Dans le cours normal de ses activités d'exploitation, le Fonds fait l'objet de différentes réclamations. Certains passifs éventuels peuvent devenir des passifs réels lorsqu'une ou plusieurs situations futures se produisent ou ne se produisent pas. Dans la mesure où il est probable qu'une situation future ait lieu ou n'ait pas lieu et que l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, une provision est comptabilisée et une charge est enregistrée dans les états financiers du Fonds. Selon son évaluation juridique d'un élément de passif possible au 31 mars 2017, le Fonds a une réclamation en suspens contenant un passif éventuel de 25 000 \$.

## Fonds renouvelable de Passeport Canada – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 – fin

### 11. Opérations entre apparentés

Le Fonds est apparenté à titre de propriété commune à tous les ministères, organismes et sociétés d'État créés par le gouvernement fédéral. Les paiements liés aux services de passeports dans les missions à l'étranger, à la prestation de services et de traitement des demandes de passeports au Canada, à la location de locaux, aux services juridiques ainsi qu'aux cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires ont été effectués entre les apparentés dans le cours normal des activités. Toutes les opérations entre apparentés sont comptabilisées à la valeur d'échange, laquelle est représentative de l'entente entre les deux parties.

Une partie intégrante des activités d'opération du Fonds est de percevoir les frais consulaires pour le compte de la division des affaires consulaires des AMC. Ces frais consulaires ne font pas partie des revenus dans l'état des résultats et de l'actif (passif) net. Pour l'exercice 2016-2017, le Fonds a perçu et remis aux AMC des frais consulaires de 101 001 725 \$ (93 085 666 \$ en 2015-2016).

Le coût présenté sur la ligne Services professionnels et spéciaux à l'état des résultats et de l'actif (passif) net inclut les transactions suivantes avec Services Partagés Canada (SPC) et Emploi et Développement Social Canada (EDSC) :

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Opérations entre apparentés		
Services liés aux technologies de l'information (SPC).....	14 685	14 551
Prestation de services, opérations et services internes (EDSC).....	156 717	159 125
Traitement des demandes de passeport (EDSC).....	13 639	10 835
Transition et modernisation (EDSC).....	2 098	6 056
	<b>187 139</b>	<b>190 567</b>

Le tableau suivant présente le total des autres transactions entre apparentés telles que la location de locaux, les services juridiques et les cotisations de l'employeur aux régimes de soins de santé et de soins dentaires :

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Dépenses – Autres ministères et organismes.....	27 264	25 928

### 12. Transferts des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages

Le gouvernement du Canada a mis en œuvre les paiements de salaires en arrérages en 2014-2015. Par conséquent, un paiement ponctuel a été versé aux employés et sera recouvré des employés à l'avenir. La transition vers les paiements de salaires en arrérages s'inscrit dans l'initiative de transformation qui remplace le système de paie et permet également de simplifier et de moderniser le processus de paie. Ce changement apporté au système de paie n'a pas eu d'incidence sur les charges du Fonds renouvelable. Cependant, cela a occasionné l'utilisation des autorisations de dépenses supplémentaires par le Fonds renouvelable et a touché le compte de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds. Avant la fin de l'exercice, ces paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages ont été transférés à un compte central administré par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada qui est responsable de l'administration du système de paie du gouvernement.

### 13. Investissement dans l'initiative de la modernisation

Le programme de Passeport d'IRCC va passer progressivement du Système intégré de récupération d'information (SIRI) au Système mondial de gestion des cas (SMGC) et au système intégré de gestion des paiements et des revenus (SIGPR) pour le traitement des demandes de passeport. Ceci servira de fondement au futur mode de prestation de services en ligne. Les dépenses affectées au Fonds liés à cette initiative sont capitalisés dans les états financiers d'IRCC. Chaque année, IRCC charge le Fonds pour l'utilisation du SMGC et du SIGPR. En 2016-2017, les dépenses payées par le Fonds d'un montant de 7 240 821 \$ ont été transférées et capitalisées dans les états financiers d'IRCC. Au cours de l'année, les charges internes totalisant 1 643 245 \$ ont été transférées au Fonds pour tenir compte de l'utilisation annuelle.

## Fonds renouvelable de la production de défense

### Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable de la production de défense (le « Fonds ») tels qu'exigés par et selon la *Politique du Conseil du Trésor sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes* et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada.

Il n'y a eu aucune transaction financière portée au Fonds pour l'exercice terminé le 31 mars 2017.

Approuvée par :

Dirigeant principal des finances par intérim  
Michel D'Amour  
pour le dirigeant principal des finances  
Services publics et Approvisionnement Canada  
Marty Muldoon, CPA, CMA, MBA

Sous-ministre adjointe  
Direction générale de l'approvisionnement maritime et de défense  
Services publics et Approvisionnement Canada  
Lisa Campbell

Le 30 mai 2017  
Gatineau, Canada

Fonds renouvelable de la production de défense

### Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017	2016
Limite conjointe d'autorisation (note 1).....	100 000	100 000
Autorisation nette disponible pour l'autorisation du Fonds.....	100 000	100 000
<b>Autorisation non employée reportée.....</b>	<b>100 000</b>	<b>100 000</b>

Compte de prêts de la production de défense

### Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017	2016
Limite conjointe d'autorisation (note 1).....	100 000	100 000
Autorisation imputée au Fonds renouvelable de la production de défense.....	(100 000)	(100 000)
<b>Autorisation non employée reportée.....</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

## Fonds renouvelable de la production de défense – fin

Notes afférentes aux états financiers (non audités) pour l'exercice terminé le 31 mars 2017

### 1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable de la production de défense (le « Fonds ») a été autorisé en vertu de l'article 15 de la *Loi sur la production de défense*. Il a été établi en 1951 dans le but :

- (a) de financer le stockage de fournitures de défense ou de matériel stratégique;
- (b) d'octroyer des prêts ou avances afin de faciliter les achats concernant la défense, tels que des prêts de fonds de roulement qui serviront à faire des paiements anticipés sur contrat; toutefois les prêts ou paiements anticipés ne peuvent être utilisés à titre de dépense en capital; et
- (c) de permettre des paiements initiaux au titre de fournitures de défense qui peuvent être rapidement facturés à un ministère, un organisme gouvernemental ou un gouvernement associé avant la livraison effective des biens.

La *Loi sur la régularisation des comptes* (S.C. 1980, C.17) a eu pour effet de créer un compte de prêt pour la production de défense séparé pour les prêts ou les avances autorisés en vertu de la *Loi sur la production de défense*, article b) ci-dessus.

Le Fonds et le Compte de prêts de la production de défense ont une autorisation conjointe, permanente et continue conférée par le Parlement, d'effectuer des paiements sur le Trésor, le montant total ne devant excéder 100 millions \$ en aucun temps.

---

## **Fonds renouvelable des Services immobiliers**

### Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des Services immobiliers conformément aux exigences de la *Politique sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes du Conseil du Trésor*. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la direction, tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, la direction maintient une série de comptes centralisés où sont enregistrées les opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le *Rapport ministériel sur le rendement* concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. La direction maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la direction du Fonds. La direction s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales soient présents dans toute l'organisation.

La direction a présenté les états financiers à l'auditeur externe, qui les a audités dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion qu'il a exprimée dans un rapport d'auditeur indépendant, annexé aux présents états financiers.

Approuvée par :

Dirigeant principal des finances par intérim  
Michel D'Amour  
pour le dirigeant principal des finances,  
Services publics et Approvisionnement Canada  
Marty Muldoon, CPA, CMA, MBA

Andrew Smith  
pour le sous-ministre adjoint,  
Direction générale des biens immobiliers  
Services publics et Approvisionnement Canada  
Kevin Radford

Le 30 mai 2017  
Gatineau, Canada

## Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

## État de l'autorisation fournie (employée) (non auditée) pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017		2016	
	Prévisions <sup>1</sup>	Chiffres réels	Prévisions <sup>1</sup>	Chiffres réels
Résultats nets .....	–	24 474	(2 200)	(3 992)
Éléments n'affectant pas l'encaisse .....	–	–	(2 600)	–
<b>Fonds provenant (employés) de l'exploitation.....</b>	<b>–</b>	<b>24 474</b>	<b>(4 800)</b>	<b>(3 992)</b>
Éléments affectant l'encaisse				
Paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arriérés .....	–	–	–	(69)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	(2 600)	4 568	–	14 932
<b>Autorisation fournie (employée) .....</b>	<b>(2 600)</b>	<b>29 042</b>	<b>(4 800)</b>	<b>10 871</b>

<sup>1</sup> Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

## Rapprochement de l'autorisation non employée (non auditée) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017	2016
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds .....	239 910	167 894
Imputation des crédateurs sur le crédit à la fin de l'exercice .....	(355 549)	(302 859)
Créances affectées au crédit à la fin de l'exercice .....	183 041	171 958
Autres éléments .....	6 649	8 016
<b>Autorisation nette fournie, à la fin de l'exercice.....</b>	<b>74 051</b>	<b>45 009</b>
Limite de l'autorisation (note 1).....	150 000	150 000
<b>Autorisation non employée reportée.....</b>	<b>224 051</b>	<b>195 009</b>

## **Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite**

### Rapport de l'auditeur indépendant

Au sous-ministre, Services publics et Approvisionnement Canada

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des Services immobiliers (le « Fonds »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2017, et les états des résultats et du passif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives. Les états financiers ont été préparés par la direction du Fonds sur la base des dispositions en matière d'information financière stipulées à l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*.

#### Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation de ces états financiers conformément à l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

#### Opinion

À notre avis, les états financiers du Fonds pour l'exercice clos le 31 mars 2017 ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément à l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*.

#### Référentiel comptable et restrictions quant à l'utilisation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention des lecteurs sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés pour permettre au Fonds de se conformer aux dispositions en matière d'information financière stipulées à l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement au Fonds et le Conseil du Trésor du Canada et ne devrait pas être diffusé à d'autres parties ou utilisé par d'autres parties que par le Fonds et le Conseil du Trésor du Canada.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.  
Comptables professionnels agréés,  
Experts-comptables autorisés

Le 30 mai 2017  
Ottawa, Canada

## Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

## État de la situation financière au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017	2016
Actifs		
Actifs financiers		
Fonds en transit .....	86	58
Débiteurs (note 3) .....	191 988	175 542
Autres actifs (note 4) .....	21 703	23 291
	<b>213 777</b>	<b>198 891</b>
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance .....	115	1 404
	<b>213 892</b>	<b>200 295</b>
Passifs		
Passifs à court terme		
Créditeurs et charges à payer (note 5) .....	372 755	308 154
Indemnités de vacances et congés compensatoires .....	12 805	10 718
Dépôts de garantie des entrepreneurs .....	1 983	4 720
	<b>387 543</b>	<b>323 592</b>
Passifs à long terme		
Indemnité de départ aux employés (note 6) .....	11 083	13 895
	<b>398 626</b>	<b>337 487</b>
Passif net (note 7) .....	(184 734)	(137 192)
	<b>213 892</b>	<b>200 295</b>
Obligations contractuelles (note 8)		
Passifs éventuels (note 9)		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

## État des résultats et du passif net pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017	2016
Revenus		
Services de biens immobiliers - autres ministères.....	1 538 540	1 344 413
Services de biens immobiliers - portefeuille Services publics et Approvisionnement Canada.....	223 041	198 995
Autres revenus.....	1 257	1 144
	<b>1 762 838</b>	<b>1 544 552</b>
Coût des ventes.....	(1 358 182)	(1 187 418)
<b>Bénéfice brut</b> .....	<b>404 656</b>	<b>357 134</b>
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux.....	273 279	218 992
Services généraux et administratifs.....	62 930	47 728
Services professionnels et spéciaux.....	18 488	72
Coûts d'occupation.....	13 424	14 476
Services publics, fournitures et approvisionnements.....	5 616	–
Achat de services de réparation et d'entretien.....	3 115	–
Transports et télécommunications.....	2 066	–
Location.....	1 672	–
Autres charges.....	1 358	324
Information.....	155	–
Activités indirectes des biens immobiliers.....	–	79 537
Indemnités de départ aux employés (note 6).....	(1 921)	(3)
<b>Total - frais d'exploitation</b> .....	<b>380 182</b>	<b>361 126</b>
Résultats nets.....	24 474	(3 992)
Passif net, au début de l'exercice.....	(137 192)	(134 221)
Transfert des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages.....	–	(69)
Ressources financières nettes (fournies) employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice (note 7).....	(72 016)	1 090
<b>Passif net, à la fin de l'exercice (note 7)</b> .....	<b>(184 734)</b>	<b>(137 192)</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

## État des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017	2016
Activités d'exploitation		
Résultats nets .....	24 474	(3 992)
Variation de l'état de la situation financière		
Diminution (augmentation) des fonds en transit .....	(28)	(33)
Diminution (augmentation) des débiteurs .....	(16 446)	(31 089)
Diminution (augmentation) des autres actifs.....	1 588	(6 133)
Diminution (augmentation) des charges payées d'avance .....	1 289	(28)
Augmentation (diminution) des créiteurs et charges à payer.....	64 601	40 003
Augmentation (diminution) des indemnités de vacances et congés compensatoires.....	2 087	(102)
Augmentation (diminution) des dépôts de garantie des entrepreneurs.....	(2 737)	2 808
Augmentation (diminution) des indemnités de départ aux employés .....	(2 812)	(2 455)
	<b>47 542</b>	<b>2 971</b>
Paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages.....	–	(69)
Ressources financières nettes fournies (employées) et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice (note 7) .....	72 016	(1 090)
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice .....	167 894	168 984
<b>Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice .....</b>	<b>239 910</b>	<b>167 894</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017

### 1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable des Services immobiliers (le « Fonds ») est un mécanisme de financement pour le programme de Services de biens immobiliers (SBI). Ce programme fournit trois types de services immobiliers : la livraison de projets, la gestion des immeubles et des installations ainsi que des avis. Ces services sont rendus au portefeuille des biens immobiliers de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) ainsi qu'aux autres ministères du gouvernement du Canada. Selon la *Loi sur les fonds renouvelables*, le programme peut dépenser les revenus provenant de ces services sans l'approbation du Conseil du Trésor. La somme des dépenses ne peut, à aucun moment, dépasser de plus de 150 000 000 \$ la somme des recettes perçues.

Le Fonds a reçu l'autorisation du Conseil du Trésor de prélever de son autorisation non utilisée un montant total ne dépassant pas 10 000 000 \$ pour financer provisoirement des éléments de caisse en fin d'exercice.

### 2. Principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux principales conventions comptables décrites ci-après afin de satisfaire aux exigences définies par la *Politique sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes du Conseil du Trésor du Canada* et aux exigences de présentation de l'information à l'égard des Fonds renouvelables prescrites par le Receveur général du Canada. La méthode de comptabilisation utilisée pour l'établissement des états financiers diffère sensiblement des normes comptables canadiennes pour le secteur public parce que :

- aucun passif n'a été constaté pour les congés de maladie; et
- l'indicateur de la dette nette, et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

#### (a) Constatation des revenus

Les revenus générés au titre des services professionnels et techniques sont constatés lorsque les services sont rendus. Les recouvrements sur les débours pour le compte des ministères et organismes fédéraux et de tiers de l'extérieur sont constatés au fur et à mesure que les coûts sont encourus par le Fonds et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

#### (b) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour les débiteurs dont le recouvrement est incertain.

#### (c) Constatation des charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les indemnités de vacances et les congés compensatoires sont comptabilisés au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi.

#### (d) Avantages sociaux futurs

##### i. Prestations de retraite

Les employés admissibles du Fonds participent au Régime de retraite de la fonction publique (le « Régime »), un régime d'avantages postérieurs à l'emploi multi employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations du Fonds au Régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du Fonds découlant du Régime. La responsabilité du Fonds relative au Régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, répondant du Régime.

## Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 – suite

## ii. Indemnités de départ

Les employés du Fonds ont droit à des indemnités de départ prévues dans leurs conventions collectives ou conditions d'emploi. Ces avantages s'accumulent à mesure que les services y donnant droit sont rendus. L'obligation au titre des indemnités de départ acquises par les employés est calculée en utilisant l'information issue des résultats des passifs établis par calculs actuariels au titre des indemnités de départ des employés du gouvernement dans son ensemble.

## (e) Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler des congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Selon la pratique gouvernementale courante, les congés de maladie non utilisés au moment de la cessation d'emploi ne deviennent pas payables à l'employé. Par conséquent, aucun passif n'a été comptabilisé à cet égard dans les présents états financiers. Les paiements des congés de maladie sont inclus dans les opérations courantes lorsqu'ils sont engagés.

## (f) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers. Au moment où elle a préparé les présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont la provision pour créances douteuses sur les débiteurs des tierces parties, le montant de certaines charges à payer, le passif lié aux indemnités de vacances et congés compensatoires et le passif lié aux indemnités de départ aux employés. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

## 3. Débiteurs

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Autres ministères et organismes gouvernementaux .....	183 041	171 958
Tierces parties .....	9 161	3 599
	<b>192 202</b>	<b>175 557</b>
Moins : provision pour créances douteuses sur les débiteurs de tierces parties .....	(214)	(15)
<b>Débiteurs nets</b> .....	<b>191 988</b>	<b>175 542</b>

## 4. Autres actifs

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Avances remboursables de la taxe de vente .....	21 194	23 285
Autres avances .....	509	6
<b>Total autres actifs</b> .....	<b>21 703</b>	<b>23 291</b>

## Fonds renouvelable des Services immobiliers – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 – suite

## 5. Crédoiteurs et charges à payer

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Tierces parties .....	349 306	298 379
Autres ministères et organismes gouvernementaux .....	6 243	4 480
	<b>355 549</b>	<b>302 859</b>
Charges à payer.....	17 206	5 295
<b>Total des crédoiteurs et charges à payer.....</b>	<b>372 755</b>	<b>308 154</b>

## 6. Indemnités de départ aux employés

Le Fonds verse des indemnités de départ aux employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire à la cessation d'emploi. Ces indemnités ne sont pas capitalisées d'avance. Les prestations seront prélevées sur les autorisations futures.

Dans le cadre des négociations de conventions collectives avec certains groupes d'employés et les changements apportés aux conditions d'emploi des cadres et de certains employés non représentés, l'accumulation des indemnités de départ au titre du programme de paie des employés a cessé depuis 2012. Les employés visés par ces changements ont eu la possibilité d'être payés immédiatement la valeur totale ou partielle des prestations accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante de prestations à la cessation d'emploi dans la fonction publique. Ces modifications ont été intégrées dans le calcul de l'obligation au titre des indemnités de départ à payer.

Au 31 mars, les indemnités de départ totalisaient :

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Obligation au titre des indemnités de départ, début de l'exercice.....	13 895	16 350
Charge de l'exercice .....	(1 921)	(3)
Indemnités versées au cours de l'exercice.....	(891)	(2 452)
<b>Obligation au titre des indemnités de départ, fin de l'exercice.....</b>	<b>11 083</b>	<b>13 895</b>

## 7. Passif net

Le surplus accumulé est l'accumulation des surplus et des déficits de chacun des exercices financiers depuis la création du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds (« INASAF ») représente les recettes et les déboursés cumulatifs depuis la création du Fonds.

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Surplus accumulé, début de l'exercice .....	30 702	34 763
Résultats nets.....	24 474	(3 992)
Transfert des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages .....	–	(69)
<b>Surplus accumulé, fin de l'exercice .....</b>	<b>55 176</b>	<b>30 702</b>
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, début de l'exercice .....	(167 894)	(168 984)
Ressources financières nettes (fournies) employées et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice .....	(72 016)	1 090
<b>Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, fin de l'exercice .....</b>	<b>(239 910)</b>	<b>(167 894)</b>
<b>Passif net, à la fin de l'exercice .....</b>	<b>(184 734)</b>	<b>(137 192)</b>

**Fonds renouvelable des Services immobiliers – fin**

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 – fin

**8. Obligations contractuelles**

De par leur nature, les activités du Fonds peuvent donner lieu à des contrats et des obligations en vertu desquels le Fonds sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années lors de l'acquisition de biens ou de services. Les paiements estimatifs futurs sont les suivants :

	(en milliers de dollars)
2018.....	783 786
2019.....	113 420
2020.....	85 300
2021.....	14 561
2022 et les exercices suivants.....	23 940
<b>Total des obligations contractuelles .....</b>	<b>1 021 007</b>

**9. Passifs éventuels**

Le Fonds doit se défendre dans certains cas de litige. Les causes en instance sont évaluées à 12,3 million \$ (10,7 millions \$ en 2015-2016). Un règlement éventuel de ces litiges serait probablement comptabilisé comme une imputation aux bénéfices des exercices pertinents.

**10. Opérations entre apparentés**

En vertu du principe de propriété commune, le Fonds est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Le Fonds conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

**11. Chiffres comparatifs**

Les chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin d'être conforme à la présentation de l'exercice en cours.

## **Fonds renouvelable des Services optionnels**

### Déclaration de responsabilité de la direction

Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des Services optionnels conformément aux exigences de la *Politique du Conseil du Trésor sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la direction, tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, la direction maintient une série de comptes centralisés où sont enregistrées les opérations financières du Fonds. L'information financière soumise pour la préparation des *Comptes publics du Canada* et incluse dans le *Rapport ministériel sur le rendement* concorde avec les états financiers ci-joints.

La direction élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect des normes de comptabilité et de gestion financière. La direction maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées, exécutées selon des règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition de comptes en regard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la direction du Fonds. La direction s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et autorités directoriales sont compris dans toute l'organisation.

La direction a présenté les états financiers à l'auditeur externe, qui les a audités dans le but de fournir sur ceux-ci une opinion qu'il a exprimée dans le rapport d'auditeur indépendant annexé à ces états financiers.

Approuvée par :

Dirigeant principal des finances par intérim  
Michel D'Amour  
pour le dirigeant principal des finances,  
Services publics et Approvisionnement Canada  
Marty Muldoon, CPA, CMA, MBA

Sous-ministre adjointe,  
Direction générale de l'approvisionnement  
Services publics et Approvisionnement Canada  
Arianne Reza

Le 30 mai 2017  
Gatineau, Canada

## Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

## État de l'autorisation fournie (employée) (non audité) pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017		2016	
	Prévisions <sup>1</sup>	Chiffres réels	Prévisions <sup>1</sup>	Chiffres réels
Résultats nets .....	–	1 429	–	344
Éléments n'affectant pas l'encaisse .....	50	–	50	–
Fonds provenant de l'exploitation.....	<b>50</b>	<b>1 429</b>	<b>50</b>	<b>344</b>
Éléments affectant l'encaisse				
Paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages .....	–	–	–	(1)
Autres éléments nets d'actifs et de passifs.....	(50)	7 717	(50)	(1 449)
<b>Autorisation fournie (employée) .....</b>	<b>–</b>	<b>9 146</b>	<b>–</b>	<b>(1 106)</b>

<sup>1</sup> Les chiffres de la colonne « Prévisions » pour l'exercice en cours et précédent proviennent, lorsque disponibles, du budget des dépenses de l'exercice en cours, Partie II – Budget principal des dépenses.

## Rapprochement de l'autorisation non employée (non audité) au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017	2016
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds .....	17 502	16 165
Imputation des créiteurs sur le crédit à la fin de l'exercice .....	(15 197)	(23 255)
Créances affectées au crédit à la fin de l'exercice .....	887	1 158
Autres éléments .....	(1 503)	(1 525)
<b>Autorisation nette fournie (employée), à la fin de l'exercice .....</b>	<b>1 689</b>	<b>(7 457)</b>
Limite de l'autorisation (note 1) .....	35 000	35 000
<b>Autorisation non employée reportée .....</b>	<b>36 689</b>	<b>27 543</b>

## **Fonds renouvelable des Services optionnels – suite**

### Rapport de l'auditeur indépendant

Au Sous-ministre, Services publics et Approvisionnement Canada

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds renouvelable des Services optionnels (le « Fonds »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2017, et les états des résultats et du passif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives. Les états financiers ont été préparés par la direction du Fonds sur la base des dispositions en matière d'information financière stipulées à l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*.

### Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation de ces états financiers conformément à l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

### Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### Opinion

À notre avis, les états financiers du Fonds pour l'exercice clos le 31 mars 2017 ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément à l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*.

### Référentiel comptable et restrictions quant à l'utilisation

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention des lecteurs sur la note 2 des états financiers, qui décrit le référentiel comptable appliqué. Les états financiers ont été préparés pour permettre au Fonds de se conformer aux dispositions en matière d'information financière stipulées à l'article 6.4 de la *Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes*. En conséquence, il est possible que les états financiers ne puissent se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement au Fonds et le Conseil du Trésor du Canada et ne devrait pas être diffusé à d'autres parties ou utilisé par d'autres parties que par le Fonds et le Conseil du Trésor du Canada.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.  
Comptables professionnels agréés,  
Experts-comptables autorisés

Le 30 mai 2017  
Ottawa, Canada

## Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

## État de la situation financière au 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017	2016
Actifs		
Actifs financiers		
Débiteurs (note 3).....	6 338	14 267
Avances remboursables de la taxe de vente .....	101	134
	<b>6 439</b>	<b>14 401</b>
Passifs		
Passifs à court terme		
Créditeurs et charges à payer (note 4).....	15 197	23 260
Indemnités de vacances et congés compensatoires .....	86	49
	<b>15 283</b>	<b>23 309</b>
Passifs à long terme		
Indemnités de départ aux employés (note 5).....	38	66
	<b>15 321</b>	<b>23 375</b>
Passif net (note 6) .....	(8 882)	(8 974)
	<b>6 439</b>	<b>14 401</b>

Obligations contractuelles (note 7)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

## État des résultats et du passif net pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017	2016
Revenus		
Vaccins et médicaments .....	136 221	142 786
Services liés aux voyages et aux réinstallations .....	12 091	11 323
Services d'approvisionnement en communication.....	3 780	1 953
	<b>152 092</b>	<b>156 062</b>
Coûts des ventes .....	(145 918)	(151 593)
<b>Bénéfice brut .....</b>	<b>6 174</b>	<b>4 469</b>
Frais d'exploitation		
Salaires et avantages sociaux .....	2 429	1 553
Services professionnels et spéciaux .....	1 555	1 835
Services généraux et administratifs.....	472	546
Coûts d'occupation .....	185	114
Autres charges.....	106	70
Indemnités de départ aux employés (note 5).....	(2)	7
<b>Total des frais d'exploitation .....</b>	<b>4 745</b>	<b>4 125</b>
Résultats nets .....	1 429	344
Passif net, au début de l'exercice .....	(8 974)	(6 390)
Transfert des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages .....	–	(1)
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds au cours de l'exercice (note 6).....	(1 337)	(2 927)
<b>Passif net, à la fin de l'exercice (note 6) .....</b>	<b>(8 882)</b>	<b>(8 974)</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## État des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)

	2017	2016
Activités d'exploitation		
Résultats nets.....	1 429	344
Variation de l'état de la situation financière		
Diminution (augmentation) des débiteurs .....	7 929	(1 689)
Diminution (augmentation) des avances remboursables de la taxe de vente.....	33	(115)
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer .....	(8 063)	4 402
Augmentation (diminution) des indemnités de vacances et congés compensatoires .....	37	(7)
Augmentation (diminution) des indemnités de départ aux employés.....	(28)	(7)
	<b>(92)</b>	<b>2 584</b>
Paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages .....	–	(1)
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice (note 6) .....	1 337	2 927
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au début de l'exercice.....	16 165	13 238
<b>Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, à la fin de l'exercice .....</b>	<b>17 502</b>	<b>16 165</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017

### 1. Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable des Services optionnels (le « Fonds ») fournit des services spécialisés aux ministères et organismes fédéraux, et aux gouvernements provinciaux et territoriaux. Le Fonds procure des vaccins et médicaments, fournit des services liés aux voyages et aux réinstallations, ainsi que des services d'approvisionnement en communication. Le Fonds a été constitué en vertu de la *Loi de crédits n°4 de 1991-1992* qui a été annulée et remplacée en 1996 par la section 5.5 de la *Loi sur les fonds renouvelables*.

Le Fonds dispose d'une autorisation permanente continue conférée par le Parlement d'effectuer des paiements à même le Trésor pour couvrir le fonds de roulement, l'achat d'immobilisations et pour financer provisoirement les déficits de fonctionnement accumulés, dont le montant total ne devrait excéder 35 000 000 \$ en aucun temps.

Le Fonds a reçu l'autorisation du Conseil du Trésor de prélever de son autorisation non utilisée un montant total ne dépassant pas 10 000 000 \$ pour financer provisoirement des éléments de caisse en fin d'exercice.

### 2. Principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux principales conventions comptables décrites ci-après afin de satisfaire aux exigences prescrites par la *Politique sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes du Conseil du Trésor du Canada* et aux exigences de présentation de l'information à l'égard des fonds renouvelables définies par le receveur général du Canada. La méthode de comptabilisation utilisée pour l'établissement des états financiers diffère sensiblement des normes comptables canadiennes pour le secteur public parce que :

- aucun passif n'est constaté pour les congés de maladie; et
- l'indicateur de la dette nette et l'état de la variation de la dette nette ne sont pas présentés dans les états financiers.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

#### (a) Constatation des revenus

Les revenus liés aux vaccins et aux médicaments sont constatés selon un taux pondéré établi par contrat à prix fixe selon la proportion des biens livrés à la fin de l'exercice. Le cas échéant, les pertes sur les contrats à prix fixe sont constatées au cours de la période pendant laquelle elles sont subies.

Les revenus liés aux services de voyages et aux réinstallations comprennent des rabais, commissions et honoraires, et ils sont constatés sur une base d'utilisation.

Les revenus générés sur les services d'approvisionnement en communication sont constatés selon la méthode de l'achèvement des travaux.

#### (b) Débiteurs

Les débiteurs sont comptabilisés en fonction des montants que l'on prévoit réaliser. Une provision est établie pour les débiteurs dont le recouvrement est incertain.

#### (c) Constatation des charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les indemnités de vacances et congés compensatoires sont comptabilisées au fur et à mesure que les employés en acquièrent le droit en vertu de leurs conditions d'emploi.

#### (d) Avantages sociaux futurs

##### i. Prestations de retraite

Les employés admissibles du Fonds participent au Régime de retraite de la fonction publique (le « Régime »), un régime d'avantages postérieurs à l'emploi multi-employeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations du Fonds au Régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale du Fonds découlant du Régime. La responsabilité du Fonds relative au Régime se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, répondant du Régime.

## Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 – suite

## ii. Indemnités de départ

Les employés du Fonds ont droit à des indemnités de départ prévues dans leurs conventions collectives ou conditions d'emploi. Ces avantages s'accumulent à mesure que les services y donnant droit sont rendus. L'obligation au titre des indemnités de départ acquises par les employés est calculée en utilisant l'information issue des résultats des passifs établis par calculs actuariels au titre des indemnités de départ des employés du gouvernement dans son ensemble.

## (e) Congés de maladie

Les employés ont le droit d'accumuler des congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Selon la pratique gouvernementale courante, les congés de maladie non utilisés au moment de la cessation d'emploi ne deviennent pas payables à l'employé. Par conséquent, aucun passif n'a été comptabilisé à cet égard dans les présents états financiers. Les paiements des congés de maladie sont inclus dans les opérations courantes lorsqu'ils sont engagés.

## (f) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants des actifs, des passifs, des revenus et des charges déclarés dans les états financiers. Au moment où elle a préparé les présents états financiers, la direction considère que les estimations et les hypothèses sont raisonnables. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont la provision pour les indemnités de vacances et congés compensatoires ainsi que la provision pour les indemnités de départ aux employés. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

## 3. Débiteurs

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Tierces parties .....	5 451	13 109
Autres ministères et organismes gouvernementaux .....	887	1 158
<b>Débiteurs nets .....</b>	<b>6 338</b>	<b>14 267</b>

## 4. Crédoiteurs et charges à payer

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Parties externes .....	15 128	23 223
Autres ministères et organismes gouvernementaux .....	69	32
	<b>15 197</b>	<b>23 255</b>
Charges à payer .....	–	5
<b>Total des crédoiteurs et charges à payer .....</b>	<b>15 197</b>	<b>23 260</b>

## Fonds renouvelable des Services optionnels – suite

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 – suite

## 5. Indemnités de départ aux employés

Le Fonds verse des indemnités de départ aux employés en fonction de l'admissibilité, des années de service et du salaire à la cessation d'emploi. Ces indemnités de départ ne sont pas capitalisées d'avance. Les prestations seront prélevées sur les autorisations futures.

Dans le cadre des négociations de conventions collectives avec certains groupes d'employés et les changements apportés aux conditions d'emploi des cadres et de certains employés non représentés, l'accumulation des indemnités de départ au titre du programme de paie des employés a cessé depuis 2012. Les employés visés par ces changements ont eu la possibilité de recevoir immédiatement la valeur totale ou partielle des prestations accumulées à ce jour ou de percevoir la valeur totale ou restante de prestations à la cessation d'emploi dans la fonction publique. Ces modifications ont été intégrées dans le calcul de l'obligation d'indemnités de départ à payer.

Au 31 mars, les indemnités de départ totalisaient :

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Obligation au titre des indemnités de départ, début de l'exercice.....	66	73
Charge pour l'exercice.....	(2)	7
Indemnités versées au cours de l'exercice.....	(26)	(14)
<b>Obligation au titre des indemnités de départ, fin de l'exercice.....</b>	<b>38</b>	<b>66</b>

## 6. Passif net

Le surplus accumulé est l'accumulation des surplus et des déficits des exercices financiers depuis la création du Fonds.

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds (« INASAF ») représente les recettes et déboursés cumulatifs depuis la création du Fonds.

	2017	2016
	(en milliers de dollars)	
Surplus accumulé, début de l'exercice.....	7 191	6 848
Résultats nets.....	1 429	344
Transfert des paiements de transition pour la mise en œuvre des paiements de salaires en arrérages.....	–	(1)
<b>Surplus accumulé, fin de l'exercice.....</b>	<b>8 620</b>	<b>7 191</b>
Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, début de l'exercice.....	(16 165)	(13 238)
Ressources financières nettes fournies et variation de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, au cours de l'exercice.....	(1 337)	(2 927)
<b>Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds, fin de l'exercice.....</b>	<b>(17 502)</b>	<b>(16 165)</b>
<b>Passif net, à la fin de l'exercice.....</b>	<b>(8 882)</b>	<b>(8 974)</b>

## Fonds renouvelable des Services optionnels – fin

Notes aux états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2017 – fin

### 7. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités du Fonds peuvent donner lieu à des contrats et des obligations en vertu desquels le Fonds sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années lors de l'acquisition de biens ou de services. Les paiements estimatifs futurs sont les suivants :

	(en milliers de dollars)
Exercices se terminant le 31 mars	
2018 .....	785
2019 .....	702
2020 .....	498
2021 .....	–
2022 et exercices subséquents .....	–
<b>Total des obligations contractuelles .....</b>	<b>1 985</b>

### 8. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, le Fonds est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Le Fonds conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

### 9. Chiffres comparatifs

Les chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin d'être conforme à la présentation de l'exercice en cours.

# Section 2

## *Comptes publics du Canada*

2016-2017

### **Informations supplémentaires exigées par la *Loi sur la gestion des finances publiques***

#### **Table des matières**

	<i>Page</i>
Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes .....	2.2
Créances – radiations ou renoncations .....	2.7
Avances à justifier .....	2.12
Pertes de fonds et de biens publics	
Pertes de revenus suite à une fraude ou à une fausse déclaration intentionnelle – découvertes ou détectées en 2016-2017.....	2.15
Pertes de fonds publics attribuables à une infraction, un acte illégal ou un accident – survenues ou découvertes en 2016-2017.....	2.16
Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal – survenues ou découvertes en 2016-2017 .....	2.19
Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – survenues ou découvertes en 2016-2017.....	2.24
Pertes de fonds ou de biens publics – mise à jour des cas déclarés dans les <i>Comptes publics du Canada</i> des exercices antérieurs.....	2.32

## Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes

Les informations sur les décrets de remise sont requises en vertu de l'article 24(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

### Sommaire des remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes

(en dollars)

Description	Montant <sup>1</sup>
<b>Loi sur la gestion des finances publiques (Article 23)</b>	
Défense nationale	
Ministère de la Défense nationale.....	147 487 513
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté	
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration .....	485
Justice	
Ministère de la Justice .....	4 428 932
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne	
Ministère des Pêches et des Océans.....	43 400
Revenu national	
Agence du revenu du Canada .....	2 095 753 280
Sécurité publique et Protection civile	
Agence des services frontaliers du Canada.....	562 331 255
<b>Tarif des douanes (Article 115)</b>	
Sécurité publique et Protection civile	
Agence des services frontaliers du Canada.....	77 217 049
<b>Total .....</b>	<b>2 887 261 914</b>

<sup>1</sup> Pour les détails, consulter l'état suivant intitulé « Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes ».

**Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes**

(en dollars)

Description du décret (par numéro du Bureau du Conseil privé (C.P.))	Montant
<b>En vertu de l'article 23 de la Loi sur la gestion des finances publiques</b>	
<b>Défense nationale</b>	
Ministère de la Défense nationale	
C.P. 2016-0231, 15 avril 2016, Décret de remise de certains paiements non autorisés à l'égard de frais de déplacement et autres dépenses, d'indemnités et d'avantages (Forces canadiennes), afin de faire remise à certains bénéficiaires des dettes résultant de certains paiements non autorisés qui ont été versés en remboursement de frais de déplacement ou d'autres indemnités par les Forces canadiennes, qui découlent d'une interprétation erronée de la <i>Loi sur la défense nationale</i> ou des règlements et instructions établis en vertu de cette Loi, pendant la période allant du 1 avril 1999 au 31 janvier 2011.	147 487 513
<b>Immigration, Réfugiés et Citoyenneté</b>	
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	
C.P. 2006-0366, 11 mai 2006, a accordé une remise des frais à payer pour l'acquisition du statut de résident permanent, lequel prévoit un remboursement du montant de 485 \$ aux personnes qui ont acquitté les frais de 975 \$ pour l'acquisition du statut de résident permanent, le ou après le 3 mai 2006.	485
<b>Justice</b>	
Ministère de la Justice	
C.P. 1994-0269, 16 février 1994, modification du Règlement sur la saisie-arrêt pour l'exécution d'ordonnances et d'ententes alimentaires fait par le conseil C.P. 1988-0473 du 17 mars 1988, que la remise est accordée au débiteur du solde des frais d'administration relatifs au traitement du bref de saisie-arrêt qui demeurent payables au moment où Sa Majesté cesse d'être liée par le bref.	4 428 932
<b>Pêches, Océans et Garde côtière canadienne</b>	
Ministère des Pêches et des Océans	
C.P. 2009-0967, 11 juin 2009, remise à Bluewater Ferry Inc. et à Walpole-Algonac Ferry Line Ltd., exploitants de traversier sur la rivière St. Clair en Ontario, des droits à payer pour les services de déglacage fournis par la Garde côtière canadienne du 1 avril 2001 au 15 mai 2009, de même que d'une partie des droits à payer pour ces mêmes services au cours des années suivantes.	43 400
<b>Revenu national</b>	
Agence du revenu du Canada	
C.P. 1976-1026, 6 mai 1976, fait remise d'impôt payable en vertu de la partie I de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> relativement à certaines réserves pour redevances au projet Syncrude.	9 216 349
C.P. 1990-2850, 21 décembre 1990, Décret de remise relatif aux bases américaines établies à Terre-Neuve, fait remise des taxes d'accise, des droits d'accise et de la TPS/TVH sur les produits importés au Canada, les produits ou services achetés au Canada, et les fournitures de produits, d'immeubles ou de services destinés à être utilisés par le personnel affecté sur les bases américaines établies à Terre-Neuve.	15 470
C.P. 1990-2854, 21 décembre 1990, Décret de remise concernant la TPS accordée aux ministères du gouvernement fédéral, fait remise aux ministères fédéraux de la TPS payée ou payable sur leurs achats taxables de produits et de services. Cette remise n'a pas de répercussion sur la TPS nette que le gouvernement conserve à cette fin.	2 074 303 511
C.P. 1992-1052, 14 mai 1992, Décret de remise visant les Indiens et les bandes dans certains établissements indiens, fait remise de certains impôts sur le revenu et de la TPS/TVH payés ou à payer par les Indiens ou par les bandes ou certains établissements indiens désignés qui ne sont pas encore désignés comme réserves.	4 214 271
C.P. 1992-2399, 19 novembre 1992, Décret de remise visant les forces étrangères présentes au Canada (partie IX de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> ), fait remise de la TPS/TVH payée ou à payer sur la fourniture au Canada de biens meubles corporels, d'immeubles ou de services pour usage officiel par les forces étrangères présentes au Canada.	4 052 319

## Comptes publics du Canada 2016-2017

### Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes – suite

(en dollars)

Description du décret (par numéro du Bureau du Conseil privé (C.P.))	Montant
C.P. 1994-0568, 14 avril 1994, Décret de remise visant les Bureaux économiques et culturels de Taipei, fait remise aux Bureaux économiques et culturels de Taipei situés au Canada, à leurs agents, aux membres du personnel administratif et technique et aux membres de leurs familles faisant partie de leur ménage au Canada, une remise des droits de douanes, ainsi que des droits d'accise et de certaines taxes imposées en vertu de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> . La remise ne s'étend cependant pas aux membres du personnel et aux membres de leurs familles qui sont citoyens ou résidents permanents du Canada.	62 420
C.P. 1994-0585, 14 avril 1994, Décret de remise visant les droits fonciers issus de traités (Saskatchewan), fait remise de la TPS payée ou payable sur les terres achetées par certaines bandes indiennes de la Saskatchewan dans le cadre d'un accord exécutoire propre à chaque bande, aux fins du règlement des revendications fondées sur les droits fonciers issus de traités.	13 000
C.P. 1997-1529, 23 octobre 1997, Décret de remise visant les Indiens et les bandes dans certains établissements indiens, fait remise d'un certain montant d'impôts et de la TPS/TVH payés ou payables par des Indiens ou des bandes dans les établissements indiens de Summer Beaver (Ontario), de Winneway (Québec) et de God's River (Manitoba).	1 904 094
C.P. 1998-0396, 19 mars 1998, modifiant le décret de 1988 sur la remise d'impôt sur le revenu gagné au Québec, pris par les décrets C.P. 1989-1204 du 22 juin 1989 et C.P. 1994-0567 du 14 avril 1994, pour prolonger l'application des sections 3 à 6 du Décret aux années d'imposition 1994, 1995 et 1996.	313 947
C.P. 2003-0910, 12 juin 2003, fait remise de l'impôt fédéral et de la TPS aux Indiens et aux bandes indiennes sur le campus du Saskatchewan Indian Federated College.	426 987
C.P. 2003-0989, 18 juin 2003, Décret de remise visant l'établissement indien de Camp Ipperwash, fait remise de l'impôt fédéral sur le revenu et de la TPS payés ou payables par des Indiens ou des bandes indiennes dans le Camp Ipperwash.	231 341
C.P. 2003-0990, 18 juin 2003, Décret de remise visant les établissements Innus du Labrador, qui accorde la remise de l'impôt fédéral sur le revenu et de la composante fédérale de la TVH aux Premières nations innues de Sheshatshiu et de Mushuau, leurs membres et d'autres personnes, vivant à deux établissements innus au Labrador précisés.	(1 174)
C.P. 2013-0037, 31 janvier 2013, Décret modifiant le Décret de remise sur les boissons alcooliques vendues aux forces étrangères présentes au Canada, fait remise des droits de douane, des droits d'accise et de la TPS/TVH sur les boissons alcooliques vendues au personnel des forces étrangères présentes au Canada.	94 672
C.P. 2016-0076, 19 février 2016, fait remise des intérêts et pénalités, payés ou à payer par Cedric Taylor pour les années d'imposition 1998 à 2001, ainsi que des intérêts afférents.	38 346
C.P. 2016-0077, 19 février 2016, fait remise des sommes représentant la taxe sur les produits et services, payées ou à payer par Rashpal Pannu, ainsi que de la pénalité et des intérêts y afférents, ayant fait l'objet d'une cotisation établie en vertu de la partie IX de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> pour la période commençant le 1 janvier 2000 et se terminant le 31 décembre 2001.	6 285
C.P. 2016-0821, 23 septembre 2016, fait remise d'impôt et d'une pénalité pour production tardive pour l'année d'imposition 1999 et d'intérêts sur arriérés pour les années d'imposition 1993, 1994, 1995, 1996, 1997 et 1999, payés ou à payer par Mary Duncan.	6 858
C.P. 2016-0866, 7 octobre 2016, fait remise à Robert Morrison d'un montant payé ou à payer par lui, à titre de remboursement injustifié pour l'année d'imposition 1984, ainsi que des intérêts afférents.	9 296
C.P. 2016-0867, 7 octobre 2016, fait remise d'une partie de l'impôt, de pénalités et d'intérêts sur arriérés payés ou à payer par Simpson Family Trust pour les années d'imposition 2004, 2005 et 2006.	34 744
C.P. 2016-0868, 7 octobre 2016, fait remise des sommes représentant la prestation fiscale canadienne pour enfants et le crédit pour la taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée payées ou à payer par Trena Lahaye, à titre de taxe en application de la partie I de la <i>Loi de l'impôt sur le revenu</i> pour les années 2010 à 2012.	6 542
C.P. 2016-0869, 7 octobre 2016, fait remise d'une partie de l'impôt fédéral, du remboursement de prestations d'assurance-emploi, selon le cas, et de l'intérêt payé ou à payer, à l'égard de l'année d'imposition 1999, par des pêcheurs qui ont reçu des paiements dans le cadre du Programme de retrait des permis de pêche du poisson de fond de l'Atlantique.	52 470
C.P. 2016-0937, 21 octobre 2016, fait remise à M-I Drilling Fluids Canada Inc de la somme de 1) 689 691,86 \$ qui a été versée par erreur à l'Agence du revenu du Canada (ARC) à titre de la taxe sur les produits et services (TPS) pendant la période du 1 mars 2004 au 30 avril 2010. Cette somme aurait dû être versée à titre de taxe de vente de la Saskatchewan (TVP) au lieu de la TPS; 2) 26 349,11 \$ à titre d'arriéré d'intérêts calculés par l'ARC sur la somme de 689 691,86 \$ versée par erreur.	716 041
C.P. 2016-1052, 25 novembre 2016, fait remise d'une partie de l'impôt sur le revenu payée ou à payer par Rita S Sweet pour les années d'imposition de 1989 à 2003.	22 011

#### 2.4 Informations supplémentaires exigées par la Loi sur la gestion des finances publiques

**Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes – suite**

(en dollars)

Description du décret (par numéro du Bureau du Conseil privé (C.P.))	Montant
C.P. 2016-1053, 25 novembre 2016, fait remise des intérêts, ainsi que de tous les intérêts s'y rapportant, payés ou à payer par Micheline Racine, relativement aux années d'imposition 1990 et 1992.	1 962
C.P. 2017-0085, 3 février 2017, fait remise d'impôt sur le revenu, ainsi que des intérêts y afférents, payés ou à payer par Michel Blondin pour l'année d'imposition 2012.	11 518
Total	<u>2 095 753 280</u>
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>	
Agence des services frontaliers du Canada	
C.P. 1964-5000, 30 juin 1964, remise des droits et des taxes de vente et d'accise sur des importations pour le compte du Parc national de Roosevelt-Campobello taxes d'accise sur les marchandises à utiliser en cas d'urgence.	1 873
C.P. 1973-2529, 21 août 1973, remise de la TPS et des taxes d'accise sur les marchandises à utiliser en cas d'urgence.	120 061
C.P. 1974-2522, 19 novembre 1974, remise de la TPS et des taxes d'accise sur certains genres de matériel publicitaire.	58 089
C.P. 1976-1884, 20 juillet 1976, remise de la TPS et des taxes d'accise, à l'égard des dispositifs de cirque et d'autres dispositifs de divertissement, excédant certains montants minimums cotisés pour chaque période où les marchandises sont au Canada.	235 985
C.P. 1976-2984, 2 décembre 1976, remise de la TPS et des taxes d'accise sur des échantillons de valeur négligeable.	320 974
C.P. 1978-3762, 14 décembre 1978, remise partielle des droits de douane et des taxes d'accise sur les pièces, le matériel et les autres articles fabriqués au Canada ou importés, et devant servir aux transporteurs aériens canadiens qui assurent un service aérien commercial à l'échelle canadienne et internationale.	2 173 541
C.P. 1979-0395, 15 février 1979, remise des droits de douane et des taxes d'accise à l'égard des importations non commerciales avec des rajustements des garanties.	6 996
C.P. 1982-1994, 30 juin 1982, remise de la TPS sur des avions civils canadiens, leurs moteurs et les simulateurs de vols canadiens et leurs pièces qui sont réparés à l'étranger.	528 248 834
C.P. 1984-0867, 15 mars 1984, remise de la TPS et des taxes d'accise sur les marchandises importées pour les réunions tenues au Canada par des organismes étrangers.	230 821
C.P. 1985-0277, 31 janvier 1985, remise des droits de douane et de la TPS sur les supports de transmission de données.	139
C.P. 1985-2955, 3 octobre 1985, remise des droits de douane, de la TPS et des taxes d'accise sur certaines marchandises importées par services de messagerie.	319 035
C.P. 1987-1044, 21 mai 1987, remise de la TPS et des taxes d'accise sur les marchandises importées au Canada pour des essais ou des examens pour attestation par un organisme accrédité.	292 636
C.P. 1990-2848, 21 décembre 1990, remise des droits y compris la TPS sur les marchandises destinées aux projets conjoints des gouvernements du Canada et des États-Unis.	9 745
C.P. 1990-2849, 21 décembre 1990, remise de la TPS et des taxes d'accise sur les produits et services sur des aliments et produits de Pâques d'une catégorie non disponible au Canada.	81 736
C.P. 1990-2854, 21 décembre 1990, Décret de remise concernant la Taxe sur les produits et services (TPS) accordée aux ministères du gouvernement fédéral, fait remise aux ministères fédéraux de la TPS payée ou payable sur leurs achats taxables de produits et de services. Cette remise n'a pas de répercussion sur la TPS nette que le gouvernement conserve à cette fin.	30 204 285
C.P. 1992-2397, 19 novembre 1992, remise des droits de douane et de la TPS sur les machines et l'équipement importés au Canada pour l'entretien d'avions étrangers.	426
C.P. 1994-0568, 14 avril 1994, Décret de remise visant les Bureaux économiques et culturels de Taipei, accorde aux Bureaux économiques et culturels de Taipei situés au Canada, à leurs agents, aux membres du personnel administratif et technique et aux membres de leurs familles faisant partie de leurs ménages au Canada une remise des droits de douanes, ainsi que des droits d'accise et de certaines taxes imposées en vertu de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> . La remise ne s'étend cependant pas aux membres du personnel et aux membres de leurs familles qui sont citoyens ou résidents permanents du Canada.	556

## Comptes publics du Canada 2016-2017

### Détail sur les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes – fin

(en dollars)

Description du décret (par numéro du Bureau du Conseil privé (C.P.))	Montant
C.P. 1997-2037, 29 décembre 1997, remise de la TPS et des taxes en vertu de la section III de la partie IX et en vertu de toute autre partie de la <i>Loi sur la taxe d'accise</i> à l'égard des marchandises données aux institutions religieuses, aux établissements de charité ou aux maisons d'enseignement au Canada par des personnes n'y résidant pas.	25 523
Total	562 331 255
<b>En vertu de l'article 115 sur le Tarif des douanes</b>	
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>	
Agence des services frontaliers du Canada	
C.P. 1995-0132, 31 janvier 1995, remise de la TPS et de la taxe d'accise sur certaines marchandises importées au Canada par des expéditions scientifiques ou exploratoires.	132 587
C.P. 1995-1202, 26 juillet 1995, remise de la TPS sur les imprimés importés pour être utilisés par des transporteurs étrangers.	19 077
C.P. 1997-0830, 17 juin 1997, remise des droits de douane et de la TPS à un fabricant, à l'égard de chemises à col façonné.	14 614
C.P. 1997-0952, 4 juillet 1997, remise des droits de douane et de la TPS en vertu de l'article 20 du Tarif des douanes sur l'eau-de-vie distillée qui bénéficie du tarif des États-Unis, du tarif du Mexique ou du tarif du Chili et qui est importée au Canada par des distillateurs aux fins de l'embouteillage en entrepôt.	26 745
C.P. 1997-2057, 29 décembre 1997, remise des droits de douane et de la TPS à un fabricant de vêtements pour femmes sur des blouses, chemisiers ou coordonnés.	804 132
C.P. 1998-1456, 26 août 1998, remise des droits de douane sur les vêtements, les tissus et articles confectionnés et les filés qui ont été importés du Mexique ou des États-Unis.	50 565
C.P. 2008-0815, 1 mai 2008, remise des droits de douane à l'égard de l'importation de vêtements qui sont produits dans un pays ou territoire bénéficiant du tarif de préférence général selon la Liste des pays et traitements tarifaires qui leur sont accordés figurant à l'annexe du Tarif des douanes en partie ou en totalité à partir de textiles produits au Canada et expédiés directement du Canada à ce pays ou territoire, sans faire l'objet d'un traitement supplémentaire à l'extérieur de ce pays ou territoire, et qui sont ensuite expédiés directement au Canada.	1 327 292
C.P. 2010-1163, 23 septembre 2010, remise des droits de douane payés aux termes du Décret de remise visant certains transbordeurs, bateaux-citernes et navires de charge.	8 911 181
C.P. 2014-0680, 12 juin 2014, remise des droits de douane et de taxes d'accise payés sur les marchandises importées temporairement au Canada par un membre de la famille de la coupe du monde 2015 pour son usage exclusif.	29 672
C.P. 2014-0983, 25 septembre 2014, remise des droits de douanes accordés en vertu des niveaux de préférence tarifaire sur les vêtements et les textiles et articles confectionnés importés du Honduras à compter du 1 octobre 2014.	17 418
C.P. 2014-1273, 20 novembre 2014, remise des droits de douane et de taxes d'accise payés sur les marchandises importées temporairement au Canada par un membre de la famille ou le titulaire d'une accréditation de média pour les Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 pour son usage exclusif dans le cadre des Jeux.	1 409
C.P. 2016-0509, 14 juin 2016, la remise est accordée des droits de douane payés ou payables en vertu du Tarif des douanes en respect des bateaux, classés sous la sous-position N° 8910.10 dans la liste des dispositions tarifaires de l'annexe du Tarif des douanes, à l'exclusion de ceux produits au Canada.	65 882 357
Total	77 217 049

## 2.6 Informations supplémentaires exigées par la Loi sur la gestion des finances publiques

## Créances – radiations ou renonciations

Les catégories d'approbation ou d'autorisation pour les radiations ou les renonciations (y compris les dispenses et les remises) de créances (obligations, dettes et réclamations) sont comme suit :

- i) Une approbation ministérielle représente l'autorité donnée aux ministres en vertu de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (LGFP) ou d'autres lois du Parlement comme suit :
  - L'article 25(1) de la LGFP donne aux ministres, par des règlements du Conseil du Trésor, l'autorité générale d'approuver les radiations de toute obligation, dette ou réclamation autre que les avances à justifier ou les paiements en trop au titre de traitements, de salaires, ou d'indemnités liées à un emploi ne résultant pas en une imputation à un crédit.
  - L'article 155.1 (4) de la LGFP donne aux ministres, par des règlements du Conseil du Trésor, l'autorité de dispenser des intérêts moratoires dus à Sa Majesté et des frais d'administration visant les effets non réglés (p. ex. chèques sans provision) institués par l'article susmentionné.
  - Les autres lois du Parlement (p. ex. *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*) donnent aux ministres l'autorité générale d'approuver la radiation ou la renonciation d'obligations, dettes ou réclamations spécifiques.
- ii) Une approbation du Conseil du Trésor – L'article 25(1) de la LGFP, par des règlements du Conseil du Trésor, permet à un ministre, qui a une approbation spécifique du Conseil du Trésor, de radier toute dette, obligation ou réclamation due à des avances à justifier ou des paiements en trop au titre de traitements, de salaires, ou d'indemnités liés à un emploi ne résultant pas en une imputation à un crédit.
- iii) Une autorité du gouverneur en conseil et autorité parlementaire
  - L'article 23(2.1) de la LGFP stipule que sur recommandation du Conseil du Trésor, le gouverneur en conseil peut faire remise de toutes autres dettes, ainsi que des intérêts afférents, s'il estime que leur recouvrement est déraisonnable ou injuste ou que, d'une façon générale, l'intérêt public en justifie la remise.
  - L'article 24.1 de la LGFP requiert que lorsqu'une dette ou une obligation, présentée à l'état de la situation financière, doit être renoncée et constitue une imputation à un crédit, alors le montant de la renonciation doit être autorisé en vertu d'une loi du Parlement, incluant une *Loi de crédits*.
  - L'article 25(2) de la LGFP stipule qu'une dette, obligation ou réclamation présentée à l'état de la situation financière, devant être radiée et constituant une imputation à un crédit, le montant de la radiation doit être autorisé par le Parlement comme une dépense budgétaire dans une *Loi de crédits* ou toute autre loi.

Les codes suivants sont utilisés :

### Codes

A	Radiation
B	Renonciation
C	Remise
D	Dispense

Comptes publics du Canada 2016-2017

Créances – radiations ou renoncations

(en dollars)

Description	Code <sup>1</sup>	Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Gouverneur en conseil et autorité du Parlement			Total	
		Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant
<b>Loi sur la gestion des finances publiques</b>										
<b>Affaires autochtones et du Nord</b>										
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.....	A	71	5 801 923	–	–	–	–	–	71	5 801 923
<b>Affaires mondiales</b>										
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement.....	A/B	15	32 209	–	–	17c / S	2	57 956 037	17	57 988 246
<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>										
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.....	A	673	79 653 750	–	–	–	–	–	673	79 653 750
<b>Anciens Combattants</b>										
Ministère des Anciens Combattants.....	A	213	356 091	–	–	–	–	–	213	356 091
<b>Défense nationale</b>										
Ministère de la Défense nationale.....	A/C	239	367 444	–	–	<sup>2</sup>	16 756	147 487 513	16 995	147 854 957
<b>Environnement et Changement climatique</b>										
Ministère de l'Environnement.....	A/D	174	96 701	–	–	–	–	–	174	96 701
Agence Parcs Canada.....	A	64	120 973	–	–	–	–	–	64	120 973
<b>Famille, Enfants et Développement social</b>										
Ministère de l'Emploi et du Développement social.....	A/D	15 579	88 802 665	–	–	7c	32 082	174 802 163	47 661	263 604 828
<b>Finances</b>										
Bureau du surintendant des institutions financières.....	A	3	3 108	–	–	–	–	–	3	3 108
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada.....	A	4	396 689	–	–	–	–	–	4	396 689
<b>Immigration, Réfugiés et Citoyenneté</b>										
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration.....	A/C	257	49 817	–	–	<sup>2</sup> / 7c	2 783	1 963 279	3 040	2 013 096
<b>Innovation, Sciences et Développement économique</b>										
Ministère de l'Industrie.....	A/D	149	13 328 055	–	–	–	–	–	149	13 328 055
Agence canadienne du développement économique du Nord.....	A	1	8 057	–	–	–	–	–	1	8 057
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec..	A/D	29	4 022 544	–	–	–	–	–	29	4 022 544
Agence de promotion économique du Canada atlantique.....	A/D	80	21 593 006	–	–	–	–	–	80	21 593 006
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario....	A	9	7 645 945	–	–	–	–	–	9	7 645 945
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	A	6	26 204	–	–	–	–	–	6	26 204
Conseil national de recherches du Canada ...	A	27	391 626	–	–	–	–	–	27	391 626
Statistique Canada.....	A/D	43	5 411	–	–	–	–	–	43	5 411
<b>Justice</b>										
Ministère de la Justice.....	C	–	–	–	–	<sup>2</sup>	60 416	4 428 932	60 416	4 428 932
Bureau du directeur des poursuites pénales.....	A	1	41 691	–	–	–	–	–	1	41 691
Registraire de la Cour suprême du Canada.....	A	2	105	–	–	–	–	–	2	105

2.8 Informations supplémentaires exigées par la Loi sur la gestion des finances publiques

## Créances – radiations ou renoncations – suite

(en dollars)

Description	Code <sup>1</sup>	Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Gouverneur en conseil et autorité du Parlement			Total	
		Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant
<b>Patrimoine canadien</b>										
Ministère du Patrimoine canadien.....	A	5	145 678	–	–	–	–	–	5	145 678
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes .....	A	11	19 472	–	–	–	–	–	11	19 472
<b>Pêches, Océans et Garde côtière canadienne</b>										
Ministère des Pêches et des Océans.....	A/C/D	191	85 926	–	–	2	1	43 400	192	129 326
<b>Ressources naturelles</b>										
Ministère des Ressources naturelles.....	A/D	119	116 087	–	–	–	–	–	119	116 087
Commission canadienne de sûreté nucléaire .....	A	4	19 686	–	–	–	–	–	4	19 686
Fonds renouvelable de Géomatique Canada .....	A	3	5 636	–	–	–	–	–	3	5 636
<b>Revenu national</b>										
Agence du revenu du Canada .....	A	1 038 639	2 182 161 093	–	–	–	–	–	1 038 639	2 182 161 093
<b>Santé</b>										
Ministère de la Santé.....	A/D	127	1 400 222	–	–	–	–	–	127	1 400 222
Agence canadienne d'inspection des aliments .....	A	54	95 380	–	–	–	–	–	54	95 380
Agence de la santé publique du Canada.....	A	29	442 568	–	–	–	–	–	29	442 568
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>										
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile.....	A	5	163 825	–	–	–	–	–	5	163 825
Agence des services frontaliers du Canada ...	A	244	32 156 939	–	–	–	–	–	244	32 156 939
Fonds renouvelable CORCAN .....	A	2	13 907	–	–	–	–	–	2	13 907
Service canadien du renseignement de sécurité.....	D	8	257	–	–	–	–	–	8	257
Service correctionnel du Canada .....	A	79	5 831	–	–	–	–	–	79	5 831
<b>Services publics et Approvisionnement</b>										
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	A	85	255 817	–	–	–	–	–	85	255 817
<b>Transports</b>										
Ministère des Transports .....	A	326	156 074	–	–	–	–	–	326	156 074
		1 057 570	2 439 988 412	–	–	–	112 040	386 681 324	1 169 610	2 826 669 736
<b>Loi de l'impôt sur le revenu</b>										
<b>Revenu national</b>										
Agence du revenu du Canada <sup>3</sup> .....	B/D	404 263	589 835 282	–	–	–	–	–	404 263	589 835 282
<b>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</b>										
<b>Famille, Enfants et Développement social</b>										
Ministère de l'Emploi et du Développement social .....	B	311 649	287 461 027	–	–	–	–	–	311 649	287 461 027
<b>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</b>										
<b>Famille, Enfants et Développement social</b>										
Ministère de l'Emploi et du Développement social .....	B	2 056	22 575 972	–	–	–	–	–	2 056	22 575 972
<b>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</b>										
<b>Innovation, Sciences et Développement économique</b>										
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec...	A	13	3 879 046	–	–	–	–	–	13	3 879 046

Comptes publics du Canada 2016-2017

Créances – radiations ou renoncements – suite

(en dollars)

Description	Code <sup>1</sup>	Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Gouverneur en conseil et autorité du Parlement			Total	
		Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant
<b>Revenu national</b>										
Agence du revenu du Canada .....	A	33 342	358 734 281	–	–	–	–	–	33 342	358 734 281
<b>Transports</b>										
Ministère des Transports .....	A	15	77 274	–	–	–	–	–	15	77 274
		33 370	362 690 601	–	–	–	–	–	33 370	362 690 601
<b>Loi sur la sécurité de la vieillesse</b>										
<b>Famille, Enfants et Développement social</b>										
Ministère de l'Emploi et du Développement social .....	C	3 001	5 601 184	–	–	–	–	–	3 001	5 601 184
<b>Loi sur la taxe d'accise</b>										
<b>Revenu national</b>										
Agence du revenu du Canada <sup>3</sup> .....	B	9 001	80 692 294	–	–	–	–	–	9 001	80 692 294
<b>Loi sur l'agence canadienne d'inspection des aliments</b>										
<b>Santé</b>										
Agence canadienne d'inspection des aliments .....	C	14 090	1 060 698	–	–	–	–	–	14 090	1 060 698
<b>Loi sur l'assurance-emploi</b>										
<b>Famille, Enfants et Développement social</b>										
Ministère de l'Emploi et du Développement social .....	A/B	101 103	63 649 064	–	–	–	–	–	101 103	63 649 064
<b>Loi sur le bureau du surintendant des institutions financières</b>										
<b>Finances</b>										
Bureau du surintendant des institutions financières .....	A	9	6 950	–	–	–	–	–	9	6 950
<b>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</b>										
<b>Innovation, Sciences et Développement économique</b>										
Ministère de l'Industrie .....	A	907	60 077 457	–	–	–	–	–	907	60 077 457
<b>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</b>										
<b>Immigration, Réfugiés et Citoyenneté</b>										
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration .....	D	21	2 280	–	–	–	–	–	21	2 280
<b>Loi sur le ministère des Anciens Combattants</b>										
<b>Anciens Combattants</b>										
Ministère des Anciens Combattants .....	B	49	54 246	–	–	–	–	–	49	54 246
<b>Loi sur le parlement du Canada</b>										
<b>Parlement</b>										
Sénat .....	A	7	508 243	–	–	–	–	–	7	508 243

## Créances – radiations ou renonciations – fin

(en dollars)

Description	Code <sup>1</sup>	Approbation ministérielle		Approbation du Conseil du Trésor		Gouverneur en conseil et autorité du Parlement			Total	
		Nombre	Montant	Nombre	Montant	Numéro du crédit ou Loi	Nombre	Montant	Nombre	Montant
<b>Loi sur les allocations aux Anciens Combattants</b>										
<b>Anciens Combattants</b>										
Ministère des Anciens Combattants.....	B	5	3 427	–	–	–	–	–	5	3 427
<b>Loi sur les douanes</b>										
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>										
Agence des services frontaliers du Canada ..	D	205	2 874 242	–	–	–	–	–	205	2 874 242
<b>Loi sur les mesures de réinsertion et d'indemnisation des militaires et vétérans des Forces canadiennes</b>										
<b>Anciens Combattants</b>										
Ministère des Anciens Combattants.....	B	40	862 258	–	–	–	–	–	40	862 258
<b>Loi sur les pensions</b>										
<b>Anciens Combattants</b>										
Ministère des Anciens Combattants.....	B	58	416 234	–	–	–	–	–	58	416 234
<b>Sécurité publique et protection civile</b>										
Gendarmerie royale du Canada.....	C	10	109 652	–	–	–	–	–	10	109 652
		68	525 886	–	–	–	–	–	68	525 886
<b>Loi sur les prêts aux apprentis</b>										
<b>Famille, Enfants et Développement social</b>										
Ministère de l'Emploi et du Développement social .....	B	24	1 043	–	–	–	–	–	24	1 043
		<b>1 937 438</b>	<b>3 918 470 566</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>112 040</b>	<b>386 681 324</b>	<b>2 049 478</b>	<b>4 305 151 890</b>
<b>Sommaire</b>										
Radiations.....	A	1 192 581	2 926 486 831	–	–	–	34 864	176 764 957	1 227 445	3 103 251 788
Renonciations.....	B	378 580	708 984 512	–	–	–	2	57 956 037	378 582	766 940 549
Remises .....	C	17 101	6 771 534	–	–	–	77 174	151 960 330	94 275	158 731 864
Dispenses .....	D	349 176	276 227 689	–	–	–	–	–	349 176	276 227 689
		<b>1 937 438</b>	<b>3 918 470 566</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>112 040</b>	<b>386 681 324</b>	<b>2 049 478</b>	<b>4 305 151 890</b>

<sup>1</sup> Consulter l'introduction du tableau ci-dessus pour la description des codes.<sup>2</sup> Les remises d'autres dettes par décret en conseil telles que déterminées en vertu de l'article 23(2.1) de la LGFP. Toute information additionnelle touchant les remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes commence à la page 2.3 de cette section.<sup>3</sup> Renonciation afférente aux dispositions d'allègement pour les contribuables provenant des lois déterminées.

## Avances à justifier

Les informations sur les avances à justifier sont exigées en vertu de l'article 38(3) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

## Avances à justifier

(en dollars)

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 2017		Avances réglées en avril 2017		Avances en circulation au 30 avril 2017	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
<b>Affaires autochtones et du Nord</b>						
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien .....	111	256 474	4	9 844	107	246 630
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique.....	6	5 404	–	–	6	5 404
	117	261 878	4	9 844	113	252 034
<b>Affaires mondiales</b>						
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement.....	2 994	27 371 652	52	278 642	2 942	27 093 010
Commission mixte internationale (section canadienne) .....	4	9 097	3	2 029	1	7 068
	2 998	27 380 749	55	280 671	2 943	27 100 078
<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>						
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire .....	69	40 924	45	29 927	24	10 997
Commission canadienne des grains .....	16	5 108	14	3 875	2	1 233
Commission canadienne du lait .....	1	400	–	–	1	400
	86	46 432	59	33 802	27	12 630
<b>Anciens Combattants</b>						
Ministère des Anciens Combattants.....	306	551 439	42	30 558	264	520 881
Tribunal des anciens combattants (révision et appel).....	2	7 272	–	–	2	7 272
	308	558 711	42	30 558	266	528 153
<b>Bureau du secrétaire du gouverneur général</b>						
Bureau du secrétaire du gouverneur général .....	8	19 470	–	–	8	19 470
<b>Conseil du Trésor</b>						
Secrétariat du Conseil du Trésor.....	60	26 275	–	1 049 <sup>1</sup>	60	25 226
Commissariat à l'intégrité du secteur public.....	2	12 384	1	500	1	11 884
Commissariat au lobbying .....	1	200	1	200	–	–
École de la fonction publique du Canada.....	–	–	–	–	–	–
	63	38 859	2	1 749	61	37 110
<b>Conseil privé</b>						
Bureau du Conseil privé .....	67	98 448	–	–	67	98 448
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports .....	14	9 200	–	–	14	9 200
Bureau du directeur général des élections.....	53	62 214	4	7 045	49	55 169
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité....	2	2 806	–	–	2	2 806
Commissariat aux langues officielles .....	7	2 000	7	2 000	–	–
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes .....	3	4 536	–	–	3	4 536
	146	179 204	11	9 045	135	170 159
<b>Défense nationale</b>						
Ministère de la Défense nationale.....	11 720	50 326 357	3 286	6 796 193	8 434	43 530 164
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications .....	3	4 904	–	–	3	4 904
Centre de la sécurité des télécommunications.....	190	770 875	53	232 382	137	538 493
Comité externe d'examen des griefs militaires.....	–	–	–	–	–	–
	11 913	51 102 136	3 339	7 028 575	8 574	44 073 561
<b>Environnement et Changement climatique</b>						
Ministère de l'Environnement.....	52	35 916	2	611	50	35 305
Agence canadienne d'évaluation environnementale .....	6	2 600	–	–	6	2 600
Agence Parcs Canada .....	987	2 153 629	225	236 108	762	1 917 521
	1 045	2 192 145	227	236 719	818	1 955 426

## Avances à justifier – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 2017		Avances réglées en avril 2017		Avances en circulation au 30 avril 2017	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
<b>Famille, Enfants et Développement social</b>						
Ministère de l'Emploi et du Développement social .....	1 001	2 908 850	48	166 657	953	2 742 193
<b>Finances</b>						
Ministère des Finances .....	17	4 063	1	445	16	3 618
Agence de la consommation en matière financière du Canada.....	15	22 604	2	1 643	13	20 961
Bureau du surintendant des institutions financières .....	10	11 770	2	2 399	8	9 371
Bureau du vérificateur général.....	6	1 800	6	1 800	–	–
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada .....	5	4 750	–	–	5	4 750
	53	44 987	11	6 287	42	38 700
<b>Immigration, Réfugiés et Citoyenneté</b>						
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration .....	184	494 585	5	28 600	179	465 985
Commission de l'immigration et du statut de réfugié .....	30	42 015	2	3 395	28	38 620
	214	536 600	7	31 995	207	504 605
<b>Infrastructure et Collectivités</b>						
Bureau de l'infrastructure du Canada .....	18	49 453	–	7 263 <sup>1</sup>	18	42 190
<b>Innovation, Sciences et Développement économique</b>						
Ministère de l'Industrie .....	127	180 533	55	31 312	72	149 221
Agence canadienne de développement économique du Nord.....	1	250	1	250	–	–
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec .....	26	8 548	7	2 320	19	6 228
Agence de promotion économique du Canada atlantique.....	11	2 050	–	–	11	2 050
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario .....	69	98 095	1	243	68	97 852
Agence spatiale canadienne .....	14	24 559	1	2 200	13	22 359
Commission du droit d'auteur .....	1	2 500	–	–	1	2 500
Conseil de recherches en sciences humaines .....	1	350	–	–	1	350
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie .....	2	450	–	–	2	450
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien.....	5	1 600	–	–	5	1 600
Statistique Canada .....	280	363 312	58	99 357	222	263 955
	537	682 247	123	135 682	414	546 565
<b>Justice</b>						
Ministère de la Justice .....	49	8 021 950	–	–	49	8 021 950
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale .....	148	1 013 265	1	11 442	147	1 001 823
Bureau du directeur des poursuites pénales .....	15	6 100	–	–	15	6 100
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada .....	11	16 200	–	–	11	16 200
Commission canadienne des droits de la personne .....	10	9 651	3	2 500	7	7 151
Registraire de la Cour suprême du Canada .....	4	3 866	–	–	4	3 866
Service administratif des tribunaux judiciaires .....	48	21 962	38	16 915	10	5 047
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs.....	4	7 521	–	–	4	7 521
	289	9 100 515	42	30 857	247	9 069 658
<b>Parlement</b>						
Bibliothèque du Parlement .....	6	1 600	–	–	6	1 600
Chambre des communes .....	459	892 032	4	16 019	455	876 013
Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique .....	4	14 606	–	–	4	14 606
Conseiller sénatorial en éthique .....	1	250	–	–	1	250
Sénat .....	13	5 500	–	–	13	5 500
Service de protection parlementaire .....	25	29 465	2	474	23	28 991
	508	943 453	6	16 493	502	926 960

*Comptes publics du Canada 2016-2017*

**Avances à justifier – fin**

(en dollars)

Ministère et organisme	Avances en circulation au 31 mars 2017		Avances réglées en avril 2017		Avances en circulation au 30 avril 2017	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
<b>Patrimoine canadien</b>						
Ministère du Patrimoine canadien .....	85	150 425	–	–	85	150 425
Bibliothèque et Archives du Canada.....	19	13 982	2	3 443	17	10 539
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes .....	35	114 000	1	2 525	34	111 475
Office national du film .....	46	39 994	12	14 772	34	25 222
	<b>185</b>	<b>318 401</b>	<b>15</b>	<b>20 740</b>	<b>170</b>	<b>297 661</b>
<b>Pêches, Océans et Garde côtière canadienne</b>						
Ministère des Pêches et des Océans.....	231	200 578	196	154 941	35	45 637
<b>Ressources naturelles</b>						
Ministère des Ressources naturelles .....	153	492 458	5	32 392	148	460 066
Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	5	1 150	–	–	5	1 150
Office national de l'énergie.....	1	745	–	–	1	745
	<b>159</b>	<b>494 353</b>	<b>5</b>	<b>32 392</b>	<b>154</b>	<b>461 961</b>
<b>Revenu national</b>						
Agence du revenu du Canada .....	3 460	3 568 961	148	181 257	3 312	3 387 704
<b>Santé</b>						
Ministère de la Santé .....	327	833 496	109	57 953	218	775 543
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	38	9 065	31	3 340	7	5 725
Agence de la santé publique du Canada.....	61	120 538	23	8 519	38	112 019
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés.....	5	10 757	1	500	4	10 257
Instituts de recherche en santé du Canada.....	1	1 300	–	–	1	1 300
	<b>432</b>	<b>975 156</b>	<b>164</b>	<b>70 312</b>	<b>268</b>	<b>904 844</b>
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>						
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile.....	65	189 789	1	3 426	64	186 363
Agence des services frontaliers du Canada .....	968	1 025 457	92	93 183	876	932 274
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada .....	4	8 088	–	–	4	8 088
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.....	1	250	–	–	1	250
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada.....	5	11 745	–	–	5	11 745
Commission des libérations conditionnelles du Canada.....	45	66 694	–	–	45	66 694
Gendarmerie royale du Canada.....	2 120	17 715 351	1 093	13 995 225	1 027	3 720 126
Service canadien du renseignement de sécurité .....	103	9 100 623	1	6 500 000	102	2 600 623
Service correctionnel du Canada .....	2 274	3 865 121	102	222 485	2 172	3 642 636
	<b>5 585</b>	<b>31 983 118</b>	<b>1 289</b>	<b>20 814 319</b>	<b>4 296</b>	<b>11 168 799</b>
<b>Services publics et Approvisionnement</b>						
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	874	2 261 363	79	86 955	795	2 174 408
Commission de la fonction publique .....	25	58 107	1	3 219	24	54 888
Services partagés Canada .....	65	105 775	1	500	64	105 275
	<b>964</b>	<b>2 425 245</b>	<b>81</b>	<b>90 674</b>	<b>883</b>	<b>2 334 571</b>
<b>Transports</b>						
Ministère des Transports .....	500	184 169	4	6 800	496	177 369
Office des transports du Canada .....	2	1 728	1	546	1	1 182
	<b>502</b>	<b>185 897</b>	<b>5</b>	<b>7 346</b>	<b>497</b>	<b>178 551</b>
<b>Total.....</b>	<b>30 822</b>	<b>136 197 398</b>	<b>5 879</b>	<b>29 398 178</b>	<b>24 943</b>	<b>106 799 220</b>

<sup>1</sup> Règlement partiel.

## Pertes de fonds et de biens publics

Les états suivants présentent l'information sur les pertes de fonds et de biens publics tel qu'exigé en vertu de la *Directive sur les pertes de fonds et de biens* du Conseil du Trésor.

### Pertes de revenus suite à une fraude ou à une fausse déclaration intentionnelle – découvertes ou détectées en 2016-2017

(en dollars)

Brève description de l'incident	Nombre d'incidents	Montant de la perte	Montant recouvré en 2016-2017	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
<b>Revenu national</b>					
Agence du revenu du Canada					
Causes devant les tribunaux (estimation par l'ARC du montant total d'évasions fiscales ou de remboursements d'impôts obtenus frauduleusement)					
Autres pertes administrées .....	3	527 068	–	1	1
Impôt sur le revenu .....	56	20 509 044	–	1	1
Taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée .....	23	47 845 281	–	1	1
	82	68 881 393	–	–	–
Sentences légales (montant total d'évasions fiscales ou de remboursements d'impôts obtenus frauduleusement selon la Cour)					
Impôt sur le revenu .....	21	3 700 231	717 431	636 758	2 346 042
Taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée .....	19	1 188 685	501 713	198 827	488 145
	40	4 888 916	1 219 144	835 585	2 834 187
	<b>122</b>	<b>73 770 309</b>	<b>1 219 144</b>	<b>835 585</b>	<b>2 834 187</b>
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>					
Agence des services frontaliers du Canada					
Perte de revenus due à des infractions contre la <i>Loi sur les douanes</i>					
Fausse déclaration – Valeur .....	5	89 445	83 423	6 022	–
Non déclaration/Contrebande.....	2	1 556	–	1 556	–
	7	91 001	83 423	7 578	–
<b>Services publics et Approvisionnement</b>					
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux					
Perte de revenus dans le cadre du programme GCSurplus					
Fraude par carte de crédit.....	4	11 817	–	11 817	–
<b>Total.....</b>	<b>133</b>	<b>73 873 127</b>	<b>1 302 567</b>	<b>854 980</b>	<b>2 834 187</b>

<sup>1</sup> Ces montants ne peuvent être estimés qu'après une sentence légale.

Comptes publics du Canada 2016-2017

Pertes de fonds publics attribuables à une infraction, un acte illégal ou un accident – survenues ou découvertes en 2016-2017

(en dollars)

Brève description de la perte	Imputée au crédit de 2016-2017	Montant de la perte	Montant recouvré en 2016-2017	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
<b>Affaires autochtones et du Nord</b>					
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien					
Demande de subventions et de contributions falsifiée (1 cas) .....	1	1 200 000	–	–	1 200 000
Perte de recette - paiement de traité (2 cas) .....		803	–	803	–
Vol de recette - paiement de traité (1 cas) .....		2 190	2 190	–	–
<b>Affaires mondiales</b>					
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement					
Emploi frauduleux de billet de taxi et réclamation falsifiée d'heures supplémentaires (1 cas) .....					
	1	981	–	981	–
Emploi frauduleux de carte de carburant (1 cas) .....	1	74 181	13 117	61 064	–
Fausse monnaie dans le dépôt bancaire (2 cas) .....	1	149	–	149	–
Perte de fonds de petite caisse (3 cas) .....	1	280	–	280	–
Perte de fonds en raison de démonétisation (1 cas) .....	1	30	–	30	–
Perte de revenu consulaire (4 cas) .....	1	26 912	–	25 016	1 896
<b>Anciens Combattants</b>					
Ministère des Anciens Combattants					
Vol de petite caisse (2 cas) .....	1	575	–	575	–
Vol des paiements de pensions d'invalidité suivant le décès du bénéficiaire (1 cas) .....	5	26 817	–	–	26 817
<b>Conseil du Trésor</b>					
Secrétariat du Conseil du Trésor					
Demande de prestation falsifiée (2 cas) .....	20	10 552	–	–	10 552
<b>Défense nationale</b>					
Ministère de la Défense nationale					
Demande falsifiée par des fournisseurs et des entrepreneurs (1 cas) .....					
		1 300 000	–	–	1 300 000
Erreur de virement direct de fonds (2 cas) .....		1 363	–	–	1 363
Perte d'avance à justifier (3 cas) .....		1 879	–	–	1 879
<b>Environnement et Changement climatique</b>					
Ministère de l'Environnement					
Emploi non autorisé de carte d'achat (70 cas) .....	1	16 433	11 447	7	4 979
Emploi non autorisé de carte de voyage désignée (4 cas) .....	1	7 502	–	–	7 502
Agence Parcs Canada					
Carte de voyage non payée (5 cas) .....	1	3 244	132	92	3 020
Déficit net de caisse (déficit brut 156 047 \$; surplus brut 138 964 \$) .....	1	17 083	–	17 083	–
Emploi non autorisé de carte de voyage (8 cas) .....	1	17 488	10 225	69	7 194
Perte d'argent d'une voûte (1 cas) .....	1	215	–	215	–
Perte de fonds de caisse (1 cas) .....	1	428	–	428	–
Perte de fonds de petite caisse (1 cas) .....	1	30	–	30	–
Perte de recette (1 cas) .....	1	50	–	50	–
Utilisation frauduleuse de carte d'acquisition (3 cas) .....	1	120	115	5	–
Utilisation frauduleuse de carte de voyage (6 cas) .....	1	12 656	11 441	217	998
Vol d'argent d'une voûte (1 cas) .....	1	500	–	500	–
Vol de fonds de caisse (6 cas) .....	1	3 144	2 554	590	–
Vol de recette (2 cas) .....	1	2 767	–	2 767	–

**Pertes de fonds publics attribuables à une infraction, un acte illégal ou un accident – survenues ou découvertes en 2016-2017 – suite**

(en dollars)

Brève description de la perte	Imputée au crédit de 2016-2017	Montant de la perte	Montant recouvré en 2016-2017	Montant du recouvre- ment non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
<b>Famille, Enfants et Développement social</b>					
Ministère de l'Emploi et du Développement social					
Déficit de caisse (2 cas).....	1	101	–	101	–
Opération frauduleuse par un employé (Sécurité de la vieillesse) (1 cas).....	(S)	39 546	–	–	39 546
Perte due à une erreur administrative (4 cas).....	1	1 982	–	1 982	–
Réclamation frauduleuse de la sécurité de la vieillesse (16 cas).....	(S)	1 174 919	544	–	1 174 375
Réclamation frauduleuse de prestations d'assurance-emploi (103 342 cas).....	(S)	163 978 027	44 542 443	77 339	119 358 245
Réclamation frauduleuse de prêts canadiens aux étudiants (2 cas).....	(S)	40 701	806	–	39 895
Réclamation frauduleuse du régime de pensions du Canada (12 cas).....	(S)	339 359	3 250	–	336 109
<b>Finances</b>					
Bureau du surintendant des institutions financières					
Réclamation frauduleuse de voyage (1 cas).....		266	266	–	–
<b>Immigration, Réfugiés et Citoyenneté</b>					
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration					
Emploi frauduleux de carte de voyage (3 cas).....	1	374	–	374	–
Emploi non autorisé de carte de voyage (1 cas).....	(S)	934	–	–	934
Perte de recette pour autorisation de voyage électronique (412 cas).....		2 884	–	2 884	–
<b>Infrastructure et Collectivités</b>					
Bureau de l'infrastructure du Canada					
Perte de dépôt (1 cas).....		5	–	5	–
<b>Innovation, Sciences et Développement économique</b>					
Agence spatiale canadienne					
Emploi frauduleux de carte d'achat (2 cas).....		2 418	2 418	–	–
Emploi frauduleux de carte de voyage (5 cas).....		3 478	3 478	–	–
<b>Justice</b>					
Ministère de la Justice					
Emploi non autorisé de carte de voyage (1 cas).....	1	807	–	807	–
Vol de petite caisse (1 cas).....	1	120	–	120	–
<b>Pêches, Océans et Garde côtière canadienne</b>					
Ministère des Pêches et des Océans					
Emploi frauduleux de billet de taxi (1 cas).....	1	85	–	–	85
Emploi frauduleux de carte d'achat dû à un vol d'identité (70 cas).....	1	183 404	167 970	–	15 434
Emploi non autorisé de carte d'acquisition (2 cas).....	1	70	–	10	60
Emploi non autorisé de carte de voyage (24 cas).....	1	51 028	1 180	–	49 848
<b>Ressources naturelles</b>					
Office national de l'énergie					
Avance à un bénéficiaire qui est ensuite décédé (1 cas).....		9 000	–	–	9 000
<b>Revenu national</b>					
Agence du revenu du Canada					
Demande de congé de maladie et autres congés falsifiée (5 cas).....	1	21 605	–	–	21 605
Emploi non autorisé de carte de voyage et réclamation de voyage falsifiée (2 cas).....	1	5 350	4 992	–	358
Paiement de salaire falsifié pour absence non consignée (4 cas).....	1	25 002	21	–	24 981

*Comptes publics du Canada 2016-2017*

**Pertes de fonds publics attribuables à une infraction, un acte illégal ou un accident – survenues ou découvertes en 2016-2017 – fin**

(en dollars)

Brève description de la perte	Imputée au crédit de 2016-2017	Montant de la perte	Montant recouvré en 2016-2017	Montant du recouvre- ment non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
<b>Santé</b>					
Ministère de la Santé					
Demande non supportée - Fournisseur de services de santé non assuré (1 cas).....	1	7 623 092	–	–	7 623 092
Détournement de fonds de l'État (1 cas) .....	10	779 825	–	–	779 825
Agence canadienne d'inspection des aliments					
Perte de recette (2 cas).....	1	35	–	35	–
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>					
Gendarmerie royale du Canada					
Perte de fonds de petite caisse (1 cas).....	1	280	–	280	–
Vol de recette (1 cas).....		13 225	13 225	–	–
<b>Services publics et Approvisionnement</b>					
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux					
Emploi non autorisé de carte de voyage (1 cas).....	1	4 037	–	–	4 037
Trop-payé - Caisse de retraite de la fonction publique (11 cas).....		21 214	8 621	–	12 593
Receveur général — Direction du contrôle du remboursement des chèques Chèques du receveur général incluant les mandats de l'assurance- emploi et les chèques de la Banque du Canada					
Endossement frauduleux (3 048 cas) .....		2 051 956	2 046 318	5 638	–
Endossement irrégulier (54 cas) .....		43 046	43 046	–	–
Non endossé (1 114 cas).....		750 223	750 223	–	–
Paiement électronique mal dirigé (11 220 cas) .....		27 023 363	24 330 934	1 532 573	1 159 856
Autre (1 616 cas).....		2 361 782	2 273 027	88 755	–
Services partagés Canada					
Emploi non autorisé de billet de taxi (5 cas).....	1	311	–	311	–
<b>Total.....</b>		<b>209 282 226</b>	<b>74 243 983</b>	<b>1 822 165</b>	<b>133 216 078</b>

## Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal – survenues ou découvertes en 2016-2017

(en dollars)

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2016-2017	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
<b>Affaires autochtones et du Nord</b>				
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien				
Vol de BlackBerry (3 cas) .....	600	–	600	–
Vol de téléphone cellulaire (1 cas) .....	200	–	200	–
Vol d'équipement informatique (1 cas) .....	200	–	200	–
<b>Affaires mondiales</b>				
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement				
Utilisation non autorisée d'un bien de l'État (1 cas) .....	86	–	86	–
Vol d'horloge (1 cas) .....	40	–	40	–
<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>				
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire				
Vandalisme à un édifice de l'État (3 cas) .....	2 896	–	2 286	610
Vandalisme à un véhicule de l'État (1 cas) .....	150	–	150	–
Vandalisme à une propriété de l'État (2 cas) .....	1 514	–	1 514	–
Vol de batterie (1 cas) .....	170	–	170	–
Vol de BlackBerry (1 cas) .....	200	–	200	–
Vol de carburant (1 cas) .....	109	–	109	–
Vol de chargeur de batterie (1 cas) .....	150	–	150	–
Vol de matériel et de fourniture (6 cas) .....	1 658	–	1 658	–
Vol de véhicule de l'État (1 cas) .....	3 500	–	3 500	–
Vol d'équipement (2 cas) .....	217	–	217	–
Vol d'ordinateur (3 cas) .....	6 886	–	6 886	–
<b>Anciens Combattants</b>				
Ministère des Anciens Combattants				
Vol d'ordinateur portable (1 cas) .....	1 250	–	1 250	–
<b>Conseil du Trésor</b>				
Secrétariat du Conseil du Trésor				
Vol de tablette (2 cas) .....	1 300	–	1 300	–
Vol d'ordinateur portable (1 cas) .....	1 800	–	1 800	–
<b>Conseil privé</b>				
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports				
Vol de BlackBerry (1 cas) .....	200	–	200	–
Vol de tablette (2 cas) .....	5 315	–	5 315	–
Vol de vêtement (1 cas) .....	345	–	345	–
Vol d'enregistreur numérique (1 cas) .....	129	–	129	–
<b>Défense nationale</b>				
Ministère de la Défense nationale				
Domage à un édifice (1 cas) .....	6 175	–	6 175	–
Vandalisme à de l'équipement électronique (1 cas) .....	6 500	–	6 500	–
Vandalisme à un véhicule de l'État (1 cas) .....	931	–	931	–
Vol d'armes et accessoires (3 cas) .....	145	145	–	–
Vol de tenue de combat (159 cas) .....	14 260	767	13 493	–
Vol d'équipement de transport (2 cas) .....	16 800	–	16 800	–

*Comptes publics du Canada 2016-2017*

**Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal – survenues ou découvertes en 2016-2017 – suite**

(en dollars)

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2016-2017	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Vol d'équipement électrique (3 cas).....	2 878	–	2 878	–
Vol d'équipement non spécifique militaire (75 cas).....	4 670	–	4 670	–
Vol d'équipement spécifique militaire (88 cas).....	14 467	633	13 834	–
Vol d'équipement technique (2 cas).....	3 926	–	3 926	–
Vol d'ordinateur (10 cas).....	16 724	–	16 724	–
Vol d'outils (11 cas).....	592	–	592	–
<b>Environnement et Changement climatique</b>				
<b>Ministère de l'Environnement</b>				
Vandalisme à un immeuble (2 cas).....	12 492	–	12 492	–
Vandalisme à un véhicule de l'État (5 cas).....	3 577	–	3 577	–
Vol de BlackBerry (5 cas).....	1 000	–	1 000	–
Vol de clé USB (2 cas).....	40	–	40	–
Vol de génératrice (1 cas).....	2 729	–	2 729	–
Vol de tablette (1 cas).....	1 200	–	1 200	–
Vol d'équipement (8 cas).....	14 457	–	14 457	–
Vol d'essence (1 cas).....	650	–	650	–
Vol d'ordinateur portable (10 cas).....	12 512	–	12 512	–
<b>Agence Parcs Canada</b>				
Vandalisme à de l'équipement (1 cas).....	750	–	750	–
Vandalisme à un bien immobilier (19 cas).....	33 686	–	33 686	–
Vandalisme à un édifice (21 cas).....	26 157	–	26 157	–
Vandalisme à un véhicule de l'État (4 cas).....	2 157	–	2 157	–
Vandalisme de matériel et de fourniture (3 cas).....	906	–	906	–
Vol d'aménagement (3 cas).....	5 772	–	5 772	–
Vol de bateau (1 cas).....	9 823	–	9 823	–
Vol de BlackBerry (1 cas).....	200	–	200	–
Vol de cuivre (2 cas).....	3 200	–	3 200	–
Vol d'équipement (31 cas).....	28 475	490	27 985	–
Vol d'équipement informatique (1 cas).....	350	–	350	–
Vol de fossile (1 cas).....	1	1	–	–
Vol de matériel et de fourniture (15 cas).....	2 300	–	2 300	–
Vol de produit dérivé officiel (1 cas).....	3 102	–	3 102	–
<b>Famille, Enfants et Développement social</b>				
<b>Ministère de l'Emploi et du Développement social</b>				
Vol de clé USB (1 cas).....	5	–	5	–
Vol de matériel et de fourniture (18 cas).....	2 505	–	2 505	–
Vol de tablette (1 cas).....	700	–	700	–
Vol d'équipement informatique (1 cas).....	2 550	–	2 550	–
Vol d'ordinateur portable (4 cas).....	4 938	–	4 938	–
<b>Finances</b>				
<b>Bureau du vérificateur général</b>				
Vol d'équipement informatique (1 cas).....	200	–	200	–
<b>Bureau du surintendant des institutions financières</b>				
Vol de BlackBerry (1 cas).....	200	–	200	–
<b>Immigration, Réfugiés et Citoyenneté</b>				
<b>Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration</b>				
Vol de clé USB cryptée (1 cas).....	200	–	200	–
<b>Commission de l'immigration et du statut de réfugié</b>				
Vol de téléphone cellulaire (1 cas).....	200	–	200	–

## Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal – survenues ou découvertes en 2016-2017 – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2016-2017	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
<b>Innovation, Sciences et Développement économique</b>				
Ministère de l'Industrie				
Vandalisme à un véhicule de l'État (1 cas).....	465	–	465	–
Vol de caméra (1 cas).....	721	–	721	–
Vol de Polycom (1 cas).....	1 335	–	1 335	–
Vol d'émetteur-récepteur portatif (2 cas).....	500	–	500	–
Vol d'ordinateur portatif (1 cas).....	880	–	880	–
Vol d'outils divers (1 cas).....	1 000	–	1 000	–
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec				
Vol de BlackBerry (1 cas).....	200	–	200	–
Vol d'ordinateur portatif (1 cas).....	1 005	–	1 005	–
Agence de promotion économique du Canada atlantique				
Vol de BlackBerry (1 cas).....	200	–	200	–
Statistique Canada				
Vol d'ordinateur portatif (2 cas).....	1 600	–	1 600	–
<b>Justice</b>				
Ministère de la Justice				
Vol de BlackBerry (4 cas).....	800	–	800	–
Vol d'ordinateur portatif (1 cas).....	400	–	400	–
Registraire de la Cour suprême du Canada				
Vol de BlackBerry (1 cas).....	500	–	500	–
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs				
Vol d'ordinateur portatif (1 cas).....	1 081	–	1 081	–
<b>Patrimoine canadien</b>				
Ministère du Patrimoine canadien				
Perte de BlackBerry (1 cas).....	600	–	600	–
Perte de clavier d'ordinateur portatif (1 cas).....	200	–	200	–
<b>Pêches, Océans et Garde côtière canadienne</b>				
Ministère des Pêches et des Océans				
Vandalisme à de la machinerie et à de l'équipement (1 cas).....	275	–	275	–
Vandalisme à un édifice (5 cas).....	4 716	–	4 716	–
Vandalisme à un véhicule de l'État (2 cas).....	10 067	–	10 067	–
Vol de machinerie et d'équipement (15 cas).....	29 356	–	29 356	–
Vol de matériel et de fourniture (5 cas).....	36 258	–	36 258	–
Vol de meuble et d'aménagement (1 cas).....	800	–	800	–
Vol d'équipement électronique (1 cas).....	1 919	–	1 919	–
Vol d'équipement informatique (7 cas).....	7 479	–	7 479	–
Vol d'équipement de télécommunication (8 cas).....	1 578	–	1 578	–
<b>Ressources naturelles</b>				
Ministère des Ressources naturelles				
Vol de BlackBerry (2 cas).....	400	–	400	–
Vol d'ordinateur portatif (2 cas).....	2 700	–	2 700	–

Comptes publics du Canada 2016-2017

Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal – survenues ou découvertes en 2016-2017 – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2016-2017	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
<b>Revenu national</b>				
Agence du revenu du Canada				
Vandalisme à un véhicule de l'État (1 cas).....	89	–	89	–
Vol de BlackBerry (6 cas).....	1 200	–	1 200	–
Vol de téléphone cellulaire (3 cas).....	600	–	600	–
Vol d'équipement de bureau (4 cas).....	791	–	791	–
Vol d'ordinateur portable (6 cas).....	3 500	–	3 500	–
<b>Santé</b>				
Ministère de la Santé				
Vol de téléphone satellite (1 cas).....	1 200	–	1 200	–
Vol d'ordinateur portable (2 cas).....	2 200	–	2 200	–
Agence canadienne d'inspection des aliments				
Vandalisme à un véhicule de l'État (29 cas).....	28 394	–	28 394	–
Vol d'appareil photographique numérique (2 cas).....	650	–	650	–
Vol de badge d'inspecteur (5 cas).....	200	–	200	–
Vol de BlackBerry (2 cas).....	400	–	400	–
Vol de carte d'identité et de désignation (6 cas).....	18	–	18	–
Vol de nourriture et de plateau de traiteur (1 cas).....	50	–	50	–
Vol de sac d'ordinateur portable (1 cas).....	70	–	70	–
Vol de tablette renforcée (4 cas).....	7 540	–	7 540	–
Vol de téléphone cellulaire (6 cas).....	1 200	–	1 200	–
Vol d'ordinateur portable (12 cas).....	8 381	–	8 381	–
Agence de la santé publique du Canada				
Vol de BlackBerry (1 cas).....	210	210	–	–
Vol de clé électronique (1 cas).....	3 677	–	3 677	–
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>				
Agence des services frontaliers du Canada				
Dompage à la propriété (4 cas).....	522	13	509	–
Vol d'article d'uniforme (5 cas).....	566	–	566	–
Vol de carte d'autorité (8 cas).....	40	–	40	–
Vol de téléphone cellulaire (3 cas).....	535	–	535	–
Vol d'équipement (3 cas).....	5	–	5	–
Vol d'équipement informatique (3 cas).....	3 015	1 500	1 515	–
Gendarmerie royale du Canada				
Dompage à un véhicule de l'État (17 cas).....	22 787	5 368	17 419	–
Vandalisme à un édifice du gouvernement (2 cas).....	1 500 604	–	1 500 604	–
Vandalisme à un véhicule de l'État (33 cas).....	75 691	27 751	25 881	22 059
Vol de pièce à conviction (6 cas).....	310	–	310	–
Vol de téléphone cellulaire (3 cas).....	600	–	600	–
Vol d'équipement de transport (2 cas).....	23 689	–	23 689	–
Vol d'équipement informatique (2 cas).....	844	–	844	–
Vol d'uniforme et d'équipement (11 cas).....	6 538	–	6 538	–
Service correctionnel du Canada				
Dompage à la suite d'un incendie intentionnel (17 cas).....	6 518	–	6 518	–
Dompage à la suite d'une perturbation de détenu (79 cas).....	3 625 277	–	3 625 277	–
Dompage à une vitrine (233 cas).....	12 609	100	12 009	500
Vandalisme à des biens et à de l'équipement (372 cas).....	94 221	1 976	82 763	9 482
Vandalisme à un véhicule motorisé (2 cas).....	922	–	922	–
Vol de matériel (11 cas).....	4 530	–	4 530	–
Vol d'ordinateur portable (2 cas).....	3 100	–	–	3 100

**Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal – survenues ou découvertes en 2016-2017 – fin**

(en dollars)

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2016-2017	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
<b>Services publics et Approvisionnement</b>				
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux				
Vandalisme à un immeuble (3 cas).....	6 282	–	6 282	–
Vandalisme à un véhicule de l'État (2 cas).....	954	–	954	–
Vol de BlackBerry (7 cas).....	1 400	–	1 400	–
Vol de bloc de survoltage (1 cas).....	235	–	235	–
Vol de capteur de signature (1 cas).....	363	–	363	–
Vol d'écran d'ordinateur (1 cas).....	200	–	200	–
Vol d'ordinateur portatif (6 cas).....	7 946	–	7 946	–
Services partagés Canada				
Vol de BlackBerry (4 cas).....	800	–	800	–
Vol de téléphone cellulaire (1 cas).....	200	–	200	–
Vol d'équipement informatique (1 cas).....	130	–	130	–
Vol d'ordinateur portatif (1 cas).....	1 200	–	1 200	–
<b>Transports</b>				
Ministère des Transports				
Dommages à un terrain causés par un déchargement illégal de déchets dangereux (1 cas).....				
	951 711	–	951 711	–
Vol de BlackBerry (2 cas).....	400	–	400	–
Vol de jeton Entrust (1 cas).....	5	–	5	–
Vol de téléphone sécurisé (8 cas).....	10 000	–	10 000	–
Vol d'ordinateur portatif (4 cas).....	3 637	–	3 637	–
<b>Total.....</b>	<b>6 829 808</b>	<b>38 954</b>	<b>6 755 103</b>	<b>35 751</b>

Comptes publics du Canada 2016-2017

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – survenues ou découvertes en 2016-2017

(en dollars)

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2016-2017	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
<b>Affaires autochtones et du Nord</b>				
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien				
Dommage à un édifice de l'État (2 cas) .....	6 209	–	–	6 209
Dommage à un véhicule de l'État (1 cas) .....	2 566	–	2 566	–
Perte de téléphone cellulaire (3 cas) .....	600	–	600	–
Perte de BlackBerry (4 cas) .....	800	–	800	–
Perte de caméra (1 cas) .....	140	–	140	–
<b>Affaires mondiales</b>				
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement				
Incendie à l'Ambassade du Canada en Roumanie (1 cas) .....	1 000	–	1 000	–
Incendie au Haut-commissariat du Canada au Cameroun (1 cas) .....	200	–	200	–
Incendie dans un logement de personnel en Arabie Saoudite (1 cas) .....	38 087	–	38 087	–
Perte de BlackBerry (112 cas) .....	22 400	–	22 400	–
Perte de jeton électronique (134 cas) .....	4 690	–	4 690	–
Perte de tablette (10 cas) .....	4 500	–	4 500	–
Perte de téléphone cellulaire (2 cas) .....	400	–	400	–
Perte de clé USB cryptée (2 cas) .....	70	–	70	–
Perte d'ordinateur portable (1 cas) .....	1 500	–	1 500	–
<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>				
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire				
Dommage à de l'équipement (2 cas) .....	5 768	–	5 768	–
Dommage à de l'équipement électronique (1 cas) .....	129 411	–	129 411	–
Dommage à un BlackBerry (1 cas) .....	200	–	200	–
Dommage à un édifice de l'État (1 cas) .....	853	–	853	–
Dommage à un véhicule de l'État lors d'un accident (15 cas) .....	44 890	–	44 890	–
Dommage à une propriété de l'État (2 cas) .....	1 310	–	1 310	–
Perte de BlackBerry (10 cas) .....	2 000	–	2 000	–
Perte de téléphone cellulaire (3 cas) .....	600	–	600	–
Perte d'équipement (2 cas) .....	130	–	130	–
Commission canadienne des grains				
Dommage à un édifice suite à une fuite d'eau (1 cas) .....	500	–	500	–
Dommage à un véhicule de l'État (4 cas) .....	7 573	–	7 573	–
Perte de BlackBerry (2 cas) .....	400	–	400	–
Perte de carte d'identification et d'accès par proximité (2 cas) .....	15	–	15	–
Perte d'équipement de laboratoire scientifique (2 cas) .....	115	–	–	115
<b>Anciens Combattants</b>				
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)				
Perte d'équipement électronique (1 cas) .....	86	–	86	–
<b>Conseil du Trésor</b>				
Secrétariat du Conseil du Trésor				
Perte de BlackBerry (24 cas) .....	4 800	–	4 800	–
Perte de tablette (6 cas) .....	3 036	–	3 036	–
Perte d'ordinateur portable (17 cas) .....	3 413	–	3 413	–
École de la fonction publique du Canada				
Perte de BlackBerry (6 cas) .....	1 200	–	1 200	–

## Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – survenues ou découvertes en 2016-2017 – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2016-2017	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
<b>Conseil privé</b>				
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports				
Destruction d'une tablette par le feu (1 cas).....	2 658	–	2 658	–
Dommage à un BlackBerry (1 cas).....	200	–	200	–
Bureau du directeur général des élections				
Perte de BlackBerry (7 cas).....	2 100	–	2 100	–
Perte de moniteur d'ordinateur (7 cas).....	7 132	–	7 132	–
Perte d'imprimante (29 cas).....	13 074	–	13 074	–
Perte d'ordinateur (2 cas).....	3 170	–	3 170	–
Perte d'ordinateur portatif (4 cas).....	3 693	–	3 693	–
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité				
Perte de BlackBerry (1 cas).....	200	–	200	–
Commissariat aux langues officielles				
Bris d'écran tactile (1 cas).....	188	–	188	–
<b>Défense nationale</b>				
Ministère de la Défense nationale				
Dommage à de l'équipement de télécommunication (10 cas).....	36 636	–	36 636	–
Dommage à de l'équipement de transport (21 cas).....	139 942	–	139 942	–
Dommage à de l'équipement non spécifique militaire (64 cas).....	17 898	37	17 861	–
Dommage à de l'équipement spécifique militaire (67 cas).....	57 107	388	56 719	–
Dommage à de l'équipement technique (48 cas).....	5 461	–	5 461	–
Dommage à des armes et accessoires (13 cas).....	10 561	–	10 561	–
Dommage à des outils (18 cas).....	408	–	408	–
Dommage à un avion de l'État (2 cas).....	2 052 329	–	2 052 329	–
Dommage à un BlackBerry (2 cas).....	400	–	400	–
Dommage à un édifice causé par l'eau (1 cas).....	38 800	–	38 800	–
Dommage à un édifice causé par un incendie (1 cas).....	7 458 177	–	7 458 177	–
Dommage à un édifice causé par une collision automobile (1 cas).....	14 450	–	14 450	–
Dommage à un édifice ou autre bien immobilier causé par un incendie (272 cas).....	657 950	–	657 950	–
Dommage à un véhicule de l'État (72 cas).....	194 767	–	194 767	–
Dommage à une tenue de combat (18 cas).....	705	–	705	–
Dommage à une unité de logement résidentiel (66 cas).....	222 452	21 163	183 250	18 039
Perte d'armes et accessoires (2 186 cas).....	139 960	2 708	137 252	–
Perte de téléphone cellulaire (4 cas).....	800	–	800	–
Perte de machinerie (1 cas).....	2 438	–	2 438	–
Perte de tenue de combat (3 982 cas).....	272 674	22 454	250 220	–
Perte d'équipement de technologie de construction (1 cas).....	1 854	–	1 854	–
Perte d'équipement de télécommunication (165 cas).....	87 806	445	87 361	–
Perte d'équipement de transport (47 cas).....	68 477	–	68 477	–
Perte d'équipement électrique (124 cas).....	166 847	23 747	143 100	–
Perte d'équipement non spécifique militaire (1 487 cas).....	235 247	4 605	230 642	–
Perte d'équipement spécifique militaire (1 441 cas).....	358 726	19 172	339 554	–
Perte d'équipement technique (232 cas).....	153 730	1 951	151 779	–
Perte d'ordinateur (232 cas).....	285 885	–	285 885	–
Perte d'ordinateur portatif (4 cas).....	5 231	–	5 231	–
Perte d'outil (309 cas).....	42 345	1 903	40 442	–

Comptes publics du Canada 2016-2017

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – survenues ou découvertes en 2016-2017 – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2016-2017	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
<b>Environnement et Changement climatique</b>				
Agence canadienne d'évaluation environnementale				
Perte de BlackBerry (1 cas) .....	200	–	200	–
Perte d'ordinateur portable (1 cas) .....	2 000	–	2 000	–
Agence Parcs Canada				
Dompage à de l'équipement (8 cas) .....	12 795	–	12 795	–
Dompage à de l'équipement électronique (3 cas) .....	15 470	–	15 470	–
Dompage à un bateau (2 cas) .....	2 132	1 200	932	–
Dompage à un bien immobilier (29 cas) .....	161 086	20 630	99 953	40 503
Dompage à un bien immobilier suite à une catastrophe naturelle (1 cas) .....	423 200	–	423 200	–
Dompage à un BlackBerry (6 cas) .....	1 200	–	1 200	–
Dompage à un édifice (2 cas) .....	3 055	–	3 055	–
Dompage à un édifice et à de l'équipement causé par un incendie (1 cas) .....	92 788	–	92 788	–
Dompage à un édifice et à du mobilier suite à une fuite d'eau (1 cas) .....	650 000	–	650 000	–
Dompage à un véhicule de l'État (48 cas) .....	103 336	1 427	95 109	6 800
Perte de BlackBerry (14 cas) .....	2 800	–	2 800	–
Perte de matériel (6 cas) .....	601	595	6	–
Perte d'équipement (5 cas) .....	2 898	–	2 898	–
Perte d'équipement électronique (1 cas) .....	500	–	500	–
Perte d'équipement informatique (3 cas) .....	5 402	–	5 402	–
<b>Famille, Enfants et Développement social</b>				
Ministère de l'Emploi et du Développement social				
Dompage à un véhicule de l'État (6 cas) .....	9 079	–	9 079	–
Dompage à une clé USB (15 cas) .....	75	–	75	–
Dompage à une tablette (6 cas) .....	8 800	–	8 800	–
Perte de BlackBerry (29 cas) .....	5 800	–	5 800	–
Perte de clé USB (2 cas) .....	10	–	10	–
Perte de matériel et de fourniture (678 cas) .....	16 376	–	16 376	–
Perte de tablette (4 cas) .....	5 600	–	5 600	–
Perte d'équipement informatique (21 cas) .....	5 741	–	5 741	–
Perte d'ordinateur portable (18 cas) .....	13 239	–	13 239	–
<b>Finances</b>				
Ministère des Finances				
Perte de BlackBerry (1 cas) .....	200	–	200	–
Agence de la consommation en matière financière du Canada				
Dompage à un BlackBerry (2 cas) .....	198	–	198	–
Bureau du surintendant des institutions financières				
Perte de BlackBerry (5 cas) .....	400	–	400	–
Perte d'ordinateur portable (2 cas) .....	1 176	–	1 176	–
Bureau du vérificateur général				
Perte d'équipement de télécommunication (4 cas) .....	240	–	240	–
Perte d'équipement informatique (2 cas) .....	123	–	123	–
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada				
Dompage à la Tour Terminal (Montréal) en raison d'une inondation (1 cas) .....	34 553	–	34 553	–

## Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – survenues ou découvertes en 2016-2017 – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2016-2017	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
<b>Immigration, Réfugiés et Citoyenneté</b>				
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration				
Dommage à un véhicule de l'État (1 cas) .....	5 624	3 282	2 342	–
Perte de BlackBerry (3 cas) .....	600	–	600	–
Perte de clé USB cryptée (3 cas) .....	600	–	600	–
Perte de tablette (1 cas) .....	200	–	200	–
Perte d'ordinateur portable (1 cas) .....	1 950	–	1 950	–
Commission de l'immigration et du statut de réfugié				
Perte de BlackBerry (1 cas) .....	200	–	200	–
Perte de téléphone cellulaire (1 cas) .....	200	–	200	–
<b>Infrastructure et Collectivités</b>				
Bureau de l'infrastructure du Canada				
Dommage à de l'équipement informatique (19 cas) .....	3 557	–	3 557	–
Dommage à un moniteur d'ordinateur (1 cas) .....	270	–	270	–
Dommage à une tablette (14 cas) .....	22 777	13 063	9 714	–
Perte de BlackBerry (3 cas) .....	600	–	600	–
Perte d'équipement informatique (77 cas) .....	7 161	–	7 161	–
Perte d'ordinateur portable (1 cas) .....	2 458	–	2 458	–
<b>Innovation, Sciences et Développement économique</b>				
Ministère de l'Industrie				
Dommage à un véhicule de l'État (7 cas) .....	7 267	–	7 267	–
Perte d'antenne (1 cas) .....	93	–	93	–
Perte de BlackBerry (9 cas) .....	1 800	–	1 800	–
Perte de caméra (1 cas) .....	47	–	47	–
Perte de déchiqueteuse (1 cas) .....	46	–	46	–
Perte de défibrillateur (1 cas) .....	965	–	965	–
Perte de générateur de signaux (1 cas) .....	2 042	–	2 042	–
Perte de GPS (2 cas) .....	198	–	198	–
Perte de moniteur (12 cas) .....	3 485	–	3 485	–
Perte de moniteur de gaz (1 cas) .....	259	–	259	–
Perte de prime de long service (1 cas) .....	265	–	265	–
Perte de projecteur (2 cas) .....	769	–	769	–
Perte de récepteur (1 cas) .....	195	–	195	–
Perte de système de contrôle (1 cas) .....	1 058	–	1 058	–
Perte de tablette (11 cas) .....	3 051	–	3 051	–
Perte d'imprimante (4 cas) .....	225	–	225	–
Perte d'ordinateur (9 cas) .....	2 123	–	2 123	–
Perte d'ordinateur portable (4 cas) .....	1 164	–	1 164	–
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec				
Perte de BlackBerry (2 cas) .....	400	–	400	–
Perte d'iPad (1 cas) .....	800	–	800	–
Agence de promotion économique du Canada atlantique				
Dommage à un véhicule de l'État (1 cas) .....	748	–	748	–
Perte de BlackBerry (8 cas) .....	1 600	–	1 600	–
Agence spatiale canadienne				
Perte de BlackBerry (3 cas) .....	600	600	–	–

Comptes publics du Canada 2016-2017

Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – survenues ou découvertes en 2016-2017 – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2016-2017	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
<b>Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie</b>				
Perte de BlackBerry (2 cas) .....	270	–	270	–
<b>Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien</b>				
Perte de BlackBerry (5 cas) .....	1 000	–	1 000	–
Perte de clé (1 cas) .....	5	–	5	–
Perte d'équipement (2 cas) .....	187	–	187	–
Perte d'équipement informatique (16 cas) .....	1 375	–	1 375	–
Perte d'ordinateur portable (1 cas) .....	650	–	650	–
<b>Statistique Canada</b>				
Perte de terminal de poste de travail virtuel (1 cas) .....	158	–	158	–
<b>Justice</b>				
<b>Ministère de la Justice</b>				
Dommage à un ordinateur portable (1 cas) .....	400	–	400	–
Perte de BlackBerry (27 cas) .....	5 400	–	5 400	–
Perte de carte d'identité et d'accès (53 cas) .....	316	–	316	–
Perte de clé de bureau (12 cas) .....	60	–	60	–
Perte de clé USB (2 cas) .....	400	–	400	–
Perte de jeton de sécurité (4 cas) .....	200	–	200	–
Perte d'équipement (1 cas) .....	150	–	150	–
<b>Bureau du directeur des poursuites pénales</b>				
Perte de BlackBerry (5 cas) .....	1 000	–	1 000	–
Perte de carte d'identité et d'accès (12 cas) .....	120	–	120	–
Perte d'équipement informatique (2 cas) .....	250	–	250	–
Perte d'ordinateur (1 cas) .....	500	–	500	–
<b>Registraire de la Cour suprême du Canada</b>				
Perte de BlackBerry (1 cas) .....	500	–	500	–
<b>Service administratif des tribunaux judiciaires</b>				
Dommage à de l'équipement (2 cas) .....	540	–	540	–
Dommage à un véhicule de l'État (2 cas) .....	851	–	851	–
Dommage causé par l'eau à de l'équipement (2 cas) .....	5 538	–	315	5 223
Perte d'ordinateur portable (1 cas) .....	1 375	–	1 375	–
<b>Parlement</b>				
<b>Chambre des communes</b>				
Perte d'appareil photographique (1 cas) .....	277	–	277	–
Perte de petit électroménager (1 cas) .....	220	–	220	–
<b>Pêches, Océans et Garde côtière canadienne</b>				
<b>Ministère des Pêches et des Océans</b>				
Dommage à de la machinerie et à de l'équipement (1 cas) .....	2 600	–	2 600	–
Dommage à un édifice ou autre bien immobilier (incluant des ports pour petits bateaux) (6 cas) .....	393 046	–	293 046	100 000
Dommage à de l'équipement de télécommunication (1 cas) .....	200	–	200	–
Dommage à de l'équipement informatique (1 cas) .....	500	–	500	–
Dommage à un véhicule de l'État (20 cas) .....	48 908	1 198	47 710	–
Perte de machinerie et d'équipement (7 cas) .....	28 103	–	28 103	–
Perte d'équipement électronique (9 cas) .....	80 218	–	80 218	–
Perte d'équipement informatique (9 cas) .....	5 100	–	5 100	–
Perte d'équipement de télécommunication (16 cas) .....	3 200	–	3 200	–

## Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – survenues ou découvertes en 2016-2017 – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2016-2017	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
<b>Ressources naturelles</b>				
Ministère des Ressources naturelles				
Dommage à un véhicule de l'État lors d'un accident (2 cas) .....	4 423	–	4 423	–
Perte de BlackBerry (5 cas) .....	1 000	–	1 000	–
Commission canadienne de sûreté nucléaire				
Perte de BlackBerry (3 cas) .....	600	–	600	–
Perte de clé USB cryptée (10 cas) .....	1 000	–	1 000	–
Perte de jeton Entrust (100 cas) .....	7 800	–	7 800	–
Office national de l'énergie				
Perte de BlackBerry (7 cas) .....	455	–	455	–
Perte d'ordinateur portable (1 cas) .....	1 200	–	1 200	–
<b>Revenu national</b>				
Agence du revenu du Canada				
Dommage à de l'équipement informatique (1 cas) .....	300	–	300	–
Dommage à un véhicule de l'État (4 cas) .....	4 631	245	4 386	–
Perte de BlackBerry (19 cas) .....	3 800	–	3 800	–
Perte de téléphone cellulaire (5 cas) .....	1 000	–	1 000	–
Perte d'équipement de bureau (18 cas) .....	5 418	–	5 418	–
Perte d'équipement et de pièce informatique et de télécommunication (90 cas) .....	7 144	–	7 144	–
<b>Santé</b>				
Ministère de la Santé				
Dommage à un véhicule de l'État (1 cas) .....	13 903	2 567	11 336	–
Perte de BlackBerry (16 cas) .....	3 200	–	3 200	–
Perte de clé USB (3 cas) .....	230	–	230	–
Perte de dispositif appuyer-pour-parler (1 cas) .....	149	–	149	–
Perte d'iPad (2 cas) .....	1 400	–	1 400	–
Perte de moniteur (1 cas) .....	300	–	300	–
Perte de tabouret ergonomique (1 cas) .....	50	–	50	–
Perte de téléphone cellulaire (3 cas) .....	500	–	500	–
Perte d'imprimante (2 cas) .....	1 000	–	1 000	–
Perte d'ordinateur portable (2 cas) .....	2 200	–	2 200	–
Agence canadienne d'inspection des aliments				
Dommage à un ordinateur portable (1 cas) .....	700	–	700	–
Dommage à un véhicule de l'État lors d'un accident (79 cas) .....	199 733	5 667	183 584	10 482
Dommage à une clôture (1 cas) .....	2 000	–	2 000	–
Perte de badge d'inspecteur (12 cas) .....	480	–	480	–
Perte de BlackBerry (17 cas) .....	3 400	–	3 400	–
Perte de câble d'alimentation d'ordinateur portable (1 cas) .....	20	–	20	–
Perte de carte d'accès (2 cas) .....	6	–	6	–
Perte de carte d'accès Internet à distance (1 cas) .....	30	–	30	–
Perte de carte d'acquisition (1 cas) .....	5	–	5	–
Perte de carte d'identité et de désignation (32 cas) .....	96	–	96	–
Perte de clé de bureau (1 cas) .....	80	–	80	–
Perte de téléphone cellulaire (13 cas) .....	2 600	–	2 600	–
Perte de chargeur de tablette (1 cas) .....	20	–	20	–
Perte de clavier sans-fil (1 cas) .....	376	–	376	–
Perte d'ordinateur portable (1 cas) .....	1 800	–	1 800	–

*Comptes publics du Canada 2016-2017*

**Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – survenues ou découvertes en 2016-2017 – suite**

(en dollars)

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2016-2017	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
<b>Agence de la santé publique du Canada</b>				
Perte de BlackBerry (4 cas).....	800	–	800	–
Perte de clé USB (3 cas).....	300	–	300	–
Perte de disque dur externe (1 cas).....	500	–	500	–
Perte de téléphone cellulaire (3 cas).....	449	–	449	–
<b>Instituts de recherche en santé du Canada</b>				
Perte de BlackBerry (2 cas).....	349	–	–	349
Perte de clé USB cryptée (2 cas).....	64	–	–	64
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>				
<b>Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile</b>				
Perte de BlackBerry (5 cas).....	1 000	–	1 000	–
<b>Agence des services frontaliers du Canada</b>				
Dommage à un véhicule de l'État (1 cas).....	300	–	300	–
Perte d'article d'uniforme (70 cas).....	8 340	48	8 292	–
Perte de carte de contrôle d'accès (144 cas).....	3 338	53	3 285	–
Perte de téléphone cellulaire (28 cas).....	5 600	600	5 000	–
Perte d'équipement (32 cas).....	41	3	38	–
Perte d'équipement informatique (64 cas).....	6 400	30	6 370	–
<b>Commission des libérations conditionnelles du Canada</b>				
Dommage à un iPad (1 cas).....	1 000	–	1 000	–
Dommage à un véhicule de l'État suite à un accident (3 cas).....	6 190	–	6 190	–
Perte de BlackBerry (1 cas).....	350	–	350	–
Perte de clé USB (5 cas).....	500	–	500	–
<b>Gendarmerie royale du Canada</b>				
Dommage à de l'équipement de transport (2 cas).....	11 224	–	11 224	–
Dommage à de l'équipement électronique (1 cas).....	500	–	500	–
Dommage à un édifice de l'État (5 cas).....	33 273	–	33 273	–
Dommage à un véhicule de l'État (691 cas).....	1 542 328	56 329	1 473 000	12 999
Perte de téléphone cellulaire (72 cas).....	14 400	–	14 400	–
Perte d'équipement de télécommunication (15 cas).....	60 190	–	60 190	–
Perte d'équipement électronique (75 cas).....	17 168	–	17 168	–
Perte d'uniforme et d'équipement (21 cas).....	4 629	–	4 629	–
<b>Service correctionnel du Canada</b>				
Dommage à des biens et à de l'équipement (11 cas).....	13 017	–	13 017	–
Dommage à la suite d'un accident de véhicule motorisé (50 cas).....	211 766	15 238	150 708	45 820
Dommage à la suite d'un incendie accidentel (2 cas).....	149	–	149	–
Dommage à une vitrine (4 cas).....	1 277	–	1 277	–
Dommage causé par un bris d'une conduite d'eau (5 cas).....	43 381	–	43 381	–
Perte d'actifs en inventaire (90 cas).....	233 186	–	233 036	150
Perte de BlackBerry (14 cas).....	2 800	–	2 800	–
Perte de clé USB (1 cas).....	10	–	10	–
<b>Services publics et Approvisionnement</b>				
<b>Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux</b>				
Dommage à l'édifice Louis-Saint-Laurent causé par un incendie (1 cas).....	5 853 902	–	5 853 902	–
Dommage à un BlackBerry (3 cas).....	600	–	600	–
Dommage à un édifice (6 cas).....	33 859	21 884	3 118	8 857
Dommage à un véhicule de l'État (9 cas).....	6 834	–	6 834	–
Perte de BlackBerry (17 cas).....	3 400	–	3 400	–
Perte de câble d'alimentation d'ordinateur portatif (6 cas).....	300	–	300	–
Perte de téléavertisseur (1 cas).....	25	–	25	–

## Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – survenues ou découvertes en 2016-2017 – fin

(en dollars)

Brève description de la perte	Montant de la perte	Montant recouvré en 2016-2017	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
<b>Commission de la fonction publique</b>				
Perte de BlackBerry (2 cas).....	400	–	400	–
<b>Services partagés Canada</b>				
Perte de BlackBerry (11 cas).....	2 200	–	2 200	–
Perte de carte d'identité et d'accès (1 cas).....	7	–	7	–
Perte de téléphone cellulaire (7 cas).....	1 400	–	1 400	–
Perte d'équipement de télécommunication (1 cas).....	13 252	–	13 252	–
Perte d'équipement informatique (1 cas).....	125	–	125	–
Perte d'ordinateur portatif (2 cas).....	2 400	1 000	1 400	–
<b>Transports</b>				
<b>Ministère des Transports</b>				
Domage à un BlackBerry (5 cas).....	1 000	–	1 000	–
Domage à un édifice causé par un incendie (1 cas).....	354 990	–	354 990	–
Domage à un véhicule de l'État (27 cas).....	107 485	30 956	69 423	7 106
Perte de BlackBerry (15 cas).....	3 000	–	3 000	–
Perte de carte d'accès (11 cas).....	165	–	165	–
Perte de carte d'identité (13 cas).....	779	–	779	–
Perte de clé (2 cas).....	6	–	6	–
Perte de clé USB cryptée (5 cas).....	2 405	–	2 405	–
Perte de jeton Entrust (12 cas).....	60	–	60	–
Perte de téléphone cellulaire (1 cas).....	200	–	200	–
Perte de vêtement de flottaison individuel (1 cas).....	290	–	290	–
Perte d'ordinateur portatif (4 cas).....	3 000	–	3 000	–
<b>Total .....</b>	<b>24 181 979</b>	<b>275 188</b>	<b>23 644 075</b>	<b>262 716</b>

Comptes publics du Canada 2016-2017

Pertes de fonds ou de biens publics – mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2016-2017	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
<b>Affaires autochtones et du Nord</b>								
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien								
Demandes de contribution falsifiées								
(1 cas) .....	2015-2016	153 250	–	153 250	–	–	–	153 250
Emploi non autorisé de carte de voyage (1 cas) .....								
	2014-2015	5 033	–	5 033	1 046	2 720	–	1 267
Réclamation frauduleuse dans le Programme de soutien aux étudiants de niveau postsecondaire, région de Québec (1 cas) .....								
	2005-2006	60 000	–	60 000	–	–	9 000	51 000
Utilisation frauduleuse d'une carte d'achat (1 cas) .....								
	2010-2011	29 972	–	29 972	11 616	–	–	18 356
<b>Affaires mondiales</b>								
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement								
Réclamations frauduleuses de demande de remboursement de frais de voyage ou d'heures supplémentaires (3 cas) .....								
	2003-2004	42 559	(410)	42 149	–	–	1 149	41 000
Réclamation frauduleuse pour des paiements de réinstallation .....								
	2013-2014	2 604	1 291	3 895	3 895 <sup>1</sup>	–	–	–
Utilisation frauduleuse de bons de taxi et de carte de voyage et d'achat (1 cas) .....								
	2015-2016	13 872	–	13 872	–	–	–	13 872
Utilisation inappropriée de fonds pour achats personnels .....								
	2010-2011	11 220	–	11 220	5 924	–	–	5 296
Vol de fonds d'immigration, de visa de mission ou de fonds consulaires .....								
	1994-1995	176 857	–	176 857	–	–	–	176 857
Vol de fonds de mission (3 cas) .....								
	2000-2001	935 794	–	935 794	–	–	–	935 794
Vol de fonds publics par un employé (1 cas) .....								
	2014-2015	44 585	–	44 585	–	–	44 585 <sup>1</sup>	–
<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>								
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire								
Dompage à un véhicule de l'État lors d'un accident (21 cas) .....								
	2015-2016	45 168	–	45 168	2 321 <sup>1</sup>	–	42 847	–
Vandalisme à une propriété de l'État (1 cas) .....								
	2015-2016	24 950	(2 165) <sup>1</sup>	22 785	–	–	–	22 785
Commission canadienne des grains								
Dompage à un véhicule de l'État (1 cas) .....								
	2015-2016	1 725	–	1 725	–	1 725	–	–
Emploi frauduleux de carte de voyage (2 cas) .....								
	2014-2015	8 537	–	8 537	8 537 <sup>1</sup>	–	–	–
Mauvais usage des droits relatifs au réaménagement de l'effectif (1 cas) .....								
	2014-2015	9 670	50 <sup>1</sup>	9 720	–	–	–	9 720
Mauvais usage d'une carte de voyage du gouvernement (2 cas) .....								
	2011-2012	12 274	–	12 274	10 317	–	–	1 957
Perte d'équipement (2 cas) .....								
	2014-2015	2 919	–	2 919	60 <sup>1</sup>	–	2 859	–
Mauvais usage d'une carte de voyage d'employés (4 cas) .....								
	2009-2010	13 472	–	13 472	12 588	–	–	884
Mauvais usage d'une carte de voyage désignée (1 cas) .....								
	2012-2013	1 162	–	1 162	–	–	–	1 162

## Pertes de fonds ou de biens publics – mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2016-2017	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
<b>Anciens Combattants</b>								
Ministère des Anciens Combattants								
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire (2 cas).....	1995-1996	71 625	(19 185)	52 440	19 289	–	5 947	27 204
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire .....	2003-2004	27 888	–	27 888	–	–	–	27 888
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire .....	2004-2005	30 108	(18 908)	11 200	3 091	2 405	–	5 704
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire .....	2006-2007	2 328	–	2 328	1 518	810	–	–
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire (5 cas).....	2008-2009	378 004	(1)	378 003	44 689	–	221 791	111 523
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire (7 cas).....	2010-2011	743 112	–	743 112	141 218	–	586 967	14 927
Encaissement frauduleux de chèques de pension d'invalidité suite au décès du bénéficiaire.....	2011-2012	49 698	–	49 698	–	–	–	49 698
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations d'allocations aux anciens combattants (2 cas).....	1992-1993	97 219	(5 634)	91 585	33 600	5 200	18 584	34 201
Réclamations fausses ou frauduleuses de prestations d'allocations aux anciens combattants (3 cas).....	1999-2000	107 828	–	107 828	14 274	–	93 554	<sup>1</sup> –
Usage personnel de carte d'achat de l'État par un employé.....	2003-2004	13 704	–	13 704	1 352	–	12 352	<sup>1</sup> –
Vol des paiements de pension d'invalidité suivant le décès du bénéficiaire (3 cas).....	2007-2008	51 893	(10 464)	41 429	12 699	946	–	27 784
Vol des paiements de pension d'invalidité suivant le décès du bénéficiaire (6 cas).....	2008-2009	83 556	(14 175)	69 381	15 047	–	39 985	14 349
<b>Conseil du Trésor</b>								
Secrétariat du Conseil du Trésor								
Demande de prestations falsifiée (5 cas).....	2014-2015	70 725	–	70 725	3 429	400	–	66 896
Demande de prestations falsifiée (4 cas).....	2015-2016	320 150	–	320 150	–	176	–	319 974
Demande de prestations falsifiée (Régimes de soins de santé et de soins dentaires) (5 cas).....	2013-2014	189 739	–	189 739	32 381	–	–	157 358
Perte d'ordinateur portable (11 cas).....	2015-2016	9 220	–	9 220	–	836	8 384	<sup>1</sup> –
<b>Conseil privé</b>								
Bureau du Conseil privé								
Vol de coupon de taxi (2 cas).....	2009-2010	5 509	–	5 509	945	–	50	4 514
Vol d'ordinateur portable (1 cas).....	2015-2016	695	–	695	–	–	695	<sup>1</sup> –
<b>Défense nationale</b>								
Ministère de la Défense nationale								
Avance à justifier en double - Halifax (1 cas).....	2015-2016	3 810	–	3 810	–	3 810	–	–

Comptes publics du Canada 2016-2017

Pertes de fonds ou de biens publics – mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2016-2017	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Différence dans le compte du capital								
d'exploitation (BFC Wainwright) .....	2013-2014	2 612	48	2 660	–	–	–	2 660
Différence dans le compte du capital								
d'exploitation (NCSM Protecteur) .....	2013-2014	5 500	1 050 <sup>1</sup>	6 550	–	–	–	6 550
Différence dans le compte du capital								
d'exploitation (2 cas) .....	2015-2016	1 990	(985) <sup>1</sup>	1 005	–	–	–	1 005
Divergence d'avances à justifier								
(OP LOBE R6) .....	2014-2015	266	–	266	–	–	266 <sup>1</sup>	–
Dommages aux unités de logement								
résidentiels (586 cas) .....	2014-2015	95 780	–	95 780	56 982	18 329	20 469 <sup>1</sup>	–
Dommages aux unités de logement								
résidentiels (72 cas) .....	2015-2016	78 960	–	78 960	15 661	16 326	21 927	25 046
Emploi frauduleux d'une carte								
d'achat désignée - Winnipeg (1 cas) .....	2015-2016	10 301	–	10 301	1 000	–	–	9 301
Erreur de dépôt direct (3 cas) .....								
	2015-2016	781	–	781	–	781	– <sup>1</sup>	–
Paie mensuelle frauduleuse déposée dans un								
compte bancaire personnel - Ottawa .....	2007-2008	33 948	1 341	35 289	26 531	8 468	–	290
Perte d'avance à justifier -								
Borden (2 cas) .....	2011-2012	344	–	344	17	–	–	327
Perte d'avance à justifier -								
Libye (1 cas) .....	2011-2012	13 039	(12 849)	190	–	–	–	190
Perte d'avance à justifier -								
Ottawa (1 cas) .....	2012-2013	12 966	–	12 966	–	1 991	–	10 975
Perte d'avance à justifier (2 cas) .....								
	2015-2016	2 515	–	2 515	47	–	2 068 <sup>1</sup>	400
Perte d'avance permanente Kandahar -								
vol suspecté .....	2008-2009	20 538	(1 879)	18 659	9 632	–	–	9 027
Perte d'avance permanente - 8 Wing								
Trenton - vol .....	2009-2010	3 870	2 688	6 558	2 688	–	–	3 870
Perte d'avance permanente - FOI								
Afghanistan (5 cas) .....	2009-2010	19 803	(10 373) <sup>1</sup>	9 430	9 258	–	172 <sup>1</sup>	–
Réclamations frauduleuses,								
encaissement de chèques et reçu de								
paye - USFC Ottawa .....	1999-2000	28 305	69 952	98 257	26 641	3 000	–	68 616
Réclamations frauduleuses - BFC								
Halifax (1 cas) .....	2010-2011	68 374	872	69 246	–	–	–	69 246
Réclamations frauduleuses pour frais de								
scolarité - USFC Bruxelles .....	2002-2003	92 000	–	92 000	27 000	56 000	–	9 000
Trop-payé d'avantages en matière								
d'emploi (BFC Esquimalt) .....	2013-2014	20 278	–	20 278	17 937	2 341	–	–
Vol d'équipement informatique et de								
périphérique d'ordinateur (1 cas) .....	2014-2015	281 094	652 840 <sup>1</sup>	933 934	–	–	–	933 934
<b>Environnement et Changement</b>								
<b>climatique</b>								
Ministère de l'Environnement								
Dommages à une résidence de l'État								
de Yellowknife par un ancien								
employé .....	2010-2011	13 986	–	13 986	10 461	–	–	3 525
Emploi frauduleux de carte de voyage								
(1 cas) .....	2014-2015	7 307	–	7 307	2 887	–	–	4 420
Emploi non autorisé de carte d'achat								
(1 cas) .....	2014-2015	5 319	–	5 319	5 153	–	–	166
Emploi non autorisé d'une carte de								
voyage désignée (7 cas) .....	2012-2013	15 855	–	15 855	9 161	–	2 711	3 983
Emploi non autorisé d'une carte de								
voyage désignée (4 cas) .....	2015-2016	8 617	–	8 617	100	6 939	–	1 578
Perte de la petite caisse (5 cas) .....								
	2013-2014	7 894	–	7 894	–	–	–	7 894

2.34 Informations supplémentaires exigées par la Loi sur la gestion des finances publiques

## Pertes de fonds ou de biens publics – mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2016-2017	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
<b>Agence Parcs Canada</b>								
Dommmage à de l'équipement								
lourd (2 cas) .....	2015-2016	127 000	–	127 000	–	–	126 000	<sup>1</sup> 1 000
Dommmage à un bien immobilier								
(11 cas) .....	2015-2016	45 298	–	45 298	13 260	1 763	25 275	<sup>1</sup> 5 000
Dommmage à un véhicule de l'État								
(61 cas) .....	2015-2016	130 235	–	130 235	3 938	–	125 797	500
Vandalisme sur bâtiment (10 cas) .....	2010-2011	46 450	–	46 450	29 167	833	16 450	<sup>1</sup> –
<b>Famille, Enfants et Développement social</b>								
Ministère de l'Emploi et du Développement social								
Demandes frauduleuses d'application								
à l'égard des prêts canadiens aux étudiants (19 cas) .....	2009-2010	137 572	13 795	151 367	11 034	2 557	42 662	95 114
Demandes frauduleuses d'application								
à l'égard des prêts canadiens aux étudiants (2 cas) .....	2010-2011	6 720	–	6 720	401	–	6 319	<sup>1</sup> –
Paiement de déplacement faussé (1 cas) .....	2014-2015	5 025	–	5 025	–	–	–	5 025
Perte de deniers publics :								
Fraude par un employé (2 cas) .....	2006-2007	11 767	(769)	10 998	1 450	–	3 567	<sup>1</sup> 5 981
Opération frauduleuse par un employé (Sécurité de la vieillesse) (3 cas) .....	2008-2009	115 669	(49 798)	65 871	18 393	–	673	46 805
Réclamation frauduleuse d'heures supplémentaires (1 cas) .....								
.....	2013-2014	8 147	–	8 147	7 679	468	–	–
Réclamation frauduleuse de la prestation universelle pour la garde d'enfants (2 cas) .....								
.....	2011-2012	14 000	300	14 300	13 700	180	–	420
Réclamation frauduleuse de la prestation universelle pour la garde d'enfants (1 cas) .....								
.....	2012-2013	8 500	–	8 500	–	–	–	8 500
Réclamation frauduleuse de la prestation universelle pour la garde d'enfants (3 cas) .....								
.....	2014-2015	40 000	–	40 000	3 000	360	–	36 640
Réclamations frauduleuses de prêts canadiens aux étudiants (2 cas) .....								
.....	2012-2013	11 003	2 437	13 440	–	–	–	13 440
Réclamations frauduleuses de prêts canadiens aux étudiants (75 cas) .....								
.....	2013-2014	696 810	(3 833)	692 977	270 793	27 288	56 462	<sup>1</sup> 338 434
Réclamations frauduleuses de prêts canadiens aux étudiants (30 cas) .....								
.....	2014-2015	266 102	–	266 102	45 161	11 763	14 280	<sup>1</sup> 194 898
Réclamations frauduleuses de prêts canadiens aux étudiants (25 cas) .....								
.....	2015-2016	267 856	(12 837)	255 019	34 104	18 524	14 412	187 979
Réclamations frauduleuses pour prestations :								
Allocations familiales .....	1988-1989	144 968	(21 875)	123 093	60 664	–	62 429	<sup>1</sup> –
Allocations familiales .....	1991-1992	79 520	(5 817)	73 703	25 689	–	42 967	5 047
Allocations familiales .....	1993-1994	113 772	42 974	156 746	44 191	–	111 252	1 303
Prestations d'assurance-emploi								
(112 561 cas) .....	2009-2010	119 124 773	(14 770 740)	104 354 033	81 548 367	<sup>1</sup> 441 782	22 363 884	<sup>1</sup> –
(115 812 cas) .....	2010-2011	136 713 797	(11 682 109)	125 031 688	93 433 547	<sup>1</sup> 2 878 329	15 063 603	<sup>1</sup> 13 656 209
(104 909 cas) .....	2011-2012	128 656 145	(7 589 966)	121 066 179	84 121 887	<sup>1</sup> 5 072 594	2 797 380	<sup>1</sup> 29 074 318
(112 693 cas) .....	2012-2013	158 787 153	(11 330 781)	147 456 372	92 472 031	<sup>1</sup> 8 068 632	3 230 583	<sup>1</sup> 43 685 126

Comptes publics du Canada 2016-2017

Pertes de fonds ou de biens publics – mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2016-2017	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Prestations d'assurance-emploi (87 613 cas).....	2013-2014	127 571 441	(8 057 264) <sup>1</sup>	119 514 177	67 599 685 <sup>1</sup>	9 628 892	1 853 225 <sup>1</sup>	40 432 375
Prestations d'assurance-emploi (80 696 cas).....	2014-2015	106 864 887	(8 394 917) <sup>1</sup>	98 469 970	47 364 426 <sup>1</sup>	11 856 960	905 121 <sup>1</sup>	38 343 463
Prestations d'assurance-emploi (86 146 cas).....	2015-2016	117 596 841	5 213 204 <sup>1</sup>	122 810 045	33 791 428 <sup>1</sup>	29 901 756	378 092 <sup>1</sup>	58 738 769
Régime de pensions du Canada .....	1986-1987	3 034	6 807	9 841	3 034	–	6 807 <sup>1</sup>	–
Régime de pensions du Canada .....	1989-1990	204 857	(183 862)	20 995	11 946	–	9 049 <sup>1</sup>	–
Régime de pensions du Canada .....	1990-1991	1 237 299	(1 025 534)	211 765	183 419	1 942	6 070	20 334
Régime de pensions du Canada .....	1991-1992	400 740	91 766 <sup>1</sup>	492 506	412 410	4 543	34 993 <sup>1</sup>	40 560
Régime de pensions du Canada .....	1992-1993	305 029	86 053 <sup>1</sup>	391 082	324 272	1 400	17 741	47 669
Régime de pensions du Canada .....	1993-1994	244 571	(39 300)	205 271	177 588	600	8 562	18 521
Régime de pensions du Canada .....	1994-1995	554 947	(182 831)	372 116	312 951	1 614	10 479	47 072
Régime de pensions du Canada .....	1995-1996	724 248	443 046 <sup>1</sup>	1 167 294	921 110	8 014	23 598	214 572
Régime de pensions du Canada .....	1996-1997	287 024	503 087	790 111	549 933	2 512	124 245 <sup>1</sup>	113 421
Régime de pensions du Canada .....	1997-1998	1 862 075	(1 005 820) <sup>1</sup>	856 255	595 098	4 302	42 716	214 139
Régime de pensions du Canada .....	1998-1999	922 012	351 299 <sup>1</sup>	1 273 311	736 551	9 873	202 996	323 891
Régime de pensions du Canada .....	1999-2000	1 166 820	309 103 <sup>1</sup>	1 475 923	954 647	20 548	58 917 <sup>1</sup>	441 811
Régime de pensions du Canada .....	2000-2001	1 426 831	(353 958) <sup>1</sup>	1 072 873	627 786	29 234	98 314 <sup>1</sup>	317 539
Régime de pensions du Canada .....	2001-2002	1 675 005	(717 027) <sup>1</sup>	957 978	691 642	5 377	137 911	123 048
Régime de pensions du Canada .....	2002-2003	540 077	105 314 <sup>1</sup>	645 391	457 873	5 339	60 990	121 189
Régime de pensions du Canada .....	2003-2004	331 076	605 198 <sup>1</sup>	936 274	446 117	9 661	63 870	416 626
Régime de pensions du Canada .....	2004-2005	709 351	(89 606) <sup>1</sup>	619 745	329 590	5 605	18 812	265 738
Régime de pensions du Canada .....	2005-2006	392 020	96 294 <sup>1</sup>	488 314	302 430	12 957	47 506 <sup>1</sup>	125 421
Régime de pensions du Canada .....	2006-2007	27 486	1 165 136 <sup>1</sup>	1 192 622	512 628	13 339	127 339	539 316
Régime de pensions du Canada .....	2007-2008	852 364	197 533 <sup>1</sup>	1 049 897	476 058	4 976	70 860 <sup>1</sup>	498 003
Régime de pensions du Canada .....	2008-2009	724 860	(382 437) <sup>1</sup>	342 423	198 608	1 053	6 733 <sup>1</sup>	136 029
Régime de pensions du Canada (292 cas).....	2009-2010	606 033	475 415 <sup>1</sup>	1 081 448	552 066	4 669	22 976	501 737
Régime de pensions du Canada (336 cas).....	2010-2011	983 060	(491 190) <sup>1</sup>	491 870	201 269	13 354	24 <sup>1</sup>	277 223
Régime de pensions du Canada (36 cas).....	2011-2012	319 457	(40 629) <sup>1</sup>	278 828	108 172	11 478	31 130 <sup>1</sup>	128 048
Régime de pensions du Canada (35 cas).....	2013-2014	963 674	(20 129) <sup>1</sup>	943 545	57 028	17 929	8 881	859 707
Régime de pensions du Canada (61 cas).....	2014-2015	710 001	(1 941) <sup>1</sup>	708 060	251 784	14 379	30 126 <sup>1</sup>	411 771
Régime de pensions du Canada (40 cas).....	2015-2016	491 332	24 123 <sup>1</sup>	515 455	61 359	91 761	149 858	212 477
Sécurité de la vieillesse .....	1985-1986	168 923	430 684	599 607	209 871	3 957	184 916 <sup>1</sup>	200 863
Sécurité de la vieillesse .....	1986-1987	173 459	68 877	242 336	97 864	–	143 876	596
Sécurité de la vieillesse .....	1987-1988	348 198	(103 471)	244 727	149 381	1 698	82 923	10 725
Sécurité de la vieillesse .....	1988-1989	1 149 776	(478 928)	670 848	236 695	–	271 880 <sup>1</sup>	162 273
Sécurité de la vieillesse .....	1989-1990	745 061	16 679	761 740	202 010	4 241	222 290 <sup>1</sup>	333 199
Sécurité de la vieillesse .....	1990-1991	450 788	34 157	484 945	120 607	–	192 431	171 907
Sécurité de la vieillesse .....	1991-1992	563 001	147 469	710 470	164 230	2 405	461 358	82 477
Sécurité de la vieillesse .....	1992-1993	541 650	565 793	1 107 443	178 547	223	821 811	106 862
Sécurité de la vieillesse .....	1993-1994	256 140	168 824	424 964	90 260	410	175 930 <sup>1</sup>	158 364
Sécurité de la vieillesse .....	1994-1995	1 076 882	138 857	1 215 739	209 131	–	775 160	231 448
Sécurité de la vieillesse .....	1995-1996	558 177	446 246	1 004 423	505 572	600	443 435	54 816
Sécurité de la vieillesse .....	1996-1997	556 744	1 014	557 758	48 988	440	419 849	88 481
Sécurité de la vieillesse .....	1997-1998	808 271	402 230	1 210 501	213 275	2 700	673 710	320 816
Sécurité de la vieillesse .....	1998-1999	955 473	203 073	1 158 546	312 601	10 418	422 651	412 876
Sécurité de la vieillesse .....	1999-2000	517 463	(63 522)	453 941	257 933	636	105 433	89 939
Sécurité de la vieillesse .....	2000-2001	985 419	(273 128)	712 291	234 169	3 559	121 595 <sup>1</sup>	352 968
Sécurité de la vieillesse .....	2001-2002	3 658 263	(3 147 092)	511 171	120 176	6 292	97 019 <sup>1</sup>	287 684
Sécurité de la vieillesse .....	2002-2003	843 538	(248 553)	594 985	156 193	7 729	344 524 <sup>1</sup>	86 539
Sécurité de la vieillesse .....	2003-2004	2 330 524	(1 016 831)	1 313 693	155 422	2 129	98 812 <sup>1</sup>	1 057 330

2.36 Informations supplémentaires exigées par la Loi sur la gestion des finances publiques

## Pertes de fonds ou de biens publics – mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2016-2017	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Sécurité de la vieillesse .....	2004-2005	1 013 070	(694 547)	318 523	140 920	3 800	–	173 803
Sécurité de la vieillesse .....	2005-2006	718 362	(253 155)	465 207	76 605	5 400	167 638 <sup>1</sup>	215 564
Sécurité de la vieillesse .....	2008-2009	134 360	(18 514)	115 846	83 487	14 001	–	18 358
Sécurité de la vieillesse (15 cas) .....	2009-2010	606 989	(16 326)	590 663	131 119	8 665	–	450 879
Sécurité de la vieillesse (2 cas) .....	2010-2011	95 829	–	95 829	17 555	–	–	78 274
Sécurité de la vieillesse (1 cas) .....	2011-2012	14 995	–	14 995	7 404	1 918	–	5 673
Sécurité de la vieillesse (15 cas) .....	2012-2013	659 405	(8 707)	650 698	141 321	12 212	–	497 165
Sécurité de la vieillesse (16 cas) .....	2013-2014	585 092	(696)	584 396	201 057	22 522	169 901	190 916
Sécurité de la vieillesse (41 cas) .....	2014-2015	2 055 396	(158 981) <sup>1</sup>	1 896 415	587 102	9 085	111 068	1 189 160
Sécurité de la vieillesse (15 cas) .....	2015-2016	795 157	–	795 157	145 350	22 304	–	627 503
<b>Réclamations frauduleuses de subventions et de contributions</b>								
(2 cas) .....	2011-2012	468 767	162 273 <sup>1</sup>	631 040	766	85 874	1 <sup>1</sup>	544 399
<b>Réclamations frauduleuses de subventions et de contributions</b>								
(3 cas) .....	2012-2013	620 814	(288 008)	332 806	91 662	3 560	82 102	155 482
<b>Réclamations frauduleuses de subventions et de contributions</b>								
(1 cas) .....	2014-2015	390 540	–	390 540	–	–	–	390 540
<b>Réclamations frauduleuses ou non justifiées de subventions et de contributions (2 cas) .....</b>	2015-2016	2 756 135	–	2 756 135	–	400	106 127	2 649 608
<b>Finances</b>								
Bureau du surintendant des institutions financières								
Perte de BlackBerry (6 cas) .....	2015-2016	810	–	810	–	135	675 <sup>1</sup>	–
Bureau du vérificateur général								
Perte d'équipement informatique (102 cas) .....	2014-2015	2 295	(405) <sup>1</sup>	1 890	–	–	1 890	–
<b>Immigration, Réfugiés et Citoyenneté</b>								
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration								
Détournement de fonds .....	2002-2003	178 540	(316)	178 224	87 739	90 485	–	–
Emploi non autorisé de carte de voyage (2 cas) .....	2014-2015	24 567	–	24 567	3 107	21 460	–	–
<b>Innovation, Sciences et Développement économique</b>								
Conseil national de recherches du Canada								
Vol d'équipement technique (1 cas) .....	2015-2016	30 629	–	30 629	–	30 629	–	–
Vol d'ordinateur portable (1 cas) .....	2015-2016	1 800	–	1 800	–	–	1 800 <sup>1</sup>	–
<b>Justice</b>								
Service administratif des tribunaux judiciaires								
Perte de dépôt (1 cas) .....	2015-2016	3 610	–	3 610	–	1 400	510	1 700
<b>Parlement</b>								
Chambre des communes								
Perte d'appareil photographique (1 cas) .....	2015-2016	209	–	209	–	–	209	–
Perte de clavier (1 cas) .....	2015-2016	115	–	115	–	–	115	–
Perte d'équipement de bureau (1 cas) .....	2015-2016	109	–	109	–	–	109	–
Perte d'imprimante (2 cas) .....	2015-2016	1 539	–	1 539	–	–	1 539	–
Perte de lecteur de carte (1 cas) .....	2015-2016	298	–	298	–	–	298	–
Perte de logiciel (8 cas) .....	2015-2016	3 048	–	3 048	–	–	3 048	–
Perte de meuble (8 cas) .....	2015-2016	1 800	–	1 800	–	–	1 800	–

Informations supplémentaires exigées par la Loi sur la gestion des finances publiques 2 . 37

*Comptes publics du Canada 2016-2017*

**Pertes de fonds ou de biens publics – mise à jour des cas déclarés dans les *Comptes publics du Canada* des exercices antérieurs – suite**

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les <i>Comptes publics du Canada</i>	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2016-2017	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Perte de numériseur à balayage (4 cas) .....	2015-2016	1 744	–	1 744	–	–	1 744	–
Perte d'ordinateur (8 cas) .....	2015-2016	8 094	–	8 094	–	–	8 094	–
Perte de petit électroménager (1 cas).....	2015-2016	200	–	200	–	–	200	–
Perte de récepteur GPS (2 cas).....	2015-2016	352	–	352	–	–	352	–
Perte de tablette (2 cas).....	2015-2016	655	–	655	–	–	655	–
Perte de téléviseur (3 cas) .....	2015-2016	471	–	471	–	–	471	–
<b>Sénat</b>								
Perte due à des réclamations de frais de subsistance dans la région de la capitale nationale et/ou des dépenses de voyage (4 cas).....	2012-2013	314 758	141 408	456 166	446 921	9 245	–	–
Perte suite à une revue des réclamations de frais de subsistance dans la région de la capitale nationale et/ou des dépenses de voyages et/ou dépenses de bureau (15 cas).....	2015-2016	694 161	–	694 161	29 424	132 848	508 243 <sup>1</sup>	23 646
<b>Pêches, Océans et Garde côtière canadienne</b>								
<b>Ministère des Pêches et des Océans</b>								
Domage à un véhicule de l'État (33 cas) .....	2015-2016	73 558	1 270 <sup>1</sup>	74 828	–	2 264	72 564 <sup>1</sup>	–
Emploi non autorisé de carte d'acquisition (5 cas).....	2015-2016	4 646	–	4 646	172	89	4 385 <sup>1</sup>	–
Emploi non autorisé de carte de voyage désignée (5 cas).....	2012-2013	9 582	2 546 <sup>1</sup>	12 128	8 791	398	–	2 939
Emploi non autorisé de carte de voyage (9 cas) .....	2013-2014	22 100	–	22 100	13 104	506	3 566 <sup>1</sup>	4 924
Emploi non autorisé de carte de voyage (17 cas) .....	2014-2015	27 758	(3 411) <sup>1</sup>	24 347	16 838	2 788	3 690 <sup>1</sup>	1 031
Emploi non autorisé de carte de voyage (12 cas) .....	2015-2016	23 688	–	23 688	8 258	2 780	–	12 650
Emploi non autorisé ou frauduleux de carte d'achat ou de voyage désignée (258 cas).....	2011-2012	63 046	196	63 242	62 248 <sup>1</sup>	–	– <sup>1</sup>	994
Paiement non autorisé à des fournisseurs et des entrepreneurs (1 cas) .....	2012-2013	228 850	–	228 850	–	–	–	228 850
Perte de matériel et de fourniture (1 cas) .....	2015-2016	37 500	–	37 500	–	–	7 500	30 000
Perte d'un navire suite à un incendie (1 cas) .....	2010-2011	50 000	–	50 000	–	–	15 000	35 000
Vol d'un véhicule de l'État (1 cas).....	2015-2016	14 200	–	14 200	–	–	–	14 200
<b>Ressources naturelles</b>								
<b>Ministère des Ressources naturelles</b>								
Encaissement frauduleux des chèques de voyage (2 cas) .....	2007-2008	12 895	–	12 895	8 664	–	–	4 231
Vol et utilisation non autorisée de coupons de taxi .....	2010-2011	769	–	769	–	–	–	769
<b>Revenu national</b>								
<b>Agence du revenu du Canada</b>								
Achats personnels d'un employé utilisant une carte de paiement de l'Agence du revenu du Canada et réclamations frauduleuses de paiement .....	2005-2006	7 752	–	7 752	7 085	–	–	667

## Pertes de fonds ou de biens publics – mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2016-2017	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Achats personnels par un employé avec une carte de paiement de l'Agence du revenu du Canada .....	2008-2009	3 219	–	3 219	980	753	–	1 486
Demande falsifiée de congé de maladie et autres congés (8 cas) .....	2012-2013	34 939	–	34 939	32 567	1 461	–	911
Demande falsifiée de congé de maladie et autres congés (5 cas) .....	2013-2014	6 020	–	6 020	5 174	–	563	283
Demande falsifiée de congé de maladie et autres congés (4 cas) .....	2014-2015	2 839	–	2 839	1 973	–	–	866
Demande falsifiée de congé de maladie et autres congés (3 cas) .....	2015-2016	1 588	–	1 588	973	–	–	615
Demande falsifiée de congé de maladie et de congés et emploi non autorisé d'avance de voyage (1 cas) .....	2015-2016	2 257	–	2 257	1 373	–	–	884
Paieement de salaire falsifié pour absences non consignées (6 cas) .....	2013-2014	77 379	–	77 379	46 877	–	17 772	12 730
Paieement de salaire falsifié pour absences non consignées (4 cas) .....	2014-2015	52 768	–	52 768	49 145	–	–	3 623
Paieement de salaire falsifié pour absences non consignées (3 cas) .....	2015-2016	10 610	–	10 610	1 243	1 863	–	7 504
Sentences légales (montant de fraude fiscale ou de remboursements frauduleux en vertu de la Cour)								
Impôt sur le revenu .....	2002-2003	8 768 905	–	8 768 905	4 759 836	–	4 009 069	<sup>1</sup> –
Impôt sur le revenu .....	2003-2004	12 026 416	–	12 026 416	8 622 886	–	3 374 237	<sup>1</sup> 29 293
Impôt sur le revenu .....	2004-2005	7 922 895	–	7 922 895	5 582 532	<sup>1</sup> –	2 308 731	31 632
Impôt sur le revenu .....	2005-2006	9 648 565	–	9 648 565	6 168 031	8 077	3 113 942	358 515
Impôt sur le revenu .....	2006-2007	5 865 180	–	5 865 180	2 795 677	–	2 959 085	<sup>1</sup> 110 418
Impôt sur le revenu .....	2007-2008	13 004 212	–	13 004 212	4 035 658	45	8 894 899	<sup>1</sup> 73 610
Impôt sur le revenu .....	2008-2009	15 562 835	(501 070)	15 061 765	8 356 628	2 677	6 484 481	<sup>1</sup> 217 979
Impôt sur le revenu .....	2009-2010	7 428 731	–	7 428 731	3 433 227	21 049	3 517 155	<sup>1</sup> 457 300
Impôt sur le revenu .....	2010-2011	22 442 722	(20 048)	22 422 674	9 870 567	41 271	11 434 036	<sup>1</sup> 1 076 800
Impôt sur le revenu .....	2011-2012	4 611 681	–	4 611 681	2 257 864	41 534	1 135 973	<sup>1</sup> 1 176 310
Impôt sur le revenu .....	2012-2013	11 841 323	(6 594)	11 834 729	5 362 836	442 665	3 638 037	<sup>1</sup> 2 391 191
Impôt sur le revenu .....	2013-2014	8 814 118	(11 126)	8 802 992	2 044 405	487 196	3 314 958	<sup>1</sup> 2 956 433
Impôt sur le revenu .....	2014-2015	3 508 671	–	3 508 671	1 389 619	95 138	254 738	<sup>1</sup> 1 769 176
Impôt sur le revenu .....	2015-2016	4 594 597	(47 392)	4 547 205	1 201 361	200 418	536 529	<sup>1</sup> 2 608 897
Taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée .....	2003-2004	6 800 491	–	6 800 491	2 752 099	–	4 048 392	<sup>1</sup> –
Taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée .....	2004-2005	4 581 548	–	4 581 548	1 292 319	–	3 139 246	<sup>1</sup> 149 983
Taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée .....	2005-2006	5 924 283	–	5 924 283	1 555 841	–	4 346 645	21 797
Taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée .....	2006-2007	8 692 483	(17 804)	8 674 679	2 866 753	–	5 807 388	<sup>1</sup> 538
Taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée .....	2007-2008	17 198 434	–	17 198 434	3 452 805	462	13 691 324	<sup>1</sup> 53 843
Taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée .....	2008-2009	13 735 115	–	13 735 115	5 366 066	4 248	8 303 784	61 017
Taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée .....	2009-2010	7 265 375	–	7 265 375	2 004 158	53 347	4 687 480	<sup>1</sup> 520 390
Taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée .....	2010-2011	4 445 660	–	4 445 660	1 937 724	<sup>1</sup> 4 264	1 864 153	<sup>1</sup> 639 519
Taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée .....	2011-2012	13 871 865	–	13 871 865	8 336 604	<sup>1</sup> 912	4 999 429	<sup>1</sup> 534 920
Taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée .....	2012-2013	21 919 300	–	21 919 300	1 532 758	10 794	19 750 743	<sup>1</sup> 625 005

Comptes publics du Canada 2016-2017

Pertes de fonds ou de biens publics – mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2016-2017	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée .....	2013-2014	18 502 691	–	18 502 691	726 012	22 665	17 209 084	544 930
Taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée .....	2014-2015	8 703 643	–	8 703 643	1 440 463	9 827	6 183 012	1 070 341
Taxe sur les produits et services/taxe de vente harmonisée .....	2015-2016	1 251 325	–	1 251 325	308 753	29 890	628 387	284 295
Autres pertes administrées.....	2008-2009	96 645	–	96 645	9 789	3 784	83 072	–
Autres pertes administrées.....	2009-2010	111 065	–	111 065	58 665	–	30 700	21 700
Autres pertes administrées.....	2010-2011	161 040	–	161 040	154 980	849	3 087	2 124
Autres pertes administrées.....	2011-2012	431 140	–	431 140	147 666	394	274 223	8 857
Autres pertes administrées.....	2012-2013	47 923	–	47 923	25 893	–	–	22 030
Autres pertes administrées.....	2013-2014	30 089	–	30 089	2 353	–	–	27 736
Autres pertes administrées.....	2014-2015	209 003	–	209 003	21 022	–	164 906	23 075
<b>Santé</b>								
Ministère de la Santé								
Demands de contributions faussées ou falsifiées (3 cas).....	2009-2010	8 399 000	(97 107)	8 301 893	848 739	97 637	4 518 071	2 837 446
Demands de contributions faussées ou falsifiées (1 cas).....	2010-2011	260 827	–	260 827	146 000	24 000	–	90 827
Demande de contributions falsifiées (2 cas).....	2012-2013	115 926	(15 596)	100 330	31 909	–	–	68 421
Demands de prestations frauduleuses (2 cas).....	2007-2008	149 674	(438)	149 236	29 750	1	32 072	87 414
Demands de prestations frauduleuses (2 cas).....	2009-2010	251 000	43 466	294 466	69 376	–	225 090	–
Emploi frauduleux de carte d'achat et de voyage (2 cas).....	2014-2015	15 707	–	15 707	5 927	1	–	9 780
Réclamations de déplacement falsifiées et absences non déclarés (1 cas).....	2010-2011	63 714	(25 969)	37 745	–	–	37 745	–
Trop-payé - Fournisseur de services de santé aux non assurés (5 cas).....	2009-2010	10 683 689	(7 764 521)	2 919 168	1 875 000	–	349 329	694 839
Trop-payé - Fournisseur de services de santé aux non assurés (2 cas).....	2013-2014	1 097 566	–	1 097 566	36 509	–	842 172	218 885
Trop-payé - Fournisseur de services de santé aux non assurés (1 cas).....	2014-2015	46 676	–	46 676	–	46 676	–	–
Trop-payé - Fournisseur de services de santé aux non assurés (1 cas).....	2015-2016	360 255	–	360 255	–	–	–	360 255
Usage inapproprié de carte d'achat de l'État (1 cas).....	2009-2010	19 222	–	19 222	5 443	2 443	–	11 336
Utilisation inappropriée des ressources du gouvernement et salaire non gagné (1 cas).....	2013-2014	141 423	–	141 423	22 365	–	–	119 058
Utilisation inappropriée des ressources du gouvernement (1 cas).....	2015-2016	11 963	–	11 963	–	–	–	11 963
Agence canadienne d'inspection des aliments								
Domage à un véhicule de l'État lors d'un accident (87 cas).....	2014-2015	103 497	142 812	246 309	28 741	1	8 687	195 904
Domage à un véhicule de l'État lors d'un accident (87 cas).....	2015-2016	176 901	182 363	359 264	20 635	1	20 837	292 309
Emploi non autorisé de bon de taxi (3 cas).....	2015-2016	63	–	63	53	10	–	–
Emploi non autorisé d'une carte de voyage désignée (12 cas).....	2012-2013	44 290	83	44 373	39 463	1 224	207	3 479
Emploi non autorisé d'une carte de voyage (6 cas).....	2014-2015	26 698	–	26 698	26 420	–	19	259

2. 40 Informations supplémentaires exigées par la Loi sur la gestion des finances publiques

## Pertes de fonds ou de biens publics – mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2016-2017	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Instituts de recherche en santé du Canada								
Demande de subvention falsifiée (1 cas) .....	2013-2014	88 750	–	88 750	2 250	1 500	–	85 000
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>								
Agence des services frontaliers du Canada								
Emploi non autorisé de carte d'achat (1 cas) .....	2015-2016	614	–	614	–	614	–	–
Perte de revenus due à des infractions contre la <i>Loi sur les douanes</i>								
Fausse déclaration — Valeur .....	2014-2015	2 567 929	–	2 567 929	–	–	2 567 929	<sup>1</sup> –
Non déclaration/Contrebande .....	2013-2014	5 163 486	–	5 163 486	5 000	–	5 128 318	30 168
Autres infractions .....	2013-2014	27 266	–	27 266	17 623	–	–	9 643
Autres infractions .....	2015-2016	14 299	–	14 299	–	6 100	8 199	–
Gendarmerie royale du Canada								
Dommage à un édifice de l'État (2 cas) .....	2015-2016	85 413	–	85 413	–	–	85 413	<sup>1</sup> –
Dommage à un véhicule de l'État (18 cas) .....								
Dommage à un véhicule de l'État (848 cas) .....	2015-2016	2 158 520	334 428	<sup>1</sup> 2 492 948	292 623	345 077	1 845 298	<sup>1</sup> 9 950
Dommage à un véhicule (1 068 cas) .....	2010-2011	2 864 071	1 311	2 865 382	597 611	–	2 267 771	<sup>1</sup> –
Dommage à un véhicule (688 cas) .....	2011-2012	2 517 580	(18 587)	2 498 993	652 091	–	1 846 902	<sup>1</sup> –
Dommage à un véhicule de l'État et autres équipements de transport (27 cas) .....								
Dommage à un véhicule de l'État et autres équipements de transport (616 cas) .....	2012-2013	1 687 182	–	1 687 182	295 452	1 090	1 390 640	<sup>1</sup> –
Dommage à un véhicule de l'État et autres équipements de transport (917 cas) .....	2013-2014	2 368 257	–	2 368 257	363 713	16 847	1 987 697	<sup>1</sup> –
Dommage à un véhicule de l'État et autres équipements de transport (954 cas) .....	2014-2015	2 836 969	(51 860)	2 785 109	446 386	43 069	2 295 654	<sup>1</sup> –
Dommage à un véhicule de l'État et autres équipements de transport (37 cas) .....	2014-2015	88 577	–	88 577	4 735	–	83 842	<sup>1</sup> –
Perte d'équipement de l'État (127 cas) .....	2015-2016	160 157	–	160 157	–	–	160 157	<sup>1</sup> –
Vandalisme à un cellulaire (1 cas) .....	2015-2016	200	–	200	–	–	200	<sup>1</sup> –
Vol de pièces à conviction (1 cas) .....	2013-2014	116 231	322	<sup>1</sup> 116 553	–	300	541	<sup>1</sup> 115 712
Service correctionnel du Canada								
Dommage à la suite d'un accident de véhicule motorisé (111 cas) .....	2013-2014	222 240	7 321	229 561	4 150	–	225 411	<sup>1</sup> –
Dommage à la suite d'un accident de véhicule motorisé (60 cas) .....	2014-2015	205 612	1 102	<sup>1</sup> 206 714	5 477	<sup>1</sup> 22 102	179 135	<sup>1</sup> –
Dommage à la suite d'un accident de véhicule motorisé (55 cas) .....	2015-2016	94 053	–	94 053	9 510	8 626	67 467	<sup>1</sup> 8 450
Dommage à la suite d'un incendie accidentel (19 cas) .....								
Dommage à la suite d'un incendie intentionnel (11 cas) .....	2015-2016	393 095	–	393 095	–	–	391 794	1 301
Dommage à la suite d'une perturbation de détenu (92 cas) .....								
Dommage à la vitrine (9 cas) .....	2015-2016	4 300	–	4 300	148	–	3 687	465
Dommage à un bien et de l'équipement (19 cas) .....	2014-2015	47 609	–	47 609	–	12 755	34 854	–
Perte d'actifs en inventaire (92 cas) .....	2015-2016	88 501	–	88 501	–	–	88 501	<sup>1</sup> –

Comptes publics du Canada 2016-2017

Pertes de fonds ou de biens publics – mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – suite

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2016-2017	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
Perte de petite caisse (4 cas).....	2015-2016	750	–	750	–	–	750	<sup>1</sup> –
Perte provenant d'un mandat frauduleux d'un détenu.....	2012-2013	10 391	–	10 391	5 617	–	4 774	<sup>1</sup> –
Vandalisme à un bien et à l'équipement (344 cas).....	2014-2015	43 128	–	43 128	2 229	242	40 657	–
Vandalisme à un bien et à l'équipement (418 cas).....	2015-2016	48 994	–	48 994	1 217	–	45 249	2 528
<b>Services publics et Approvisionnement</b>								
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux								
Emploi non autorisé de carte d'achat (3 cas).....	2014-2015	5 669	(312)	5 357	2 386	–	9	<sup>1</sup> 2 962
Emploi non autorisé de carte de voyage (4 cas).....	2014-2015	11 450	–	11 450	8 565	2 885	–	–
Emploi non autorisé de carte de voyage (4 cas).....	2015-2016	8 697	–	8 697	3 045	4 199	–	1 453
Erreur administrative sur dépôt direct (1 cas).....	2015-2016	9 053	–	9 053	–	8 698	–	355
Fraude — Caisse de retraite de la fonction publique.....	2006-2007	1 185 000	(912 069)	272 931	83 566	2 000	129 767	57 598
Fraude — Caisse de retraite de la fonction publique.....	2007-2008	87 464	(49 031)	38 433	1 870	–	–	36 563
Fraude — Caisse de retraite de la fonction publique.....	2008-2009	58 187	74 834	133 021	6 053	–	109 830	17 138
Fraude — Caisse de retraite de la fonction publique.....	2011-2012	71 131	–	71 131	11 355	–	2 000	57 776
Fraude — Employé de la paye.....	2006-2007	250 000	–	250 000	74 659	<sup>1</sup> 8 622	–	166 719
Malfaisance par un employé.....	2007-2008	2 775 542	–	2 775 542	951 630	13 899	1 476 777	<sup>1</sup> 333 236
Perte de fonds attribuable à un acte illégal.....	2004-2005	3 452 066	–	3 452 066	463 894	14 954	2 948 744	<sup>1</sup> 24 474
Programme des commandites (2 cas).....	2007-2008	2 568 561	–	2 568 561	1 248 512	–	–	1 320 049
Programme des commandites.....	2008-2009	2 140 000	–	2 140 000	122 808	15 000	1 987 192	15 000
Trop-payé — Caisse de retraite de la fonction publique.....	2007-2008	2 088 274	(1 644 255)	444 019	327 977	–	98 160	17 882
Trop-payé — Caisse de retraite de la fonction publique.....	2009-2010	211 459	–	211 459	108 271	3 171	52 245	47 772
Trop-payé — Caisse de retraite de la fonction publique.....	2010-2011	145 480	–	145 480	82 008	750	14 623	48 099
Trop-payé — Caisse de retraite de la fonction publique.....	2012-2013	174 014	–	174 014	74 506	19 919	–	79 589
Trop-payé — Caisse de retraite de la fonction publique.....	2013-2014	497 792	–	497 792	154 326	26 824	6 549	310 093
Trop-payé — Caisse de retraite de la fonction publique.....	2014-2015	124 567	–	124 567	15 782	99 012	9 766	<sup>1</sup> 7
Trop-payé — Caisse de retraite de la fonction publique (9 cas).....	2015-2016	169 594	–	169 594	3 347	4 370	121 882	39 995
Utilisation frauduleuse de coupons de taxi (2 cas).....	2009-2010	21 156	–	21 156	270	260	1 156	19 470
Utilisation frauduleuse d'une carte d'achat.....	2009-2010	4 087	–	4 087	2 099	–	–	1 988
Receveur général — Direction du contrôle du remboursement des chèques								
Chèques du receveur général incluant les mandats de l'assurance-emploi et les chèques de la Banque du Canada								
Paiements électroniques mal dirigés (11 723 cas).....	2015-2016	8 332 870	–	8 332 870	6 474 678	593 198	1 264 994	<sup>1</sup> –

2. 42 Informations supplémentaires exigées par la Loi sur la gestion des finances publiques

**Pertes de fonds ou de biens publics – mise à jour des cas déclarés dans les Comptes publics du Canada des exercices antérieurs – fin**

(en dollars)

Brève description de la perte	Exercice de déclaration de la perte dans les Comptes publics du Canada	Montant de la perte initiale	Modifications de la perte initiale depuis l'inauguration	Montant modifié de la perte	Montant recouvré dans les exercices antérieurs	Montant recouvré en 2016-2017	Montant du recouvrement non prévu	Montant du recouvrement prévu dans les exercices ultérieurs
<b>Transports</b>								
Ministère des Transports								
Destruction d'un édifice par un incendie (2 cas).....	2014-2015	120 504	–	120 504	18 283	14 763	85 008 <sup>1</sup>	2 450
Dompage à un véhicule de l'État (20 cas).....	2015-2016	50 349	–	50 349	5 300	765	44 284	–
Emploi non autorisé de carte de voyage (7 cas).....	2015-2016	16 504	–	16 504	1 644	3 065	3 702 <sup>1</sup>	8 093
Réclamation de déplacement falsifiée (7 cas).....	2009-2010	7 939	–	7 939	3 812	–	–	4 127
<b>Total.....</b>		<b>1 291 290 105</b>	<b>(70 327 714)</b>	<b>1 220 962 391</b>	<b>634 126 031</b>	<b>71 878 377</b>	<b>243 107 386</b>	<b>271 850 597</b>

<sup>1</sup> Modifie les Comptes publics du Canada de l'exercice précédent.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

# Section 3

*Comptes publics du Canada*

2016-2017

## Services professionnels et spéciaux

### Table des matières

	<i>Page</i>
Services professionnels et spéciaux.....	3.2

## Services professionnels et spéciaux

L'état suivant présente le montant total dépensé au cours de l'exercice pour chaque catégorie principale de services réparti par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes. Les dépenses découlant d'opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les dépenses découlant d'opérations internes impliquent des organisations faisant partie du périmètre comptable du gouvernement du Canada.

### Services professionnels et spéciaux

(en dollars)

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services reliés à la construction	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction
<b>Affaires autochtones et du Nord</b>						
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.....	11 590 112	–	75 045 392	1 287 670	30 162 113	3 825 658
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique.....	70 979	–	–	2 985	136 948	99 042
	<b>11 661 091</b>	<b>–</b>	<b>75 045 392</b>	<b>1 290 655</b>	<b>30 299 061</b>	<b>3 924 700</b>
<b>Affaires mondiales</b>						
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement.....	43 026 004	–	5 558 200	362 099	28 487 650	7 607 688
Commission mixte internationale (section canadienne).....	210 386	–	94 730	–	8 436	110 588
Exportation et développement Canada (Compte du Canada).....	8 210 494	–	–	–	–	–
	<b>51 446 884</b>	<b>–</b>	<b>5 652 930</b>	<b>362 099</b>	<b>28 496 086</b>	<b>7 718 276</b>
<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>						
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.....	13 867 070	–	8 532 716	95 340	43 897 385	3 767 682
Commission canadienne des grains.....	562 963	–	–	7 752	500 164	311 669
	<b>14 430 033</b>	<b>–</b>	<b>8 532 716</b>	<b>103 092</b>	<b>44 397 549</b>	<b>4 079 351</b>
<b>Anciens Combattants</b>						
Ministère des Anciens Combattants.....	37 626 472	–	–	386 682 124	4 050 836	1 798 222
Tribunal des anciens combattants (révision et appel).....	83 116	–	–	25	–	199 028
	<b>37 709 588</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>386 682 149</b>	<b>4 050 836</b>	<b>1 997 250</b>
<b>Bureau du secrétaire du gouverneur général</b>						
Bureau du secrétaire du gouverneur général.....	<b>303 597</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>33 104</b>	<b>811 752</b>	<b>419 812</b>

Les renseignements détaillés sont disponibles au <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/2017/index-fra.html>. Ces renseignements comprennent pour chaque programme gouvernemental :

- le montant total dépensé au cours de l'exercice;
- le montant total dépensé pour chaque catégorie principale de services;
- une liste détaillée, pour chaque catégorie principale de services, de tous les versements (c.-à-d. les paiements en espèces et les charges à payer) à un particulier ou à une organisation totalisant 100 000 \$ ou plus. Ce détail comprend le nom et le lieu du bénéficiaire, ainsi que le montant total versé; et
- le montant total et le nombre total de bénéficiaires, pour chaque catégorie principale de services, des versements à un particulier ou à une organisation totalisant moins de 100 000 \$.

Services juridiques	Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques et de recherche	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
68 834 701	26 967 948	3 326 840	16 825 777	814 741	2 003 696	3 559 193	22 411 260	266 655 101
21 614	52 136	691	607 827	97 316	329 034	26 714	211 495	1 656 781
<b>68 856 315</b>	<b>27 020 084</b>	<b>3 327 531</b>	<b>17 433 604</b>	<b>912 057</b>	<b>2 332 730</b>	<b>3 585 907</b>	<b>22 622 755</b>	<b>268 311 882</b>
21 848 593	20 431 227	73 541 310	4 569 009	15 710 773	17 725 989	16 314 994	4 766 465	259 950 001
–	–	23 132	878 374	31 245	18 219	27 196	177 652	1 579 958
–	–	–	–	–	–	–	–	8 210 494
<b>21 848 593</b>	<b>20 431 227</b>	<b>73 564 442</b>	<b>5 447 383</b>	<b>15 742 018</b>	<b>17 744 208</b>	<b>16 342 190</b>	<b>4 944 117</b>	<b>269 740 453</b>
3 837 906	2 589 508	3 511 685	12 490 384	837 786	314 827	4 001 575	15 203 256	112 947 120
202 265	131 101	21 039	260 974	174 288	15 442	450 953	167 610	2 806 220
<b>4 040 171</b>	<b>2 720 609</b>	<b>3 532 724</b>	<b>12 751 358</b>	<b>1 012 074</b>	<b>330 269</b>	<b>4 452 528</b>	<b>15 370 866</b>	<b>115 753 340</b>
2 512 909	139 320	1 145 332	–	471 322	644 196	1 003 339	8 081 455	444 155 527
–	–	58 205	–	17 756	–	64 195	11 999	434 324
<b>2 512 909</b>	<b>139 320</b>	<b>1 203 537</b>	<b>–</b>	<b>489 078</b>	<b>644 196</b>	<b>1 067 534</b>	<b>8 093 454</b>	<b>444 589 851</b>
–	127 553	3 734	–	15 542	289 160	43 953	175 433	2 223 640

Comptes publics du Canada 2016-2017

Services professionnels et spéciaux – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services reliés à la construction	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction
<b>Conseil du Trésor</b>						
Secrétariat du Conseil du Trésor.....	4 362 544	–	–	152 213	51 797 027	3 134 369
Commissariat à l'intégrité du secteur public.....	298 213	–	–	2 400	180 442	41 260
Commissariat au lobbying.....	338 620	–	–	3 315	519 904	68 527
École de la fonction publique du Canada.....	19 097	–	–	132 367	9 892 154	714 640
	<b>5 018 474</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>290 295</b>	<b>62 389 527</b>	<b>3 958 796</b>
<b>Conseil privé</b>						
Bureau du Conseil privé.....	444 588	–	–	–	17 722 780	2 156 691
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports.....	327 546	–	4 692	15 112	79 125	274 100
Bureau du directeur général des élections.....	3 160 309	–	–	31 585	16 898 437	819 348
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité.....	143 687	–	–	–	56 564	73 082
Commissariat aux langues officielles.....	182 612	–	9 684	8 298	131 666	431 957
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes.....	216 729	–	–	212	21 343	1 016 003
	<b>4 475 471</b>	<b>–</b>	<b>14 376</b>	<b>55 207</b>	<b>34 909 915</b>	<b>4 771 181</b>
<b>Défense nationale</b>						
Ministère de la Défense nationale.....	342 057 297	–	1 967 273 475	208 672 660	122 771 218	22 638 548
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications.....	130 900	–	–	715	26 852	17 990
Comité externe d'examen des griefs militaires.....	93 991	–	–	15 328	126 374	145 842
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire.....	86 956	–	–	1 000	7 913	39 681
	<b>342 369 144</b>	<b>–</b>	<b>1 967 273 475</b>	<b>208 689 703</b>	<b>122 932 357</b>	<b>22 842 061</b>
<b>Environnement et Changement climatique</b>						
Ministère de l'Environnement.....	16 030 365	–	46 659 355	150 414	8 705 449	8 467 764
Agence canadienne d'évaluation environnementale ...	152 352	–	10 840	–	349 910	462 421
Agence Parcs Canada.....	4 281 093	–	123 702 113	71 563	7 572 257	7 301 950
	<b>20 463 810</b>	<b>–</b>	<b>170 372 308</b>	<b>221 977</b>	<b>16 627 616</b>	<b>16 232 135</b>
<b>Famille, Enfants et Développement social</b>						
Ministère de l'Emploi et du Développement social....	376 252 777	–	–	8 098 184	198 407 369	9 017 832
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail....	480 202	–	–	–	–	103 143
	<b>376 732 979</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>8 098 184</b>	<b>198 407 369</b>	<b>9 120 975</b>

3.4 Services professionnels et spéciaux

Comptes publics du Canada 2016-2017

Services juridiques	Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques et de recherche	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
4 733 543	20 964 992	1 403 010	4 896 218	625 721	593 267	5 564 771	51 372 592	149 600 267
–	120 732	4 894	21 000	22 020	–	32 071	54 218	777 250
–	154 565	3 423	–	8 424	42 257	44 597	59 908	1 243 540
89 596	22 473	297 341	–	87 041	445 002	2 267 226	1 563 231	15 530 168
<b>4 823 139</b>	<b>21 262 762</b>	<b>1 708 668</b>	<b>4 917 218</b>	<b>743 206</b>	<b>1 080 526</b>	<b>7 908 665</b>	<b>53 049 949</b>	<b>167 151 225</b>
396 414	446 951	1 513 277	32 939	429 128	499 934	1 209 702	885 631	25 738 035
171 783	293 553	61 418	7 270	38 274	93 615	380 612	44 796	1 791 896
115 989	2 646 594	241 195	372 770	264 046	839 300	804 903	457 521	26 651 997
–	47 949	2 446	–	24 002	–	26 615	183 548	557 893
1 000	1 079 935	50 419	1 208	40 122	180 126	278 683	249 121	2 644 831
–	–	47 746	–	3 209	6 633	12 086	73 874	1 397 835
<b>685 186</b>	<b>4 514 982</b>	<b>1 916 501</b>	<b>414 187</b>	<b>798 781</b>	<b>1 619 608</b>	<b>2 712 601</b>	<b>1 894 491</b>	<b>58 782 487</b>
13 589 216	40 929 128	92 520 051	11 188 900	5 206 755	35 267 563	128 864 039	521 018 661	3 511 997 511
10 787	42 480	650	–	12 916	–	3 820	21 438	268 548
14 972	122 678	7 129	–	14 406	9 964	51 230	–	601 914
67 350	7 630	4 165	–	19 596	–	50 419	210 091	494 801
<b>13 682 325</b>	<b>41 101 916</b>	<b>92 531 995</b>	<b>11 188 900</b>	<b>5 253 673</b>	<b>35 277 527</b>	<b>128 969 508</b>	<b>521 250 190</b>	<b>3 513 362 774</b>
9 783 318	8 942 615	3 454 844	28 154 543	1 231 326	3 502 371	6 528 503	5 088 903	146 699 770
1 982 925	995 029	2 154	169 761	112 293	99 971	247 648	52 241	4 637 545
4 493 265	1 050 851	2 953 202	4 041 436	946 787	1 363 576	2 435 549	44 707 151	204 920 793
<b>16 259 508</b>	<b>10 988 495</b>	<b>6 410 200</b>	<b>32 365 740</b>	<b>2 290 406</b>	<b>4 965 918</b>	<b>9 211 700</b>	<b>49 848 295</b>	<b>356 258 108</b>
12 956 399	10 232 485	7 269 308	2 019 835	1 451 269	972 088	9 684 894	3 104 800	639 467 240
–	–	2 159	–	56 629	–	41 742	705 622	1 389 497
<b>12 956 399</b>	<b>10 232 485</b>	<b>7 271 467</b>	<b>2 019 835</b>	<b>1 507 898</b>	<b>972 088</b>	<b>9 726 636</b>	<b>3 810 422</b>	<b>640 856 737</b>

Comptes publics du Canada 2016-2017

Services professionnels et spéciaux – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services reliés à la construction	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction
<b>Finances</b>						
Ministère des Finances .....	1 838 781	–	–	48 193	1 255 236	654 899
Agence de la consommation en matière financière du Canada .....	837 911	–	–	495	402 173	328 700
Bureau du surintendant des institutions financières ....	80 092	–	–	150	7 607 706	280 233
Bureau du vérificateur général.....	2 086 699	–	–	30 597	402 499	604 063
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada .....	40 693	–	15 745	3 880	3 153 273	413 141
	<b>4 884 176</b>	<b>–</b>	<b>15 745</b>	<b>83 315</b>	<b>12 820 887</b>	<b>2 281 036</b>
<b>Immigration, Réfugiés et Citoyenneté</b>						
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration .....	211 018 720	–	25 369	74 429 926	57 926 140	4 134 895
Commission de l'immigration et du statut de réfugié .....	2 133 797	–	–	25 599	1 851 904	9 652 265
	<b>213 152 517</b>	<b>–</b>	<b>25 369</b>	<b>74 455 525</b>	<b>59 778 044</b>	<b>13 787 160</b>
<b>Infrastructure et Collectivités</b>						
Bureau de l'infrastructure du Canada .....	<b>4 221 463</b>	<b>–</b>	<b>19 719 189</b>	<b>34 675</b>	<b>6 451 359</b>	<b>762 560</b>
<b>Innovation, Sciences et Développement économique</b>						
Ministère de l'Industrie .....	20 301 380	–	654 361	369 992	51 832 594	4 761 594
Agence canadienne de développement économique du Nord.....	4 881	–	–	–	26 642	89 370
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec .....	282 425	–	26 000	–	568 878	415 512
Agence de promotion économique du Canada atlantique .....	313 651	–	71 327	8 301	547 844	343 335
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario.....	1 182 250	–	–	2 088	1 863 310	182 702
Agence spatiale canadienne .....	4 103 623	–	50 292 325	97 245	2 163 743	700 592
Commission du droit d'auteur.....	167 733	–	–	570	–	45 392
Conseil de recherches en sciences humaines .....	283 310	–	–	5 180	1 075 906	308 909
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie .....	337 455	–	–	8 820	2 044 525	186 704
Conseil national de recherches du Canada .....	6 824 979	–	14 413 472	484 116	9 618 982	930 856
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien .....	330 870	–	–	–	155 498	135 840
Statistique Canada .....	6 097 827	–	–	101 188	3 608 093	1 474 732
	<b>40 230 384</b>	<b>–</b>	<b>65 457 485</b>	<b>1 077 500</b>	<b>73 506 015</b>	<b>9 575 538</b>
<b>Justice</b>						
Ministère de la Justice .....	2 903 298	–	–	359 552	8 917 092	2 971 274
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale .....	349 807	–	–	–	562 179	179 999
Bureau du directeur des poursuites pénales .....	1 011 615	–	–	89 726	481 721	625 471
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	429 826	–	–	10 502	491 150	456 451
Commission canadienne des droits de la personne ....	40 465	–	–	12 656	298 525	72 150
Registraire de la Cour suprême du Canada .....	142 942	–	–	–	192 414	288 223
Service administratif des tribunaux judiciaires .....	1 913 738	–	323 200	22 980	620 566	2 310 336
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs .....	285 821	–	–	63 259	1 257 063	2 103 519
	<b>7 077 512</b>	<b>–</b>	<b>323 200</b>	<b>558 675</b>	<b>12 820 710</b>	<b>9 007 423</b>

3.6 Services professionnels et spéciaux

Services juridiques	Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques et de recherche	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
4 206 765	81 225	523 109	80 547	959 141	239 587	678 624	604 920	11 171 027
432 148	–	–	–	89 684	56 110	121 910	898 354	3 167 485
912 429	–	189 921	–	658 083	86 424	1 302 349	2 346 123	13 463 510
101 546	38 189	177 598	–	976 111	21 984	1 032 398	115 506	5 587 190
784 397	22 000	93 215	–	201 560	13 748	640 868	156 880	5 539 400
<b>6 437 285</b>	<b>141 414</b>	<b>983 843</b>	<b>80 547</b>	<b>2 884 579</b>	<b>417 853</b>	<b>3 776 149</b>	<b>4 121 783</b>	<b>38 928 612</b>
10 933 191	4 796 683	3 574 987	980 066	603 082	4 039 179	3 175 146	16 071 484	391 708 868
154 170	181 399	1 200 705	–	226 393	66 823	687 167	474 688	16 654 910
<b>11 087 361</b>	<b>4 978 082</b>	<b>4 775 692</b>	<b>980 066</b>	<b>829 475</b>	<b>4 106 002</b>	<b>3 862 313</b>	<b>16 546 172</b>	<b>408 363 778</b>
<b>3 220 052</b>	<b>2 120 131</b>	<b>1 298 907</b>	<b>549 750</b>	<b>111 544</b>	<b>225 805</b>	<b>500 588</b>	<b>173 895</b>	<b>39 389 918</b>
14 916 398	9 316 530	2 352 779	4 760 412	1 004 478	2 296 278	4 776 095	3 436 552	120 779 443
168 938	–	–	–	50 772	17 384	138 887	1 412 193	1 909 067
805 155	136 600	71 938	–	110 900	95 160	309 488	1 732 975	4 555 031
720 617	314 101	66 456	–	155 537	119 360	673 000	879 444	4 212 973
113 313	635 398	19 277	18 983	102 627	16 274	201 757	1 905	4 339 884
600 415	1 352 298	1 927 843	37 731 573	161 259	1 011 387	569 120	5 895 330	106 606 753
12 661	90 589	–	–	30 912	221 089	1 653	115 225	685 824
77 759	274 963	19 670	–	216 430	173 487	103 182	225 606	2 764 402
59 733	288 259	67 404	–	352 180	327 941	242 865	444 474	4 360 360
3 228 257	3 182 592	3 696 257	12 091 683	1 840 253	2 449 916	3 806 701	–	62 568 064
83 005	339 194	8 362	–	72 155	27 939	262 073	3 500 919	4 915 855
363 653	477 198	2 330 045	178 290	686 040	13 251	2 739 733	114 075 197	132 145 247
<b>21 149 904</b>	<b>16 407 722</b>	<b>10 560 031</b>	<b>54 780 941</b>	<b>4 783 543</b>	<b>6 769 466</b>	<b>13 824 554</b>	<b>131 719 820</b>	<b>449 842 903</b>
1 290 971	1 128 230	2 231 574	560 537	4 932 985	175 862	3 213 046	6 307 069	34 991 490
1 901 921	451 401	12 430	–	8 613 330	131 295	738 620	111 395	13 052 377
45 522 721	–	683 106	–	1 221 945	121 436	298 178	2 668 864	52 724 783
466 123	502 683	69 324	–	115 549	1 819 851	441 354	445 276	5 248 089
83 268	105 641	18 875	47 128	68 677	88 716	170 126	737 962	1 744 189
9 595	14 041	959 519	6 270	228 322	4 132	98 527	270 378	2 214 363
170 418	126 954	2 668 636	–	96 115	52 134	162 616	516 540	8 984 233
318 218	1 341 339	24 812	1 295	253 287	11 398	566 078	667 291	6 893 380
<b>49 763 235</b>	<b>3 670 289</b>	<b>6 668 276</b>	<b>615 230</b>	<b>15 530 210</b>	<b>2 404 824</b>	<b>5 688 545</b>	<b>11 724 775</b>	<b>125 852 904</b>

Comptes publics du Canada 2016-2017

Services professionnels et spéciaux – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services reliés à la construction	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction
<b>Parlement</b>						
Bibliothèque du Parlement .....	53 327	–	–	29 745	1 344 681	11 288
Chambre des communes.....	1 438 753	–	–	265 595	14 077 526	306 565
Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique .....	188 810	–	–	–	441 077	–
Bureau du conseiller sénatorial en éthique.....	31 410	–	–	–	–	–
Sénat .....	385 776	–	11 919	74 671	757 757	27 914
Service de protection parlementaire.....	659 053	–	–	163 340	950 269	2 250
	<b>2 757 129</b>	<b>–</b>	<b>11 919</b>	<b>533 351</b>	<b>17 571 310</b>	<b>348 017</b>
<b>Patrimoine canadien</b>						
Ministère du Patrimoine canadien .....	1 952 522	–	122 282	44 364	5 110 483	2 032 419
Bibliothèque et Archives du Canada.....	1 751 704	–	525 239	28 194	2 342 468	706 877
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme.....	556 785	–	–	–	11 275	174 234
Commission des champs de bataille nationaux .....	44 840	–	86 056	–	9 586	12 825
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes .....	97 019	–	–	–	1 501 195	990 869
Office national du film .....	161 440	–	8 503 113	–	116 585	169 049
	<b>4 564 310</b>	<b>–</b>	<b>9 236 690</b>	<b>72 558</b>	<b>9 091 592</b>	<b>4 086 273</b>
<b>Pêches, Océans et Garde côtière canadienne</b>						
Ministère des Pêches et des Océans.....	<b>118 919 426</b>	<b>–</b>	<b>246 916 958</b>	<b>572 727</b>	<b>12 306 538</b>	<b>4 615 140</b>
<b>Ressources naturelles</b>						
Ministère des Ressources naturelles .....	43 863 381	–	8 531 526	310 653	10 274 087	2 266 433
Administration du pipe-line du Nord .....	121 982	–	–	–	18 393	326
Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	503 452	–	941 728	24 314	8 405 594	1 540 668
Office national de l'énergie.....	722 226	–	179 462	–	3 428 418	392 777
	<b>45 211 041</b>	<b>–</b>	<b>9 652 716</b>	<b>334 967</b>	<b>22 126 492</b>	<b>4 200 204</b>
<b>Revenu national</b>						
Agence du revenu du Canada .....	<b>167 988 579</b>	<b>–</b>	<b>16 087</b>	<b>2 193 016</b>	<b>112 096 434</b>	<b>3 598 070</b>
<b>Santé</b>						
Ministère de la Santé .....	9 134 111	–	367 467	378 652 390	33 319 152	5 937 482
Agence canadienne d'inspection des aliments .....	6 809 471	–	1 692 343	1 293 444	19 648 794	2 839 597
Agence de la santé publique du Canada.....	5 301 962	–	591 598	979 951	16 990 388	2 655 136
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés.....	8 695	–	–	435	53 714	97 276
Instituts de recherche en santé du Canada.....	150 247	–	–	12 336	1 575 595	225 464
	<b>21 404 486</b>	<b>–</b>	<b>2 651 408</b>	<b>380 938 556</b>	<b>71 587 643</b>	<b>11 754 955</b>

3.8 Services professionnels et spéciaux

Services juridiques	Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques et de recherche	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
75 647	170 487	44 613	–	231 256	212 379	272 988	23 840	2 470 251
474 644	1 761 235	175 937	1 214 632	3 427 096	964 590	2 251 485	231 217	26 589 275
6 023	–	48 592	–	21 661	–	42 597	120 187	868 947
79 470	53 635	–	–	3 505	–	1 649	170	169 839
198 004	488 913	1 244	425 843	461 568	33 883	373 986	101 715	3 343 193
60 501	8 801	17 526 105	–	29 020	16 872	78 792	480	19 495 483
<b>894 289</b>	<b>2 483 071</b>	<b>17 796 491</b>	<b>1 640 475</b>	<b>4 174 106</b>	<b>1 227 724</b>	<b>3 021 497</b>	<b>477 609</b>	<b>52 936 988</b>
2 001 876	541 839	1 052 745	1 173 890	509 289	190 499	1 281 118	7 241 971	23 255 297
606 537	44 114	1 542 423	–	221 505	197 755	458 122	5 901 528	14 326 466
27 642	–	300	83 304	85 025	54 041	61 891	321 527	1 376 024
90 611	–	446 193	–	16 236	20 559	9 888	73 784	810 578
80 184	912 060	140 110	17 455	383 273	155 557	501 202	110 261	4 889 185
133 379	968 340	123 045	190 770	160 429	–	248 216	2 457 217	13 231 583
<b>2 940 229</b>	<b>2 466 353</b>	<b>3 304 816</b>	<b>1 465 419</b>	<b>1 375 757</b>	<b>618 411</b>	<b>2 560 437</b>	<b>16 106 288</b>	<b>57 889 133</b>
<b>14 482 860</b>	<b>12 186 775</b>	<b>7 545 601</b>	<b>30 354 218</b>	<b>1 545 404</b>	<b>2 420 706</b>	<b>8 492 092</b>	<b>4 699 836</b>	<b>465 058 281</b>
6 460 826	5 385 465	3 649 073	14 933 221	999 960	1 617 373	3 562 403	1 254 233	103 108 634
22 446	34 813	–	–	–	–	–	20 011	217 971
185 085	416 398	416 917	1 276 054	268 486	555 467	1 951 450	599 313	17 084 926
634 927	1 262 545	131 740	15 000	306 972	344 320	839 488	2 893 047	11 150 922
<b>7 303 284</b>	<b>7 099 221</b>	<b>4 197 730</b>	<b>16 224 275</b>	<b>1 575 418</b>	<b>2 517 160</b>	<b>6 353 341</b>	<b>4 766 604</b>	<b>131 562 453</b>
<b>68 028 272</b>	<b>872 620</b>	<b>6 957 146</b>	<b>663 395</b>	<b>6 008 839</b>	<b>99 089</b>	<b>10 201 998</b>	<b>6 066 679</b>	<b>384 790 224</b>
19 433 592	14 347 615	3 996 727	12 000 396	1 563 642	9 488 937	6 385 985	15 038 549	509 666 045
7 369 399	293 879	1 260 619	16 764 080	2 147 518	394 151	2 826 873	18 860 594	82 200 762
1 599 354	2 853 560	48 358	17 957 399	710 923	2 242 685	2 495 956	29 884 258	84 311 528
1 321 221	–	886	319 638	27 478	36 517	61 400	319 365	2 246 625
1 847	518 699	306 634	64 449	361 773	519 497	454 196	1 191 992	5 382 729
<b>29 725 413</b>	<b>18 013 753</b>	<b>5 613 224</b>	<b>47 105 962</b>	<b>4 811 334</b>	<b>12 681 787</b>	<b>12 224 410</b>	<b>65 294 758</b>	<b>683 807 689</b>

Comptes publics du Canada 2016-2017

Services professionnels et spéciaux – fin

(en dollars)

Ministère et organisme	Services commerciaux	Services reliés à la construction	Services techniques et d'architecture (y compris la recherche)	Services de santé et de bien-être	Services informatiques	Services d'interprétation et de traduction
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>						
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile .....	2 454 213	–	–	12 505	2 978 400	2 592 852
Agence des services frontaliers du Canada .....	32 357 926	–	147 790	31 083 223	136 068 685	5 975 803
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada.....	5 679	–	–	61	49 125	81 874
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.....	77 044	–	–	–	1 152	114 737
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada.....	59 233	–	–	2 334	135 034	147 100
Commission des libérations conditionnelles du Canada.....	348 326	–	–	37 451	573 480	439 220
Gendarmerie royale du Canada.....	99 682 569	–	21 593 685	80 395 524	59 654 366	–
Service correctionnel du Canada .....	16 180 845	–	3 370 354	158 596 382	12 885 783	4 898 793
	<b>151 165 835</b>	<b>–</b>	<b>25 111 829</b>	<b>270 127 480</b>	<b>212 346 025</b>	<b>14 250 379</b>
<b>Services publics et Approvisionnement</b>						
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux .....	326 675 405	434 492 484	388 775 199	512 769	147 155 815	45 056 717
Commission de la fonction publique .....	514 424	–	–	67 164	2 139 046	326 565
Services partagés Canada .....	5 456 730	–	4 521 561	86 284	141 769 384	1 856 989
	<b>332 646 559</b>	<b>434 492 484</b>	<b>393 296 760</b>	<b>666 217</b>	<b>291 064 245</b>	<b>47 240 271</b>
<b>Transports</b>						
Ministère des Transports .....	21 705 707	–	29 027 313	934 673	17 614 025	3 504 434
Office des transports du Canada .....	22 204	–	–	5 435	820 624	118 511
	<b>21 727 911</b>	<b>–</b>	<b>29 027 313</b>	<b>940 108</b>	<b>18 434 649</b>	<b>3 622 945</b>
<b>Total.....</b>	<b>2 000 562 399</b>	<b>434 492 484</b>	<b>3 028 353 865</b>	<b>1 338 415 135</b>	<b>1 475 324 011</b>	<b>204 194 508</b>

Comptes publics du Canada 2016-2017

Services juridiques	Services de conseillers en gestion	Services de protection	Services scientifiques et de recherche	Frais et services spéciaux	Services d'aide temporaire	Services d'enseignement et de formation	Autres services	Total
2 620 383	1 693 296	1 934 240	69 930	774 325	658 818	2 274 669	1 032 137	19 095 768
20 882 257	2 009 887	14 141 102	1 358 556	390 739	1 717 125	3 241 470	19 584 935	268 959 498
–	89 366	1 551	–	16 602	–	17 072	1 740	263 070
–	–	–	–	10 959	38 431	12 163	–	254 486
80 035	751 412	448	–	38 305	27 551	86 486	–	1 327 938
931 536	85 237	1 907	–	24 804	5 783	168 574	145 418	2 761 736
26 445 751	2 518 401	128 296 368	2 569 185	1 202 508	9 547 445	13 862 940	3 227 634	448 996 376
16 178 622	2 823 753	12 802 003	240 266	834 240	1 983 909	34 795 776	59 111 110	324 701 836
<b>67 138 584</b>	<b>9 971 352</b>	<b>157 177 619</b>	<b>4 237 937</b>	<b>3 292 482</b>	<b>13 979 062</b>	<b>54 459 150</b>	<b>83 102 974</b>	<b>1 066 360 708</b>
17 843 102	130 000 552	35 201 535	31 565 095	1 755 866	6 388 158	8 835 714	235 538 893	1 809 797 304
1 003 189	840 784	309 543	–	60 268	257 631	671 783	2 032 307	8 222 704
1 301 585	50 982 885	4 175 204	21 800	309 092	812 934	7 361 404	1 110 594	219 766 446
<b>20 147 876</b>	<b>181 824 221</b>	<b>39 686 282</b>	<b>31 586 895</b>	<b>2 125 226</b>	<b>7 458 723</b>	<b>16 868 901</b>	<b>238 681 794</b>	<b>2 037 786 454</b>
13 243 820	11 703 520	4 247 309	9 827 103	1 294 429	2 063 251	4 699 051	9 059 495	128 924 130
–	244 467	–	50 326	59 164	16 005	262 104	133 970	1 732 810
<b>13 243 820</b>	<b>11 947 987</b>	<b>4 247 309</b>	<b>9 877 429</b>	<b>1 353 593</b>	<b>2 079 256</b>	<b>4 961 155</b>	<b>9 193 465</b>	<b>130 656 940</b>
<b>461 227 009</b>	<b>412 722 424</b>	<b>462 283 766</b>	<b>286 700 764</b>	<b>79 166 243</b>	<b>122 262 098</b>	<b>330 816 352</b>	<b>1 273 736 424</b>	<b>11 910 257 482</b>

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

# Section 4

*Comptes publics du Canada*

2016-2017

## **Acquisition de terrains, bâtiments et travaux**

### **Table des matières**

	<i>Page</i>
Acquisition de terrains, bâtiments et travaux .....	4.2

## Acquisition de terrains, bâtiments et travaux

L'état qui suit présente le montant total dépensé au cours de l'exercice par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes. Les dépenses découlant d'opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les dépenses découlant d'opérations internes impliquent des organisations faisant partie du périmètre comptable du gouvernement du Canada.

Les renseignements détaillés sont disponibles au <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/2017/index-fra.html>. Ces renseignements comprennent pour chaque programme gouvernemental :

- le montant total dépensé au cours de l'exercice;
- le détail pour les contrats de 250 000 \$ ou plus (25 000 \$ ou plus pour les contrats à prix coûtant majoré). Ce détail comprend le nom et le lieu de l'entrepreneur, une brève description et le lieu du projet, le montant du contrat, les dépenses de l'exercice en cours (c.-à-d. les paiements en espèces et les charges à payer) et le total des dépenses à ce jour; et
- le montant total des dépenses de l'exercice en cours pour les contrats inférieurs à 250 000 \$ (les contrats à prix coûtant majoré inférieurs à 25 000 \$) et le nombre total d'entrepreneurs.

## Acquisition de terrains, bâtiments et travaux

(en dollars)

Ministère et organisme	Acquisition de terrains	Acquisition de travaux de génie	Acquisition de bâtiments non-résidentiels	Acquisition de bâtiments résidentiels	Total
<b>Affaires autochtones et du Nord</b>					
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien .....	–	–	42 856 736	–	42 856 736
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique .....	–	–	540 690	–	540 690
	–	–	<b>43 397 426</b>	–	<b>43 397 426</b>
<b>Affaires mondiales</b>					
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement .....	–	<b>265 840</b>	<b>59 953 060</b>	<b>33 540 287</b>	<b>93 759 187</b>
<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>					
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire .....	–	<b>7 998 426</b>	<b>57 546 881</b>	–	<b>65 545 307</b>
<b>Anciens Combattants</b>					
Ministère des Anciens Combattants .....	–	–	<b>1 917 296</b>	–	<b>1 917 296</b>
<b>Conseil privé</b>					
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports .....	–	–	3 773	–	3 773
Bureau du directeur général des élections .....	–	–	10 800	–	10 800
	–	–	<b>14 573</b>	–	<b>14 573</b>
<b>Défense nationale</b>					
Ministère de la Défense nationale .....	–	172 707 818	267 074 790	80 606 300	520 388 908
Centre de la sécurité des télécommunications .....	–	–	8 358 194	–	8 358 194
	–	<b>172 707 818</b>	<b>275 432 984</b>	<b>80 606 300</b>	<b>528 747 102</b>

### 4.2 Acquisition de terrains, de bâtiments et de travaux

## Acquisition de terrains, bâtiments et travaux – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Acquisition de terrains	Acquisition de travaux de génie	Acquisition de bâtiments non-résidentiels	Acquisition de bâtiments résidentiels	Total
<b>Environnement et Changement climatique</b>					
Ministère de l'Environnement .....	–	93 137	711 654	–	804 791
Agence Parcs Canada.....	1 020 992	329 887 514	29 303 542	4 984 459	365 196 507
	<b>1 020 992</b>	<b>329 980 651</b>	<b>30 015 196</b>	<b>4 984 459</b>	<b>366 001 298</b>
<b>Finances</b>					
Bureau du surintendant des institutions financières .....	–	–	<b>1 485 450</b>	–	<b>1 485 450</b>
<b>Infrastructure et Collectivités</b>					
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	<b>868 518</b>	–	–	–	<b>868 518</b>
<b>Innovation, Sciences et Développement économique</b>					
Conseil national de recherches du Canada .....	–	21 982	41 488 172	–	41 510 154
Statistique Canada .....	–	–	925 581	–	925 581
	–	<b>21 982</b>	<b>42 413 753</b>	–	<b>42 435 735</b>
<b>Justice</b>					
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	–	–	23 747	–	23 747
Commission canadienne des droits de la personne.....	–	–	354 279	–	354 279
Service administratif des tribunaux judiciaires .....	–	–	1 075 082	–	1 075 082
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs .....	–	–	53 880	–	53 880
	–	–	<b>1 506 988</b>	–	<b>1 506 988</b>
<b>Patrimoine canadien</b>					
Bibliothèque et Archives du Canada.....	–	–	2 021 595	–	2 021 595
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme .....	–	–	953 545	–	953 545
Commission des champs de bataille nationaux .....	–	147 292	665 479	–	812 771
	–	<b>147 292</b>	<b>3 640 619</b>	–	<b>3 787 911</b>
<b>Pêches, Océans et Garde côtière canadienne</b>					
Ministère des Pêches et des Océans .....	<b>542 996</b>	<b>267 011 938</b>	<b>20 796 487</b>	<b>270 778</b>	<b>288 622 199</b>
<b>Ressources naturelles</b>					
Ministère des Ressources naturelles.....	–	2 016 157	28 393 637	3 039 917	33 449 711
Office national de l'énergie .....	–	–	128 965	–	128 965
	–	<b>2 016 157</b>	<b>28 522 602</b>	<b>3 039 917</b>	<b>33 578 676</b>
<b>Santé</b>					
Ministère de la Santé .....	–	–	960 153	–	960 153
Agence canadienne d'inspection des aliments .....	–	–	155 837	–	155 837
Agence de la santé publique du Canada.....	–	–	75 232	–	75 232
	–	–	<b>1 191 222</b>	–	<b>1 191 222</b>

*Comptes publics du Canada 2016-2017*

**Acquisition de terrains, bâtiments et travaux – fin**

(en dollars)

Ministère et organisme	Acquisition de terrains	Acquisition de travaux de génie	Acquisition de bâtiments non-résidentiels	Acquisition de bâtiments résidentiels	Total
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>					
Agence des services frontaliers du Canada .....	–	910 748	27 270 360	–	28 181 108
Gendarmerie royale du Canada.....	284 024	11 177 083	85 556 725	6 848 361	103 866 193
Service correctionnel du Canada.....	–	413 805	101 197 924	–	101 611 729
	<b>284 024</b>	<b>12 501 636</b>	<b>214 025 009</b>	<b>6 848 361</b>	<b>233 659 030</b>
<b>Services publics et Approvisionnement</b>					
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	<b>944 996</b>	<b>119 498 653</b>	<b>306 134 737</b>	<b>697 424</b>	<b>427 275 810</b>
<b>Transports</b>					
Ministère des Transports.....	–	125 340 563	14 528 386	140 837	140 009 786
<b>Total.....</b>	<b>3 661 526</b>	<b>1 037 490 956</b>	<b>1 102 522 669</b>	<b>130 128 363</b>	<b>2 273 803 514</b>

# Section 5

*Comptes publics du Canada*

2016-2017

## Acquisition de machinerie et matériel

### Table des matières

	<i>Page</i>
Acquisition de machinerie et matériel .....	5.2

**Acquisition de machinerie et matériel**

L'état suivant présente le montant total dépensé au cours de l'exercice pour chaque catégorie principale de machinerie et matériel, par ministère et organisme sous chaque portefeuille ministériel. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes au gouvernement. Les opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les opérations internes impliquent les ministères et organismes faisant partie du périmètre comptable du gouvernement.

**Acquisition de machinerie et matériel**

(en dollars)

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport <sup>1</sup>	Munitions et armes	Matériel de communication
<b>Affaires autochtones et du Nord</b>			
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien .....	432 307	–	298 755
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique .....	1 486	–	160
	<b>433 793</b>	–	<b>298 915</b>
<b>Affaires mondiales</b>			
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement .....	5 288 612	–	3 344 002
Commission mixte internationale (section canadienne) .....	–	–	4 244
	<b>5 288 612</b>	–	<b>3 348 246</b>
<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>			
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire .....	2 732 971	–	515 427
Commission canadienne des grains .....	42 957	–	159 166
	<b>2 775 928</b>	–	<b>674 593</b>
<b>Anciens Combattants</b>			
Ministère des Anciens Combattants .....	910	–	32 618
Tribunal des anciens combattants (révision et appel) .....	–	–	–
	<b>910</b>	–	<b>32 618</b>
<b>Bureau du secrétaire du gouverneur général</b>			
Bureau du secrétaire du gouverneur général .....	<b>1 247</b>	–	–
<b>Conseil du Trésor</b>			
Secrétariat du Conseil du Trésor .....	152	–	34 582
Commissariat à l'intégrité du secteur public .....	–	–	5 896
Commissariat au lobbying .....	–	–	1 869
École de la fonction publique du Canada .....	–	–	1 102 245
	<b>152</b>	–	<b>1 144 592</b>
<b>Conseil privé</b>			
Bureau du Conseil privé .....	90 458	–	149 806
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports .....	67 014	–	9 289
Bureau du directeur général des élections .....	–	–	61 541
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité .....	–	–	6 935
Commissariat aux langues officielles .....	20	–	109 078
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes .....	–	–	50 184
	<b>157 492</b>	–	<b>386 833</b>

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé <sup>2</sup>	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles logiciels)	Autres équipements et machinerie <sup>3</sup>	Total
2 464 737	191 486	1 075 482	134 447	136 603	265 588	4 999 405
49 891	9 954	955	–	3 808	2 461	68 715
<b>2 514 628</b>	<b>201 440</b>	<b>1 076 437</b>	<b>134 447</b>	<b>140 411</b>	<b>268 049</b>	<b>5 068 120</b>
12 056 480	4 917 380	14 023 949	–	1 511 823	7 688 799	48 831 045
30 055	–	2 910	–	11 016	–	48 225
<b>12 086 535</b>	<b>4 917 380</b>	<b>14 026 859</b>	<b>–</b>	<b>1 522 839</b>	<b>7 688 799</b>	<b>48 879 270</b>
4 319 117	21 643 952	1 418 816	289 437	129 904	8 157 572	39 207 196
210 074	1 268 268	351 564	–	36 657	487 546	2 556 232
<b>4 529 191</b>	<b>22 912 220</b>	<b>1 770 380</b>	<b>289 437</b>	<b>166 561</b>	<b>8 645 118</b>	<b>41 763 428</b>
949 908	–	624 900	–	607 325	14 307	2 229 968
87 076	–	48 604	–	6 577	–	142 257
<b>1 036 984</b>	<b>–</b>	<b>673 504</b>	<b>–</b>	<b>613 902</b>	<b>14 307</b>	<b>2 372 225</b>
<b>313 753</b>	<b>4 558</b>	<b>15 219</b>	<b>–</b>	<b>1 600</b>	<b>5 349</b>	<b>341 726</b>
3 580 073	–	337 235	–	85 130	13 357	4 050 529
103 808	–	13 210	–	–	–	122 914
38 816	–	10 763	–	1 082	–	52 530
295 244	–	250 338	–	4 048	1 542	1 653 417
<b>4 017 941</b>	<b>–</b>	<b>611 546</b>	<b>–</b>	<b>90 260</b>	<b>14 899</b>	<b>5 879 390</b>
4 834 158	470 081	978 845	–	35 298	86 012	6 644 658
481 577	17 990	17 780	–	22 068	66 984	682 702
710 528	–	98 411	–	80 898	5 662	957 040
369 337	–	1 934	–	–	–	378 206
168 693	–	42 025	–	10 002	–	329 818
118 402	–	–	–	5 008	–	173 594
<b>6 682 695</b>	<b>488 071</b>	<b>1 138 995</b>	<b>–</b>	<b>153 274</b>	<b>158 658</b>	<b>9 166 018</b>

Comptes publics du Canada 2016-2017

Acquisition de machinerie et matériel – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport <sup>1</sup>	Munitions et armes	Matériel de communication
<b>Défense nationale</b>			
Ministère de la Défense nationale.....	762 472 385	463 843 521	181 819 059
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications.....	–	–	39 738
Comité externe d'examen des griefs militaires.....	–	–	94
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire.....	–	–	8 303
	<b>762 472 385</b>	<b>463 843 521</b>	<b>181 867 194</b>
<b>Environnement et Changement climatique</b>			
Ministère de l'Environnement.....	3 252 438	56 602	2 368 332
Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	–	–	62 114
Agence Parcs Canada.....	13 799 223	–	1 598 817
	<b>17 051 661</b>	<b>56 602</b>	<b>4 029 263</b>
<b>Famille, Enfants et Développement social</b>			
Ministère de l'Emploi et du Développement social.....	361 826	–	2 205 204
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail.....	–	–	–
	<b>361 826</b>	<b>–</b>	<b>2 205 204</b>
<b>Finances</b>			
Ministère des Finances.....	1 676	–	3 461
Agence de la consommation en matière financière du Canada.....	–	–	11 411
Bureau du surintendant des institutions financières.....	–	–	282 830
Bureau du vérificateur général.....	–	–	146 813
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada.....	–	–	69 394
	<b>1 676</b>	<b>–</b>	<b>513 909</b>
<b>Immigration, Réfugiés et Citoyenneté</b>			
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration.....	35 645	–	786 936
Commission de l'immigration et du statut de réfugié.....	–	–	85 078
	<b>35 645</b>	<b>–</b>	<b>872 014</b>
<b>Infrastructure et Collectivités</b>			
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	<b>33 055</b>	<b>–</b>	<b>146 371</b>
<b>Innovation, Sciences et Développement économique</b>			
Ministère de l'Industrie.....	741 729	–	1 490 727
Agence canadienne de développement économique du Nord.....	–	–	5 255
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.....	27 776	–	6 843
Agence de promotion économique du Canada atlantique.....	76 032	–	3 880
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario.....	115	–	23 717
Agence spatiale canadienne.....	116 434	–	624 754
Commission du droit d'auteur.....	–	–	538
Conseil de recherches en sciences humaines.....	–	–	4 569
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	–	–	9 486
Conseil national de recherches du Canada.....	1 492 383	–	715 084
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien.....	–	–	41 114
Statistique Canada.....	–	–	213 572
	<b>2 454 469</b>	<b>–</b>	<b>3 139 539</b>

5.4 Acquisition de machinerie et matériel

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé <sup>2</sup>	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles logiciels)	Autres équipements et machinerie <sup>3</sup>	Total
168 338 524	201 111 895	27 265 421	8 843 205	3 369 868	413 083 141	2 230 147 019
1 435	–	29 647	–	165	1 899	72 884
7 947	17 321	4 113	–	3 468	–	32 943
59 020	–	30 062	–	4 690	2 253	104 328
<b>168 406 926</b>	<b>201 129 216</b>	<b>27 329 243</b>	<b>8 843 205</b>	<b>3 378 191</b>	<b>413 087 293</b>	<b>2 230 357 174</b>
3 605 220	20 847 588	790 392	–	253 106	2 800 151	33 973 829
459 751	690	216 825	–	1 783	–	741 163
2 930 072	2 491 405	2 293 084	1 557 529	217 609	7 658 591	32 546 330
<b>6 995 043</b>	<b>23 339 683</b>	<b>3 300 301</b>	<b>1 557 529</b>	<b>472 498</b>	<b>10 458 742</b>	<b>67 261 322</b>
18 059 839	946 455	8 743 385	–	798 217	132 310	31 247 236
27 666	–	16 712	–	9 930	–	54 308
<b>18 087 505</b>	<b>946 455</b>	<b>8 760 097</b>	<b>–</b>	<b>808 147</b>	<b>132 310</b>	<b>31 301 544</b>
1 876 698	–	85 884	–	18 676	4 715	1 991 110
201 996	–	27 768	–	–	–	241 175
1 883 619	–	378 997	–	–	25 198	2 570 644
291 759	–	38 279	–	5 362	–	482 213
385 242	–	64 016	–	56 650	–	575 302
<b>4 639 314</b>	<b>–</b>	<b>594 944</b>	<b>–</b>	<b>80 688</b>	<b>29 913</b>	<b>5 860 444</b>
5 765 883	215 011	1 913 639	–	1 165 118	146 906	10 029 138
874 964	2 223	233 372	–	16 956	21 699	1 234 292
<b>6 640 847</b>	<b>217 234</b>	<b>2 147 011</b>	<b>–</b>	<b>1 182 074</b>	<b>168 605</b>	<b>11 263 430</b>
<b>471 586</b>	<b>–</b>	<b>725 838</b>	<b>–</b>	<b>1 982</b>	<b>9 556</b>	<b>1 388 388</b>
6 935 747	2 473 571	2 421 296	–	89 748	1 665 556	15 818 374
14 891	–	16 894	–	1 442	41	38 523
1 064 940	–	30 397	–	–	11 361	1 141 317
246 317	–	190 755	–	57 183	–	574 167
328 247	–	170 542	–	2 063	24 570	549 254
1 257 245	135 156 849	239 039	174 669	31 157	577 230	138 177 377
11 255	–	40 231	–	–	459	52 483
291 100	–	12 005	–	288	527	308 489
486 560	–	20 158	–	1 267	1 017	518 488
7 477 841	41 543 636	1 267 229	12 162 611	139 771	5 302 099	70 100 654
536 852	–	122 583	–	298	–	700 847
20 761 691	71 644	5 668 454	–	365 803	37 715	27 118 879
<b>39 412 686</b>	<b>179 245 700</b>	<b>10 199 583</b>	<b>12 337 280</b>	<b>689 020</b>	<b>7 620 575</b>	<b>255 098 852</b>

Comptes publics du Canada 2016-2017

Acquisition de machinerie et matériel – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport <sup>1</sup>	Munitions et armes	Matériel de communication
<b>Justice</b>			
Ministère de la Justice.....	2 069	–	560 462
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale.....	–	–	6 887
Bureau du directeur des poursuites pénales.....	–	–	167 698
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	–	–	446 528
Commission canadienne des droits de la personne.....	–	–	38 640
Registraire de la Cour suprême du Canada.....	–	–	619 151
Service administratif des tribunaux judiciaires.....	–	–	213 188
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs.....	–	–	128 163
	<b>2 069</b>	<b>–</b>	<b>2 180 717</b>
<b>Parlement</b>			
Bibliothèque du Parlement.....	–	–	67 167
Chambre des communes.....	–	1 728	3 793 030
Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique.....	–	–	13 374
Bureau du conseiller sénatorial en éthique.....	–	–	–
Sénat.....	–	–	81 907
Service de protection parlementaire.....	223 364	67 585	509 005
	<b>223 364</b>	<b>69 313</b>	<b>4 464 483</b>
<b>Patrimoine canadien</b>			
Ministère du Patrimoine canadien.....	1 852	–	783 572
Bibliothèque et Archives du Canada.....	34 443	–	335 520
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme.....	–	–	33 984
Commission des champs de bataille nationaux.....	169 342	–	–
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.....	587	–	731 592
Office national du film.....	–	–	72 866
	<b>206 224</b>	<b>–</b>	<b>1 957 534</b>
<b>Pêches, Océans et Garde côtière canadienne</b>			
Ministère des Pêches et des Océans.....	<b>122 791 642</b>	<b>233 714</b>	<b>13 536 756</b>
<b>Ressources naturelles</b>			
Ministère des Ressources naturelles.....	619 304	–	388 773
Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	150 705	136	396 783
Office national de l'énergie.....	26 027	–	22 160
	<b>796 036</b>	<b>136</b>	<b>807 716</b>
<b>Revenu national</b>			
Agence du revenu du Canada.....	<b>94 960</b>	<b>–</b>	<b>460 410</b>
<b>Santé</b>			
Ministère de la Santé.....	1 846 352	–	873 471
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	2 315 835	–	19 978
Agence de la santé publique du Canada.....	165 994	–	303 860
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés.....	–	–	1 403
Instituts de recherche en santé du Canada.....	–	–	48 800
	<b>4 328 181</b>	<b>–</b>	<b>1 247 512</b>

5.6 Acquisition de machinerie et matériel

Matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé <sup>2</sup>	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles logiciels)	Autres équipements et machinerie <sup>3</sup>	Total
2 236 905	18 394	1 219 332	–	104 500	182 841	4 324 503
132 622	–	42 832	–	104	12 026	194 471
749 897	3 331	139 718	–	10 511	10 513	1 081 668
510 075	–	38 951	–	2 902	–	998 456
354 215	–	73 779	–	2 535	–	469 169
366 308	26 669	73 357	–	1 256	165 690	1 252 431
893 673	–	358 111	–	519 703	744 580	2 729 255
1 128 887	2 096	310 962	–	38 839	21 580	1 630 527
<b>6 372 582</b>	<b>50 490</b>	<b>2 257 042</b>	<b>–</b>	<b>680 350</b>	<b>1 137 230</b>	<b>12 680 480</b>
921 443	2 821	146 474	–	27 014	6 615	1 171 534
7 858 853	–	2 043 263	–	556 516	2 249 538	16 502 928
99 686	–	31 561	–	1 257	–	145 878
10 345	–	–	–	15 657	–	26 002
900 037	22 463	364 256	–	60 716	136 993	1 566 372
22 025	–	13 981	–	7 860	24 829	868 649
<b>9 812 389</b>	<b>25 284</b>	<b>2 599 535</b>	<b>–</b>	<b>669 020</b>	<b>2 417 975</b>	<b>20 281 363</b>
1 740 976	247 404	449 239	–	45 075	621 165	3 889 283
1 045 524	72 711	493 921	–	7 147	92 335	2 081 601
193 555	–	32 823	–	9 902	6 719	276 983
18 209	11 020	–	44 806	56 440	69 904	369 721
747 872	285	65 246	–	35 848	–	1 581 430
2 008 222	–	134 618	–	–	332 019	2 547 725
<b>5 754 358</b>	<b>331 420</b>	<b>1 175 847</b>	<b>44 806</b>	<b>154 412</b>	<b>1 122 142</b>	<b>10 746 743</b>
<b>16 080 040</b>	<b>17 416 143</b>	<b>5 353 891</b>	<b>759 943</b>	<b>869 033</b>	<b>26 988 800</b>	<b>204 029 962</b>
8 532 092	14 485 278	987 871	38 765	317 035	3 066 589	28 435 707
3 714 614	402 599	157 466	–	–	13 063	4 835 366
1 858 913	–	61 017	–	–	14 151	1 982 268
<b>14 105 619</b>	<b>14 887 877</b>	<b>1 206 354</b>	<b>38 765</b>	<b>317 035</b>	<b>3 093 803</b>	<b>35 253 341</b>
<b>19 275 265</b>	<b>22 046</b>	<b>6 488 894</b>	<b>–</b>	<b>618 617</b>	<b>2 238 193</b>	<b>29 198 385</b>
5 402 082	46 863 798	2 580 804	3 168	458 902	2 696 363	60 724 940
5 239 511	8 171 543	487 702	–	311 330	912 259	17 458 158
3 912 409	2 635 274	414 965	79 337	78 725	1 105 399	8 695 963
21 759	–	106	–	12 866	–	36 134
1 572 039	–	159 299	–	867	1 755	1 782 760
<b>16 147 800</b>	<b>57 670 615</b>	<b>3 642 876</b>	<b>82 505</b>	<b>862 690</b>	<b>4 715 776</b>	<b>88 697 955</b>

Comptes publics du Canada 2016-2017

Acquisition de machinerie et matériel – fin

(en dollars)

Ministère et organisme	Machinerie et matériel de transport <sup>1</sup>	Munitions et armes	Matériel de communication
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>			
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile.....	–	–	95 534
Agence des services frontaliers du Canada.....	829 340	402 208	5 384 294
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada.....	–	–	977
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada.....	–	–	–
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada.....	–	–	5 582
Commission des libérations conditionnelles du Canada.....	13 823	–	37 313
Gendarmerie royale du Canada.....	72 700 919	15 989 739	49 445 121
Service correctionnel du Canada.....	11 633 862	2 014 967	204 056
	<b>85 177 944</b>	<b>18 406 914</b>	<b>55 172 877</b>
<b>Services publics et Approvisionnement</b>			
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	474 230	–	2 782 513
Commission de la fonction publique.....	–	–	41 930
Services partagés Canada.....	–	–	67 171 289
	<b>474 230</b>	<b>–</b>	<b>69 995 732</b>
<b>Transports</b>			
Ministère des Transports.....	11 889 230	21 590	3 235 611
Office des transports du Canada.....	–	–	12 330
	<b>11 889 230</b>	<b>21 590</b>	<b>3 247 941</b>
<b>Total.....</b>	<b>1 017 052 731</b>	<b>482 631 790</b>	<b>351 730 969</b>

<sup>1</sup> Cette catégorie comprend des aéronefs et pièces connexes, 551 239 232 \$; des navires, bateaux et pièces connexes, 166 527 747 \$; des véhicules automobiles et pièces connexes, 260 580 197 \$; et des véhicules divers et pièces connexes, 38 705 555 \$.

<sup>2</sup> Cette catégorie comprend les articles tels que des instruments, appareils et accessoires de mesure, de contrôle, de laboratoire, de médecine et d'optique; équipement radar; matériel de sécurité et d'assainissement, système d'alarme et de signalisation; etc.

<sup>3</sup> Cette catégorie comprend les articles tels que matériel élévatoire, transporteur pneumatique, équipement de manutention du matériel et autres.

Matériel d'ordinateur/ matériel connexe et ensembles de logiciels	Matériel spécialisé <sup>2</sup>	Mobilier et installations fixes	Matériel et machinerie industriels	Autre matériel de bureau (excluant matériel d'ordinateur/matériel connexe et ensembles logiciels)	Autres équipements et machinerie <sup>3</sup>	Total
1 707 074	–	764 610	–	54 408	–	2 621 626
12 244 645	9 260 171	1 782 040	–	77 455	681 565	30 661 718
7 703	–	10 794	–	3 444	–	22 918
433	–	–	–	2 109	–	2 542
85 359	–	39 789	–	3 484	–	134 214
67 716	–	451 021	–	4 487	1 720	576 080
41 556 538	9 281 674	6 940 214	41 918	4 868 571	11 377 905	212 202 599
4 905 257	3 748 397	2 482 748	18 664	–	17 805 538	42 813 489
<b>60 574 725</b>	<b>22 290 242</b>	<b>12 471 216</b>	<b>60 582</b>	<b>5 013 958</b>	<b>29 866 728</b>	<b>289 035 186</b>
45 584 074	887 320	24 078 601	3 670 146	703 146	40 274 862	118 454 892
644 094	2 877	71 320	–	15 798	5 771	781 790
312 234 527	508 514	1 067 902	59 465	63 282	16 646 068	397 751 047
<b>358 462 695</b>	<b>1 398 711</b>	<b>25 217 823</b>	<b>3 729 611</b>	<b>782 226</b>	<b>56 926 701</b>	<b>516 987 729</b>
8 084 895	176 065	519 970	1 258 073	49 662	4 512 122	29 747 218
191 536	–	22 642	–	173	8 267	234 948
<b>8 276 431</b>	<b>176 065</b>	<b>542 612</b>	<b>1 258 073</b>	<b>49 835</b>	<b>4 520 389</b>	<b>29 982 166</b>
<b>790 697 538</b>	<b>547 670 850</b>	<b>133 326 047</b>	<b>29 136 183</b>	<b>19 318 623</b>	<b>581 329 910</b>	<b>3 952 894 641</b>

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

# Section 6

*Comptes publics du Canada*

2016-2017

## Paiements de transfert

### Table des matières

	<i>Page</i>
Paiements de transfert .....	6.2

## Paiements de transfert

L'état qui suit présente le montant total dépensé en paiements de transfert au cours de l'exercice, par ministère et organisme, sous chaque portefeuille ministériel. Un paiement de transfert est une subvention, une contribution ou un autre paiement effectué par le gouvernement à l'égard duquel il ne reçoit ni produit, ni service en contrepartie. Les montants présentés comprennent les dépenses découlant d'opérations internes et externes. Les dépenses découlant d'opérations externes impliquent le gouvernement et les tiers, tandis que les dépenses découlant d'opérations internes impliquent des organisations faisant partie du périmètre comptable du gouvernement du Canada.

### Paiements de transfert

(en dollars)

Ministère et organisme	Paiements de transfert aux personnes	Paiements de transfert à l'industrie	Paiements de transfert aux provinces et territoires
<b>Affaires autochtones et du Nord</b>			
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.....	11 911 453	793 731 646	944 032 799
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique.....	10 000	701 483	389 743
	<b>11 921 453</b>	<b>794 433 129</b>	<b>944 422 542</b>
<b>Affaires mondiales</b>			
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement.....	<b>381 467</b>	<b>148 500 000</b>	–
<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>			
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.....	–	<b>559 794 171</b>	<b>930 651 067</b>
<b>Anciens Combattants</b>			
Ministère des Anciens Combattants.....	<b>2 746 037 684</b>	–	–
<b>Bureau du secrétaire du gouverneur général</b>			
Bureau du secrétaire du gouverneur général.....	<b>567 469</b>	–	–
<b>Conseil du Trésor</b>			
Secrétariat du Conseil du Trésor.....	378 056	–	–
Commissariat à l'intégrité du secteur public.....	25 157	–	–
	<b>403 213</b>	–	–
<b>Conseil privé</b>			
Bureau du directeur général des élections.....	–	–	–
<b>Défense nationale</b>			
Ministère de la Défense nationale.....	<b>2 161 102</b>	<b>9 500 000</b>	<b>5 177 394</b>
<b>Environnement et Changement climatique</b>			
Ministère de l'Environnement.....	242 354	507 314	7 093 100
Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	–	–	245 500
Agence Parcs Canada.....	–	–	167 003
	<b>242 354</b>	<b>507 314</b>	<b>7 505 603</b>
<b>Famille, Enfants et Développement social</b>			
Ministère de l'Emploi et du Développement social.....	<b>53 027 345 599</b>	<b>27 042 824</b>	<b>1 101 074 882</b>

### 6.2 Paiements de transfert

Les renseignements détaillés sont disponibles au <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/2017/index-fra.html>. Ces renseignements comprennent pour chaque programme gouvernemental :

- le montant total dépensé au cours de l'exercice;
- le montant total versé pour chaque catégorie de bénéficiaires;
- une liste détaillée, pour chaque catégorie de bénéficiaires, de l'ensemble des versements (c.-à-d. les paiements en espèces et les charges à payer) à un bénéficiaire totalisant 100 000 \$ ou plus. Ce détail comprend le nom et lieu du bénéficiaire ainsi que le montant total versé; et
- le montant total et le nombre total de bénéficiaires, pour chaque catégorie de bénéficiaires, de tous les versements à un bénéficiaire totalisant moins de 100 000 \$.

Paiements de transfert pour ou au nom des organisations internationales et aux pays étrangers	Paiements de transfert aux institutions et organismes à but non lucratif	Paiements de transfert aux municipalités et organismes locaux	Réaffectation des paiements de transfert	Total
–	6 376 483 688	18 825 219	–	8 144 984 805
–	6 001 510	–	–	7 102 736
–	<b>6 382 485 198</b>	<b>18 825 219</b>	–	<b>8 152 087 541</b>
<b>4 089 481 218</b>	<b>60 366 726</b>	<b>15 982 860</b>	–	<b>4 314 712 271</b>
<b>28 784 776</b>	<b>54 556 714</b>	<b>10 000</b>	–	<b>1 573 796 728</b>
<b>11 114 195</b>	<b>17 482 455</b>	–	–	<b>2 774 634 334</b>
–	–	–	–	<b>567 469</b>
731 560	–	–	–	1 109 616
–	–	–	–	25 157
<b>731 560</b>	–	–	–	<b>1 134 773</b>
–	<b>1 211 213</b>	–	–	<b>1 211 213</b>
<b>131 196 474</b>	<b>4 910 938</b>	–	–	<b>152 945 908</b>
24 823 871	116 700 371	1 540 771	–	150 907 781
–	4 332 682	–	–	4 578 182
1 027 290	11 561 261	3 039 124	–	15 794 678
<b>25 851 161</b>	<b>132 594 314</b>	<b>4 579 895</b>	–	<b>171 280 641</b>
<b>1 169 923</b>	<b>848 780 073</b>	<b>92 113 117</b>	–	<b>55 097 526 418</b>

Comptes publics du Canada 2016-2017

Paie ment de transfert – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Paie ments de transfert aux personnes	Paie ments de transfert à l'industrie	Paie ments de transfert aux provinces et territoires
<b>Finances</b>			
Ministère des Finances .....	–	–	<b>66 524 138 543</b>
<b>Immigration, Réfugiés et Citoyenneté</b>			
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration .....	<b>100 646 544</b>	–	<b>378 213 000</b>
<b>Infrastructure et Collectivités</b>			
Bureau de l'infrastructure du Canada .....	–	<b>1 098 342</b>	<b>1 749 513 758</b>
<b>Innovation, Sciences et Développement économique</b>			
Ministère de l'Industrie .....	–	413 911 951	740 309 561
Agence canadienne de développement économique du Nord.....	296 304	5 084 862	15 182 189
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.....	–	141 133 771	4 071 131
Agence de promotion économique du Canada atlantique.....	–	115 834 578	215 474
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario.....	–	72 663 886	9 640 412
Agence spatiale canadienne .....	39 605	10 332 482	–
Conseil de recherches en sciences humaines .....	748 676 303	–	–
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie .....	1 142 066 653	–	–
Conseil national de recherches du Canada .....	–	231 214 528	–
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien .....	–	29 197 272	–
Statistique Canada .....	–	–	–
	<b>1 891 078 865</b>	<b>1 019 373 330</b>	<b>769 418 767</b>
<b>Justice</b>			
Ministère de la Justice .....	911 448	–	335 317 131
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada .....	–	–	–
	<b>911 448</b>	–	<b>335 317 131</b>
<b>Parlement</b>			
Chambre des communes .....	–	–	–
Sénat .....	48 283	–	–
	<b>48 283</b>	–	–
<b>Patrimoine canadien</b>			
Ministère du Patrimoine canadien .....	29 967 702	119 649 824	275 815 677
Bibliothèque et Archives du Canada.....	–	–	–
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme .....	–	–	–
	<b>29 967 702</b>	<b>119 649 824</b>	<b>275 815 677</b>
<b>Pêches, Océans et Garde côtière canadienne</b>			
Ministère des Pêches et des Océans.....	<b>64 631 409</b>	<b>3 412 587</b>	<b>90 000</b>
<b>Ressources naturelles</b>			
Ministère des Ressources naturelles .....	681 570	168 495 829	476 191 977
Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	13 072	–	–
Office national de l'énergie.....	53 720	–	–
	<b>748 362</b>	<b>168 495 829</b>	<b>476 191 977</b>

6 . 4 Paiements de transfert

Paiements de transfert pour ou au nom des organisations internationales et aux pays étrangers	Paiements de transfert aux institutions et organismes à but non lucratif	Paiements de transfert aux municipalités et organismes locaux	Réaffectation des paiements de transfert	Total
<b>492 820 000</b>	<b>4 010 000</b>	–	–	<b>67 020 968 543</b>
<b>18 166 327</b>	<b>690 238 800</b>	–	–	<b>1 187 264 671</b>
–	<b>65 437 156</b>	<b>1 303 659 953</b>	–	<b>3 119 709 209</b>
5 608 000	508 525 667	–	–	1 668 355 179
–	15 128 137	2 956 044	–	38 647 536
–	123 704 025	5 516 749	–	274 425 676
–	126 233 381	20 195 798	–	262 479 231
–	99 978 186	11 563 365	–	193 845 849
34 499 965	10 643 516	–	–	55 515 568
–	–	–	–	748 676 303
–	–	–	–	1 142 066 653
22 112 748	89 722 851	–	–	343 050 127
–	104 580 484	18 965 760	–	152 743 516
–	100 000	–	–	100 000
<b>62 220 713</b>	<b>1 078 616 247</b>	<b>59 197 716</b>	–	<b>4 879 905 638</b>
709 270	37 414 518	110 321	–	374 462 688
–	489 416	–	–	489 416
<b>709 270</b>	<b>37 903 934</b>	<b>110 321</b>	–	<b>374 952 104</b>
977 354	–	–	–	977 354
415 411	–	–	–	463 694
<b>1 392 765</b>	–	–	–	<b>1 441 048</b>
10 816 615	724 759 324	22 577 742	–	1 183 586 884
38 007	1 500 000	–	–	1 538 007
–	20 480 000	–	–	20 480 000
<b>10 854 622</b>	<b>746 739 324</b>	<b>22 577 742</b>	–	<b>1 205 604 891</b>
<b>186 308</b>	<b>31 231 988</b>	–	–	<b>99 552 292</b>
1 576 584	62 845 456	–	–	709 791 416
450 517	1 404 539	–	–	1 868 128
–	740 639	–	–	794 359
<b>2 027 101</b>	<b>64 990 634</b>	–	–	<b>712 453 903</b>

*Comptes publics du Canada 2016-2017*

**Paie ment de transfert – fin**

(en dollars)

Ministère et organisme	Paiements de transfert aux personnes	Paiements de transfert à l'industrie	Paiements de transfert aux provinces et territoires
<b>Revenu national</b>			
Agence du revenu du Canada .....	<b>319 659 267</b>	–	<b>(109 802)</b>
<b>Santé</b>			
Ministère de la Santé .....	–	–	121 137 292
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	42 111 439	–	–
Agence de la santé publique du Canada.....	–	–	7 400
Instituts de recherche en santé du Canada.....	979 939 489	–	–
	<b>1 022 050 928</b>	–	<b>121 144 692</b>
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>			
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile.....	–	–	790 498 036
Gendarmerie royale du Canada.....	197 092 979	–	14 230 446
Service correctionnel du Canada .....	–	–	–
	<b>197 092 979</b>	–	<b>804 728 482</b>
<b>Services publics et Approvisionnement</b>			
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	–	–	–
<b>Transports</b>			
Ministère des Transports .....	<b>255 258</b>	<b>154 858 501</b>	<b>166 068 469</b>
<b>Total.....</b>	<b>59 416 151 386</b>	<b>3 006 665 851</b>	<b>74 589 362 182</b>

Comptes publics du Canada 2016-2017

Paiements de transfert pour ou au nom des organisations internationales et aux pays étrangers	Paiements de transfert aux institutions et organismes à but non lucratif	Paiements de transfert aux municipalités et organismes locaux	Réaffectation des paiements de transfert	Total
-	-	-	-	<b>319 549 465</b>
-	1 910 748 126	-	-	2 031 885 418
-	-	-	-	42 111 439
2 265 773	187 232 897	-	-	189 506 070
42 900	44 266 488	-	-	1 024 248 877
<b>2 308 673</b>	<b>2 142 247 511</b>	-	-	<b>3 287 751 804</b>
912 090	235 138 154	4 660 834	-	1 031 209 114
94 869	903 008	-	-	212 321 302
-	4 780 076	-	-	4 780 076
<b>1 006 959</b>	<b>240 821 238</b>	<b>4 660 834</b>	-	<b>1 248 310 492</b>
-	-	<b>593 474 916</b>	<b>( 562 019 871)</b>	<b>31 455 045</b>
<b>479 237</b>	<b>23 154 422</b>	<b>34 373 223</b>	-	<b>379 189 110</b>
<b>4 880 501 282</b>	<b>12 627 778 885</b>	<b>2 149 565 796</b>	<b>( 562 019 871)</b>	<b>156 108 005 511</b>

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

# Section 7

*Comptes publics du Canada*

2016-2017

## Frais de la dette publique

### Table des matières

	<i>Page</i>
Frais de la dette publique.....	7.2

## Frais de la dette publique

Les frais de la dette publique comprennent :

- les intérêts sur la dette non échue et sur les régimes de retraite et autres comptes;
- l'amortissement de primes et escomptes à l'émission de la dette non échue; et
- les frais de service et coûts d'émission de nouveaux emprunts.

L'état suivant présente le détail des frais de la dette publique pour l'exercice en cours.

## Frais de la dette publique

(en dollars)

Description	Taux d'intérêt (%)	Montant de capital	Montant des frais pour 2016-2017
<b>Dette non échue</b>			
<b>Intérêt sur les obligations négociables<sup>1</sup></b>			
À payer en monnaie canadienne			
CA135087A461 – Sept 2017 .....	1,50	7 968 079 000	133 410 887
CA135087A610 – Juin 2023 .....	1,50	14 200 000 000	212 804 945
CA135087A875 – Mars 2018 .....	1,25	9 284 048 000	126 959 358
CA135087B295 – Août 2016 .....	1,00	–	45 622 230
CA135087B378 – Sept 2018 .....	1,25	10 200 000 000	127 500 000
CA135087B451 – Juin 2024 .....	2,50	13 800 000 000	344 684 066
CA135087B600 – Fév 2017 .....	1,50	–	147 712 492
CA135087B865 – Mars 2019 .....	1,75	10 200 000 000	178 500 000
CA135087B949 – Déc 2047 .....	1,25	8 085 616 000	85 569 122
CA135087C699 – Mai 2016 .....	1,00	–	6 576 354
CA135087C855 – Sept 2019 .....	1,75	16 700 000 000	251 715 078
CA135087C939 – Déc 2065 .....	2,75	3 500 000 000	96 161 859
CA135087D275 – Août 2017 .....	1,25	10 119 320 000	186 770 550
CA135087D358 – Déc 2048 .....	2,75	12 100 000 000	278 917 601
CA135087D507 – Juin 2025 .....	2,25	13 100 000 000	294 480 082
CA135087D689 – Nov 2016 .....	1,00	–	49 558 421
CA135087D929 – Mars 2020 .....	1,50	23 200 000 000	203 012 247
CA135087E265 – Fév 2018 .....	1,25	14 662 123 000	231 300 994
CA135087E349 – Mai 2017 .....	0,25	7 940 190 000	21 266 518
CA135087E596 – Sept 2020 .....	0,75	13 000 000 000	97 500 000
CA135087E679 – Juin 2026 .....	1,50	13 500 000 000	188 609 081
CA135087E752 – Nov 2017 .....	0,25	10 162 316 000	31 609 200
CA135087F254 – Mars 2021 .....	0,75	13 800 000 000	103 500 000
CA135087F338 – Mai 2018 .....	0,25	13 909 526 000	36 516 654
CA135087F585 – Sept 2021 .....	0,75	15 000 000 000	89 924 163
CA135087F668 – Août 2018 .....	0,50	15 324 672 000	61 686 202
CA135087F825 – Juin 2027 .....	1,00	9 000 000 000	34 438 130
CA135087F908 – Nov 2018 .....	0,50	15 600 000 000	42 953 720
CA135087G328 – Mars 2022 .....	0,50	15 000 000 000	21 309 716
CA135087G401 – Fév 2019 .....	0,50	15 600 000 000	23 718 187
CA135087G658 – Mai 2019 .....	0,75	11 700 000 000	7 292 465
CA135087TZ75 – Mars 2021 .....	10,50	567 361 000	59 572 905
CA135087UE28 – Juin 2021 .....	9,75	286 188 000	27 877 778
CA135087UL60 – Déc 2021 .....	4,25	8 064 564 750	341 219 811
CA135087UM44 – Juin 2022 .....	9,25	206 022 000	19 039 584
CA135087UT96 – Juin 2023 .....	8,00	2 358 552 000	188 511 372
CA135087VH40 – Juin 2025 .....	9,00	2 303 156 000	207 094 219
CA135087VS05 – Déc 2026 .....	4,25	7 739 077 500	327 448 020
CA135087VW17 – Juin 2027 .....	8,00	4 035 975 000	322 582 324
CA135087WL43 – Juin 2029 .....	5,75	10 903 380 000	627 943 225

## Frais de la dette publique – suite

(en dollars)

Description	Taux d'intérêt (%)	Montant de capital	Montant des frais pour 2016-2017
CA135087WV25 – Déc 2031 .....	4,00	8 217 034 000	327 220 596
CA135087XG49 – Juin 2033 .....	5,75	12 432 905 000	728 289 744
CA135087XQ21 – Déc 2036 .....	3,00	7 353 684 000	219 630 605
CA135087XW98 – Juin 2037 .....	5,00	13 259 713 000	670 783 153
CA135087YB43 – Juin 2016 .....	4,00	–	46 673 211
CA135087YF56 – Juin 2017 .....	4,00	7 995 404 000	338 428 304
CA135087YK42 – Déc 2041 .....	2,00	7 624 593 000	151 813 860
CA135087YL25 – Juin 2018 .....	4,25	10 522 764 000	450 619 346
CA135087YQ12 – Juin 2041 .....	4,00	15 361 345 000	622 791 516
CA135087YR94 – Juin 2019 .....	3,75	17 650 000 000	661 268 887
CA135087YZ11 – Juin 2020 .....	3,50	13 100 000 000	458 080 128
CA135087ZH04 – Déc 2044 .....	1,50	8 623 538 000	128 778 011
CA135087ZJ69 – Juin 2021 .....	3,25	11 500 000 000	373 407 738
CA135087ZL16 – Juin 2016 .....	2,00	–	23 834 512
CA135087ZQ03 – Sept 2016 .....	2,75	–	90 517 480
CA135087ZS68 – Déc 2045 .....	3,50	16 400 000 000	573 474 359
CA135087ZU15 – Juin 2022 .....	2,75	12 700 000 000	348 930 174
CA135087ZV97 – Mars 2017 .....	1,50	–	119 370 039
		<b>535 861 146 250</b>	<b>12 216 781 223</b>
Moins : titres détenus par le gouvernement et redressement de consolidation....		(418 410 000)	–
		<b>536 279 556 250</b>	<b>12 216 781 223</b>
À payer en devises étrangères			
2001-2003/19 .....	8,25-9,70	26 039 442	2 861 237
2010-2020 .....	3,50	2 837 800 000	96 589 299
2012-2017 .....	0,88	–	29 979 338
2014-2019 .....	1,63	3 989 700 000	63 795 469
2015-2018 .....	1,13	4 654 650 000	52 509 481
		<b>11 508 189 442</b>	<b>245 734 824</b>
Moins : titres détenus par le gouvernement .....		27 141 110	2 561 322
		<b>11 481 048 332</b>	<b>243 173 502</b>
		<b>547 760 604 582</b>	<b>12 459 954 725</b>
<b>Titres au détail</b>			
Obligations d'épargne du Canada <sup>2</sup>			
S49 – 1994/95-2016/17 .....	0,50	–	554 838
S50 – 1995/96-2017/18 .....	0,50	94 521 974	722 565
S51 – 1996/97-2018/19 .....	0,50	144 115 627	1 242 928
S52 – 1997/98-2017/18 .....	0,50	160 417 681	1 156 355
S54 – 1998/99-2018/19 .....	0,50	76 354 261	510 551
S55 – 1998/99-2018/19 .....	0,50	5 442 100	35 886
S56 – 1998/99-2018/19 .....	0,50	1 227 000	8 118
S57 – 1998/99-2018/19 .....	0,50	856 452	5 387
S58 – 1998/99-2018/19 .....	0,50	1 663 159	11 804
S59 – 1999/00-2019/20 .....	0,50	1 054 034	6 797
S60 – 1999/00-2019/20 .....	0,50	42 947 969	287 480
S61 – 1999/00-2019/20 .....	0,50	3 614 509	22 880
S62 – 1999/00-2019/20 .....	0,50	1 657 741	10 804
S63 – 1999/00-2019/20 .....	0,50	923 225	6 044
S64 – 1999/00-2019/20 .....	0,50	1 693 236	11 025
S65 – 2000/01-2020/21 .....	0,50	1 631 959	10 214
S102 – 2006/07-2016/17 .....	0,50	–	336 923
S103 – 2006/07-2016/17 .....	0,50	–	23 257
S104 – 2006/07-2016/17 .....	0,50	–	8 588
S105 – 2006/07-2016/17 .....	0,50	–	7 953
S106 – 2006/07-2016/17 .....	0,50	–	13 945

Comptes publics du Canada 2016-2017

Frais de la dette publique – suite

(en dollars)

Description	Taux d'intérêt (%)	Montant de capital	Montant des frais pour 2016-2017
S107 – 2007/08-2017/18 .....	0,50	2 127 601	12 241
S108 – 2007/08-2017/18 .....	0,50	117 422 383	677 637
S109 – 2007/08-2017/18 .....	0,50	9 150 673	51 884
S110 – 2007/08-2017/18 .....	0,50	2 892 485	17 603
S111 – 2007/08-2017/18 .....	0,50	2 642 619	17 287
S112 – 2007/08-2017/18 .....	0,50	3 379 459	19 415
S113 – 2008/09-2018/19 .....	0,50	5 627 663	30 800
S114 – 2008/09-2018/19 .....	0,50	155 899 441	874 932
S115 – 2008/09-2018/19 .....	0,50	18 787 652	101 739
S116 – 2008/09-2018/19 .....	0,50	8 787 361	49 039
S117 – 2008/09-2018/19 .....	0,50	4 015 530	23 280
S118 – 2008/09-2018/19 .....	0,50	4 580 701	24 869
S119 – 2009/10-2019/20 .....	0,50	4 330 431	23 857
S120 – 2009/10-2019/20 .....	0,50	123 703 857	696 597
S121 – 2009/10-2019/20 .....	0,50	7 903 877	42 261
S122 – 2009/10-2019/20 .....	0,50	2 761 056	14 356
S123 – 2009/10-2019/20 .....	0,50	1 453 340	7 542
S124 – 2009/10-2019/20 .....	0,50	1 980 532	11 154
S125 – 2010/11-2020/21 .....	0,50	1 346 914	7 166
S126 – 2010/11-2020/21 .....	0,50	178 642 287	999 964
S127 – 2010/11-2020/21 .....	0,50	13 221 095	71 079
S128 – 2011/12-2021/22 .....	0,50	215 886 238	1 210 168
S129 – 2011/12-2021/22 .....	0,50	10 219 446	55 440
S131 – 2013/14-2016/17 .....	0,50	–	947 880
S132 – 2014/15-2017/18 .....	0,50	335 572 851	10 805 415
S133 – 2015/16-2018/19 .....	0,50	764 593 786	4 673 948
S134 – 2016/17-2019/20 .....	0,50	730 351 318	1 224 010
S916 – 2014/15-2015/16 .....	0,50	–	472
S917 – 2014/15-2015/16 .....	0,50	–	107
S918 – 2014/15-2015/16 .....	0,50	–	5 844
S920 – 2015/16-2016/17 .....	0,50	–	104
S921 – 2015/16-2016/17 .....	0,50	–	55
S922 – 2015/16-2016/17 .....	0,50	–	1 532
S923 – 2016/17-2016/17 .....	0,50	–	17
S924 – 2016/17-2017/18 .....	0,50	28 364	–
S925 – 2016/17-2017/18 .....	0,50	72 584	–
S926 – 2016/17-2017/18 .....	0,50	578 160	241
		<b>3 266 080 631</b>	<b>27 694 277</b>
<b>Obligations à prime du Canada<sup>2</sup></b>			
P3 – 1998/99-2018/19 .....	1,20-1,40	137 984 822	2 519 150
P4 – 1998/99-2018/19 .....	1,20-1,40	15 144 589	288 953
P5 – 1998/99-2018/19 .....	1,20-1,40	3 861 176	72 630
P6 – 1998/99-2018/19 .....	1,20-1,40	2 422 920	44 680
P7 – 1998/99-2018/19 .....	1,20-1,40	12 559 764	252 734
P8 – 1999/00-2019/20 .....	1,20	8 528 878	154 212
P9 – 1999/00-2019/20 .....	0,70-0,80	47 481 273	530 501
P10 – 1999/00-2019/20 .....	0,70-0,80	14 658 317	165 476
P11 – 1999/00-2019/20 .....	0,70-0,80	5 566 635	63 500
P12 – 1999/00-2019/20 .....	0,70-0,80	4 307 190	49 218
P13 – 1999/00-2019/20 .....	0,70-0,80	10 405 249	114 723
P14 – 2000/01-2020/21 .....	0,70	11 972 782	126 666
P51 – 2006/07-2016/17 .....	1,00	–	–
P52 – 2006/07-2016/17 .....	0,70	–	230 718
P53 – 2006/07-2016/17 .....	0,70	–	73 749
P54 – 2006/07-2016/17 .....	0,70	–	24 824
P55 – 2006/07-2016/17 .....	0,70	–	22 112
P56 – 2006/07-2016/17 .....	0,70	–	141 161

7.4 Frais de la dette publique

## Frais de la dette publique – suite

(en dollars)

Description	Taux d'intérêt (%)	Montant de capital	Montant des frais pour 2016-2017
P57 – 2007/08-2017/18 .....	0,70	11 300 975	99 963
P58 – 2007/08-2017/18 .....	1,40-0,80	45 157 117	610 211
P59 – 2007/08-2017/18 .....	1,40-0,80	11 296 971	160 537
P60 – 2007/08-2017/18 .....	1,40-0,80	3 348 905	53 347
P61 – 2007/08-2017/18 .....	1,40-0,70	2 676 916	44 476
P62 – 2007/08-2017/18 .....	1,40-0,70	6 915 565	109 717
P63 – 2008/09-2018/19 .....	1,40	7 988 978	132 600
P64 – 2008/09-2018/19 .....	1,20-1,40	86 036 496	1 246 289
P65 – 2008/09-2018/19 .....	1,20-1,40	46 544 946	664 805
P66 – 2008/09-2018/19 .....	1,20-1,40	19 183 494	267 930
P67 – 2008/09-2018/19 .....	1,20-1,40	11 343 616	150 561
P68 – 2008/09-2018/19 .....	1,20-1,40	12 479 001	163 580
P69 – 2009/10-2019/20 .....	1,20	11 749 371	149 590
P70 – 2009/10-2019/20 .....	0,70-0,80	44 300 032	359 432
P71 – 2009/10-2019/20 .....	0,70-0,80	26 354 438	217 293
P72 – 2009/10-2019/20 .....	0,70-0,80	10 318 823	83 944
P73 – 2009/10-2019/20 .....	0,70-0,80	7 889 422	64 627
P74 – 2009/10-2019/20 .....	0,70-0,80	7 043 501	55 816
P75 – 2010/11-2020/21 .....	0,70	5 902 281	43 470
P76 – 2010/11-2020/21 .....	1,40-0,80	63 983 570	816 933
P77 – 2010/11-2020/21 .....	1,40-0,80	44 242 138	593 685
P78 – 2011/12-2021/22 .....	1,20-1,40	84 573 532	1 160 814
P79 – 2011/12-2021/22 .....	1,20-1,40	38 876 355	527 746
P82 – 2013/14-2016/17 .....	1,40	–	896 314
P83 – 2013/14-2016/17 .....	1,40	–	347 297
P84 – 2014/15-2017/18 .....	1,20-1,40	61 253 219	1 811 313
P85 – 2014/15-2017/18 .....	1,20-1,40	34 594 121	459 210
P86 – 2015/16-2018/19 .....	0,70-0,80	78 026 499	599 403
P87 – 2015/16-2018/19 .....	0,70-0,80	56 569 192	433 391
P88 – 2016/17-2019/20 .....	0,80	101 092 486	341 008
P89 – 2016/17-2019/20 .....	0,80	36 421 321	98 478
P966 – 2014/15-2015/16 .....	1,00	–	9 350
P967 – 2014/15-2015/16 .....	1,00	–	11 396
P968 – 2014/15-2015/16 .....	1,00	–	37 509
P969 – 2014/15-2015/16 .....	1,00	–	6 737
P970 – 2015/16-2016/17 .....	0,70	–	1 199
P971 – 2015/16-2016/17 .....	0,70	–	3 466
P972 – 2015/16-2016/17 .....	0,70	–	7 532
P973 – 2016/17-2016/17 .....	0,70	–	2 190
P974 – 2016/17-2017/18 .....	0,80	270 174	553
P975 – 2016/17-2017/18 .....	0,80	295 613	–
P976 – 2016/17-2017/18 .....	0,80	14 338 644	8 365
		<i>1 267 261 307</i>	<i>17 727 084</i>
		<b>4 533 341 938</b>	<b>45 421 361</b>

## Billets à moyen terme

À payer en devises étrangères

2013/14-2016/17 .....	variable	–	2 901 888
2013/14-2019/20 .....	1,85	66 495 000	1 201 200
2013/14-2019/20 .....	variable	66 495 000	517 755
2013/14-2019/20 .....	variable	166 237 500	1 335 487
2013/14-2020/21 .....	2,30	66 495 000	1 521 814
2014/15-2020/21 .....	variable	166 237 500	1 322 828
2014/15-2020/21 .....	variable	132 990 000	1 038 476
2014/15-2020/21 .....	variable	332 475 000	2 596 191
2014/15-2020/21 .....	variable	66 495 000	513 037
2014/15-2020/21 .....	0,15	212 835 000	308 966
2015/16-2021/22 .....	variable	66 495 000	536 942
2015/16-2019/20 .....	1,45	66 495 000	943 170
2015/16-2018/19 .....	variable	332 475 000	2 332 330
2015/16-2019/20 .....	1,28	199 485 000	2 514 018
2016/17-2019/20 .....	variable	199 485 000	1 229 013

Comptes publics du Canada 2016-2017

Frais de la dette publique – suite

(en dollars)

Description	Taux d'intérêt (%)	Montant de capital	Montant des frais pour 2016-2017
2016/17-2019/20 .....	variable	132 990 000	649 506
2016/17-2019/20 .....	variable	332 475 000	726 615
		<b>2 606 655 000</b>	<b>22 189 236</b>
<b>Total des intérêts sur la dette non échue.....</b>		<b>554 900 601 520</b>	<b>12 527 565 322</b>
Amortissement d'escomptes à l'émission de bons du Trésor			
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 2015-2016.....		–	206 165 289
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 2016-2017.....		136 700 000 000	530 915 408
		<i>136 700 000 000</i>	<i>737 080 697</i>
Amortissement d'escomptes à l'émission de bons du Canada			
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 2015-2016.....		–	3 238 603
Amortissement d'escomptes concernant les émissions de 2016-2017.....		3 521 450 189	24 461 216
		<i>3 521 450 189</i>	<i>27 699 819</i>
		<b>140 221 450 189</b>	<b>764 780 516</b>
Amortissement d'escomptes et primes à l'émission d'obligations négociables.....		–	202 982 179
Amortissement d'escomptes et primes à l'émission d'obligations à rendement réel .....		–	(135 995 452)
Amortissement d'escomptes et primes à l'émission d'obligations en devises étrangères .....		–	5 993 750
Ajustement à l'indice des prix à la consommation des obligations à rendement réel .....		–	1 098 016 857
		–	<b>1 170 997 334</b>
<b>Total de l'amortissement de primes et d'escomptes sur d'autres dettes.....</b>		<b>140 221 450 189</b>	<b>1 935 777 850</b>
<b>Réévaluation des swaps de devises .....</b>	<b>divers</b>	<b>7 763 876 882</b>	<b>(334 741 736)</b>
<b>Frais de service et coûts d'émission de nouveaux emprunts .....</b>	<b>divers</b>		<b>10 049 410</b>
<b>Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés .....</b>	<b>divers</b>	<b>5 321 997 204</b>	
<b>Obligation découlant de contrats de location-acquisition .....</b>	<b>divers</b>	<b>3 225 837 581</b>	<b>199 601 363</b>
<b>Autre dette non échue .....</b>	<b>divers</b>	<b>2 198 770 224</b>	<b>81 744 371</b>
<b>Total des frais de la dette publique relativement à la dette non échue .....</b>		<b>713 632 533 600</b>	<b>14 419 996 580</b>
<b>Régimes de retraite et autres avantages futurs (intérêts)</b>			
Régimes de retraite du secteur public			
Compte de la caisse de retraite des Forces canadiennes .....	divers	173 590 110	
Compte de pension de retraite des Forces canadiennes .....	divers	45 208 526 862	1 977 892 099
Compte de convention de retraite des parlementaires.....	divers	254 929 605	11 471 139
Compte d'allocations de retraite des parlementaires.....	divers	509 482 465	22 844 341
Compte de la caisse de retraite de la fonction publique.....	divers	322 529 984	–
Compte de pension de retraite de la fonction publique.....	divers	94 209 273 550	4 128 334 225
Compte de la caisse de retraite de la Force de réserve.....	divers	(63 015 318)	
Compte de convention de retraite			
CCR n° 1 – Forces canadiennes.....	divers	409 218 089	17 658 754
CCR n° 1 – Fonction publique.....	divers	1 193 245 712	51 628 364
CCR n° 1 – Gendarmerie royale du Canada.....	divers	33 996 630	1 473 820
CCR n° 2 – Fonction publique.....	divers	717 522 186	34 240 959
Compte de la caisse de retraite de la Gendarmerie royale du Canada.....	divers	16 302 316	–
Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada.....	divers	13 274 926 951	569 395 398
Compte de prestations de retraite supplémentaires (juges).....	divers	223 713 819	1 509 639
Compte de prestations de retraite supplémentaires (autres).....	divers	815 777	5 823
		<i>156 485 058 738</i>	<i>6 816 454 561</i>
Provision pour redressements au titre des régimes de retraite .....	divers	(4 769 000 000)	26 000 000
Société d'État et autres entités consolidées.....	divers	90 432 000	(143 729 000)
		<b>151 806 490 738</b>	<b>6 698 725 561</b>

7.6 Frais de la dette publique

## Frais de la dette publique – suite

(en dollars)

Description	Taux d'intérêt (%)	Montant de capital	Montant des frais pour 2016-2017
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants			
Régimes de soins de santé de la fonction publique et de services dentaires pour les pensionnés .....		29 203 000 000	801 000 000
Prestations d'invalidité et autres avantages futurs de la			
Gendarmerie royale du Canada .....		6 702 000 000	242 000 000
Indemnités de cessation d'emploi et autres .....		2 401 000 000	72 000 000
Régime de congés de maladie .....		1 686 000 000	40 000 000
Prestations d'invalidité et autres avantages futurs des anciens combattants .....		51 945 000 000	1 587 000 000
Indemnisation des accidents du travail .....		1 300 000 000	32 000 000
Sociétés d'État consolidées et autres entités .....		330 833 000	8 862 000
	<b>divers</b>	<b>93 567 833 000</b>	<b>2 782 862 000</b>
<b>Total des frais de la dette publique relativement aux régimes de retraite et autres avantages futurs.....</b>			
		<b>245 374 323 738</b>	<b>9 481 587 561</b>
<b>Autres passifs</b>			
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus par le Fonds de placement du Régime de pensions du Canada) .....	divers	<b>105 507 587</b>	<b>1 287 987</b>
Compte des rentes sur l'État.....	divers	<b>120 487 086</b>	<b>8 555 582</b>
Comptes de dépôt			
Corporation de développement des investissements du Canada			
Retenues – Privatisation .....	divers	21 748 541	–
Société de gestion Canada Hibernia			
Fonds de réserve pour abandon .....	divers	98 374 361	536 338
Code canadien du travail – Appels sur recouvrement de salaire .....	divers	1 495 224	7 404
Dépôt en garantie pour échanges de devises .....		94 471 400	–
Dépôts de garantie aux entrepreneurs.....	divers	9 580 259	66 700
Dépôts de garantie générale .....	divers	7 018 701	–
Comptes ne portant pas intérêt .....		306 085 993	–
		<b>538 774 479</b>	<b>610 442</b>
Comptes en fiducie			
Comptes en fiducie gérés .....	divers	195 197	885
Service canadien du renseignement de sécurité			
Bourses scolaires.....	divers	26 540	119
Service correctionnel du Canada			
Fonds de fiducie des détenus .....	divers	18 899 212	5 646
Fonds de successions .....	divers	14 642	–
Fonds des bandes indiennes .....	divers	645 078 668	13 090 360
Comptes de succession des Indiens .....	divers	26 414 433	351 692
Comptes d'épargne des Indiens .....	divers	29 715 430	1 976 730
Convention de règlement relative aux pensionnats indiens			
Paiements d'expérience commune .....	divers	82 397 039	371 022
Gendarmerie royale du Canada – Caisse fiduciaire de bienfaisance .....	divers	2 303 677	7 595
Fonds de fiducie de l'administration et du bien-être – Anciens Combattants .....	divers	805 784	4 093
Comptes ne portant pas intérêt .....		470 697	–
		<b>806 321 319</b>	<b>15 808 142</b>
<b>Total comptes de dépôt et en fiducie .....</b>			
		<b>1 345 095 798</b>	<b>16 418 584</b>
Autres comptes à fins déterminées			
Comptes d'assurance et de prestations de décès			
Compte de prestations de décès de la fonction publique .....	divers	3 626 907 397	154 846 365
Compte de prestations de décès de la Force régulière .....	divers	189 500 082	8 133 697
Comptes ne portant pas intérêt .....		3 080 189	–
		<b>3 819 487 668</b>	<b>162 980 062</b>
Comptes de pension			
Compte de pension pour les agents des rentes .....	divers		–
Compte de régimes contributif – Employés recrutés sur place.....	divers	82 075	–
Gendarmerie royale du Canada			
Caisse de pension des personnes à charge .....	divers	15 791 974	738 468
		<b>15 874 049</b>	<b>738 468</b>

Comptes publics du Canada 2016-2017

Frais de la dette publique – fin

(en dollars)

Description	Taux d'intérêt (%)	Montant de capital	Montant des frais pour 2016-2017
<b>Autres comptes</b>			
Programme Agri-investissement.....	divers	5 429 282	27 751
Programme Agri-stabilité.....	divers	47 754 052	–
Fonds des écoles publiques – Ontario et Québec.....	5,00	2 677 771	133 888 <sup>3</sup>
Service administratif des tribunaux judiciaires			
Compte spécial.....	divers	5 592 639	26 711
Compte d'attente pour fonds appartenant aux Indiens.....	divers	45 064 628	747 843
Comptes ne portant pas intérêt.....		176 404 626	
		<b>282 922 998</b>	<b>936 193</b>
<b>Revenus reportés – Comptes à fins déterminées<sup>4</sup></b>			
Accords à frais partagés – Recherche – Agriculture.....	divers	–	44 992
Conseil de recherches en sciences humaines – Fonds de fiducie.....	divers	–	1 037
<b>Total des autres comptes à fins déterminées.....</b>		<b>4 118 284 715</b>	<b>164 700 752</b>
Allocations de droits de tirage spéciaux.....	divers	– <sup>5</sup>	<b>16 686 378</b>
<b>Total des frais de la dette publique relativement aux autres passifs.....</b>		<b>5 689 375 186</b>	<b>207 649 283</b>
<b>Comptes à fins déterminées consolidés (intérêts)</b>			
Commission des champs de bataille nationaux – Fonds de fiducie.....	divers	814 422	3 548
Caisse d'indemnisation des dommages dus à la pollution			
par les hydrocarbures causée par les navires.....	divers	409 454 882	3 214 795
Compte de fiducie Mackenzie King.....	divers	225 000	4 793
Dons pour la recherche sur la santé.....	divers	75 000	19 703
Conseil de recherches en sciences humaines			
Fonds pour les boursiers de la Reine.....	divers	250 000	1 627
Comptes ne portant pas intérêt.....		3 632 600 649	–
<b>Total des frais de la dette publique relativement aux comptes à fins déterminées consolidés.....</b>		<b>4 043 419 953</b>	<b>3 244 466</b>
<b>Total des frais de la dette publique avant redressement de consolidation.....</b>		<b>968 739 652 477</b>	<b>24 112 477 890</b>
<b>Redressements cumulés de la consolidation (les opérations de l'exercice en cours sont présentées avec les revenus et les dépenses du gouvernement).....</b>			
		<b>(4 043 419 953)</b>	<b>(3 244 466)</b>
<b>Total des frais de la dette publique.....</b>		<b>964 696 232 524</b>	<b>24 109 233 424</b>
<b>Composé de :</b>			
Frais de la dette publique en vertu d'autorisations législatives			
avant provision et redressements de consolidation.....			21 165 999 156
Total de la provision des frais de la dette publique.....			2 946 478 734
Redressements de consolidation.....			(3 244 466)
<b>Total des frais de la dette publique.....</b>			<b>24 109 233 424</b>

<sup>1</sup> Les mois et années pour chaque série d'obligation négociable correspondent aux mois et à l'année d'échange.

<sup>2</sup> Les années pour chaque série d'obligation correspondent à l'année d'émission et à l'année d'échange.

<sup>3</sup> Les intérêts sont versés aux provinces de l'Ontario et du Québec sur la base de la population.

<sup>4</sup> Des informations supplémentaires sur les revenus reportés des comptes à fins déterminées sont fournies à la section 5 du volume 1.

<sup>5</sup> Aucun montant de capital n'est présenté puisque le solde de clôture de ce compte de passif est présenté aux comptes d'opérations de changes à la section 8 du volume 1.

# Section 8

*Comptes publics du Canada*

2016-2017

## **Paiements de réclamations contre l'État, paiements à titre gracieux et montants adjudés par une cour**

### **Table des matières**

	<i>Page</i>
Paiements de réclamations contre l'État.....	8.2
Paiements à titre gracieux.....	8.26
Montants adjudés par une cour.....	8.29

## Paiements de réclamations contre l'État

Cet état fournit, par portefeuille ministériel et par ministères et organismes, le détail de tous les paiements de réclamations contre l'État de 1 000 \$ ou plus. Les paiements inférieurs à 1 000 \$ sont présentés en un seul montant à la fin de chaque ministère et organisme, avec le nombre total de ces paiements. Lorsque la situation justifie la non-divulgaration, le nom du récipiendaire peut ne pas être publié.

### Paiements de réclamations contre l'État

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
<b>Affaires autochtones et du Nord</b>	
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	
Accident impliquant un véhicule de l'État	
Saskatchewan Government Insurance pour	
Howe R .....	2 172
Règlement de réclamations d'abus	
Firmes d'avocats variées en fiducie pour	
Noms retenus (1 055) .....	114 367 276
Règlement d'une réclamation d'un différend lié à la nomination d'un conciliateur	
Nunavut Tunngavik Incorporated .....	30 000
Règlement d'une revendication reliée aux torts causés durant l'enfance en vertu de la <i>Loi sur les recours collectifs</i>	
Koskie Minsky LLP en fiducie pour	
Adams W, Anderson C, Asivak S, Holwell R, Lucy E, Obed T, Webber A .....	50 000 000
Règlement d'une réclamation liée à des allégations de pratiques discriminatoires liées au financement d'éducation en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i>	
La Première Nation Mississaugas of the New Credit .....	780 213
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Nom retenu .....	12 000
Nom retenu .....	15 000
Règlement d'une réclamation liée aux Projets de commémoration et de guérison	
Koskie Minsky LLP en fiducie pour	
Le Conseil de NunatuKavut, la Nation Innu et les Nunatsiavuts .....	1 000 000
Règlement d'une réclamation liée aux allégations de fautes commises par l'État en préparant et en adoptant la section 4 de la <i>Loi sur le transfert de responsabilités aux Territoires du Nord-Ouest</i>	
Boughton Law Corporation en fiducie pour	
Sahtu Secretariat Incorporated .....	100 000
Règlement d'une réclamation liée aux allégations que le Canada a permis à l'Ontario de construire une autoroute sur les terres d'une réserve sans compensation adéquate dans les années 1920 et 1960	
Olthuis Kleer Townshend LLP en fiducie pour	
La Première Nation de Whitefish River .....	500 000
Règlement d'une réclamation liée aux amendements de la <i>Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie</i>	
Pape Salter Teillet LLP en fiducie pour	
Gouvernement des Tliches .....	303 000
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (21) .....	3 470
	<b>167 113 131</b>
<b>Affaires mondiales</b>	
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	
Règlement d'une réclamation liée à un licenciement	
Levitt LLP en fiducie pour	
Nom retenu .....	40 000
Renaud Todd LLP en fiducie pour	
Nom retenu .....	115 000
Schneider & Schneider Rechtsanwalts GmbH en fiducie pour	
Wadman D .....	30 804
SCP Ndiaye et Mbodji en fiducie pour	
Khouma I .....	12 021
Zuazua E .....	4 728
Règlement d'une réclamation liée à une violation présumée des droits de la personne	
Goldblatt Partners LLP en fiducie pour	
Nom retenu .....	10 000
Nom retenu .....	30 000

## Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Réclamations pour dommages et autres en raison de la transition au système de paye Phénix	
Nom retenu .....	4 056
Règlement d'une réclamation pour dommage à une propriété	
Clarke A .....	2 005
Règlement d'une réclamation pour dommage à un véhicule	
Galigan A .....	1 479
Sutton C .....	3 103
Yong'an G .....	2 000
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (12) .....	2 501
	<u>257 697</u>
<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>	
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	
Accident impliquant un véhicule de l'État	
Aviva Canada Inc pour	
Baglole S .....	4 338
Noble Spuds Ltd .....	20 646
Saskatchewan Government Insurance pour	
Friesen RL .....	1 430
Réclamations pour dommages et autres en raison de la transition au système de paye Phénix	
Nom retenu .....	2 099
Règlement d'une réclamation liée à un bien endommagé	
Innotech Windows & Doors pour	
Université de la Colombie-Britannique .....	1 428
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Nom retenu .....	17 000
Nom retenu .....	25 000
Règlement d'une réclamation liée à un véhicule endommagé	
Star Motors Collision Centre pour	
Suttie S .....	1 730
Règlement hors cour d'une réclamation liée à un accident impliquant un véhicule de l'État	
Cox & Palmer en fiducie pour	
Tim's Crane Service Inc .....	96 000
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (11) .....	3 879
	<u>173 550</u>
Commission canadienne des grains	
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Nom retenu .....	
Règlement d'une réclamation suite à un accident de véhicule motorisé	
Unifund Assurance Company pour	
Qouldchikh O .....	1 420
	<u>31 420</u>
	<u>204 970</u>
<b>Anciens Combattants</b>	
Ministère des Anciens Combattants	
Règlement à l'amiable d'une réclamation liée à l'emploi	
Nom retenu .....	575 745
Règlement d'une réclamation liée à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i>	
Nom retenu .....	8 990
Règlement d'une réclamation liée à l'admissibilité de l'indemnité de décès	
Nom retenu .....	310 380
Règlement d'une réclamation liée à l'emploi	
Jones Emery Hargreaves Swan LLP en fiducie pour	
Nom retenu .....	195 000
Noms retenus (2) .....	140 000
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Nom retenu .....	4 496
Règlement d'une réclamation liée aux avantages de soins de santé et prestations de services	
Nom retenu .....	45 000

*Comptes publics du Canada 2016-2017*

**Paievements de réclamaions contre l'État – suite**

(en dollars)

Déail et bénéficiaire	Montant
Règlement d'une réclamation liée aux prestations d'invalidité	
Nom retenu .....	275 000
Règlement d'une réclamation pour le remplacement d'appareils auditifs	
Béluse M .....	2 403
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (6) .....	634
	<u>1 557 648</u>
<b>Conseil du Trésor</b>	
Secrétariat du Conseil du Trésor	
Règlement d'une réclamation en vertu de la <i>Loi sur la pension de la fonction publique</i>	
Tremblay A.....	30 790
Règlement d'une réclamation liée à des griefs devant la Commission des relations de travail et de l'emploi dans la fonction publique	
Noms retenus (2) paievements de 10 000 \$ à 57 400 \$ .....	67 400
Règlement d'une réclamation liée au Régime d'assurance-invalidité de longue durée de la Gendarmerie royale du Canada	
McInnes Cooper en fiducie pour	
White D et al .....	6 000 000
Règlement lié à une demande de contrôle judiciaire	
Raven Cameron Ballantyne & Yazbeck s r l en fiducie pour	
Alliance de la Fonction publique du Canada .....	2 500
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (5) .....	1 737
	<u>6 102 427</u>
École de la fonction publique du Canada	
Règlement d'une réclamation liée à l'emploi	
Noms retenus (3) .....	86 970
	<u>6 189 397</u>
<b>Conseil privé</b>	
Bureau du Conseil privé	
Règlement d'une réclamation	
Nom retenu .....	72 000
Nom retenu .....	46 400
	<u>118 400</u>
Bureau du directeur général des élections	
Paievement inférieur à 1 000 \$ (1) .....	700
Commissariat aux langues officielles	
Paievement inférieur à 1 000 \$ (1) .....	96
	<u>119 196</u>
<b>Défense nationale</b>	
Ministère de la Défense nationale	
Réclamaions pour dommages et autres en raison de la transition au système de paye Phénix	
Nom retenu .....	1 426
Indemnisation pour des dommages environnementaux	
K&L Land Partnership.....	4 400 000
Paieement pour des dommages environnementaux en Allemagne	
Bima .....	677 189
Prestations en cours pour blessures/invalidité à des civils de Lahr, Allemagne	
Bafu.....	95 406
Réclamaions ministérielles en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i>	
Noms retenus (11).....	212 907
Règlement de réclamation à la suite d'un accident impliquant un véhicule de l'État	
Allstate du Canada, compagnie d'assurance pour	
McCann G.....	1 851
Padilla T.....	5 355
Aviva Canada Inc pour	
Banasek T .....	3 131

**8.4 Paievements de réclamaions contre l'État, paievements à titre gracieux et montants adjugés par une cour**

## Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Brown K.....	1 715
Canadian Direct Insurance pour	
Khan I.....	1 638
Certas direct compagnie d'assurances pour	
Yeadon A.....	10 840
Crawford & Company pour	
Oxford Properties Group.....	1 093
Durrwachter J.....	6 654
Elms J.....	7 011
Gillingham B.....	5 217
Homer B.....	1 111
Insurance Corporation of British Columbia pour	
Lutz A.....	1 298
Maskell G.....	1 335
Wallace W.....	1 367
Intact compagnie d'assurance pour	
Doherty M.....	3 958
Fullerton M.....	1 179
Jarvisco Holdings Ltd.....	3 182
Jeremy Carr and Associates en fiducie pour	
Bamra G.....	21 000
Johnson K.....	39 000
La Personnelle compagnie d'assurances pour	
Beyene N.....	2 952
Brush J.....	1 299
Jalbert M.....	1 462
Murray R.....	1 297
MacGillivray Injury and Insurance Law en fiducie pour	
Swim D.....	115 500
Metlife pour	
Smith R.....	1 897
Ministère des Transports de l'Ontario.....	2 278
Murphy S.....	2 500
Northbridge Insurance pour	
Gosselin Pipe and Steel Ltd.....	3 457
Primum compagnie d'assurance pour	
Hon KC.....	4 172
Muir R.....	2 524
Saskatchewan Government Insurance pour	
Byrnes T.....	3 480
Falastein P.....	1 461
Ismail M.....	2 103
Sécurité Nationale compagnie d'assurance pour	
Campbell L.....	1 401
Smith G.....	1 571
Société d'assurance publique du Manitoba pour	
Fontaine E.....	1 170
Grabowecky C.....	1 916
Hauser K.....	2 363
Nott B.....	1 326
Rempel J.....	2 600
Sandoval A.....	3 881
U Drive Car Rental.....	11 825
Williams J.....	1 731
TD Assurance pour	
Meloche S.....	6 714
Wilson C.....	4 589
Unifund Assurance Company pour	
Gough T.....	11 500
Ville de Toronto.....	11 716
Von Riesen I.....	5 560
Wagg S.....	2 253

Comptes publics du Canada 2016-2017

Paievements de réclamaions contre l'État – suite

(en dollars)

Déail et bénéficiaire	Montant
Wagners en fiducie pour	
Baxter A .....	23 307
Baxter T .....	6 000
Wawanesa Assurance pour	
Dyck B .....	5 648
Webb L .....	4 835
Règlement de réclamation concernant une assertion négligente et inexacte	
Boudreau Law LLP en fiducie pour	
Groulx L .....	350 000
Règlement de réclamation pour des avantages liés à la réinstallation	
Han J .....	13 500
Règlement de réclamation pour des frais juridiques	
Goldblatt Partners LLP en fiducie pour	
Arden D .....	14 000
Machida James McCall Barristers en fiducie pour	
Kurtos R .....	185 000
Millars Law en fiducie pour	
Charron G .....	2 500
Nelligan O'Brien Payne s r l en fiducie pour	
Plumadore L .....	8 000
O'Brien White en fiducie pour	
Simms D .....	4 200
Pink Larkin en fiducie pour	
Arsenault R .....	3 500
Règlement de réclamation pour dommages aux véhicules de location	
Airo G .....	7 480
Checker Flag Leasing .....	3 720
Courcy D .....	2 308
Discount location d'autos et de camions .....	17 717
Enterprise Rent A Car pour	
Williams S .....	16 241
Estrada M .....	1 114
Hertz Europe Service Centre Ltd pour	
Northorpe K .....	12 930
Keymac Motorsports Inc .....	7 261
Lavoie M .....	2 213
Nortrax .....	1 535
Ouellet E .....	1 249
Rent a Car Canada .....	3 527
Ryder Truck Rental Canada Ltd .....	10 045
SM Sport Inc .....	2 369
St-Pierre S .....	2 154
Varin Yamaha .....	3 539
Wajax Equipment .....	1 849
Williams S .....	4 857
Règlement de réclamation pour perte d'opportunités financières, de paie, de bénéfices sociaux et de pension	
Agence du revenu du Canada pour	
Arden D .....	66 000
Champ et avocats en fiducie pour	
Johnson T .....	375 000
Règlement de réclamation pour perte et/ou dommage aux biens	
Aviva Canada Inc pour	
Liddell L .....	1 881
Brun-Way Highways Operations Inc .....	4 527
Canadian Maritime Engineering Ltd .....	3 519
Cote A .....	7 363
Dament J .....	1 642
Hobsons Lake Developments .....	2 035
Ministère des finances de la Nouvelle-Écosse pour	
Ministère des Transports et Renouvellement de l'infrastructure de la Nouvelle-Écosse .....	4 152
Ministère des finances du Nouveau-Brunswick pour	
Ministère des Transports et de l'Infrastructure du Nouveau-Brunswick .....	3 978

8 . 6 Paiements de réclamaions contre l'État, paievements à titre gracieux et montants adjugés par une cour

## Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Mutuelle d'assurance Groupe Ledor Inc .....	6 000
Power Merchants Ltd.....	9 537
Royal Canadian Navy Curling Club.....	120 000
Sawchuk C.....	5 348
Ville de New Tecumseth.....	21 293
<b>Règlement de réclamation pour perte et/ou dommage aux biens personnels</b>	
Apples G.....	1 299
Audlakia D.....	1 378
Brokking P.....	1 123
Joss P.....	3 190
Nakoolak D.....	1 064
Nashoorhait I.....	2 988
Palituq L.....	2 243
Qaunaq M.....	1 287
Quitte N.....	1 230
Taparti J.....	1 983
<b>Règlement de réclamation pour perte et/ou dommage aux effets/biens personnels</b>	
Beitz P.....	1 525
Belair Direct.....	3 242
Bell Canada.....	1 826
Brown D.....	1 851
Compagnie d'assurance AIG pour Meijer N.....	26 138
Davis C.....	2 030
Dobbs F.....	1 835
Fowler G.....	1 292
Intact compagnie d'assurance pour Fryer J.....	1 708
Labrecq M.....	1 645
Lamouelle N.....	1 488
Lawrence E.....	2 524
Livingston J.....	1 169
Longuepé N.....	1 486
Lundie G.....	2 199
Matte L.....	2 407
Miller R.....	1 018
Preteau R.....	2 277
Randell H.....	1 419
Read F.....	5 954
Starling L.....	2 452
<b>Règlement de réclamation suite à des blessures corporelles</b>	
Beckett Personal Injury Lawyers en fiducie pour Forrest S.....	212 000
Bima.....	6 702
Bush and Company en fiducie pour Burgher P.....	29 500
Dunphy Best Blocksom LLP en fiducie pour Ohlson D.....	5 000
Gowling WLG (Canada) S E N C R L/s r l en fiducie pour Babington-Browne N.....	65 000
Himelfarb Proszanski LLP en fiducie pour Prata D.....	275 000
Lanctis V.....	15 000
MacGillivray Injury and Insurance Law en fiducie pour Moon A.....	2 500
Millars Law en fiducie pour Williams R.....	212 500
Myers Weinberg LLP en fiducie pour Elrick R.....	200 000
Norsasklaw Richard Gibbons Law Office en fiducie pour Downham K.....	2 500
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (99) .....	36 258
	<u>8 225 464</u>

Comptes publics du Canada 2016-2017

Paievements de réclamaions contre l'État – suite

(en dollars)

Déail et bénéficiaire	Montant
<b>Environnement et Changement climatique</b>	
Ministère de l'Environnement	
Accident impliquant un véhicule de l'État	
Services financiers ARI Inc pour	
Saskatchewan Government Insurance .....	1 524
Société d'assurance publique du Manitoba pour	
Mukleja C .....	13 523
Indemnisation de frais associés au remplacement d'un pare-brise	
McLeod A.....	2 028
Indemnisation de frais associés au remplacement d'une peau d'ours polaire	
Kristjanson M.....	1 251
Règlement d'une réclamation en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i>	
Ramirez-Denegri M.....	20 000
Règlement d'une réclamation liée à l'emploi	
Noms retenus (2) paievements de 1 256 \$ à 2 035 \$ .....	3 291
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Legacy K.....	75 584
Peeris V pour	
Succession de Fox D.....	1 814
Russell K.....	15 000
Règlement hors cour suite à un recours concernant une poursuite en dommages	
Dunton Rainville S E N C R L en fiducie pour	
OPSIS Gestion d'infrastructures Inc.....	90 000
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (20) .....	3 360
	227 375
Agence Parcs Canada	
Indemnisation pour dépenses engagées suite à des blessures corporelles	
Cuddy E.....	4 520
Indemnisation pour dommage causé à de l'équipement	
Fogarty J.....	1 114
MacDonald R.....	3 433
Indemnisation pour dommage causé à la propriété	
Atco Electric.....	5 937
Indemnisation pour dommage causé à un bateau	
Advantage Auto & Trailer .....	5 925
Aviva Canada Inc .....	13 036
Indemnisation pour dommage causé à un véhicule	
Alamo Rent A Car .....	2 985
Biggs D.....	1 719
Courtemanche Y.....	1 322
Elsom S.....	4 600
Enterprise Rent A Car.....	13 646
Gaudet D.....	1 104
Hertz Canada .....	1 515
Huynh S.....	2 875
Keyte J.....	2 557
Location Sauvageau Inc.....	1 625
McGillis D.....	1 501
Okanagan Aggregates Ltd.....	2 044
Sécurité Nationale compagnie d'assurance .....	1 658
Springdale Forest Resources Inc .....	3 678
Indemnisation pour perte de biens personnels	
Bergman C.....	2 415
Paievement d'une décision arbitrale liée à une dispute contractuelle	
Nom retenu .....	5 970 863
Règlement d'un litige en lien avec l'utilisation et la qualité de l'eau	
Minden Gross LLP en fiducie pour	
Lo M & M.....	42 500
Règlement d'une réclamation liée à des intérêts locatifs	
Ridout Barron en fiducie pour	
Glacier Park Lodge .....	750 000

8.8 Paievements de réclamaions contre l'État, paievements à titre gracieux et montants adjugés par une cour

## Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Règlement d'une réclamation liée à l'emploi	
Nom retenu .....	13 505
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Nom retenu .....	12 000
Règlement d'une réclamation liée à une location	
Les Entreprises Skiwake Surf Inc .....	40 000
Règlement d'une réclamation pour dommage causé à une propriété	
Beach House Holdings Inc .....	64 150
Règlement d'une réclamation pour préjudice personnel	
Borden Ladner Gervais S E N C R L/s r l en fiducie pour	
MacLeod K .....	175 000
Will Davidson LLP en fiducie pour	
Nom retenu .....	75 000
Règlement d'une réclamation pour rétablir le terrain à son état d'origine naturel	
Buckhorn Sand and Gravel .....	39 810
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (49) .....	19 768
	7 281 805
	<b>7 509 180</b>

**Famille, Enfants et Développement social**

## Ministère de l'Emploi et du Développement social

Accident impliquant un véhicule de l'État	
Société d'assurance publique du Manitoba pour	
Manitoba Telecom Services .....	4 081
Réclamations pour dommages et autres en raison de la transition au système de paye Phénix	
Noms retenus (2) .....	2 810
Règlement d'une entente contractuelle et réclamation pour dommages généraux	
Noms retenus (2) .....	29 015 000
Règlement d'une réclamation en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i>	
Noms retenus (7) .....	136 500
Règlement d'une réclamation en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i> et devant la Commission des relations de travail et de l'emploi dans la fonction publique	
Noms retenus (3) .....	16 000
Règlement d'une réclamation en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i> pour indemnisation pour perte salariale et pour majoration aux fins de l'impôt aux évaluateurs médicaux dû à une pratique discriminatoire	
Noms retenus (3) .....	385 352
Règlement d'une réclamation liée à des dépenses de déplacement	
Noms retenus (2) .....	5 916
Règlement d'une réclamation liée à des frais de déplacement dû à une erreur administrative	
Nom retenu .....	1 405
Règlement d'une réclamation liée à des griefs devant la Commission des relations de travail et de l'emploi dans la fonction publique	
Noms retenus (9) .....	191 555
Règlement d'une réclamation liée à des griefs devant le Tribunal de la dotation de la fonction publique	
Nom retenu .....	51 076
Règlement d'une réclamation liée à l'emploi	
Noms retenus (25).....	254 052
Règlement d'une réclamation pour des dommages généraux liés à une réinstallation	
Nom retenu .....	5 460
Règlement d'une réclamation pour des frais de réinstallation	
Brodeur L F .....	1 670
LeBlanc M .....	1 959
Melanson T .....	1 638
Noms retenus (3) .....	27 852
Plamondon G .....	1 495
Ranger J .....	5 000
Savic V .....	2 320
St Denis G .....	1 166
Règlement d'une réclamation pour des frais de réinstallation devant la Commission des relations de travail et de l'emploi dans la fonction publique	
Nom retenu .....	12 000

*Comptes publics du Canada 2016-2017*

**Paielements de réclamacons contre l'État – suite**

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Remboursement des dépenses encourues pour l'annulation d'un voyage dû à un rappel en service	
Nom retenu .....	4 234
Paieements inférieurs à 1 000 \$ (3 602).....	89 636
	<u>30 218 177</u>
<b>Finances</b>	
Ministère des Finances	
Paieement inférieur à 1 000 \$ (1) .....	315
Agence de la consommation en matière financière du Canada	
Règlement d'une réclamation liée à l'emploi	
Nom retenu .....	126 000
Bureau du surintendant des institutions financières	
Paieement inférieur à 1 000 \$ (1) .....	213
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	
Paieement inférieur à 1 000 \$ (1) .....	62
	<u>126 590</u>
<b>Immigration, Réfugiés et Citoyenneté</b>	
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	
Indemnisation liée à une erreur administrative d'un passeport	
Deng X .....	1 525
Nom retenu .....	10 000
Indemnisation pour perte financière liée à un processus d'offre à commandes	
Nom retenu .....	25 000
Règlement d'une réclamation des frais judiciaires pour abandonner la poursuite judiciaire	
Juristes Power en fiducie pour	
Nom retenu .....	12 500
Stewart Sharma Harsanyi en fiducie pour	
Kaur K .....	2 500
Règlement d'une réclamation des frais légaux, dommages généraux et punitifs	
Strosberg Sasso Sutts LLP en fiducie pour	
Nom retenu .....	700 000
Règlement d'une réclamation en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i>	
Nom retenu .....	1 058
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Nom retenu .....	16 000
Remboursement des frais liés à un désaccord à l'égard d'une entente de télétravail	
Watts S .....	3 148
Remboursement des frais liés à une erreur administrative avec un visa d'entrée	
Zhao H.....	5 520
Remboursement des frais liés à une erreur administrative d'un passeport	
Seubert S .....	3 050
Paieements inférieurs à 1 000 \$ (12) .....	2 164
	782 465
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	
Règlement d'une réclamation liée à l'emploi	
Nom retenu .....	55 000
Paieement inférieur à 1 000 \$ (1) .....	175
	<u>55 175</u>
	<u>837 640</u>
<b>Infrastructure et Collectivités</b>	
Bureau de l'infrastructure du Canada	
Règlement hors cour pour réclamation liée à une perte d'activité	
Kirvin Partners LLP en fiducie pour	
1544929 Ontario Limited .....	159 258

**8.10 Paieements de réclamacons contre l'État, paieements à titre gracieux et montants adjudés par une cour**

## Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
<b>Innovation, Sciences et Développement économique</b>	
Ministère de l'Industrie	
Accident impliquant un véhicule de l'État - Réparation de dommage fait à un feu de circulation	
Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports .....	8 307
Règlement d'une réclamation en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i>	
Nom retenu .....	18 631
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Nom retenu .....	4 727
Règlement d'une réclamation liée à un grief devant la Commission des relations de travail et de l'emploi dans la fonction publique	
Nom retenu .....	15 000
Réclamations pour dommages et autres en raison de la transition au système de paye Phénix	
Nom retenu .....	1 319
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (11) .....	3 526
	<u>51 510</u>
Agence spatiale canadienne	
Indemnisation pour interruption de service	
MDA Geospatial Services Inc. ....	6 119
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Nom retenu .....	18 000
Paiement inférieur à 1 000 \$ (1) .....	216
	<u>24 335</u>
Conseil national de recherches du Canada	
Règlement d'une réclamation en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i>	
Nom retenu .....	20 000
Règlement d'une réclamation liée à un grief devant la Commission des relations de travail et de l'emploi dans la fonction publique	
Nom retenu .....	8 904
Règlement hors cour de réclamation liée à la cessation d'emploi	
Nom retenu .....	373 000
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (18) .....	7 754
	<u>409 658</u>
Statistique Canada	
Indemnisation pour dommages à un véhicule	
Canada Damage Recovery .....	1 851
RT Collision .....	3 426
Indemnisation pour des dommages à une propriété	
Meliota T .....	1 184
Radke V .....	1 000
Riley M .....	1 200
Skelding J .....	1 110
Règlement d'un litige sur une question de ressources humaines	
Nom retenu .....	33 177
Soccar A .....	1 594
Règlement d'une plainte en matière de droits de la personne entre l'Alliance de la Fonction publique du Canada et le Conseil du Trésor et les Opérations des enquêtes statistiques	
Noms retenus (565) paiements de 1 006 \$ à 20 000 \$ .....	2 125 915
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Nom retenu .....	3 731
Règlement d'une réclamation pour une plainte en médiation devant la Commission canadienne des droits de la personne	
Nom retenu .....	1 000
Nom retenu .....	4 250
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (662) .....	291 942
	<u>2 471 380</u>
	<u>2 956 883</u>
<b>Justice</b>	
Ministère de la Justice	
Indemnisation pour dommage à la propriété	
Abi Nasr T .....	4 427

*Comptes publics du Canada 2016-2017*

**Paievements de réclamaions contre l'État – suite**

(en dollars)

Déail et bénéficiaire	Montant
Règlement d'une réclamation liée à l'emploi	
Nom retenu .....	35 000
Raven, Cameron, Ballantyne & Yazbeck s r l en fiducie pour	
Bergeron M .....	6 500
Ursel B .....	9 300
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Bourguignon T .....	5 000
Roy S .....	22 561
Règlement hors cour à une personne déstructurée à l'Institut Allan Memorial au cours des années 1950 à 1965	
Nom retenu .....	100 000
Règlement hors cour pour dommages-intérêts dans le cadre d'un dossier d'immigration	
Me Valérie Gagné-Dorval en fiducie pour	
Irakoze M .....	39 013
Irambona A .....	39 013
Muhizi-Irakoze E .....	39 013
Règlement hors cour pour une réclamation de discrimination	
Nom retenu .....	22 500
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (8) .....	1 343
	<u>323 670</u>
<b>Bureau du directeur des poursuites pénales</b>	
Accident impliquant un véhicule de l'État	
The Co-operators .....	15 000
Indemnisation pour dommage causé à un véhicule	
Larochelle B .....	1 377
Règlement de réclamation d'indemnisation pour perte de revenus	
Thiessen N .....	16 091
Règlement d'une réclamation liée à des affaires juridiques	
Sugden, McFee et Roos LLP en fiducie pour	
Nom retenu .....	175 000
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Baldwin M .....	5 068
Cameron R .....	93 394
Règlement hors cour dans le cadre d'une plainte à la Commission canadienne des droits de la personne	
Agnaou Y .....	22 500
Paievement inférieur à 1 000 \$ (1) .....	107
	<u>328 537</u>
<b>Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada</b>	
Paievement inférieur à 1 000 \$ (1) .....	8
<b>Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs</b>	
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Nom retenu .....	23 026
Paievement inférieur à 1 000 \$ (1) .....	119
	<u>23 145</u>
	<u>675 360</u>
<b>Parlement</b>	
<b>Chambre des communes</b>	
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (2) .....	483
<b>Bibliothèque du Parlement</b>	
Paievement inférieur à 1 000 \$ (1) .....	60
<b>Service de protection parlementaire</b>	
Accident impliquant un véhicule de l'État	
Travelers Canada .....	8 423
Règlement d'une réclamation liée à l'emploi	
Lister Beaupré en fiducie pour	
Renaud P .....	5 701

**8.12 Paievements de réclamaions contre l'État, paievements à titre gracieux et montants adjudés par une cour**

## Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (2)	1 086
	15 210
	15 753
<b>Patrimoine canadien</b>	
Ministère du Patrimoine canadien	
Règlement de réclamation pour dommage aux équipements loués	
Aérolande Inc	2 300
Creos Experts-Conseils	4 708
Règlement d'une réclamation liée à l'emploi	
Nom retenu	40 000
Règlement pour déductible sur assurance pour location de voiture	
Budget Car Inc	1 000
Paiements inférieurs à 1 000 \$ (4)	558
	48 566
Bibliothèque et Archives du Canada	
Règlement d'une réclamation pour des frais de réinstallation	
Turcotte A.	1 643
Paiement inférieur à 1 000 \$ (1)	66
	1 709
	50 275
<b>Pêches, Océans et Garde côtière canadienne</b>	
Ministère des Pêches et des Océans	
Indemnisation pour perte financière personnelle	
Bennett J en fiducie pour	
Offrey D.	36 700
Lerners LLP en fiducie pour	
Nom retenu	2 500
Staarup I	18 500
Indemnisation suite à un accident impliquant un navire de l'État	
Adams A.	1 760
Leduc S.	2 500
Indemnisation suite à un accident impliquant un véhicule de l'État	
Anderson G.	3 757
Assurance Economical pour	
Gervais V	1 046
Baker's Auto Body Shop Ltd.	2 927
Bourque G	1 457
Certas direct compagnie d'assurances pour	
Wagg L	6 990
Corkum L	1 554
Garage Raymond Turcotte & Fils Inc	1 322
Insurance Corporation of British Columbia pour	
Chakal C	1 125
Harvey D.	1 503
Intact compagnie d'assurance pour	
Bower J	2 989
Mike MacKay Auto Body	1 212
Portage Mutual Insurance Company pour	
Yason C	3 269
Superior Auto Body	1 821
The Co-operators pour	
Joukhadar G	7 029
Stevens C & D	2 974

Comptes publics du Canada 2016-2017

Paievements de réclamaions contre l'État – suite

(en dollars)

Déail et bénéficiaire	Montant
UAP Inc.....	1 884
Unifund Assurance Company pour Whiffen A .....	5 214
Réclamaions pour dommages et autres en raison de la transition au système de paye Phénix Nom retenu .....	1 231
Règlement d'un grief en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i> Nom retenu .....	65 000
Règlement d'un grief ministériel Baker Newby S E N C R L en fiducie pour Nom retenu .....	13 000
Nom retenu .....	2 921
Nom retenu .....	3 307
Nom retenu .....	4 567
Nom retenu .....	7 500
Nom retenu .....	18 700
Nom retenu .....	23 000
Règlement d'une réclamation liée à des blessures personnelles Hajduk Gibbs S E N C R L en fiducie pour Pederson R .....	76 128
Règlement pour dommage à des effets personnels Buffitt G .....	8 783
Clayton Penney Contracting Ltd .....	3 634
Dawson P.....	1 052
Harry Summers Limited .....	4 815
Monger G .....	2 644
Nadeau-Monger M.....	8 339
Quigley J .....	3 095
Ransom H.....	3 345
Theriault E.....	3 975
Règlement pour réclamation liée à une dispute contractuelle Drudi Alexiou Kuchar S E N C R L en fiducie pour Nom retenu .....	85 000
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (34) .....	9 606
	<u>459 675</u>
<b>Ressources naturelles</b>	
Ministère des Ressources naturelles	
Paievement au Manitoba dans le cadre d'une entente incluant un règlement et une renonciaion de réclamaions relativement aux droits miniers de la Commission d'établissement des soldats Province du Manitoba .....	13 112 627
Règlement d'une réclamation liée à un accident de véhicule Aviva Canada Inc pour Johnson E.....	8 029
Règlement d'une réclamation liée à un processus d'approvisionnement Deloitte & Touche S E N C R L/s r l.....	5 609
Paievement inférieur à 1 000 \$ (1) .....	190
	<i>13 126 455</i>
Commission canadienne de sûreté nucléaire	
Règlement d'une réclamation liée à l'emploi Bawn K.....	1 000
	<u>13 127 455</u>
<b>Revenu national</b>	
Agence du revenu du Canada	
Règlement d'une réclamation en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i> Noms retenus (3) .....	41 000
Rogers L.....	25 000

8.14 Paievements de réclamaions contre l'État, paievements à titre gracieux et montants adjudés par une cour

## Paievements de réclamaions contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Règlement d'une réclamation liée à la vérification des impôts	
Nom retenu .....	6 288
Règlement d'une réclamation liée à une plainte devant la Commission des relations de travail et de l'emploi dans la fonction publique	
Nom retenu .....	54 973
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (53) .....	4 358
	131 619
<b>Santé</b>	
Ministère de la Santé	
Règlement d'un avis de réclamation civile	
Farris LLP en fiducie pour	
Bartosch D, English C, Lidstrom D, Love L, Murray D, Providence Health Care .....	120 000
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Nom retenu .....	46 000
Règlement d'une réclamation liée à un grief devant la Commission canadienne des droits de la personne	
Nom retenu .....	5 000
Règlement d'une réclamation liée à un grief devant une audience de la Cour fédérale	
Nom retenu .....	4 000
Règlement d'une réclamation liée aux griefs devant la Commission des relations de travail dans la fonction publique et le Conseil national mixte	
Nom retenu .....	10 400
Règlement hors cour pour une réclamation liée à une résiliation de contrat	
Nom retenu .....	108 000
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (14) .....	3 257
	296 657
Agence canadienne d'inspection des aliments	
Accident impliquant un véhicule de l'État	
Aviva Canada Inc pour	
Downey L .....	4 883
Harvey Katz Solicitors en fiducie pour	
Neziri L .....	30 000
Intact compagnie d'assurance pour	
Geransky A .....	10 040
Primum compagnie d'assurance pour	
Patterson I .....	1 476
Sécurité Nationale compagnie d'assurance pour	
Gaheer M .....	3 452
Société d'assurance publique du Manitoba pour	
MacDonald G .....	3 056
Ville d'Edmonton .....	12 357
Règlement d'une réclamation liée à l'élimination d'un inventaire de pépinière	
Piroche Plants Inc .....	91 683
Règlement d'une réclamation liée à un certificat d'exportation	
Murray McIntosh & Sons Limited .....	241 960
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Carbert Waite LLP en fiducie pour	
Nom retenu .....	1 000
Noms retenus (39) paievements de 2 000 \$ à 40 000 \$ .....	489 135
Règlement d'une réclamation liée aux frais médicaux suite à un accident de véhicule motorisé	
Ministère des finances de la Colombie-Britannique pour	
DaSilva M .....	1 812
Règlement d'une réclamation pour dommages sur une voiture de location	
Hertz .....	2 787
Règlement hors cour d'une réclamation pour dommages	
Noms retenus (2) paievements de 847 908 \$ à 900 000 \$ .....	1 747 908
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (20) .....	5 731
	2 647 280
Agence de la santé publique du Canada	
Paievement inférieur à 1 000 \$ (1) .....	180

*Comptes publics du Canada 2016-2017*

**Paievements de réclamaions contre l'État – suite**

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	
Paievement inférieur à 1 000 \$ (1) .....	833
	2 944 950
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>	
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	
Règlement d'une réclamation en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i>	
Nom retenu .....	20 000
Règlement d'une réclamation liée à l'emploi	
Noms retenus (3) .....	16 720
Règlement d'une réclamation pour dommages généraux	
Noms retenus (3) .....	31 250 000
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (3) .....	294
	31 287 014
Agence des services frontaliers du Canada	
Réclamaions pour dommages et autres en raison de la transition au système de paye Phénix	
Nom retenu .....	1 056
Indemnisation pour dommages à la propriété	
Farris LLP en fiducie pour	
Nom retenu .....	22 000
Feather Industries (Canada) Limited .....	2 880
Hapag-Lloyd (Canada) Inc .....	3 621
Hu T .....	2 707
Murray J .....	1 100
Theberge L .....	2 117
Vandermeer W .....	1 500
Indemnisation pour dommages à un véhicule	
Alamo Rent A Car .....	5 059
Grieve G .....	1 344
McNaughton T .....	1 268
Moodie A .....	1 332
Pucovsky D .....	3 172
Saskatchewan Government Insurance pour	
Pond K .....	3 073
Sécurité Nationale compagnie d'assurance pour	
Guy-MacDonald E .....	1 019
Indemnisation pour perte financière suite à une erreur administrative	
Pension de retraite de la fonction publique pour	
Nom retenu .....	15 400
Règlement de réclamation en matière d'emploi	
Noms retenus (4) paievements de 1 515 \$ à 30 000 \$ .....	51 593
Règlement de réclamation en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i>	
Nom retenu .....	17 000
Règlement d'une réclamation pour frais d'examen	
International Social Print Paper .....	5 103
Règlement d'une réclamation pour préjudice personnel	
Kerwin Partners LLP en fiducie pour	
Nom retenu .....	8 700
Noms retenus (5) paievements de 1 875 \$ à 3 500 \$ .....	12 500
Slater Vecchio en fiducie pour	
Nom retenu .....	50 000
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (78) .....	19 303
	232 847
Commission des libérations conditionnelles du Canada	
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Nom retenu .....	10 000

## Paielements de réclamacons contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Gendarmerie royale du Canada	
Règlement de réclamation liée à l'emploi	
Noms retenus (38).....	4 239 927
Règlement de réclamation liée à un accident de véhicule	
Avantage Collision Inc pour	
Luk M.....	3 012
Airdrie Fencing Ltd.....	1 202
All Points Boats Services pour	
Beaver C.....	7 289
Allstate du Canada, compagnie d'assurance pour	
Friesen C.....	8 668
Assurance Economical pour	
Association canadienne pour la santé mentale.....	1 908
Gordon J.....	4 342
K Shaw & Sons Contracting Ltd.....	7 745
Atco Electric.....	5 879
Aviva Canada Inc pour	
Aitken M.....	2 372
Bigoldman J.....	1 292
Maniaul M.....	4 005
Smith D.....	2 128
Wicks C.....	2 116
Ball S.....	1 200
BC Hydro.....	13 015
Birchwood Auto Body pour	
Ngh N.....	3 455
Brown G.....	2 962
Budget Car Inc.....	1 108
C & N Autobody Limited pour	
Adams L.....	1 196
C3 Legal Inc en fiducie pour	
Newalta Corporation.....	2 000
Campbell Lea Barristers & Solicitors en fiducie pour	
MacInnis E.....	75 000
Canada Damage Recovery pour	
Alamo Rent a Car.....	27 279
Enterprise Rent A Car.....	14 690
Canadian Direct Insurance pour	
Adams C.....	8 484
Robinson C.....	9 206
Champagne J.....	1 182
Compagnie d'assurance Coseco pour	
Kara M.....	5 255
Compagnie d'assurance générale Dominion du Canada pour	
Van Tuyt C, Van Tuyt K.....	3 986
Compagnie d'assurance générale RBC pour	
Turn C.....	5 754
Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada.....	1 423
Courtesy Collision Centre pour	
Tuuttila K.....	3 325
Cox & Palmer en fiducie pour	
Newalta Corporation.....	2 000
Daredia A.....	1 267
Dilawri Collision Centre pour	
McMillian T.....	5 901
Don Golden Auto Body Ltd pour	
Rosin A.....	1 094
Donahue L.....	1 911
Edmonton BMW pour	
Barber D.....	2 882

Comptes publics du Canada 2016-2017

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Enterprise Fleet Management Exchange Inc pour	
Convergint Technologies Ltd .....	5 086
Erika Norheim Professional Corporation en fiducie pour	
Kowalsky K .....	1 100
Family Insurance Solutions Inc pour	
Ashcroft R.....	2 153
McWilliam C .....	4 119
Fix Auto Collision pour	
Stewart C .....	1 608
Garrett K.....	3 888
Gateway Operations Limited .....	2 969
Getzinger's Auto Body Ltd pour	
Grant K .....	1 229
Gouvernement de l'Alberta pour	
Ville de Didsbury .....	1 230
Gouvernement de la Colombie-Britannique.....	8 962
Gouvernement de la Nouvelle-Écosse.....	1 804
Grandview Seventh Day Adventist Church.....	1 024
Grieves S .....	4 500
Grunlund J.....	6 428
Hak's Auto Body Ltd pour	
Young S .....	4 943
Hamilton T .....	2 818
Hanlon A .....	1 234
Hardie J .....	1 815
Harris T .....	7 148
Hi-Light Autobody Ltd pour	
Simard D.....	2 793
Hoffman Dorch LLP en fiducie pour	
Abashi M .....	5 000
Insurance Corporation of British Columbia pour	
Ali A .....	1 102
Amiri E .....	3 597
Bassanese M.....	5 147
Battistel P.....	3 271
Big D Trucking Ltd.....	9 194
Breukelman J .....	2 181
Capri Insurance Services Ltd.....	1 476
Chan R .....	1 441
Chandra M .....	4 976
Chiang S.....	1 713
Clavette-Sheridan D .....	1 489
Cruikshank J.....	1 816
Desaulniers T .....	1 373
Devers K.....	8 983
Diao X.....	2 996
Dickson A .....	6 055
D'Mello E .....	2 678
Fichter K.....	2 289
Frink J, Frink P.....	2 574
Fuerst R.....	11 188
Gerke M.....	10 130
Graham K, Graham P.....	8 848
Grewal J .....	3 263
Henderson J.....	3 275
Ho T.....	1 083
Huang C .....	1 006
Hulbert G .....	1 360
Ibbitson J.....	3 089
Jezierski S .....	1 026
Kallo-Banduez V.....	10 900

## Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Kanda A .....	2 361
Khunguray G.....	11 580
Korsch K.....	3 377
Lali G.....	1 384
Leffers B .....	2 836
Li X.....	1 444
Livesey R, Livesey D.....	1 517
Lotz F.....	1 885
Mann J .....	14 317
Mann K.....	2 955
McCarian L.....	2 836
McGarth M.....	1 808
McGovern P.....	4 176
Mowbray H.....	2 296
Munro E.....	6 442
Olson J .....	1 635
Parussini L .....	1 872
Pickles P.....	3 677
Pugliese E .....	1 221
Qi X .....	4 245
Riley B.....	3 321
Rugamas S .....	4 536
Sagoo I.....	1 106
Saund IS.....	1 555
Scambler J.....	6 282
Smith J .....	3 814
Stanton D .....	4 757
Stevenson Mechanical Ltd .....	5 845
Sundholm J .....	1 132
Tofino Bus Services Inc.....	4 703
Tong A.....	1 845
Two Rivers Specialty Meats Ltd .....	1 114
Verma K.....	5 221
Wildman M.....	1 785
Wong R.....	1 133
Yang Z.....	3 082
Yorke E.....	3 634
Young K.....	2 529
Intact compagnie d'assurance pour	
Arnold W .....	1 869
Brace A .....	1 404
Dillon W .....	1 107
Durston L.....	2 308
Elliott N .....	1 017
Gerwing A.....	1 149
Moriyama T .....	5 324
O'Reilly V.....	2 349
Robitaille C.....	2 100
Walsh K.....	6 095
Zeaiter K.....	2 379
J Adams Autobody Ltd pour	
Pawluski E.....	1 508
James L Dixon Professional Corporation en fiducie pour	
Giagkozoglou K.....	80 000
Kimbley R .....	3 025
L'Anglais E .....	3 900
La Souveraine compagnie d'assurance générale pour	
Anaka R .....	5 481
Leffers B.....	7 000
Lemaigre L.....	1 244

Comptes publics du Canada 2016-2017

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Levesque J.....	1 000
Lime M.....	1 008
Luk M.....	1 579
MacAulay J.....	1 995
MacGillivray Injury and Insurance Law en fiducie pour	
Baker T.....	50 000
MacKay K.....	15 000
MacKinnon I.....	2 486
Mann J.....	7 000
Mann S.....	2 361
Marcoux-Pena J.....	2 125
Mario's Electric Ltd pour	
Canalta Group.....	5 145
McCourt Law Offices en fiducie pour	
Tye B.....	40 000
MDSI pour	
Chen J.....	2 021
Michael B Murphy QC Professional Corporation en fiducie pour	
Steele R.....	17 000
Monster Marine & Custom Boats Inc pour	
Allen T.....	4 727
Munroe S.....	4 000
Murray Chevrolet Oldsmobile Cadillac Medicine Hat pour	
Farnden B.....	3 769
Narrows Village Investments.....	1 466
Noms retenus (64).....	3 803 280
Norgate Auto Body Ltd pour	
Crout S.....	1 698
Northbridge Insurance pour	
Aryan S.....	8 461
North's Autobody Collision Centre pour	
Doran B.....	1 013
Novex Insurance Company pour	
Clow K.....	16 080
Nui D.....	2 142
Peace Hills Insurance pour	
Gutierrez J.....	1 615
Peitsch-Tyerman J.....	2 000
Pembroke Insurance Company pour	
Perrault K.....	11 270
Peter Rouse Barristers and Solicitors en fiducie pour	
Norrad T.....	10 000
Power Collision Centre Inc pour	
Gaucher K.....	3 237
Primum compagnie d'assurance pour	
Toppe S.....	3 381
Promutuel Assurance pour	
Fugere G.....	15 712
Ge Z.....	22 845
Leblanc M.....	1 281
Quality Paint and Collision Repairs Ltd pour	
Potts A.....	1 486
R & R Auto Repair Ltd pour	
Molloy W.....	1 659
Rapitta G.....	2 275
Rebbitt M.....	5 338
Rebbitt S.....	5 338
Rich City Collision Repairs pour	
Liu C.....	5 055
Richardson D.....	14 712

## Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Risk & Recovery Inc pour	
Wildeman C .....	2 306
Ritch Williams & Richards en fiducie pour	
McDonald K .....	100 524
Roy A .....	1 800
Royal & Sun Alliance du Canada, société d'assurances pour	
Volker Stevin Highways Ltd .....	7 302
Saskatchewan Government Insurance pour	
Baron S .....	1 808
Beavereye T .....	4 245
Fitzsimmons S .....	2 465
Frederick F .....	2 622
Gedak D .....	4 047
Hebert C .....	4 914
Highsaw K .....	7 541
Langelotz D .....	1 157
Lintott R .....	5 471
Locriana W .....	5 956
Scott G .....	3 500
Swaenpoel F .....	7 772
Tssessaze G .....	4 685
Weber W .....	1 988
Wolfe J .....	1 411
Sécurité Nationale compagnie d'assurance pour	
Broks L .....	14 882
Hoskins A .....	1 918
Ross N .....	4 056
Toms K .....	2 674
Sloos T .....	1 023
Small Town Automotive Inc pour	
Blanchard M .....	5 589
Société d'assurance publique du Manitoba pour	
Abila A .....	1 006
Al Tamayo J .....	2 489
Brauner J .....	4 125
Dueck M .....	5 192
Gould R .....	1 490
Gouvernement du Manitoba .....	2 140
Milejszo J .....	2 475
Recksidler T .....	3 167
Smith A .....	4 817
Sutherland J .....	21 754
Tewari V .....	2 200
Steve Lewis Auto Body pour	
Hardy L .....	3 402
Sunny's Auto Body Ltd pour	
Moorehed R .....	1 643
TJ Sagoo Transport .....	18 309
Twisted Metal Custom Collision pour	
Bishop L .....	1 280
Unifund Assurance Company pour	
Briggs E .....	4 262
Lirette P .....	10 287
Muisse S .....	2 024
Vautour G .....	1 522
United Farmers of Alberta Co-operative Ltd pour	
Carruthers D .....	1 289
Van Dyke D .....	3 103
Vishnani L .....	4 500
Volker Stevin Highways Ltd .....	6 965
Wagner D .....	6 325

Comptes publics du Canada 2016-2017

Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Wawanesa Assurance pour	
Cox M.....	2 439
Donovan K.....	1 225
Graham I.....	1 218
Lavoie B.....	4 920
Saastad T.....	4 335
Scott S.....	1 655
Wiechnik J.....	1 302
We Le Dai Corporation.....	3 474
WorkSafe BC pour	
Zajacz K.....	11 500
Young G.....	6 655
Zipcar Inc pour	
Staples P.....	2 508
Règlement de réclamation pour dommage matériel	
Ahluwalia P.....	2 019
All Weather Windows Ltd pour	
Mako T.....	2 958
Arkesteyn D.....	4 500
AWG Windows & Doors Plus Ltd pour	
Hedberg S.....	9 787
Barrieault L.....	3 091
BC Hydro.....	5 064
Birchwood Auto Body pour	
Nghah N.....	4 070
Blanchette R.....	1 750
Brochu-Gillies J.....	1 060
Cabot K.....	3 094
Cameron S.....	3 500
Canadian Northern Shield Insurance pour	
Lefebvre P.....	13 554
Cleeve B.....	3 600
Deng S.....	1 950
Desjardine K.....	2 097
Family Insurance Solutions Inc pour	
French R.....	6 361
First Service Residential BC Ltd.....	4 237
Flagstaff Family and Community Services.....	1 103
Home Depot pour	
Wen Y.....	1 260
Hu P.....	2 395
Kavanaugh N.....	1 380
Kowall K.....	1 410
Lalonde P.....	3 155
Légaré J.....	1 849
McCluskey S.....	2 774
McDougall Gauley LLP en fiducie pour	
Pincemin D.....	4 000
McGrath T.....	1 569
Nguyen L.....	1 163
Nguyen T.....	1 475
Noms retenus (2).....	10 205
Norbury S.....	4 067
North's Autobody Collision Centre pour	
Doyle R.....	2 323
Oakwood Management Ltd.....	2 266
Perkins L.....	2 915
Quinney L.....	1 418
Raymond Brinton's Body Shop Ltd pour	
Omer B.....	2 156

## Paiements de réclamations contre l'État – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Red Deer Overdoor pour	
Smith S.....	1 508
Red Deer Windows & Doors Ltd pour	
Williamson H.....	1 927
Red River Mutual pour	
Fontaine L.....	1 064
Richardson R.....	1 200
Saliba J.....	4 001
Sangalang E.....	1 846
Santschi J.....	1 213
Song Law Corporation.....	3 500
Syms S.....	3 695
Tingley M, Tingley R.....	7 500
Tonkin Millwork & Construction pour	
Hanishewsky R.....	1 103
Ville de Calgary pour	
Burrow J.....	1 062
Walker I.....	2 057
Ware J.....	1 060
Warwaruk B.....	2 133
Webster S.....	1 031
White B.....	1 601
Wilkie NC.....	2 237
Règlement de réclamation pour dommages des biens personnels d'un fonctionnaire	
Hickey C.....	1 240
Règlement de réclamation pour préjudice personnel	
Bannicke B.....	2 512
Barclay Johnson Barrister and Solicitor en fiducie pour	
Richter B.....	8 000
Booth Dennehy LLP en fiducie pour	
Monias M.....	50 000
Creston Veterinary Hospital pour	
Sywak J.....	1 516
Daniel Tapp Professional Corporation en fiducie pour	
Pelly M.....	10 000
Engel Law en fiducie pour	
Quinney J.....	2 000
Erika Norheim Professional Corporation en fiducie pour	
Bryden B.....	38 000
Cooper D.....	105 784
Hokanson B.....	12 699
Morris C, Morris D, Nowak B.....	59 500
Nasogaluak L.....	30 000
Soloway J.....	6 000
Ginnell Bauman Watt Law Corporation en fiducie pour	
Head E.....	40 000
Halvorson L.....	2 675
Hendricks W.....	2 000
Leis & Fisher Barristers and Solicitors en fiducie pour	
Schmaltz M.....	5 000
Leland Campbell LLP en fiducie pour	
Hudy F.....	20 000
McDougall Gauley LLP en fiducie pour	
Schamborzki M.....	3 500
Morash D.....	3 525
Nelligan O'Brien Payne s r l en fiducie pour	
McGuffin D.....	5 500
Noms retenus (16).....	1 444 177
Sutherland G.....	50 000
Ville de North Battleford.....	2 485

*Comptes publics du Canada 2016-2017*

**Paievements de réclamaions contre l'État – suite**

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Règlement de réclamation pour rupture de contrat	
Anderson D.....	1 168
Homewood Health Centre.....	5 725
Leduc Rural Crime Watch Association.....	7 500
Noms retenus (3) .....	525 000
The Good Samaritan Society pour Olfert G.....	21 627
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (274) .....	115 044
	<u>12 144 050</u>
Service correctionnel du Canada	
Indemnisation pour cas liés au travail	
Noms retenus (3) .....	285 000
Indemnisation pour dommages causés à un véhicule	
Livingstone B .....	1 939
Saskatchewan Government Insurance .....	10 648
Wawanesa Assurance .....	9 526
Indemnisation pour perte et/ou dommages aux biens personnels	
Noms retenus (7) .....	23 135
Règlement d'accident de véhicule motorisé	
Chavarie C.....	1 000
East Coast International .....	1 564
Noms retenus (6) .....	76 291
Rallye Motors Mitsubishi pour Savoie N.....	1 532
Saskatchewan Government Insurance .....	1 704
Règlement de réclamation en vertu de la <i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i>	
Noms retenus (13).....	591 420
Règlement en raison de l'évasion de détenus	
Décarie D, Yorke M.....	3 151
Réclamaions pour dommages et autres en raison de la transition au système de paye Phénix	
Noms retenus (2) .....	2 110
Règlement en raison d'une erreur d'équipement	
Caisse de bienfaisance des détenus .....	2 708
Règlement hors cour pour erreurs et/ou omissions du Service correctionnel du Canada	
Noms retenus (40).....	1 676 164
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (848) .....	121 924
	<u>2 809 816</u>
	<u>46 483 727</u>
<b>Services publics et Approvisionnement</b>	
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	
Indemnisation pour dommage causé à un véhicule	
Sécurité Nationale compagnie d'assurance .....	2 372
Indemnisation pour perte de profits liée à un processus d'évaluation des soumissions	
Joseph P Maggisano en fiducie pour MasterBedroom Inc.....	98 839
Noms retenus (2) paievements de 45 000 \$ à 112 250 \$ .....	157 250
The Law firm of W Donald Goodfellow QC en fiducie pour ConCreate USL Ltd.....	400 000
Unisource Technology Inc.....	9 756
Indemnisation pour perte financière suite à une erreur administrative - Pension de retraite de la fonction publique	
Nom retenu .....	2 397
Virpal R.....	4 997
Règlement d'une réclamation en raison d'une rupture de contrat	
Chiarelli Cramer Witteveen en fiducie pour Swantel Inc .....	175 000
Gowling WLG (Canada) S E N C R L/s r l en fiducie pour Abboud A.....	875 000
JRB Contracting .....	21 876

## Paievements de réclamatons contre l'État – fin

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Règlement d'une réclamation liée à un grief	
Noms retenus (5) paiements de 1 120 \$ à 24 500 \$ .....	46 120
Règlement d'une réclamation pour des blessures corporelles	
Byrne, Lenihan en fiducie pour	
Pinet-Guignard S .....	52 733
Nom retenu .....	19 167
Raphael Barristers en fiducie pour	
Hewitt Y .....	25 000
Règlement d'une réclamation pour perte salariale	
Nom retenu .....	8 559
Règlement d'une réclamation pour services rendus	
4220820 Canada Inc .....	442 680
8333807 Canada Inc .....	112 482
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (14) .....	3 062
	2 457 290
Commission de la fonction publique	
Règlement pour dommages et frais légaux	
Nom retenu .....	5 000
Nom retenu .....	16 500
Nom retenu .....	30 000
Nom retenu .....	37 500
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (3) .....	973
	89 973
Services partagés Canada	
Paievements inférieurs à 1 000 \$ (7) .....	749
	2 548 012
<b>Transports</b>	
Ministère des Transports	
Règlement de réclamation à titre de dommages moraux pour stress, troubles et inconvénients	
Nom retenu .....	60 000
Règlement de réclamation pour le droit à être payé pour l'invention du demandeur	
Sparling Law Professional Corporation en fiducie pour	
Nom retenu .....	75 000
Règlement de réclamatons pour des dommages causés à des avions suite à des sorties de piste en temps pluvieux à l'Aéroport international d'Ottawa survenus le 16 juin 2010 et le 4 septembre 2011	
Alexander Holburn Beaudin + Lang LLP en fiducie pour	
Nom retenu .....	595 530
Règlement lié à des dommages causés par la migration alléguée, continue et progressive de contaminants provenant d'une propriété détenue par Transports Canada	
Borden Ladner Gervais S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Noms retenus (7) .....	900 000
Règlement liée à la cessation d'emploi	
Nom retenu .....	65 396
Règlement pour un accident de bateau mortel	
Lerners LLP en fiducie pour	
Noms retenus (4) .....	2 500
Paievement inférieur à 1 000 \$ (1) .....	992
	1 699 418
<b>Total</b> .....	<b>293 611 475</b>

**Paiements à titre gracieux**

Cet état fournit, par portefeuille ministériel et par ministère et organisme, le détail de tous les paiements à titre gracieux de 100 \$ ou plus. Les paiements inférieurs à 100 \$ sont présentés en un seul montant à la fin de chaque ministère et organisme avec le nombre total de ces paiements. Aux fins de cet état, un paiement à titre gracieux est un paiement discrétionnaire consenti à titre de don dans l'intérêt public, sans aucune obligation légale, qu'un avantage ou un service ait été reçu ou non. Lorsque la situation justifie la non-divulcation, le nom du bénéficiaire peut ne pas être publié.

**Paiements à titre gracieux**

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
<b>Affaires autochtones et du Nord</b>	
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	
Paiement aux œuvres de bienfaisance du prince au Canada pour souligner la visite royale du duc et de la duchesse de Cambridge	
Œuvres de bienfaisance du prince au Canada .....	50 000
<b>Affaires mondiales</b>	
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	
Indemnisation pour perte de profits due au Sommet des leaders nord-américains	
Amphibus Lady Dive Inc .....	13 127
Gray Line Ottawa Inc .....	3 418
Ottawa Boat Cruise .....	18 120
Paiement inférieur à 100 \$ (1) .....	95
	<u>34 760</u>
<b>Anciens Combattants</b>	
Ministère des Anciens Combattants	
Paiements inférieurs à 100 \$ (4) .....	320
<b>Conseil privé</b>	
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	
Paiement inférieur à 100 \$ (1) .....	76
Bureau du directeur général des élections	
Indemnisation pour dommage causé à des effets personnels	
Hébert N .....	439
Huard N .....	125
Smith C .....	822
Paiement pour services de remorquage	
Downe W .....	381
Perte d'honoraires – travailleur d'élection	
Brazeau C .....	395
Paiements inférieurs à 100 \$ (2) .....	100
	<u>2 262</u>
	<u>2 338</u>
<b>Défense nationale</b>	
Ministère de la Défense nationale	
Indemnisation pour des frais de déplacement des invités pour le programme de reconnaissance des Forces armées canadiennes	
Arsenault GE .....	494
Collins JK .....	367
Desjardins PRP .....	509
HRG Worldwide pour	
Collins JK .....	512
Desjardins PRP .....	549
Lange CA .....	904
Martin NJ .....	539

**Paievements à titre gracieux – suite**

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Lange CA .....	650
Lemay GA .....	456
Martin NJ .....	597
Oikle RS .....	326
Ruttan KJ .....	650
Wells CJ .....	291
Indemnisation pour dommages corporels	
Thompson R .....	41 099
Remboursement des frais judiciaires	
Laura C Snowball, Avocate en fiducie pour Roger S .....	21 959
Remboursement des frais pour effets personnels	
Doucette G .....	109
Paievement inférieur à 100 \$ (1) .....	38
	<u>70 049</u>
<b>Environnement et Changement climatique</b>	
Agence Parcs Canada	
Indemnisation pour le remboursement de coûts	
Laporte R .....	949
<b>Famille, Enfants et Développement social</b>	
Ministère de l'Emploi et du Développement social	
Paievements inférieurs à 100 \$ (3) .....	82
<b>Finances</b>	
Ministère des Finances	
Paievement versé au Québec relatif à une déduction du Transfert canadien en matière de santé suite aux nouveaux règlements interdisant les frais supplémentaires et d'utilisation depuis janvier 2017	
Province de Québec .....	9 907 229
<b>Immigration, Réfugiés et Citoyenneté</b>	
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	
Don officiel pour reconnaître le jalon significatif de la tournée royale de Leurs Altesses Royales le duc et la duchesse de Cambridge	
Immigrant Services Society de la Colombie-Britannique .....	50 000
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	
Remboursement des frais d'assurance médicale privée dû à une erreur administrative	
Chernin M .....	3 989
	<u>53 989</u>
<b>Innovation, Sciences et Développement économique</b>	
Statistique Canada	
Protocole d'entente de la Commission canadienne des droits de la personne	
Nom retenu .....	1 200
<b>Justice</b>	
Ministère de la Justice	
Indemnisation pour des frais de voyage	
Berthelet C .....	178

*Comptes publics du Canada 2016-2017*

**Paiements à titre gracieux – fin**

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
<b>Parlement</b>	
Service de protection parlementaire	
Paiement inférieur à 100 \$ (1) .....	28
<b>Revenu national</b>	
Agence du revenu du Canada	
Allocation pour frais de chauffage	
McDonald Johnson K .....	125
Waller G C .....	125
	250
<b>Santé</b>	
Ministère de la Santé	
Compensation aux victimes de la thalidomide	
Noms retenus (19) .....	2 375 000
Agence canadienne d'inspection des aliments	
Remboursement de dépenses non remboursables dû au déploiement d'un employé suite à une épidémie	
Carpenter J .....	110
Remboursement des frais engagés à la suite d'une annulation de permis d'importation	
Younnauth N .....	148
Remboursement des frais engagés à la suite d'un certificat d'exportation retardé	
AGI International Inc .....	2 709
	2 967
	2 377 967
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>	
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	
Règlement d'un grief	
Nom retenu .....	1 630
Agence des services frontaliers du Canada	
Coûts liés à des détentions	
Noms retenus (4) paiements de 211 \$ à 5 681 \$ .....	11 748
Paiements inférieurs à 100 \$ (16) .....	258
	12 006
Gendarmerie royale du Canada	
Indemnisation pour dommage causé à des biens personnels	
Sajoo Z .....	1 246
Indemnisation pour frais de réinstallation	
Bond D .....	7 800
	9 046
	22 682
<b>Total</b> .....	<b>12 522 021</b>

## Montants adjugés par une cour

Cet état fournit, par portefeuille ministériel et par ministère et organisme, le détail de tous les montants adjugés par une cour payés au cours de l'exercice. Lorsque la situation justifie la non-divulgaration, le nom du récipiendaire peut ne pas être publié.

### Montants adjugés par une cour

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
<b>Affaires autochtones et du Nord</b>	
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	
<i>Autorisation—Cour du Banc de la Reine de l'Alberta</i>	
0101-13608	
Adjugé des frais judiciaires	
Rae & Company en fiducie pour	
Administration tribale de Stoney .....	6 648
0103-05288	
Adjugé des frais judiciaires	
Ackroyd LLP en fiducie pour	
Nation Crie de Kehewin .....	7 416
Adjugé pour dommages	
Ackroyd LLP en fiducie pour	
Nation Crie de Kehewin .....	7 595 939
<i>Autorisation—Cour fédérale</i>	
T-418-16	
Adjugé des frais judiciaires	
Lawson Lundell LLP en fiducie pour	
Northern Cross Yukon Ltd .....	1 540
<i>Autorisation—Cour d'appel fédérale</i>	
A-029-15	
Adjugé des frais judiciaires	
Janes Freedman Kyle Law Corporation en fiducie pour	
Première Nation Crie Mikisew .....	10 119
<i>Autorisation—Cour supérieure de justice de l'Ontario</i>	
02-CV-237453CM3	
Adjugé des frais judiciaires	
Two Row Law en fiducie pour	
Première Nation Whitefish Lake .....	25 000
Adjugé pour dommages	
Two Row Law en fiducie pour	
Première Nation Whitefish Lake .....	1 095 888
95-CU-93574	
Adjugé des frais judiciaires	
Maurice Law Barristers & Solicitors en fiducie pour	
Première Nation Crie de Missanabie .....	163 259
CV-09-372025-CP	
Adjugé des frais judiciaires	
Wilson Christen Barristers LLP en fiducie pour	
16,000 autochtones en Ontario .....	98 222
Brown M .....	950 000
<i>Autorisation—Cour supérieure de justice du Québec</i>	
500-17-048861-093	
Adjugé des frais judiciaires	
Schulze D pour	
Descheneaux S, Yantha S, Yantha T .....	23 903
Adjugé pour les titres d'honoraires spéciaux	
Schulze D pour	
Descheneaux S, Yantha S, Yantha T .....	54 000
	10 031 934

*Comptes publics du Canada 2016-2017*

**Montants adjugés par une cour – suite**

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
<b>Affaires mondiales</b>	
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	
<i>Autorisation—Cour fédérale</i>	
<i>T-1317-15</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Karn L .....	4 500
<b>Anciens Combattants</b>	
Ministère des Anciens Combattants	
<i>Autorisation—Cour fédérale</i>	
<i>T-1864-14</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Borden Ladner Gervais S E N C R L en fiducie pour	
Malott S .....	6 426
<i>T-2041-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Jolicoeur S .....	481
<i>T-2153-15</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Cabinet juridique Michel Drapeau en fiducie pour	
Ouellet H.....	3 000
<i>T-510-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Cabinet juridique Michel Drapeau en fiducie pour	
Degeer B .....	4 000
	13 907
<b>Défense nationale</b>	
Ministère de la Défense nationale	
<i>Autorisation—Cour fédérale</i>	
<i>T-1565-16</i>	
Adjugé des frais de révision judiciaire	
Lillie B .....	50
<i>Autorisation—Cour Supérieure du Québec</i>	
<i>450-17-005512-141</i>	
Adjugé pour l'indemnité de vie chère	
Rouleau B.....	59 714
	59 764
<b>Famille, Enfants et Développement social</b>	
Ministère de l'Emploi et du Développement social	
<i>Autorisation—Cour d'appel fédérale</i>	
<i>A-47-13</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
D'Errico MT.....	3 763
<i>A-514-15</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Cavaluzzo LLP en fiducie pour	
Zulkoskey T .....	4 250
	8 013

## Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
<b>Immigration, Réfugiés et Citoyenneté</b>	
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	
<i>Autorisation—Cour fédérale</i>	
<i>IMM-572-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Poulton Law Office Professional Corporation en fiducie pour	
Hosseini S H .....	1 000
<i>T-1035-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Wong M .....	2 000
<i>T-288-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Gerami Law PC en fiducie pour	
Thelwell J A .....	2 000
<i>Autorisation—Cour d'appel fédérale</i>	
<i>A-124-15</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Waldman and Associates en fiducie pour	
Ishaq Z .....	12 036
	<u>17 036</u>
<b>Justice</b>	
Ministère de la Justice	
<i>Autorisation—Cour d'appel de l'Alberta</i>	
<i>1601-0116-AC</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Schnell Hardy Jones LLP en fiducie pour	
E F .....	6 275
<i>Autorisation—Cour supérieure de justice de l'Ontario</i>	
<i>CV-12-449594</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Gregory Dimitriou en fiducie pour	
Dwyer K .....	4 500
<i>Autorisation—Cour suprême du Canada</i>	
<i>35591</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Farris, Vaughan, Wills & Murphy LLP en fiducie pour	
Association des libertés civiles de la Colombie-Britannique, Carter L, Johnson H, Shoichet W, Taylor G .....	
	77 321
	88 096
Bureau du Commissaire à la magistrature fédérale	
<i>Autorisation—Cour fédérale</i>	
<i>T-429-00</i>	
Adjugé des prestations de pension	
Corbett MC .....	62 370
Bureau du directeur des poursuites pénales	
<i>Autorisation—Cour de justice de l'Ontario</i>	
<i>11-04549 et 11-04550</i>	
Adjugé des frais et débours	
Friedman Law Professional Corporation en fiducie pour	
Fercan Developments Inc, FirstOntario Credit Union Ltd, GRVN Group Inc .....	
	901 749
<i>Autorisation—Cour du Banc de la Reine de l'Alberta</i>	
<i>1503-0029A</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Gregory C Lazin, Barrister and Solicitor en fiducie pour	
Croft JC .....	6 745

**Comptes publics du Canada 2016-2017**

**Montants adjugés par une cour – suite**

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
<b>Autorisation—Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest</b>	
<i>S-1-CR-2013-000013</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Ian D McKay, Professional Corporation en fiducie pour	
Hebik M .....	45 892
	954 386
Service administratif des tribunaux judiciaires	
<b>Autorisation—Tribunal canadien du commerce extérieur</b>	
<i>PR-2015-043</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Atchison & Denman Court Reporting Services Ltd, StenoTran Services Inc .....	2 750
	1 107 602
<b>Pêches, Océans et Garde côtière canadienne</b>	
Ministère des Pêches et des Océans	
<b>Autorisation—Cour d'appel de l'Île-du-Prince-Édouard</b>	
<i>S1-CA-1330</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Paul JD Mullin QC Bureaux d'avocats en fiducie pour	
Simpson Aqua Ventures Ltd.....	12 445
<b>Autorisation—Cour fédérale</b>	
<i>T-415-13</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Dionne Schulze S E N C en fiducie pour	
Conseil des Innus de Ekuanitshit et Société des Entreprises Innues d'Ekuanitshit.....	5 500
<i>T-73-15</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
White Raven Law Corporation en fiducie pour	
Haida Nation .....	10 135
<i>T-789-13</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Morton A .....	22 000
<b>Autorisation—Cour d'appel fédérale</b>	
<i>A-29-15</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
JFK Law Corporation en fiducie pour	
Première Nation Mikisew Cree .....	10 118
	60 198
<b>Ressources naturelles</b>	
Ministère des Ressources naturelles	
<b>Autorisation—Cour fédérale</b>	
<i>T-1988-15</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Nelligan O'Brien Payne s r l en fiducie pour	
Gupta M .....	3 250

**Montants adjugés par une cour – suite**

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
<b>Autorisation—Cour d'appel fédérale</b>	
A-29-15	
Adjugé des frais judiciaires	
JFK Law Corporation en fiducie pour	
Chef Courtoreille S, Première Nation Mikisew Cree .....	9 335
	<u>12 585</u>
<b>Revenu national</b>	
Agence du revenu du Canada	
<b>Autorisation—Cour d'appel de l'Ontario</b>	
C59790	
Adjugé relatif aux impôts	
Fred Tayar and Associates Professional Corporation en fiducie pour	
Schnier P .....	19 426
<b>Autorisation—Cour du Banc de la Reine de l'Alberta</b>	
1501-14684	
Adjugé des frais judiciaires	
Bishop & McKenzie LLP en fiducie pour	
Campbell A, White D .....	750
<b>Autorisation—Cour fédérale</b>	
T-2636-14	
Adjugé relatif aux impôts	
Thompson Dorfman Sweatman LLP en fiducie pour	
Gillespie B .....	4 802
T-366-16	
Adjugé relatif aux impôts	
Osler Hoskin & Harcourt S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Walsh P .....	200
T-369-16	
Adjugé relatif aux impôts	
Osler Hoskin & Harcourt S E N C R L/s r l en fiducie pour	
SHS Property Holdings Ltd .....	200
T-370-16	
Adjugé relatif aux impôts	
Osler Hoskin & Harcourt S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Noremac Property Holdings Ltd .....	200
T-410-13	
Adjugé des frais judiciaires	
Robinson R J en fiducie pour	
Grenon J T .....	24 835
T-81-16	
Adjugé relatif aux impôts	
Stevens M A .....	200
T-90-15	
Adjugé relatif aux impôts	
Abou-Rached R G .....	2 000
<b>Autorisation—Cour d'appel fédérale</b>	
A-113-14	
Adjugé relatif aux impôts	
Martin E .....	4 857
A-169-15	
Adjugé relatif aux impôts	
Osler Hoskin & Harcourt S E N C R L/s r l en fiducie pour	
The TDL Group Corp .....	5 905
A-329-15	
Adjugé des dommages pour perte d'emploi	
Bahniuk S J .....	7 662

**Comptes publics du Canada 2016-2017**

**Montants adjugés par une cour – suite**

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
<i>Autorisation—Cour suprême du Canada</i>	
35590	
Adjugé des frais judiciaires	
Thompson D C .....	11 287
<i>Autorisation—Cour canadienne de l'impôt</i>	
2006-2031(GST)G	
Adjugé relatif aux impôts	
Lougheed W J.....	450
2009-1586(IT)G	
Adjugé relatif aux impôts	
Felesky Flynn LLP en fiducie pour	
Bar M Stock Ranch Ltd.....	11 778
2009-726(IT)G	
Adjugé relatif aux impôts	
Beaudoin T .....	5 000
2010-539(IT)G	
Adjugé relatif aux impôts	
Elbadawi H.....	750
2011-2705(IT)G	
Adjugé relatif aux impôts	
Connolly M.....	6 987
2011-3419(GST)G et 2011-3420(GST)G	
Adjugé relatif aux impôts	
Thorsteinssons LLP en fiducie pour	
Courtyard Terrace Assisted Living Residence Ltd.....	7 616
2012-1349(IT)G	
Adjugé relatif aux impôts	
MacIvor Harris LLP en fiducie pour	
C J McCarty Inc .....	6 738
2012-721(IT)G	
Adjugé relatif aux impôts	
Honborg K.....	600
2013-148(GST)G	
Adjugé relatif aux impôts	
Thorsteinssons LLP en fiducie pour	
Elim Housing Society.....	16 513
2013-4667(IT)I	
Adjugé relatif aux impôts	
DLA Piper (Canada) S E N C R L en fiducie pour	
Nanica Holdings Ltd .....	886
2013-4696(IT)G	
Adjugé relatif aux impôts	
Joli-Coeur Lacasse en fiducie pour	
Gingras C .....	3 294
2013-691(IT)G	
Adjugé relatif aux impôts	
Anderson G.....	5 391
2014-1301(GST)G	
Adjugé relatif aux impôts	
KPMG cabinet juridique S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Athabasca University .....	13 458
2014-2459(IT)G	
Adjugé relatif aux impôts	
Norton Rose Fulbright Canada S E N C R L en fiducie pour	
Succession de Evoy G K pour Evoy D G .....	4 149
2014-4234(CPP)	
Adjugé relatif aux impôts	
Econo Shelters Ltd.....	150

## Montants adjugés par une cour – suite

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
<i>2014-450(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Les Avocats Chabot et Associés inc en fiducie pour	
6340288 Canada Ltée .....	5 000
<i>2014-79(GST)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
McInnes Cooper en fiducie pour	
GEM Health Care Group Ltd .....	6 437
<i>2015-1101(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Bakorp Management Ltd .....	2 000
<i>2015-2877(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Hanson P .....	600
<i>2015-3279(IT)I</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Moore J.....	1 000
<i>2015-3908(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Law Chambers LLP en fiducie pour	
Mpamugo L.....	353
<i>2015-4049(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
MacDonald K A.....	250
<i>2015-5164(GST)I</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Rojas L .....	350
<i>2015-533(IT)I</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Paksad F .....	250
<i>2015-794(IT)I</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Savoia A .....	250
<i>2016-2271(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Minder Gross LLP en fiducie pour	
Red Alder Ltd .....	1 250
<i>2016-2888(IT)G</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Miller Thomson S E N C R L/s r l en fiducie pour	
Ronnie Fettback Holdings Ltd.....	3 275
<i>Numéros de jugement retenus (7)</i>	
Adjugé relatif aux impôts	
Noms retenus (7) .....	370 002
	<u>557 101</u>
<b>Santé</b>	
Ministère de la Santé	
<i>Autorisation—Cour fédérale</i>	
<i>T-1422-13</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Équiterre .....	11 781
Fondation David Suzuki .....	11 781

**Comptes publics du Canada 2016-2017**

**Montants adjugés par une cour – suite**

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
<i>T-1835-13 et T-806-14</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Martin W J.....	1 000
<i>T-2030-13</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Conroy and Company en fiducie pour	
Allard N, Beemish T, Davey S, Hebert D.....	684 757
<i>T-748-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Kelly Santini LLP en fiducie pour	
Chickoski W.....	1 247
<b>Autorisation—Cour supérieure de justice de l'Ontario, Cour supérieure du Québec, Cour suprême de la Colombie-Britannique</b>	
<i>98-CV-141369 et 98-CV-146405, 500-06-000016-960 et 500-06-000068-987, C965349</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
RBC Services aux investisseurs et de trésorerie en fiducie pour	
Convention de règlement relative à l'hépatite C 1986-1990.....	45 078
	755 644
Agence canadienne d'inspection des aliments	
<b>Autorisation—Cour d'appel fédérale</b>	
<i>A-543-15</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Jean-Claude Beauchamp Avocat en fiducie pour	
Guillemette P, L Bilodeau & Fils Ltée.....	1 551
	757 195
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>	
Agence des services frontaliers du Canada	
<b>Autorisation—Cour fédérale</b>	
<i>IMM-2418-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Tameh M.....	4 000
<i>IMM-3200-15</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Waldman and Associates en fiducie pour	
Shen S.....	2 500
<i>IMM-6259-12</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Nom retenu.....	27 000
<i>T-373-15</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Borden Ladner Gervais S E N C R L en fiducie pour	
Aéroports de Montréal.....	3 120
<i>T-928-15</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Raven, Cameron, Ballentyne & Yazbeck s r l en fiducie pour	
Wilkinson M.....	10 000
<b>Autorisation—Cour d'appel fédérale</b>	
<i>A-169-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
McMahon Morrison Watts en fiducie pour	
Grant K.....	3 600
<i>A-534-15</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Fasken Martineau Dumoulin S E N C R L en fiducie pour	
Bri-Chem Supply Ltd.....	4 263
	54 483

**Montants adjugés par une cour – suite**

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
Commission des libérations conditionnelles du Canada	
<i>Autorisation—Cour fédérale</i>	
<i>T-1341-15</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Fergus J O'Connor en fiducie pour	
Twins J L .....	250
Gendarmerie royale du Canada	
<i>Autorisation—Cour d'appel de l'Alberta</i>	
<i>1503-0111-AC</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Runkle I .....	4 398
<i>Autorisation—Cour provincial de la Colombie-Britannique</i>	
<i>80000</i>	
Adjugé pour les frais d'application	
Lindsay Kenney LLP en fiducie pour	
Beare A, Beare Q, Beare T .....	201
	4 599
Service correctionnel du Canada	
<i>Autorisation—Cour du Banc de la Reine de l'Alberta</i>	
<i>1503 06683</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Nom retenu .....	150
<i>1603 09609</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Engel Law Office en fiducie pour	
Nom retenu .....	2 545
<i>Autorisation—Cour fédérale</i>	
<i>T-1627-15</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Nom retenu .....	300
<i>T-2016-15</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Nom retenu .....	100
<i>T-2299-1</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Nom retenu .....	50
<i>T-740-16</i>	
Adjugé des frais judiciaires et des arrérages de salaires	
Nom retenu .....	834
<i>Autorisation—Cour supérieure de justice de l'Ontario</i>	
<i>15-63311</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
McNally Gervan LLP en fiducie pour	
Nom retenu .....	2 569
<i>CV-10-0182-00</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Baldwin Law .....	5 800
<i>SC-16-0000043-0000</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Nom retenu .....	8 012
	20 360
	79 692

*Comptes publics du Canada 2016-2017*

**Montants adjugés par une cour – fin**

(en dollars)

Détail et bénéficiaire	Montant
<b>Services publics et Approvisionnement</b>	
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	
<i>Autorisation—Tribunal canadien du commerce extérieur</i>	
<i>PR-2016-026</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Caduceon Entreprises Inc.....	1 150
<i>Autorisation—Cour fédérale</i>	
<i>T-1408-14</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Droittravail Inc en fiducie pour	
Baribeau T.....	8 133
<i>T-2005-14</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Burke-Robertson LLP en fiducie pour	
Landriault M.....	10 000
<i>T-415-13</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Dionne Schulze S E N C en fiducie pour	
Conseil des Innus de Ekuanitshit et Société des Entreprises Innues d’Ekuanitshit.....	5 500
<i>Numéro de jugement retenu</i>	
Adjugé des frais administratifs	
Nom retenu.....	225 000
	249 783
Commission de la fonction publique	
<i>Autorisation—Cour d’appel fédérale</i>	
<i>Numéro de jugement retenu</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Nom retenu.....	14 644
	264 427
<b>Transports</b>	
Ministère des Transports	
<i>Autorisation—Cour fédérale</i>	
<i>T-2571-14</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Worsoff Law Firm en fiducie pour	
Farah A M.....	2 000
<i>T-2586-14</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Gowling WLG en fiducie pour	
Rotor Maxx Support Ltd.....	3 500
<i>Autorisation—Cour d’appel fédérale</i>	
<i>A-538-15</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Raven, Cameron, Ballantyne & Yazbeck s r l en fiducie pour	
Hughes C.....	3 000
	8 500
Office des transports du Canada	
<i>Autorisation—Cour d’appel fédérale</i>	
<i>A-135-15</i>	
Adjugé des frais judiciaires	
Lukacs G.....	1 170
	9 670
<b>Total.....</b>	<b>12 983 624</b>

# Section 9

*Comptes publics du Canada*

2016-2017

## **Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés**

### **Table des matières**

	<i>Page</i>
Affaires autochtones et du Nord.....	9.2
Agriculture et Agroalimentaire.....	9.2
Environnement et Changement climatique.....	9.6
Famille, Enfants et Développement social.....	9.8
Finances .....	9.8
Infrastructure et Collectivités .....	9.10
Innovation, Sciences et Développement économique.....	9.12
Justice.....	9.12
Patrimoine canadien .....	9.14
Pêches, Océans et Garde côtière canadienne .....	9.14
Ressources naturelles .....	9.16
Revenu national.....	9.16
Santé .....	9.16
Sécurité publique et Protection civile.....	9.16
Services publics et Approvisionnement.....	9.18
Transports .....	9.18

## Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés

Cet état présente, par province et territoire, et pour chaque programme fédéral-provincial à frais partagés, les dépenses de l'exercice en cours et de l'exercice précédent et les dépenses encourues depuis l'inauguration du programme. Ces programmes sont présentés d'un exercice à l'autre jusqu'à ce qu'ils soient complétés, même si aucune dépense n'est engagée dans un exercice donné. Un (f) vis-à-vis le total des dépenses depuis l'inauguration indique les programmes complétés au cours de l'exercice. Un (a) vis-à-vis le total des dépenses depuis l'inauguration indique qu'une modification a été faite à un montant des *Comptes publics du Canada* de l'exercice précédent. Dans cet état, les montants en caractères romains représentent les dépenses de l'exercice en cours, les montants en caractères **gras** représentent les dépenses de l'exercice précédent et les montants en *italique* représentent les dépenses depuis l'inauguration.

## Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve- et-Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick	Québec
<b>Affaires autochtones et du Nord</b>					
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien					
Aide à la gestion des urgences .....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Association des trappeurs Cris .....	-	-	-	-	82
	-	-	-	-	<b>82</b>
	-	-	-	-	<i>3 099</i>
Convention de gestion des hardes de caribous de Beverly et Kaminuriak .....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Entente concernant la mise en œuvre de la Convention de la Baie James et du Nord québécois en matière de logement du Nunavik .....	-	-	-	-	21 671
	-	-	-	-	<b>20 702</b>
	-	-	-	-	<i>218 423</i>
Entente sur les inondations du Nord .....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Négociations de traité trilatéral .....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Protection contre les inondations .....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Protection des forêts .....	-	-	-	-	1 083
	-	-	-	-	<b>1 218</b>
	-	-	-	-	<i>9 367</i>
Routes des réserves .....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Services sociaux .....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Total du portefeuille ministériel .....	-	-	-	-	22 836
	-	-	-	-	<b>22 002</b>
	-	-	-	-	<i>230 889</i>
<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>					
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire					
2011 Canada-Alberta Initiative d'aide aux producteurs touchés par la salmonelle .....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
-	-	-	-	-	-	75	-	-	75
-	-	<b>3 748</b>	-	-	<b>3 748</b>	<b>74</b>	-	-	<b>3 822</b> (a)
5 779	-	9 690	-	-	15 469	149	-	-	15 618 (a)
-	-	-	-	-	82	-	-	-	82
-	-	-	-	-	<b>82</b>	-	-	-	<b>82</b>
-	-	-	-	-	3 099	-	-	-	3 099
-	-	-	-	-	-	-	39	-	39
-	-	-	-	-	-	-	<b>40</b>	-	<b>40</b>
-	-	-	-	-	-	191	537	-	728
-	-	-	-	-	21 671	-	-	-	21 671
-	-	-	-	-	<b>20 702</b>	-	-	-	<b>20 702</b> (a)
-	-	-	-	-	218 423	-	-	-	218 423 (a)
-	53	-	-	-	53	-	-	-	53
-	<b>103</b>	-	-	-	<b>103</b>	-	-	-	<b>103</b>
-	123 174	-	-	-	123 174	-	-	-	123 174
-	-	-	-	6 029	6 029	-	-	-	6 029
-	-	-	-	<b>6 029</b>	<b>6 029</b>	-	-	-	<b>6 029</b>
-	-	-	-	133 471	133 471	-	-	-	133 471
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	9 069	-	-	9 069	-	-	-	9 069
-	5 624	1 192	-	-	7 899	-	-	-	7 899
-	<b>5 031</b>	<b>1 189</b>	-	-	<b>7 438</b>	-	-	-	<b>7 438</b>
31 886	67 230	32 638	-	-	141 121	-	-	-	141 121
-	5 073	-	-	-	5 073	-	-	-	5 073
-	<b>8 391</b>	-	-	-	<b>8 391</b>	-	-	-	<b>8 391</b>
-	112 568	-	-	-	112 568	-	-	-	112 568
270 126	-	-	-	-	270 126	-	-	-	270 126
<b>260 525</b>	-	-	-	-	<b>260 525</b>	-	-	-	<b>260 525</b>
4 751 813	-	-	-	-	4 751 813	-	-	-	4 751 813
270 126	10 750	1 192	-	6 029	310 933	75	39	-	311 047
<b>260 525</b>	<b>13 525</b>	<b>4 937</b>	-	<b>6 029</b>	<b>307 018</b>	<b>74</b>	<b>40</b>	-	<b>307 132</b>
4 789 478	302 972	51 397	-	133 471	5 508 207	340	537	-	5 509 084

-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	1 176	-	1 176	-	-	-	1 176

*Comptes publics du Canada 2016-2017*

**Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite**

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
2011 Canada-Colombie-Britannique Initiative d'aide à l'alimentation des animaux et au rétablissement des pâturages .....	-	-	-	-	-
2011 Canada-Colombie-Britannique Initiative d'aide aux producteurs touchés par la tuberculose bovine .....	-	-	-	-	-
2011 Canada-Colombie-Britannique Initiative de lutte contre l'excès d'humidité .....	-	-	-	-	-
2011 Canada-Manitoba Initiative d'aide en cas de pénurie et au rétablissement de l'approvisionnement en fourrage .....	-	-	-	-	-
2011 Canada-Nouveau-Brunswick Initiative de lutte contre l'excès d'humidité .....	-	-	-	-	-
2011 Initiative d'aide destinée aux producteurs touchés par des conditions d'humidité excessive et des inondations pour l'Alberta, la Saskatchewan, le Manitoba et le Québec .....	-	-	-	4 906	-
2012 Canada-Ontario Initiative d'aide au transport du fourrage et du bétail.....	-	-	-	-	52
2012 Canada-Québec Initiative d'aide au transport des animaux et du fourrage.....	-	-	-	-	-
2013 Canada-Nouvelle-Écosse Initiative d'aide aux producteurs de fraises .....	-	-	(6)	-	113
2014 Canada-Colombie-Britannique Initiative d'aide pour l'influenza aviaire .....	-	-	750	-	-
2014 Canada-Manitoba Initiative d'aide à l'approvisionnement en fourrage et au transport .....	-	-	-	-	-
2016 Canada-Alberta Initiative d'aide aux éleveurs d'animaux atteints de tuberculose bovine .....	-	-	-	-	-
2016 Canada-Nouvelle-Écosse Initiative de l'éclosion de feu bactérien.....	-	-	489	-	-
2016 Canada-Nouvelle-Écosse Initiative secteur du sirop d'érable .....	-	-	294	-	-
Agri-protection - Contributions .....	236	9 050	1 282	2 771	26 813
	<b>218</b>	<b>8 917</b>	<b>1 362</b>	<b>3 022</b>	<b>28 098</b>
Agri-stabilité - Contributions.....	4 566	122 551	23 952	71 174	803 271
	-	4 415	-	-	42 290
	-	<b>4 298</b>	-	-	<b>17 987</b>
Agri-stabilité - Subventions.....	1 653	75 966	25 870	63 263	1 036 630
	1 971	-	21 926	1 604	-
	<b>528</b>	-	<b>6 305</b>	<b>1 656</b>	-
	4 094	-	61 699	28 724	-
Cultivons l'avenir 2 - Programmes à frais partagés .....	3 790	3 923	3 674	3 768	29 936
	<b>3 871</b>	<b>4 880</b>	<b>4 054</b>	<b>4 309</b>	<b>29 593</b>
	14 790	15 462	14 397	14 793	114 099

**9.4 Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés**

Comptes publics du Canada 2016-2017

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	793	793	-	-	-	793
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	105	105	-	-	-	105
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	1 399	1 399	-	-	-	1 399
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	(155)	-	-	-	(155)	-	-	-	(155)
-	6 948	-	-	-	6 948	-	-	-	6 948
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	4 906	-	-	-	4 906
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	67 428	141 359	22 538	-	231 377	-	-	-	231 377
-	-	-	-	-	-	-	-	-	(1)
(1)	-	-	-	-	(1)	-	-	-	-
222	-	-	-	-	222	-	-	-	222
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	113	-	-	-	113
-	-	-	-	-	(6)	-	-	-	(6)
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	750	-	-	-	750
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	408	408	-	-	-	408
-	-	-	-	408	408	-	-	-	408
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	(600)	-	-	-	(600)	-	-	-	(600)
-	2 340	-	-	-	2 340	-	-	-	2 340
-	-	-	6 000	-	6 000	-	-	-	6 000
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	6 000	-	6 000	-	-	-	6 000
-	-	-	-	-	489	-	-	-	489
-	-	-	-	-	294	-	-	-	294
-	-	-	-	-	783	-	-	-	783
-	-	-	-	-	440	-	-	-	440
-	-	-	-	-	150	-	-	-	150
-	-	-	-	-	590	-	-	-	590
57 667	88 487	262 956	233 973	18 261	701 496	-	-	-	701 496
<b>56 072</b>	<b>89 506</b>	<b>204 366</b>	<b>196 236</b>	16 353	<b>604 150</b>	-	-	-	<b>604 150</b>
1 343 809	1 627 039	4 341 616	3 476 033	311 894	12 125 905	-	-	-	12 125 905
81 058	-	90 316	83 168	10 281	311 528	-	-	-	311 528
<b>66 798</b>	-	<b>44 092</b>	<b>29 554</b>	(6 232)	<b>156 497</b>	-	-	-	<b>156 497</b>
1 272 864	587 386	1 769 180	1 352 263	295 380	6 480 455	-	-	124	6 480 579
-	10 226	(290)	-	(77)	35 360	-	-	13	35 373
-	<b>(9 378)</b>	<b>(458)</b>	-	(424)	<b>(1 771)</b>	-	-	-	<b>(1 771)</b>
-	368 531	(28 373)	-	(1 705)	432 970	-	-	46	433 016
48 737	19 455	40 510	51 997	11 623	217 413	597	649	820	219 479
<b>46 814</b>	<b>23 364</b>	<b>39 559</b>	<b>47 279</b>	12 593	<b>216 316</b>	<b>589</b>	<b>93</b>	<b>765</b>	<b>217 763</b>
177 442	74 774	159 951	175 863	43 593	805 164	2 360	742	3 047	811 313

Comptes publics du Canada 2016-2017

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
Initiatives Agri-risques - Activités de renforcement des capacités administratives .....	-	-	-	-	562
	-	-	-	-	<b>824</b>
	-	-	-	-	1 386
Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> - Programmes complémentaires de sécurité du revenu .....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	10 745	15 015	13 004	5 626	518 004
Programme Agri-investissement - Contributions .....	-	-	-	-	24 986
	-	-	-	-	<b>17 915</b>
	-	-	-	-	218 692
Programme Agri-investissement - Subventions .....	101	1 411	1 039	1 097	-
	<b>62</b>	<b>1 581</b>	<b>949</b>	<b>1 082</b>	-
	995	19 123	12 229	13 703	16 812
Programme d'aide en cas de catastrophe agricole .....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	150	-
Programme d'aide transitoire à l'industrie (PATI) Paiements aux éleveurs de bovins - Subventions .....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	387	4 509	3 991	3 675	4 000
Programme de démarrage d'Agri-investissement - Contributions .....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	92 514
Programme du revenu agricole (PRA) Paiements directs - Subventions .....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	102	1 069	902	813	-
Stratégie emploi jeunesse - Programme objectif carrière .....	-	14	-	-	204
	-	<b>81</b>	-	<b>10</b>	<b>175</b>
	52	272	393	234	5 130
<b>Total du portefeuille ministériel .....</b>	<b>6 098</b>	<b>18 813</b>	<b>28 844</b>	<b>9 240</b>	<b>124 791</b>
	<b>4 679</b>	<b>19 757</b>	<b>13 114</b>	<b>10 079</b>	<b>94 592</b>
	37 384	253 967	158 560	207 061	2 810 703

**Environnement et Changement climatique**

Ministère de l'Environnement

Accord Canada-Québec relatif à l'application des lois - protection de l'environnement	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	404
Accord Canada-Québec relatif aux réseaux climatologiques du Québec.....	-	-	-	-	240
	-	-	-	-	<b>239</b>
	-	-	-	-	9 162
Accord concernant les relevés hydrométriques .....	448	72	230	324	1 133
	<b>253</b>	<b>75</b>	<b>237</b>	<b>360</b>	<b>967</b>
	7 141	642	2 392	4 679	27 806
Entente Canada avec les provinces et territoires concernant le suivi de la qualité de l'eau .....	48	234	-	29	155
	<b>47</b>	<b>204</b>	-	<b>29</b>	<b>136</b>
	145	642	-	86	735
Entente Canada concernant le suivi de la qualité de l'eau du bassin du Saint-Laurent/Atlantique.....	-	-	-	-	35
	-	-	-	-	<b>41</b>
	-	-	-	-	123
Entente Canada-Québec sur le plan du Saint-Laurent .....	-	-	-	-	5 065
	-	-	-	-	<b>5 740</b>
	-	-	-	-	42 238

9.6 Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés

Comptes publics du Canada 2016-2017

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
-	484	672	878	156	2 752	-	-	-	2 752
-	<b>526</b>	<b>558</b>	<b>1 179</b>	<b>138</b>	<b>3 225</b>	-	-	-	<b>3 225</b>
-	2 157	2 925	4 866	601	11 935	-	-	-	11 935
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
248 516	38 604	45 996	190 826	62 001	1 148 337	340	-	416	1 149 093
-	-	-	-	-	24 986	-	-	-	24 986
-	-	-	-	-	<b>17 915</b>	-	-	-	<b>17 915</b>
-	-	-	-	-	218 692	-	-	-	218 692
27 445	19 788	53 156	43 327	4 912	152 276	-	-	2	152 278
<b>27 260</b>	<b>19 298</b>	<b>49 971</b>	<b>38 439</b>	4 366	<b>143 008</b>	-	-	<b>2</b>	<b>143 010</b>
339 680	234 626	574 694	426 356	54 162	1 692 380	-	-	15	1 692 395
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	150	-	-	-	150
(3)	(1)	(1)	-	-	(5)	-	-	-	(5)
<b>(1)</b>	-	<b>(1)</b>	-	-	<b>(2)</b>	-	-	-	<b>(2)</b>
95 682	56 248	97 388	248 182	22 849	536 911	-	-	10	536 921
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	92 514	-	-	-	92 514
(1)	(1)	(1)	(3)	-	(6)	-	-	-	(6)
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
22 600	14 355	25 801	63 999	5 020	134 661	-	-	7	134 668
211	82	88	168	86	853	-	-	-	853
<b>179</b>	<b>100</b>	<b>47</b>	<b>111</b>	97	<b>800</b>	-	-	-	<b>800</b>
1 411	567	423	798	678	9 958	-	-	-	9 958
215 114	138 520	447 406	419 508	45 242	1 453 576	597	649	835	1 455 657
<b>197 121</b>	<b>122 661</b>	<b>338 134</b>	<b>312 798</b>	<b>27 299</b>	<b>1 140 234</b>	<b>589</b>	<b>93</b>	<b>767</b>	<b>1 141 683</b>
3 502 226	3 081 003	7 130 960	5 968 900	797 178	23 947 942	2 700	742	3 665	23 955 049

-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	404	-	-	-	404 (f)
-	-	-	-	-	240	-	-	-	240
-	-	-	-	-	<b>239</b>	-	-	-	<b>239</b>
-	-	-	-	-	9 162	-	-	-	9 162
2 059	1 056	1 297	1 736	1 678	10 033	2 359	-	(388)	12 004
<b>1 802</b>	<b>994</b>	<b>1 351</b>	<b>1 575</b>	2 088	<b>9 702</b>	<b>2 506</b>	-	<b>893</b>	<b>13 101</b>
45 734	15 682	18 784	29 601	12 683	165 144	7 487	-	1 060	173 691
-	-	-	-	-	466	-	-	-	466
-	-	-	-	-	<b>416</b>	<b>46</b>	-	-	<b>462</b>
-	-	-	-	-	1 608	87	-	-	1 695
-	-	-	-	-	35	-	-	-	35
-	-	-	-	-	<b>41</b>	-	-	-	<b>41</b>
-	-	-	-	-	123	-	-	-	123
-	-	-	-	-	5 065	-	-	-	5 065
-	-	-	-	-	<b>5 740</b>	-	-	-	<b>5 740</b>
-	-	-	-	-	42 238	-	-	-	42 238

Comptes publics du Canada 2016-2017

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
LEP-Loi sur les espèces en péril.....	-	-	-	-	373
	-	-	-	-	<b>427</b>
	-	-	-	-	2 222
Pâtes et papier .....	-	-	-	-	50
	-	-	-	-	<b>50</b>
	-	-	-	-	3 622
Plan nord-américain de gestion de la sauvagine.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Programme d'intendance de l'habitat .....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Programme de recherche des effets des précipitations acides sur les écosystèmes .....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	<b>30</b>
	-	-	-	-	1 151
Programme national pancanadien de surveillance de la pollution atmosphérique .....	136	226	234	189	1 758
	<b>136</b>	<b>226</b>	<b>234</b>	<b>189</b>	<b>1 758</b>
	550	917	947	764	7 121
Régularisation de la rivière des Outaouais .....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	<b>45</b>
	-	-	-	-	11
Agence canadienne d'évaluation environnementale					
Convention de la Baie James et du Nord québécois.....	-	-	-	-	246
	-	-	-	-	<b>246</b>
	-	-	-	-	4 217
Total du portefeuille ministériel .....	632	532	464	542	9 055
	<b>436</b>	<b>505</b>	<b>471</b>	<b>578</b>	<b>9 679</b>
	7 836	2 201	3 339	5 529	98 812
<b>Famille, Enfants et Développement social</b>					
Ministère de l'Emploi et du Développement social					
Ententes sur le développement du marché du travail .....	132 341	28 773	93 424	103 860	671 383
	<b>129 923</b>	<b>27 965</b>	<b>88 713</b>	<b>98 741</b>	<b>636 126</b>
	1 114 644	239 259	757 733	810 458	5 434 274
Ententes sur le marché du travail relatif aux personnes handicapées.....	4 578	1 376	8 290	5 951	45 893
	<b>4 578</b>	<b>1 376</b>	<b>8 290</b>	<b>5 951</b>	<b>45 893</b>
	59 519	17 884	107 775	77 361	596 608
Fonds Canadien pour l'emploi .....	8 013	2 247	14 353	11 439	125 856
	<b>7 317</b>	<b>2 036</b>	<b>13 112</b>	<b>10 482</b>	<b>114 901</b>
	22 721	6 335	40 687	32 496	355 978
Initiative ciblée pour les travailleurs âgés.....	1 715	240	1 188	1 274	7 546
	-	<b>240</b>	<b>1 163</b>	<b>250</b>	<b>3 608</b>
	12 613	3 546	11 457	9 793	72 536
Système informatisé de gestion des examens interprovinciaux (SIGEI) .....	26	26	26	26	26
	<b>26</b>	<b>26</b>	<b>26</b>	<b>26</b>	<b>26</b>
	1 283	1 283	1 283	1 283	1 283
Total du portefeuille ministériel .....	146 673	32 662	117 281	122 550	850 704
	<b>141 844</b>	<b>31 643</b>	<b>111 304</b>	<b>115 450</b>	<b>800 554</b>
	1 210 780	268 307	918 935	931 391	6 460 679
<b>Finances</b>					
Ministère des Finances					
Programme de financement du Harbourfront Centre .....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Total du portefeuille ministériel .....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-

9.8 Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
-	-	-	-	-	373	-	-	-	373
-	-	-	-	-	<b>427</b>	-	-	-	<b>427</b>
-	-	-	-	502	2 724	35	-	-	2 759
-	-	-	-	-	50	-	-	-	50
-	-	-	-	-	<b>50</b>	-	-	-	<b>50</b> (a)
-	-	-	-	273	3 895	-	-	-	3 895 (a)
-	25	58	-	-	83	-	-	-	83
-	<b>44</b>	<b>68</b>	-	-	<b>112</b>	-	-	-	<b>112</b>
2 267	9 852	10 051	7 345	41	29 556	-	-	-	29 556
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	339	339	-	-	58	397 (f)
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	<b>30</b>	-	-	-	<b>30</b>
-	-	-	-	-	1 151	-	-	-	1 151
2 671	287	257	732	988	7 478	41	14	14	7 547
<b>2 671</b>	<b>287</b>	<b>257</b>	<b>732</b>	988	<b>7 478</b>	<b>41</b>	<b>14</b>	<b>14</b>	<b>7 547</b>
10 819	1 161	1 039	2 964	4 003	30 285	165	55	55	30 560
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	<b>45</b>	-	-	-	<b>45</b>
906	-	-	-	-	917	-	-	-	917
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	246	-	-	-	246
-	-	-	-	-	<b>246</b>	-	-	-	<b>246</b>
-	-	-	-	-	4 217	-	-	-	4 217
4 730	1 368	1 612	2 468	2 666	24 069	2 400	14	(374)	26 109
<b>4 473</b>	<b>1 325</b>	<b>1 676</b>	<b>2 307</b>	<b>3 076</b>	<b>24 526</b>	<b>2 593</b>	<b>14</b>	<b>907</b>	<b>28 040</b>
59 726	26 695	29 874	39 910	17 841	291 763	7 774	55	1 173	300 765
677 837	52 325	43 573	130 756	312 362	2 246 634	4 613	3 389	4 014	2 258 650
<b>631 902</b>	<b>49 165</b>	<b>41 250</b>	<b>118 998</b>	296 363	<b>2 119 146</b>	<b>4 294</b>	<b>3 122</b>	<b>3 677</b>	<b>2 130 239</b>
5 403 596	427 734	362 599	1 031 581	2 476 952	18 058 830	37 088	26 439	32 517	18 154 874
76 411	8 965	10 853	25 190	30 744	218 251	1 249	1 249	1 249	221 998
<b>76 411</b>	<b>8 965</b>	<b>10 853</b>	<b>25 190</b>	30 744	<b>218 251</b>	<b>427</b>	<b>11</b>	<b>410</b>	<b>219 099</b> (a)
988 373	116 545	141 084	327 474	399 673	2 832 296	2 414	2 510	2 909	2 840 129 (a)
211 365	19 925	17 393	64 286	71 825	546 702	1 172	1 061	1 067	550 002
<b>191 771</b>	<b>17 923</b>	<b>15 763</b>	<b>57 927</b>	63 859	<b>495 091</b>	<b>797</b>	<b>861</b>	<b>851</b>	<b>497 600</b> (a)
594 998	55 830	48 941	180 025	200 644	1 538 655	3 081	2 935	2 930	1 547 601 (a)
8 340	626	1 002	2 487	2 908	27 326	480	120	240	28 166
<b>8 286</b>	<b>389</b>	-	<b>1 493</b>	2 908	<b>18 337</b>	-	-	<b>213</b>	<b>18 550</b> (a)
74 429	3 374	6 040	10 429	37 225	241 442	1 650	300	3 170	246 562 (a)
26	26	26	26	26	260	26	26	26	338
<b>26</b>	<b>26</b>	<b>26</b>	<b>26</b>	26	<b>260</b>	<b>26</b>	<b>26</b>	<b>26</b>	<b>338</b>
1 283	1 283	1 283	1 283	1 283	12 830	1 283	1 283	1 283	16 679
973 979	81 867	72 847	222 745	417 865	3 039 173	7 540	5 845	6 596	3 059 154
<b>908 396</b>	<b>76 468</b>	<b>67 892</b>	<b>203 634</b>	<b>393 900</b>	<b>2 851 085</b>	<b>5 544</b>	<b>4 020</b>	<b>5 177</b>	<b>2 865 826</b>
7 062 679	604 766	559 947	1 550 792	3 115 777	22 684 053	45 516	33 467	42 809	22 805 845
4 086	-	-	-	-	4 086	-	-	-	4 086
<b>3 101</b>	-	-	-	-	<b>3 101</b>	-	-	-	<b>3 101</b>
43 572	-	-	-	-	43 572	-	-	-	43 572 (f)
4 086	-	-	-	-	4 086	-	-	-	4 086
<b>3 101</b>	-	-	-	-	<b>3 101</b>	-	-	-	<b>3 101</b>
43 572	-	-	-	-	43 572	-	-	-	43 572

Comptes publics du Canada 2016-2017

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
<b>Infrastructure et Collectivités</b>					
Bureau de l'infrastructure du Canada					
Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique .....	4 430	–	–	–	121
	<b>3 041</b>	–	–	–	<b>47 800</b>
	100 293	30 006	105 500	378 600	895 232
Fonds Chantiers Canada-volet Collectivités .....	1 613	42	670	296	18 073
	<b>4 155</b>	<b>504</b>	<b>3 157</b>	<b>810</b>	<b>24 279</b>
	54 283	21 952	36 951	32 415	193 826
Fonds Chantiers Canada-volet Grandes infrastructures.....	3 635	–	7 939	–	28 995
	<b>4 941</b>	–	<b>24 999</b>	<b>620</b>	<b>62 831</b>
	67 856	13 250	176 319	15 696	974 670
Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées.....	1 657	2 275	459	49	–
	–	–	–	–	–
	1 657	2 275	459	49	–
Fonds pour l'infrastructure verte .....	–	29 421	–	–	2 640
	–	–	–	–	–
	–	29 421	–	–	3 249
Fonds pour les infrastructures du transport en commun.....	46	427	65	–	–
	–	–	–	–	–
	46	427	65	–	–
Fonds sur l'infrastructure frontalière.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	<b>17 700</b>
	–	–	–	30 000	130 126
Nouveau Fonds Chantiers Canada-volet Infrastructures provinciales-territoriales-					
Fonds des petites collectivités.....	3 174	1 663	2 491	10 188	33
	–	–	<b>31</b>	<b>1 689</b>	<b>18</b>
	3 174	1 663	2 491	11 877	33
Nouveau Fonds Chantiers Canada-volet Infrastructures provinciales-territoriales-					
Projets nationaux et régionaux .....	261	7 197	9 077	5 455	–
	–	<b>2 788</b>	<b>9 708</b>	–	–
	261	11 234	18 785	5 455	–
Nouveau Fonds Chantiers Canada-volet Infrastructures nationales.....	–	–	–	298	16 758
	–	–	–	–	<b>3 069</b>
	–	–	–	298	16 758
Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires.	–	–	–	25 000	–
	<b>37 500</b>	–	–	<b>12 500</b>	–
	162 500	175 000	159 800	175 000	150 000
Programme de la route entre Inuvik et Tuktoyaktuk .....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Total du portefeuille ministériel .....	14 816	41 025	20 701	41 286	66 620
	<b>49 637</b>	<b>3 292</b>	<b>37 895</b>	<b>15 619</b>	<b>155 697</b>
	390 070	285 228	500 370	649 390	2 363 894

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
32 914	11 899	–	500	–	49 864	–	–	–	49 864
<b>62 806</b>	<b>3 249</b>	–	<b>13 465</b>	–	<b>130 361</b>	–	<b>1 159</b>	<b>3 868</b>	<b>135 388</b>
989 183	347 670	92 700	300 000	735 000	3 974 184	65 000	39 811	40 000	4 118 995 (a)
12 787	3 723	1 169	1 183	3 070	42 626	–	–	–	42 626
<b>18 000</b>	<b>5 821</b>	<b>2 626</b>	<b>2 149</b>	<b>8 114</b>	<b>69 615</b>	–	–	–	<b>69 615 (a)</b>
337 508	40 759	97 653	87 544	127 061	1 029 952	–	–	–	1 029 952 (a)
223 935	10 008	8 963	37 427	168 099	489 001	–	–	–	489 001
<b>378 342</b>	<b>10 219</b>	<b>11 672</b>	<b>63 622</b>	<b>99 826</b>	<b>657 072</b>	–	–	–	<b>657 072 (a)</b>
1 801 442	53 598	113 040	497 684	508 759	4 222 314	–	–	–	4 222 314 (a)
–	–	127	–	1 014	5 581	–	–	1 511	7 092
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	127	–	1 014	5 581	–	–	1 511	7 092
8 546	4 351	–	–	–	44 958	–	–	–	44 958
<b>11 378</b>	–	–	–	–	<b>11 378</b>	–	–	–	<b>11 378</b>
123 118	4 351	–	–	130 000	290 139	–	–	71 000	361 139
1 985	–	62	13 486	21 100	37 171	–	–	–	37 171
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
1 985	–	62	13 486	21 100	37 171	–	–	–	37 171
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	<b>17 700</b>	–	–	–	<b>17 700</b>
291 827	–	5 000	–	88 000	544 953	–	–	–	544 953 (a)
25 986	15 396	7 096	19 123	11 229	96 379	10 201	1 821	5 368	113 769
<b>2 614</b>	<b>4 891</b>	<b>480</b>	<b>1 084</b>	<b>1 284</b>	<b>12 091</b>	–	–	–	<b>12 091 (a)</b>
28 600	20 286	7 096	20 206	12 513	107 939	10 201	1 821	5 368	125 329 (a)
8 024	5 402	16 141	1 272	21 646	74 475	34 313	–	–	108 788
–	<b>7 323</b>	<b>11 917</b>	–	<b>3 220</b>	<b>34 956</b>	–	–	–	<b>34 956</b>
8 024	12 725	36 306	1 272	24 866	118 928	34 313	–	–	153 241
–	–	–	1 393	3 050	21 499	–	–	–	21 499
–	–	–	–	–	<b>3 069</b>	–	–	–	<b>3 069</b>
–	–	–	1 393	–	18 449	–	–	–	18 449
–	–	–	–	–	25 000	–	–	–	25 000
–	–	–	–	–	<b>50 000</b>	–	–	–	<b>50 000</b>
157 365	165 000	165 000	162 500	175 000	1 647 165	181 953	182 680	182 910	2 194 708
–	–	–	–	–	–	57 000	–	–	57 000
–	–	–	–	–	–	<b>51 375</b>	–	–	<b>51 375</b>
–	–	–	–	–	–	192 500	–	–	192 500
314 177	50 779	33 558	74 384	229 208	886 554	101 514	1 821	6 879	996 768
<b>473 140</b>	<b>31 503</b>	<b>26 695</b>	<b>80 320</b>	<b>112 444</b>	<b>986 242</b>	<b>51 375</b>	<b>1 159</b>	<b>3 868</b>	<b>1 042 644</b>
3 739 052	644 389	516 984	1 084 085	1 823 313	11 996 775	483 967	224 312	300 789	13 005 843

Comptes publics du Canada 2016-2017

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
<b>Innovation, Sciences et Développement économique</b>					
Ministère de l'Industrie					
Fonds d'investissement stratégique pour les établissements postsecondaires .....	12 634	3 946	22 912	18 717	146 033
	–	–	–	–	–
	12 634	3 946	22 912	18 717	146 033
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec					
Contributions en vertu du Programme de développement économique du Québec -					
Initiative pour la restauration des traverses de cours d'eau sur les chemins					
à vocations faunique et multiresources .....	–	–	–	–	4 071
	–	–	–	–	4 072
	–	–	–	–	9 600
Agence de promotion économique du Canada atlantique					
Contributions pour le Programme de développement des entreprises internationales ...					
	139	84	307	307	–
	220	132	483	483	–
	2 634	1 580	5 795	5 795	–
Agence spatiale canadienne					
Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent.....					
	–	–	–	–	164
	–	–	–	–	427
	–	–	–	–	905
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien					
Ententes de partenariat pour le développement économique de l'Ouest .....					
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Total du portefeuille ministériel .....	12 773	4 030	23 219	19 024	150 268
	220	132	483	483	4 499
	15 268	5 526	28 707	24 512	156 538
<b>Justice</b>					
Ministère de la Justice					
Contributions aux provinces afin de contribuer aux services					
d'aide juridique .....					
	2 207	480	3 898	2 646	27 670
	2 045	445	3 612	2 453	26 062
	61 913	11 308	112 810	64 197	738 662
Contributions aux provinces en vertu du Fonds pour le Programme d'assistance					
parajudiciaire aux Autochtones.....					
	–	–	211	–	830
	–	–	111	–	530
	2 936	102	2 396	–	16 961
Contributions aux provinces et aux territoires pour soutenir des services de justice					
destinés aux jeunes .....					
	4 091	1 615	4 931	3 854	29 315
	4 091	1 615	4 931	3 854	29 315
	148 728	58 670	178 470	139 976	1 043 847
Contributions aux provinces et aux territoires pour soutenir des services					
de justice destinés aux jeunes - Placement et surveillance dans le cadre					
d'un programme intensif de réadaptation.....					
	346	378	697	453	1 246
	486	414	711	392	1 002
	4 164	4 360	7 064	4 778	7 306
Contributions aux territoires pour les services d'accès à la justice (à savoir l'aide					
juridique, l'assistance parajudiciaire aux Autochtones et les services					
de vulgarisation et d'information juridique) .....					
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Total du portefeuille ministériel .....	6 644	2 473	9 737	6 953	59 061
	6 622	2 474	9 365	6 699	56 909
	217 741	74 440	300 740	208 951	1 806 776

Comptes publics du Canada 2016-2017

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
295 172	29 447	23 926	85 297	96 023	734 107	1 590	4 029	583	740 309
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
295 172	29 447	23 926	85 297	96 023	734 107	1 590	4 029	583	740 309
-	-	-	-	-	4 071	-	-	-	4 071
-	-	-	-	-	<b>4 072</b>	-	-	-	<b>4 072</b>
-	-	-	-	-	9 600	-	-	-	9 600 (f)
-	-	-	-	-	837	-	-	-	837
-	-	-	-	-	<b>1 318</b>	-	-	-	<b>1 318</b> (a)
-	-	-	-	-	15 804	-	-	-	15 804 (a)(f)
-	-	-	-	-	164	-	-	-	164
-	-	-	-	-	<b>427</b>	-	-	-	<b>427</b>
-	-	-	-	-	905	-	-	-	905
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	50 123	48 500	49 476	44 267	192 366	-	-	-	192 366
295 172	29 447	23 926	85 297	96 023	739 179	1 590	4 029	583	745 381
-	-	-	-	-	<b>5 817</b>	-	-	-	<b>5 817</b>
295 172	79 570	72 426	134 773	140 290	952 782	1 590	4 029	583	958 984
60 645	5 267	4 534	12 076	16 204	135 627	-	-	-	135 627
<b>50 947</b>	<b>4 882</b>	<b>4 203</b>	<b>10 969</b>	14 709	<b>120 327</b>	-	-	-	<b>120 327</b>
1 484 143	138 539	114 333	293 194	393 480	3 412 579	24 435	-	7 605	3 444 619
1 838	735	620	1 689	1 764	7 687	-	-	-	7 687
<b>1 040</b>	<b>435</b>	<b>620</b>	<b>1 009</b>	994	<b>4 739</b>	-	-	-	<b>4 739</b>
31 855	13 370	17 056	36 669	35 634	156 979	6 832	65	2 336	166 212
50 993	5 141	5 927	13 551	17 689	137 107	2 445	1 260	881	141 693
<b>50 993</b>	<b>5 141</b>	<b>5 927</b>	<b>13 551</b>	17 689	<b>137 107</b>	<b>2 445</b>	<b>1 260</b>	<b>881</b>	<b>141 693</b>
1 874 714	181 285	215 397	464 247	589 495	4 894 829	110 513	27 851	35 943	5 069 136
1 522	871	1 527	1 371	1 293	9 704	300	650	394	11 048
<b>1 212</b>	<b>1 334</b>	<b>1 350</b>	<b>1 431</b>	1 350	<b>9 682</b>	<b>416</b>	<b>573</b>	<b>332</b>	<b>11 003</b>
18 521	11 181	11 673	14 731	14 572	98 350	3 870	5 222	3 608	111 050
-	-	-	-	-	-	2 461	2 457	1 338	6 256
-	-	-	-	-	-	<b>1 972</b>	<b>1 792</b>	<b>1 092</b>	<b>4 856</b>
-	-	-	-	-	-	34 524	31 266	18 756	84 546
114 998	12 014	12 608	28 687	36 950	290 125	5 206	4 367	2 613	302 311
<b>104 192</b>	<b>11 792</b>	<b>12 100</b>	<b>26 960</b>	<b>34 742</b>	<b>271 855</b>	<b>4 833</b>	<b>3 625</b>	<b>2 305</b>	<b>282 618</b>
3 409 233	344 375	358 459	808 841	1 033 181	8 562 737	180 174	64 404	68 248	8 875 563

Comptes publics du Canada 2016-2017

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
<b>Patrimoine canadien</b>					
Ministère du Patrimoine canadien					
Fonds du Canada pour la présentation des arts .....	100	–	–	–	–
	<b>100</b>	–	–	–	–
	1 439	–	–	–	–
Fonds du Canada pour les espaces culturels .....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	3 100	–	–	–	–
Programme de soutien au sport.....	277	257	297	289	657
	<b>277</b>	<b>257</b>	<b>297</b>	<b>289</b>	<b>657</b>
	3 736	3 131	4 239	3 845	9 123
Programme des langues officielles dans l'enseignement .....	4 291	6 662	10 739	24 781	67 288
	<b>4 291</b>	<b>5 414</b>	<b>10 444</b>	<b>24 492</b>	<b>70 192</b>
	139 147	107 421	293 442	936 282	3 216 584
Total du portefeuille ministériel .....	4 668	6 919	11 036	25 070	67 945
	<b>4 668</b>	<b>5 671</b>	<b>10 741</b>	<b>24 781</b>	<b>70 849</b>
	147 422	110 552	297 681	940 127	3 225 707
<b>Pêches, Océans et Garde côtière canadienne</b>					
Ministère des Pêches et des Océans					
Conservation de la ouananiche et des stocks de reproduction issus des activités d'écloseries et d'élevage .....	–	–	–	26	–
	–	–	–	<b>26</b>	–
	–	–	–	77	–
Détection environnementale de l'ADN (ADNe) d'espèces aquatiques envahissantes ....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Enquête sur la pêche récréative au Canada .....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Relevé plurispécifique de l'est de l'Arctique marin .....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Exploitation de l'Alloco Hatchery à Maple Ridge (Colombie-Britannique) .....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Gestion des statistiques de la pêche commerciale au Québec (1990 à 2005).....	–	–	–	–	32
	–	–	–	–	<b>32</b>
	–	–	–	–	921
Inventaire des ressources côtières du Nunavut.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Programme de baux aquacoles de l'Île-du-Prince-Édouard .....	–	155	–	–	–
	–	<b>155</b>	–	–	–
	–	2 879	–	–	–
Programme de surveillance de l'impact cumulatif.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Projet Quinte .....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Respect de la planification du réseau de l'aire protégée marine (2016-2018) .....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Respect des espèces prioritaires à risque (2016-2018) .....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Respect des espèces prioritaires à risque (2016-2019) .....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
-	-	-	-	-	100	-	-	-	100
-	-	-	-	-	<b>100</b>	-	-	-	<b>100</b>
-	-	-	-	-	1 439	-	-	-	1 439
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	900	-	-	4 000	-	88	50	4 138
912	312	303	438	477	4 219	252	252	252	4 975
<b>912</b>	<b>312</b>	<b>303</b>	<b>438</b>	477	<b>4 219</b>	<b>352</b>	<b>352</b>	<b>352</b>	<b>5 275</b>
11 456	4 236	4 391	6 127	6 537	56 821	4 041	3 069	3 583	67 514
86 268	14 506	8 984	15 792	19 431	258 742	2 918	2 248	1 423	265 331
<b>83 097</b>	<b>15 414</b>	<b>8 950</b>	<b>15 791</b>	18 474	<b>256 559</b>	<b>2 716</b>	<b>1 423</b>	<b>2 213</b>	<b>262 911</b>
3 152 583	429 872	293 146	450 553	494 003	9 513 033	61 023	30 361	47 154	9 651 571
87 180	14 818	9 287	16 230	19 908	263 061	3 170	2 500	1 675	270 406
<b>84 009</b>	<b>15 726</b>	<b>9 253</b>	<b>16 229</b>	<b>18 951</b>	<b>260 878</b>	<b>3 068</b>	<b>1 775</b>	<b>2 565</b>	<b>268 286</b>
3 164 039	434 108	298 437	456 680	500 540	9 575 293	65 064	33 518	50 787	9 724 662
-	-	-	-	-	26	-	-	-	26
-	-	-	-	-	<b>26</b>	-	-	-	<b>26</b>
-	-	-	-	-	77	-	-	-	77 (a)
-	-	-	-	80	80	-	-	-	80
-	-	-	-	<b>34</b>	<b>34</b>	-	-	-	<b>34 (a)</b>
-	-	-	-	114	114	-	-	-	114 (a)
58	-	-	-	-	58	-	-	-	58
<b>128</b>	-	-	-	-	<b>128</b>	-	-	-	<b>128</b>
185	-	-	-	-	185	-	-	-	185
-	-	-	-	-	-	-	116	-	116
-	-	-	-	-	-	-	<b>116</b>	-	<b>116 (a)</b>
-	-	-	-	-	-	-	483	-	483 (a)
-	-	-	-	25	25	-	-	-	25
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	25	25	-	-	-	25
-	-	-	-	-	32	-	-	-	32
-	-	-	-	-	<b>32</b>	-	-	-	<b>32</b>
-	-	-	-	-	921	-	-	-	921
-	-	-	-	-	-	-	200	-	200
-	-	-	-	-	-	-	<b>125</b>	-	<b>125 (a)</b>
-	-	-	-	-	-	-	325	-	325 (a)
-	-	-	-	-	155	-	-	-	155
-	-	-	-	-	<b>155</b>	-	-	-	<b>155</b>
-	-	-	-	-	2 879	-	-	-	2 879
-	-	-	-	-	-	331	-	-	331
-	-	-	-	-	-	<b>2</b>	-	-	<b>2</b>
-	-	-	-	-	-	339	-	-	339
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>182</b>	-	-	-	-	<b>182</b>	-	-	-	<b>182</b>
4 337	-	-	-	-	4 337	-	-	-	4 337 (f)
-	-	-	-	70	70	-	-	-	70
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	70	70	-	-	-	70
-	-	-	-	215	-	-	-	-	215
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	215	-	-	-	-	215
-	-	-	-	161	-	-	-	-	161
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	161	-	-	-	-	161

Comptes publics du Canada 2016-2017

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – suite

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
Science pour le développement de la pêche côtière de l'omble chevalier.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Structure de la population et identification du stock de la rivière Skeena.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
Total du portefeuille ministériel .....	-	155	-	26	32
	-	<b>155</b>	-	<b>26</b>	<b>32</b>
	-	2 879	-	77	921
<b>Ressources naturelles</b>					
Ministère des Ressources naturelles					
Office Canada-Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers .....	-	-	1 224	-	-
	-	-	<b>2 070</b>	-	-
	-	-	42 804	-	-
Office Canada-Terre-Neuve-et-Labrador sur les hydrocarbures extracôtiers .....	2 208	-	-	-	-
	<b>4 262</b>	-	-	-	-
	84 094	-	-	-	-
Total du portefeuille ministériel .....	2 208	-	1 224	-	-
	<b>4 262</b>	-	<b>2 070</b>	-	-
	84 094	-	42 804	-	-
<b>Revenu national</b>					
Agence du revenu du Canada					
Groupe de travail sur l'économie clandestine.....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	2	1	4	4	157
Total du portefeuille ministériel .....	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-
	2	1	4	4	157
<b>Santé</b>					
Ministère de la Santé					
Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent.....	-	-	-	-	4
	-	-	-	-	<b>4</b>
	-	-	-	-	25
Agence de la santé publique du Canada					
Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent.....	-	-	-	-	12
	-	-	-	-	<b>26</b>
	-	-	-	-	115
Total du portefeuille ministériel .....	-	-	-	-	16
	-	-	-	-	<b>30</b>
	-	-	-	-	140
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>					
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile					
Accords d'aide financière en cas de catastrophe (AAFCC) .....	9 018	-	-	40 230	7 781
	-	-	<b>7 685</b>	<b>7 000</b>	-
	172 923	11 649	64 382	135 224	1 076 145
Contributions pour Lac-Mégantic, Québec .....	-	-	-	-	38 281
	-	-	-	-	<b>19</b>
	-	-	-	-	120 000
Programme de services de police des Premières nations.....	-	-	340	272	38 208
	-	-	<b>336</b>	<b>255</b>	<b>36 730</b>
	1 345	1 020	21 779	9 750	485 579
Subventions au Système national de repérage.....	29	26	32	31	84
	<b>29</b>	<b>26</b>	<b>32</b>	<b>31</b>	<b>84</b>
	287	260	316	303	808

9.16 Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés

Comptes publics du Canada 2016-2017

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	231	-	231
-	-	-	-	-	-	-	257	-	257 (f)
-	-	-	-	3	3	-	-	-	3
-	-	-	-	3	3	-	-	-	3 (a)
-	-	-	-	7	7	-	-	-	7 (a)
58	-	-	-	554	825	331	316	-	1 472
310	-	-	-	37	560	2	472	-	1 034
4 522	-	-	-	592	8 991	339	1 065	-	10 395
-	-	-	-	-	1 224	-	-	-	1 224
-	-	-	-	-	2 070	-	-	-	2 070
-	-	-	-	-	42 804	-	-	-	42 804
-	-	-	-	-	2 208	-	-	-	2 208
-	-	-	-	-	4 262	-	-	-	4 262
-	-	-	-	-	84 094	-	-	-	84 094
-	-	-	-	-	3 432	-	-	-	3 432
-	-	-	-	-	6 332	-	-	-	6 332
-	-	-	-	-	126 898	-	-	-	126 898
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
136	11	16	68	56	455	-	-	-	455 (f)
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
136	11	16	68	56	455	-	-	-	455
-	-	-	-	-	4	-	-	-	4
-	-	-	-	-	4	-	-	-	4
-	-	-	-	-	25	-	-	-	25
-	-	-	-	-	12	-	-	-	12
-	-	-	-	-	26	-	-	-	26
-	-	-	-	-	115	-	-	-	115
-	-	-	-	-	16	-	-	-	16
-	-	-	-	-	30	-	-	-	30
-	-	-	-	-	140	-	-	-	140
98 582	89 593	88 770	327 690	43 941	705 605	-	-	7 111	712 716
-	16 500	-	100 000	7 440	138 625	-	-	723	139 348
240 778	827 445	413 800	1 251 039	495 552	4 688 937	7 315	5 300	13 499	4 715 051
-	-	-	-	-	38 281	-	-	-	38 281
-	-	-	-	-	19	-	-	-	19
-	-	-	-	-	120 000	-	-	-	120 000
37 480	5 352	1 084	4 817	881	88 434	-	-	-	88 434
31 209	5 250	1 065	5 620	817	81 282	-	-	-	81 282
698 508	107 815	86 560	125 668	72 299	1 610 323	6 910	3 784	16 774	1 637 791
121	34	33	52	58	500	-	-	-	500
121	34	33	52	58	500	-	-	-	500
1 154	335	322	500	557	4 842	43	69	43	4 997

Comptes publics du Canada 2016-2017

Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés – fin

(en milliers de dollars)

Ministère et organisme	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
<b>Gendarmerie royale du Canada</b>					
Programme canadien du contrôle des armes à feu .....	–	225	1 009	975	5 871
	–	<b>225</b>	<b>1 009</b>	<b>975</b>	<b>5 871</b>
	2 255	4 627	20 068	21 100	147 061
Total du portefeuille ministériel .....	9 047	251	1 381	41 508	90 225
	<b>29</b>	<b>251</b>	<b>9 062</b>	<b>8 261</b>	<b>42 704</b>
	176 810	17 556	106 545	166 377	1 829 593
<b>Services publics et Approvisionnement</b>					
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux					
Complexe des barrages Témiscamingue - Remplacement du barrage de l'Ontario.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Coût d'entretien du pont Macdonald-Cartier .....	–	–	–	–	158
	–	–	–	–	<b>3 421</b>
	–	–	–	–	11 349
Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent.....	–	–	–	–	4
	–	–	–	–	<b>25</b>
	–	–	–	–	114
Remplacement du tablier du complexe des barrages Témiscamingue.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	513
Total du portefeuille ministériel .....	–	–	–	–	162
	–	–	–	–	<b>3 446</b>
	–	–	–	–	11 976
<b>Transports</b>					
Ministère des Transports					
Code canadien de sécurité .....	189	161	440	207	–
	<b>189</b>	<b>161</b>	–	<b>207</b>	–
	3 997	3 370	5 965	4 681	14 423
Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	5
Fonds d'infrastructure de transport de la porte et du corridor de l'Asie-Pacifique.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Fonds pour les portes d'entrée et les passages frontaliers.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	8 000	9 153	110 521	–
Initiative d'adaptation des transports dans le Nord.....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Programme d'amélioration des passages à niveau approuvé aux termes de la Loi sur la sécurité ferroviaire .....	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–
Rénovations des routes en Outaouais.....	–	–	–	–	736
	–	–	–	–	<b>393</b>
	–	–	–	–	147 679
Total du portefeuille ministériel .....	189	161	440	207	736
	<b>189</b>	<b>161</b>	–	<b>207</b>	<b>393</b>
	3 997	11 370	15 118	115 202	162 107
<b>Total global.....</b>	203 748	107 021	214 327	266 406	1 442 451
	<b>212 586</b>	<b>64 041</b>	<b>194 505</b>	<b>182 183</b>	<b>1 261 386</b>
	2 291 404	1 032 027	2 372 803	3 248 621	19 158 892

(a) Modifie les Comptes publics du Canada de l'exercice précédent.

(f) Programme complété.

9.18 Programmes fédéraux-provinciaux à frais partagés

Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Total des provinces	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Territoire du Yukon	Total
6 150	–	–	–	–	14 230	–	–	–	14 230
<b>6 150</b>	–	–	–	–	<b>14 230</b>	–	–	–	<b>14 230</b>
127 208	2 464	2 190	4 587	27 893	359 453	1 137	–	1 297	361 887
142 333	94 979	89 887	332 559	44 880	847 050	–	–	7 111	854 161
<b>37 480</b>	<b>21 784</b>	<b>1 098</b>	<b>105 672</b>	<b>8 315</b>	<b>234 656</b>	–	–	<b>723</b>	<b>235 379</b>
1 067 648	938 059	502 872	1 381 794	596 301	6 783 555	15 405	9 153	31 613	6 839 726
7 614	–	–	–	–	7 614	–	–	–	7 614
<b>15 468</b>	–	–	–	–	<b>15 468</b>	–	–	–	<b>15 468</b> (a)
23 082	–	–	–	–	23 082	–	–	–	23 082 (a)
158	–	–	–	–	316	–	–	–	316
<b>3 421</b>	–	–	–	–	<b>6 842</b>	–	–	–	<b>6 842</b>
16 487	–	–	–	–	27 836	–	–	–	27 836
–	–	–	–	–	4	–	–	–	4
–	–	–	–	–	25	–	–	–	25
–	–	–	–	–	114	–	–	–	114
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
170	–	–	–	–	683	–	–	–	683 (f)
7 772	–	–	–	–	7 934	–	–	–	7 934
<b>18 889</b>	–	–	–	–	<b>22 335</b>	–	–	–	<b>22 335</b>
39 739	–	–	–	–	51 715	–	–	–	51 715
1 123	241	228	–	483	3 072	153	50	153	3 428
<b>1 123</b>	<b>241</b>	<b>228</b>	–	483	<b>2 632</b>	<b>153</b>	<b>50</b>	<b>153</b>	<b>2 988</b>
24 068	5 662	5 731	9 309	9 065	86 271	2 829	100	3 030	92 230
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	–	–	–	–	5	–	–	–	5
–	–	–	3 750	1 325	5 075	–	–	–	5 075
–	–	–	<b>19 948</b>	767	<b>20 715</b>	–	–	–	<b>20 715</b>
–	33 565	–	75 000	501 992	610 557	–	–	–	610 557
112 474	8 831	–	–	–	121 305	–	–	–	121 305
<b>296 287</b>	<b>1 715</b>	<b>120</b>	–	–	<b>298 122</b>	–	–	–	<b>298 122</b>
737 264	36 445	26 969	–	–	928 352	–	–	252	928 604
–	–	–	–	–	–	377	–	283	660
–	–	–	–	–	–	<b>377</b>	–	<b>283</b>	<b>660</b>
–	–	–	–	–	–	1 398	374	1 310	3 082
–	5	267	–	82	354	–	–	–	354
–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
–	5	267	–	82	354	–	–	–	354
–	–	–	–	–	736	–	–	–	736
–	–	–	–	–	<b>393</b>	–	–	–	<b>393</b>
–	–	–	–	–	147 679	–	–	–	147 679
113 597	9 077	495	3 750	1 890	130 542	530	50	436	131 558
<b>297 410</b>	<b>1 956</b>	<b>348</b>	<b>19 948</b>	<b>1 250</b>	<b>321 862</b>	<b>530</b>	<b>50</b>	<b>436</b>	<b>322 878</b>
761 332	75 677	32 967	84 309	511 139	1 773 218	4 227	474	4 592	1 782 511
2 543 322	443 619	692 818	1 185 628	901 215	8 000 555	122 953	19 630	26 354	8 169 492
<b>2 389 046</b>	<b>296 740</b>	<b>462 133</b>	<b>767 868</b>	<b>606 043</b>	<b>6 436 531</b>	<b>68 608</b>	<b>11 248</b>	<b>16 748</b>	<b>6 533 135</b>
27 938 554	6 531 625	9 554 339	11 510 152	8 669 679	92 308 096	807 096	371 756	504 259	93 991 207

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

# Section 10

*Comptes publics du Canada*

2016-2017

## Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement

### Table des matières

	<i>Page</i>
Commissions.....	10.2
Frais de déplacement et de séjour par commission.....	10.3
Frais d'études.....	10.4
Revenus de placements.....	10.6
Dépenses des cabinets des ministres.....	10.10
Frais de déplacements des ministres et secrétaires parlementaires.....	10.20
Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres.....	10.24

## Commissions

### Information générale par commission

L'état suivant a pour but de présenter de l'information générale pour chaque commission impliquée dans une enquête ou une investigation publique.

#### Information générale par commission

(en dollars)

Ministère et organisme	Membres		Autres salaires	Autres dépenses	Total
	Salaires	Frais de déplacement et de séjour <sup>1</sup>			
<b>Conseil privé</b>					
Bureau du Conseil privé					
Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées .....					
	633 624	110 863	870 868	1 268 366	2 883 721
Cette Commission a été instituée par décret (numéro Conseil privé (C.P.) 2016-0736 en date du 2 août 2016) en vertu de la partie I de la <i>Loi sur les enquêtes</i> . La Commission est chargée de faire enquête pour identifier et examiner les causes systémiques de violence contre les femmes et les filles autochtones au Canada et de faire des recommandations de mesures efficaces.					

<sup>1</sup> Les détails concernant les dépenses de l'exercice en cours figurent au tableau suivant intitulé « Frais de déplacement et de séjour par commission ».

## Frais de déplacement et de séjour par commission

L'état suivant présente le total des frais de déplacement et de séjour payé à chaque membre de commission.

### Frais de déplacement et de séjour par commission

(en dollars)

Nom des membres	Montant
<b>Conseil privé</b>	
Bureau du Conseil privé	
Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées	
Audette M T (Commissaire) .....	20 713
L'hon M R Buller (Commissaire en chef) .....	27 128
Eyolfson B (Commissaire) .....	20 461
Poitras M (Commissaire) .....	25 447
Robinson E Q (Commissaire) .....	17 114
	110 863

## Frais d'études

Cet état fournit le détail des frais d'études encourus au cours de l'exercice. Aux fins de cet état, les frais d'études représentent le coût de toute activité éducationnelle de longue durée. Une activité éducationnelle de longue durée est toute activité de formation ou de développement accordée à un employé du gouvernement et donnée dans un établissement éducationnel à l'extérieur de la fonction publique qui a totalisé ou qui totalisera un nombre total de 65 jours ouvrables ou plus sur une période maximale de trois (3) ans, ou qui exige ou exigera des dépenses totales de plus de 25 000 \$ (y compris le salaire).

## Frais d'études

(en dollars)

Ministère et organisme	Nombre d'employés	Salaires <sup>1</sup>	Frais de déplacement et de séjour	Frais de scolarité <sup>2</sup>	Autres dépenses	Total
<b>Affaires autochtones et du Nord</b>						
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.....	9	184 565	–	61 343	520	246 428
<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>						
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire.....	8	40 549	15 403	136 000	–	191 952
<b>Conseil du Trésor</b>						
Secrétariat du Conseil du Trésor.....	6	27 262	1 967	146 000	–	175 229
<b>Conseil privé</b>						
Bureau du Conseil privé.....	8	59 500	12 089	224 500	–	296 089
Bureau du directeur général des élections.....	1	19 509	–	4 141	–	23 650
<b>Défense nationale</b>						
Ministère de la Défense nationale.....	448	29 805 261	3 566 259	3 841 474	131 164	37 344 158
<b>Environnement et Changement climatique</b>						
Ministère de l'Environnement.....	1	7 002	–	977	154	8 133
Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	1	4 873	–	25 995	–	30 868
Agence Parcs Canada.....	1	25 350	–	2 733	1 498	29 581
<b>Famille, Enfants et Développement social</b>						
Ministère de l'Emploi et du Développement social.....	7	22 073	10 676	72 914	889	106 552
<b>Finances</b>						
Bureau du surintendant des institutions financières.....	1	13 376	–	16 950	–	30 326
Bureau du vérificateur général.....	12	64 485	1 668	45 730	–	111 883
<b>Immigration, Réfugiés et Citoyenneté</b>						
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration.....	3	7 613	–	3 910	108	11 631
<b>Innovation, Sciences et Développement économique</b>						
Ministère de l'Industrie.....	7	140 631	10 282	34 193	–	185 106
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.....	5	9 194	8 878	48 897	–	66 969
Statistique Canada.....	4	37 734	16 812	47 261	400	102 207
<b>Justice</b>						
Ministère de la Justice.....	3	4 000	–	4 000	1 000	9 000
Commission canadienne des droits de la personne.....	1	9 683	–	–	–	9 683
<b>Patrimoine Canadien</b>						
Bibliothèque et Archives du Canada.....	2	17 806	–	651	–	18 457
<b>Pêches, Océans et Garde côtière canadienne</b>						
Ministère des Pêches et des Océans.....	2	48 095	–	10 088	–	58 183
<b>Ressources naturelles</b>						
Ministère des Ressources naturelles.....	6	63 733	31 299	78 174	39	173 245
<b>Revenu national</b>						
Agence du revenu du Canada.....	8	47 719	–	8 981	–	56 700
<b>Santé</b>						
Ministère de la Santé.....	29	417 674	17 449	26 667	–	461 790
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	2	13 430	9 855	42 000	–	65 285
Instituts de recherche en santé du Canada.....	2	9 882	4 545	42 000	–	56 427
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>						
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile.....	4	23 501	–	22 774	–	46 275
Agence des services frontaliers du Canada.....	1	–	–	14 237	–	14 237
Gendarmerie royale du Canada.....	2	10 000	–	57 240	–	67 240
Service correctionnel du Canada.....	1	39 733	–	–	–	39 733

## Frais d'études – fin

(en dollars)

Ministère et organisme	Nombre d'employés	Salaires <sup>1</sup>	Frais de déplacement et de séjour	Frais de scolarité <sup>2</sup>	Autres dépenses	Total
<b>Services publics et Approvisionnement</b>						
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.....	17	151 322	15 306	200 108	1 732	– 368 468
Commission de la fonction publique .....	2	84 570	–	–	–	84 570
Services partagés Canada .....	1	5 913	–	4 212	–	10 125
<b>Transports</b>						
Ministère des Transports .....	23	127 822	93 057	679 113	533	900 525
Office des transports du Canada .....	1	12 815	4 118	16 995	–	33 928
<b>Total.....</b>	<b>629</b>	<b>31 556 675</b>	<b>3 819 663</b>	<b>5 920 258</b>	<b>138 037</b>	<b>41 434 633</b>

<sup>1</sup> Comprend les indemnités tenant lieu de traitements.<sup>2</sup> Comprend les indemnités pour livres.

## Revenus de placements

Cet état fournit le détail pour l'exercice de la catégorie « autres revenus » intitulée revenus de placements. Les revenus de placements consistent principalement en des intérêts sur les prêts et avances consentis, en des dividendes sur les placements, et en des virements de bénéfices, tels qu'inscrits par les ministères avant qu'aucun redressement ne soit effectué. Pour les fins de présentation dans les états financiers, les montants démontrés ici pour les comptes des opérations en devises et des sociétés d'État entreprises ont été respectivement reclassifiés aux revenus nets des opérations de change et aux revenus des sociétés d'État aux sections 2 et 3 du volume I et au tableau 4a du volume II.

### Revenus de placements

(en dollars)

Description	Montant réalisé en 2016-2017 <sup>1</sup>
<b>Trésorerie et créances</b>	
Ministère de l'Emploi et du Développement social	
Intérêts des dépôts bancaires .....	288 446
Ministère des Finances	
Intérêts des dépôts bancaires .....	230 741 129
<b>Total de la trésorerie et des créances .....</b>	<b>231 029 575</b>
<b>Comptes d'opérations de change</b>	
Ministère des Finances	
Fonds monétaire international – virement des bénéfices	
Prêts .....	1 773 982
Souscriptions .....	1 870 962
Réserves de liquidités internationales détenues dans le Compte du fonds des changes	
Virement des bénéfices .....	1 996 258 917
<b>Total des comptes d'opérations de change.....</b>	<b>1 999 903 861</b>
<b>Prêts, placements et avances</b>	
<b>Sociétés d'État et autres entreprises publiques</b>	
Banque de développement du Canada	
Dividendes .....	68 648 726
Intérêts .....	81 741 478
	150 390 204
Banque du Canada	
Virement des bénéfices .....	1 111 158 055
Commission canadienne du lait	
Intérêts .....	358 076
Corporation de développement des investissements du Canada	
Dividendes .....	51 000 000
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	
Exportation et développement Canada – Dividendes .....	786 000 000
Financement agricole Canada	
Dividendes .....	268 300 000
Intérêts .....	140 881 471
	409 181 471
Monnaie royale canadienne	
Dividendes .....	29 000 000
Société canadienne d'hypothèques et de logement	
Intérêts .....	511 017 958
Société immobilière du Canada limitée	
Dividendes .....	6 500 000

## Revenus de placements – suite

(en dollars)

Description	Montant réalisé en 2016-2017 <sup>1</sup>
<b>Autres entreprises publiques</b>	
Autres que des intérêts	
Administration portuaire de Belledune .....	170 375
Administration portuaire de Halifax .....	1 849 267
Administration portuaire de Hamilton .....	1 181 977
Administration portuaire de Montréal.....	4 151 709
Administration portuaire de Nanaimo.....	179 447
Administration portuaire d'Oshawa .....	33 403
Administration portuaire de Port Alberni .....	103 964
Administration portuaire de Prince Rupert .....	3 328 733
Administration portuaire de Québec .....	1 271 999
Administration portuaire de Saguenay.....	54 736
Administration portuaire de Saint John .....	554 050
Administration portuaire de Sept-Îles .....	182 780
Administration portuaire de St. John's .....	150 636
Administration portuaire de Thunder Bay .....	74 985
Administration portuaire de Toronto .....	2 883 961
Administration portuaire de Trois-Rivières .....	142 551
Administration portuaire de Windsor .....	32 726
Administration portuaire Vancouver Fraser.....	6 711 104
	23 058 403
Total des sociétés d'État et autres entreprises publiques .....	3 077 664 167
<b>Gouvernements étrangers, y compris les pays en développement</b>	
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	
Aide au développement international	
Frais de service et d'engagements financiers sur les prêts aux pays en développement .....	1 263
Prêts aux pays en développement .....	4 291 209
Ministère des Finances	
Aide au développement international	
Gouvernements étrangers – Ukraine .....	6 860 000
Total des gouvernements étrangers, y compris les pays en développement .....	11 152 472
<b>Organisations internationales</b>	
Fonds monétaire international	
Fiducie pour la réduction de la pauvreté et la croissance.....	639 514
Société financière internationale	
Programme du Canada sur les changements climatiques.....	2 290 841
Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire .....	894 297
Total des organisations internationales.....	3 824 652
<b>Autres prêts, placements et avances</b>	
Prêts, placements et avances	
Agence de promotion économique du Canada atlantique	
Dividendes sur investissements.....	9 748
Construction de défense (1951) Limitée	
Dividendes.....	8 500 000
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	
Employés affectés à l'étranger.....	163 966
	8 673 714

Comptes publics du Canada 2016-2017

Revenus de placements – fin

(en dollars)

Description	Montant réalisé en 2016-2017 <sup>1</sup>
<b>Autre</b>	
Exportation et développement Canada (Compte du Canada)	
Expansion du commerce d'exportation.....	73 427 361
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	
Intérêts sur les prêts d'aide et de transport.....	280 176
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	
Programme de réserve pour pertes sur prêts dans l'industrie du porc.....	647 395
Ministère de l'Emploi et du Développement social	
Intérêts sur prêts canadiens aux apprentis.....	337 720
Intérêts sur prêts canadiens aux étudiants.....	662 022 270
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	
Conseil des Premières nations du Yukon – Aînés.....	63 288
Fonds d'aide domiciliaire aux Indiens – Logement sur réserve – Intérêts sur prêts garantis.....	3 804 444
Premières nations de la Colombie-Britannique.....	833 439
Prêt perpétuel de la bande Stoney.....	11 689
Programme de prêts garantis pour le développement économique des Indiens.....	18 664
Revendicateurs autochtones.....	1 220 297
Ministère des Anciens Combattants	
Caisse de la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> – Avances.....	76
Ministère des Finances	
Agence de la consommation en matière financière du Canada.....	24 453
Arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces.....	58 944
	<u>742 750 216</u>
Total des autres prêts, placements et avances.....	<u>751 423 930</u>
<b>Total des prêts, placements et avances.....</b>	<b><u>3 844 065 221</u></b>
<b>Autres comptes</b>	
Ministère de la Défense nationale	
Dépôt de garantie (articles extérieurs du Canada).....	2 548
Intérêts gagnés sur les fonds en dépôt avec les fournisseurs/banques.....	141 557
Intérêts sur prêts aux employés affectés à l'étranger.....	155 713
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	
Gendarmerie royale du Canada	
Prêts et avances à des personnes affectées à l'étranger.....	4 105
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	
Intérêts sur les comptes de banque des missions.....	52 567
<b>Total des autres comptes.....</b>	<b><u>356 490</u></b>
<b>Total des revenus de placements.....</b>	<b><u>6 075 355 147</u></b>
<b>Sommaire</b>	
Dividendes.....	1 217 958 474
Intérêts.....	1 723 275 091
Virement des bénéficiaires.....	3 111 061 916
Autres.....	23 059 666
<b>Total.....</b>	<b><u>6 075 355 147</u></b>

<sup>1</sup> Les montants inscrits sous cette colonne représentent des intérêts sauf indication contraire.

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

## Dépenses des cabinets des ministres

Le 12 décembre 2006, la *Loi sur l'accès à l'information* a été modifiée par la *Loi fédérale sur l'imputabilité* afin d'exiger que le chef du ministère ou qu'un ministre d'État du gouvernement du Canada publie un rapport annuel de toutes les charges engagées par son bureau et imputées au Trésor. Les dépenses présentées ci-dessous sont celles imputées au budget du ministre (budget total de 56 143 702 \$) en conformité avec les politiques à l'intention des cabinets des ministres. Ce tableau n'inclut pas les prestations de préretraite des civils et les dépenses législatives telles que le traitement du ministre et allocation pour automobile, les contributions des employeurs au Régime de pensions, et certains des avantages sociaux des employés et autres éléments tel que spécifié dans les présentes politiques.

Pour de plus amples directives sur les dépenses incluses dans les budgets des cabinets des ministres consultez l'annexe E des présentes politiques.

## Dépenses des cabinets des ministres

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
<b>Affaires autochtones et du Nord</b>					
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien					
Ministre des Affaires autochtones et du Nord					
L'hon C Bennett .....	1 avr 2016 au 31 mars 2017	<b>1 218 584</b>	<b>196 177</b>	<b>580</b>	<b>12 575</b>
<b>Affaires mondiales</b>					
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement					
Ministres des Affaires étrangères					
L'hon C Freeland .....	10 janv 2017 au 31 mars 2017	197 746	24 135	–	178
L'hon S Dion .....	1 avr 2016 au 10 janv 2017	1 281 097	54 823	15	8 920
Ministres du Commerce international					
L'hon F-P Champagne .....	10 janv 2017 au 31 mars 2017	190 995	14 461	–	525
L'hon C Freeland .....	1 avr 2016 au 10 janv 2017	890 835	54 785	92	535
Ministre du Développement international et de La Francophonie					
L'hon M-C Bibeau .....	1 avr 2016 au 31 mars 2017	941 184	69 598	–	19 807
		<b>3 501 857</b>	<b>217 802</b>	<b>107</b>	<b>29 965</b>
<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>					
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire					
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire					
L'hon L MacAulay .....	1 avr 2016 au 31 mars 2017	<b>1 223 119</b>	<b>131 846</b>	<b>365</b>	<b>3 276</b>
<b>Anciens Combattants</b>					
Ministère des Anciens Combattants					
Ministre des Anciens Combattants					
L'hon K Hehr .....	1 avr 2016 au 31 mars 2017	<b>1 147 823</b>	<b>278 320</b>	<b>375</b>	<b>3 048</b>
<b>Conseil du Trésor</b>					
Secrétariat du Conseil du Trésor					
Président du Conseil du Trésor					
L'hon S Brison .....	1 avr 2016 au 31 mars 2017	<b>1 096 607</b>	<b>31 244</b>	<b>982</b>	<b>4 645</b>

Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
<b>1 598</b>	–	<b>9 146</b>	–	–	<b>39</b>	<b>1 438 699</b>
–	–	891	–	200	–	223 150
–	–	738	–	600	–	1 346 193
–	–	1 759	–	200	–	207 940
–	–	404	–	–	–	946 651
–	–	1 523	–	–	545	1 032 657
–	–	<b>5 315</b>	–	<b>1 000</b>	<b>545</b>	<b>3 756 591</b>
–	–	<b>926</b>	–	–	–	<b>1 359 532</b>
–	–	<b>120</b>	–	–	<b>5 921</b>	<b>1 435 607</b>
–	–	<b>4 442</b>	–	<b>766</b>	<b>34 110</b>	<b>1 172 796</b>

*Comptes publics du Canada 2016-2017*

**Dépenses des cabinets des ministres – suite**

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
<b>Conseil privé</b>					
Bureau du Conseil privé					
Premier ministre					
Le très hon J Trudeau .....	1 avr 2016 au 31 mars 2017	7 462 686	792 234	2 150	56 742
Leaders du gouvernement à la					
Chambre des communes					
L'hon B Chagger .....	19 août 2016 au 31 mars 2017	388 221	3 555	–	299
L'hon D LeBlanc .....	1 avr 2016 au 19 août 2016	419 147	22 259	280	13 994
Ministres des Institutions démocratiques					
L'hon K Gould .....	10 janv 2017 au 31 mars 2017	174 601	9 623	–	186
L'hon M Monsef .....	1 avr 2016 au 10 janv 2017	796 023	89 655	–	1 856
		<b>9 240 678</b>	<b>917 326</b>	<b>2 430</b>	<b>73 077</b>
<b>Défense nationale</b>					
Ministère de la Défense nationale					
Ministre de la Défense nationale					
L'hon H S Sajjan .....	1 avr 2016 au 31 mars 2017	1 393 923	203 183	–	8 139
Ministre associé de la Défense nationale					
L'hon K Hehr .....	1 avr 2016 au 31 mars 2017	–	2 530	–	–
		<b>1 393 923</b>	<b>205 713</b>	<b>–</b>	<b>8 139</b>
<b>Environnement et Changement climatique</b>					
Ministère de l'Environnement					
Ministre de l'Environnement et du Changement climatique					
L'hon C McKenna .....	1 avr 2016 au 31 mars 2017	<b>1 515 224</b>	<b>165 830</b>	<b>828</b>	<b>17 619</b>
<b>Famille, Enfants et Développement social</b>					
Ministère de l'Emploi et du Développement social					
Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social					
L'hon J-Y Duclos .....	1 avr 2016 au 31 mars 2017	1 453 458	106 277	1 845	774
Ministres de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail					
L'hon P Hajdu .....	10 janv 2017 au 31 mars 2017	283 247	40 577	111	4 612
L'hon M Mihychuk .....	1 avr 2016 au 10 janv 2017	709 787	74 271	387	33
Ministre des Sports et des Personnes handicapées					
L'hon C Qualtrough .....	1 avr 2016 au 31 mars 2017	193 456	66 734	171	–
		<b>2 639 948</b>	<b>287 859</b>	<b>2 514</b>	<b>5 419</b>
<b>Finances</b>					
Ministère des Finances					
Ministre des Finances					
L'hon B Morneau .....	1 avr 2016 au 31 mars 2017	<b>1 619 062</b>	<b>199 256</b>	<b>1 691</b>	<b>7 307</b>
<b>Immigration, Réfugiés et Citoyenneté</b>					
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration					
Ministres de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté					
L'hon A Hussen .....	10 janv 2017 au 31 mars 2017	266 520	46 327	1 272	534
L'hon J McCallum .....	1 avr 2016 au 10 janv 2017	1 024 092	88 867	1 741	4 516
		<b>1 290 612</b>	<b>135 194</b>	<b>3 013</b>	<b>5 050</b>

**10 . 12 Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement**

Comptes publics du Canada 2016-2017

Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
17 209	–	75 923	–	12 509	20 857	8 440 310
–	–	–	–	176	–	392 251
–	–	518	–	138	5 292	461 628
–	–	159	–	1 949	925	187 443
–	–	16	–	–	4 879	892 429
<b>17 209</b>	<b>–</b>	<b>76 616</b>	<b>–</b>	<b>14 772</b>	<b>31 953</b>	<b>10 374 061</b>
360	–	25 919	–	–	–	1 631 524
–	–	–	–	–	–	2 530
<b>360</b>	<b>–</b>	<b>25 919</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>1 634 054</b>
<b>5 562</b>	<b>1 015</b>	<b>7 172</b>	<b>–</b>	<b>115</b>	<b>26</b>	<b>1 713 391</b>
825	–	11 634	–	4 551	–	1 579 364
–	330	5 479	–	2 352	–	336 708
–	679	10 163	–	607	–	795 927
–	–	88	–	336	–	260 785
<b>825</b>	<b>1 009</b>	<b>27 364</b>	<b>–</b>	<b>7 846</b>	<b>–</b>	<b>2 972 784</b>
<b>398</b>	<b>–</b>	<b>8 997</b>	<b>–</b>	<b>664</b>	<b>717</b>	<b>1 838 092</b>
30	–	2 271	–	1 095	–	318 049
321	–	2 220	–	208	10 466	1 132 431
<b>351</b>	<b>–</b>	<b>4 491</b>	<b>–</b>	<b>1 303</b>	<b>10 466</b>	<b>1 450 480</b>

*Comptes publics du Canada 2016-2017*

**Dépenses des cabinets des ministres – suite**

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
<b>Infrastructure et Collectivités</b>					
Bureau de l'infrastructure du Canada Ministre de l'Infrastructure et des Collectivités L'hon A Sohi .....	1 avr 2016 au 31 mars 2017	<b>1 407 341</b>	<b>103 141</b>	<b>3 534</b>	<b>1 009</b>
<b>Innovation, Sciences et Développement économique</b>					
Ministère de l'Industrie					
Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique					
L'hon N Bains .....	1 avr 2016 au 31 mars 2017	1 340 011	158 030	2 345	5 545
Ministre de la Petite Entreprise et du Tourisme					
L'hon B Chagger .....	1 avr 2016 au 31 mars 2017	767 343	63 488	1 133	199
Ministre des Sciences					
L'hon K Duncan .....	1 avr 2016 au 31 mars 2017	805 606	70 102	821	1 492
		<b>2 912 960</b>	<b>291 620</b>	<b>4 299</b>	<b>7 236</b>
Agence canadienne de développement économique du Nord					
Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique					
L'hon N Bains .....	1 avr 2016 au 31 mars 2017	–	–	–	85 000
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec					
Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique					
L'hon N Bains .....	1 avr 2016 au 31 mars 2017	75 000	5 694	–	–
Agence de promotion économique du Canada atlantique					
Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique					
L'hon N Bains .....	1 avr 2016 au 31 mars 2017	75 000	10 000	–	–
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario					
Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique					
L'hon N Bains .....	1 avr 2016 au 31 mars 2017	75 000	9 534	–	–
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien					
Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique					
L'hon N Bains .....	1 avr 2016 au 31 mars 2017	75 000	10 000	–	–
		<b>3 212 960</b>	<b>326 848</b>	<b>4 299</b>	<b>92 236</b>
<b>Justice</b>					
Ministère de la Justice					
Ministre de la Justice et procureur général du Canada					
L'hon J Wilson-Raybould .....	1 avr 2016 au 31 mars 2017	<b>1 449 598</b>	<b>195 365</b>	<b>3 709</b>	<b>29 155</b>

**10.14 Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement**

*Comptes publics du Canada 2016-2017*

Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnement (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
<b>1 356</b>	–	<b>2 793</b>	–	–	–	<b>1 519 174</b>
1 374	20	7 697	–	442	112	1 515 576
400	58	4 307	–	643	–	837 571
1 241	39	4 041	–	2 496	–	885 838
3 015	117	16 045	–	3 581	112	3 238 985
–	–	–	–	–	–	85 000
–	–	502	–	–	–	81 196
–	–	–	–	–	–	85 000
–	–	466	–	–	–	85 000
–	–	–	–	–	–	85 000
<b>3 015</b>	<b>117</b>	<b>17 013</b>	–	<b>3 581</b>	<b>112</b>	<b>3 660 181</b>
<b>205</b>	–	<b>11 774</b>	–	<b>5 722</b>	<b>1 029</b>	<b>1 696 557</b>

*Comptes publics du Canada 2016-2017*

**Dépenses des cabinets des ministres – suite**

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
<b>Patrimoine canadien</b>					
Ministère du Patrimoine canadien					
Ministre du Patrimoine canadien					
L'hon M Joly .....	1 avr 2016 au 31 mars 2017	1 651 690	245 198	8 178	5 237
Ministère des Sports et des Personnes handicapées					
L'hon C Qualtrough .....	1 avr 2016 au 31 mars 2017	587 769	178 712	392	–
		2 239 459	423 910	8 570	5 237
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme					
Ministres de la Condition féminine					
L'hon M Monsef .....	10 janv 2017 au 31 mars 2017	177 461	3 839	–	6 450
L'hon P Hajdu .....	1 avr 2016 au 10 janv 2017	637 549	86 909	–	461
		815 010	90 748	–	6 911
		<b>3 054 469</b>	<b>514 658</b>	<b>8 570</b>	<b>12 148</b>
<b>Pêches, Océans et Garde côtière canadienne</b>					
Ministère des Pêches et des Océans					
Ministres des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne					
L'hon D Leblanc .....	31 mai 2016 au 31 mars 2017	1 124 798	130 197	500	22 603
L'hon H Tootoo .....	1 avr 2016 au 31 mai 2016	183 406	16 612	–	123
		<b>1 308 204</b>	<b>146 809</b>	<b>500</b>	<b>22 726</b>
<b>Ressources naturelles</b>					
Ministère des Ressources naturelles					
Ministre des Ressources naturelles					
L'hon J Carr .....	1 avr 2016 au 31 mars 2017	<b>1 234 069</b>	<b>125 679</b>	–	<b>5 159</b>
<b>Revenu national</b>					
Agence du revenu du Canada					
Ministre du Revenu national					
L'hon D Lebouthillier .....	1 avr 2016 au 31 mars 2017	<b>802 670</b>	<b>53 985</b>	–	<b>12 875</b>
<b>Santé</b>					
Ministère de la Santé					
Ministre de la Santé					
L'hon J Philpott .....	1 avr 2016 au 31 mars 2017	<b>1 285 310</b>	<b>103 084</b>	<b>1 100</b>	<b>2 903</b>
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>					
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile					
Ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile					
L'hon R Goodale .....	1 avr 2016 au 31 mars 2017	<b>1 419 038</b>	<b>73 707</b>	–	<b>4 627</b>

*Comptes publics du Canada 2016-2017*

Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnement (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
10 966	60	3 785	–	1 257	11 199	1 937 570
–	30	732	–	–	2 911	770 546
10 966	90	4 517	–	1 257	14 110	2 708 116
–	–	176	–	–	–	187 926
–	–	415	–	485	–	725 819
–	–	591	–	485	–	913 745
<b>10 966</b>	<b>90</b>	<b>5 108</b>	<b>–</b>	<b>1 742</b>	<b>14 110</b>	<b>3 621 861</b>
–	–	989	–	4 177	–	1 283 264
–	22	69	–	–	–	200 232
–	<b>22</b>	<b>1 058</b>	<b>–</b>	<b>4 177</b>	<b>–</b>	<b>1 483 496</b>
<b>903</b>	<b>–</b>	<b>406</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>1 366 216</b>
–	–	4 399	–	263	–	874 192
–	705	5 454	–	20	9 298	1 407 874
225	–	5 108	–	7 477	–	1 510 182

*Comptes publics du Canada 2016-2017*

**Dépenses des cabinets des ministres – fin**

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Date du début à la date de fin	Personnel (1)	Transports et communications (2)	Information (3)	Services professionnels et spéciaux (4)
<b>Services publics et Approvisionnement</b>					
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux					
Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement					
L'hon J Foote .....	1 avr 2016 au 31 mars 2017	1 477 168	136 477	253	1 179
Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement					
Bureaux régionaux des ministres <sup>1</sup> .....	1 janv 2017 au 31 mars 2017	49 659	9 193	109	–
		<b>1 526 827</b>	<b>145 670</b>	<b>362</b>	<b>1 179</b>
<b>Transports</b>					
Ministère des Transports					
Ministre des Transports					
L'hon M Garneau .....	1 avr 2016 au 31 mars 2017	<b>1 191 956</b>	<b>118 545</b>	–	<b>1 456</b>
<b>Autre<sup>2</sup></b> .....	Sans objet	<b>29 362</b>			<b>24 418</b>
<b>Total</b> .....		<b>43 809 241</b>	<b>4 674 058</b>	<b>34 959</b>	<b>380 011</b>

<sup>1</sup> Dans les années précédentes, les dépenses des cabinets des ministres comprenaient des montants liés aux bureaux régionaux des ministres (BRM) pour les ministres ayant la responsabilité de régions spécifiques. Dans l'année courante, la responsabilité de tous les BRM relève maintenant de la Ministre des Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC). Ainsi, toutes les dépenses relatives sont présentées sous le portefeuille de SPAC.

<sup>2</sup> Ces dépenses, qui ont été versées au cours de l'exercice financier 2016-2017, sont reliées aux bureaux des ministres d'un Parlement précédent.

*Comptes publics du Canada 2016-2017*

Location (5)	Réparation et entretien (6)	Services publics, fournitures et approvisionnements (7)	Acquisition de terrains, bâtiments et travaux (8)	Acquisition de machinerie et matériel (9)	Autres subventions et paiements (12)	Total des dépenses brutes
-	699	9 344	-	-	178	1 625 298
-	-	384	-	18 517	-	77 862
-	<b>699</b>	<b>9 728</b>	-	<b>18 517</b>	<b>178</b>	<b>1 703 160</b>
-	<b>670</b>	<b>3 718</b>	-	<b>1 905</b>	<b>6 387</b>	<b>1 324 637</b>
						<b>53 780</b>
<b>42 973</b>	<b>4 327</b>	<b>237 067</b>	-	<b>69 870</b>	<b>114 891</b>	<b>49 367 397</b>

## Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires

Cet état fournit le détail sur les frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires encourus au cours de l'exercice, pour les besoins de fonctionnement ou de programme du ministère qu'ils soient nationaux ou internationaux, qu'ils soient imputés au budget du cabinet du ministre ou à n'importe quel autre centre financier au sein du ministère ou de l'organisme.

Aux fins de cet état, les frais de déplacement comprennent le transport, le logement, les repas et autres dépenses. Les éléments suivants sont exclus de cet état :

- les frais de déplacement du personnel rattaché aux ministres, ou des autres personnes voyageant avec les ministres et secrétaires parlementaires;
- les frais d'hospitalité encourus au nom du gouvernement lorsqu'ils sont considérés comme essentiels pour fins de courtoisie, ou pour faciliter la conduite d'affaires gouvernementales;
- les frais de déplacement des membres de la Chambre des communes au service de divers comités parlementaires;
- les frais de déménagement, de transport et de déplacement versés par la Chambre des communes au nom de ses membres. Ces dépenses sont déclarées dans un état distinct de la section 11 de ce volume intitulé « Chambre des communes – État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2016-2017 »;
- les frais d'utilisation des avions de propriété de l'État par le ministère de la Défense nationale; et
- les frais de déplacement des membres de la Chambre des communes pour représenter le Canada à des conférences et réunions internationales. Ces dépenses sont déclarées dans un état distinct de la section 11 de ce volume intitulé « Affaires étrangères, Commerce et Développement – Frais de voyage liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales ».

## Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Crédit	Montant
<b>Affaires autochtones et du Nord</b>		
Ministre des Affaires autochtones et du Nord		
L'hon C Bennett .....	1	59 953
Secrétaire parlementaire		
Y Jones .....	1	10 817
<b>Affaires mondiales</b>		
Ministres des Affaires étrangères		
L'hon C Freeland .....	1	14 015
L'hon S Dion .....	1	118 375
Secrétaire parlementaire		
P Goldsmith-Jones .....	1	33 967
Secrétaire parlementaire (Affaires consulaires)		
O Alghabra .....	1	35 649
Secrétaire parlementaire (Relations canado-américaines)		
A Leslie .....	1	6 345
Ministres du Commerce international		
L'hon F-P Champagne .....	1	66 502
L'hon C Freeland .....	1	71 208
Secrétaire parlementaire		
D Lametti .....	1	36 889
Ministre du Développement international et de la Francophonie		
L'hon M-C Bibeau .....	1	69 639
Secrétaires parlementaires		
C Caesar-Chavannes .....	1	2 058
K Gould .....	1	29 501
<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>		
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire		
L'hon L MacAulay .....	1	33 415
Secrétaire parlementaire		
J-C Poissant .....	1	244

## Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires – suite

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Crédit	Montant
<b>Anciens Combattants</b>		
Ministre des Anciens Combattants		
L'hon K Hehr .....	1	71 126
Secrétaires parlementaires		
S Romanado .....	1	797
K McCrimmon .....	1	7 049
<b>Conseil du Trésor</b>		
Président du Conseil du Trésor		
L'hon S Brison .....	1	33 749
Secrétaire parlementaire		
J Murray .....	1	12 414
<b>Conseil privé</b>		
Premier ministre		
Le très hon J Trudeau .....	1	12 061
Secrétaire parlementaire		
C Caesar-Chavannes .....	1	1 637
Secrétaire parlementaire (Affaires intergouvernementales)		
A Vaughan .....	1	11 040
Secrétaire parlementaire (Jeunesse)		
P Schiefke .....	1	7 900
Leaders du gouvernement à la Chambre des communes		
L'hon B Chagger .....	1	1 739
L'hon D LeBlanc .....	1	2 730
Ministres des Institutions démocratiques		
L'hon K Gould .....	1	2 092
L'hon M Monsef .....	1	24 798
Secrétaire parlementaire		
M Holland .....	1	7 288
<b>Défense nationale</b>		
Ministre de la Défense nationale		
L'hon H S Sajjan .....	1	143 644
Secrétaire parlementaire		
L'hon J McKay .....	1	13 181
Ministre associé de la Défense nationale		
L'hon K Hehr .....	1	649
<b>Environnement et Changement climatique</b>		
Ministre de l'Environnement et du Changement climatique		
L'hon C McKenna .....	1	90 529
Secrétaire parlementaire		
J Wilkinson .....	1	10 776
<b>Famille, Enfants et Développement social</b>		
Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social		
L'hon J-Y Duclos .....	1	33 526
Secrétaire parlementaire		
A Vaughan .....	1	3 012
Ministres de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail		
L'hon P Hajdu .....	1	12 637
L'hon M Mihychuk .....	1	19 436
Secrétaire parlementaire		
R Cuzner .....	1	4 146
Ministre des Sports et des Personnes handicapées		
L'hon C Qualtrough .....	1	7 807
Secrétaire parlementaire		
S Lauzon .....	1	1 266
<b>Finances</b>		
Ministre des Finances		
L'hon B Morneau .....	1	112 236
Secrétaires parlementaires		
G Petitpas Taylor .....	1	5 542
F-P Champagne .....	1	9 405

Comptes publics du Canada 2016-2017

Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires – suite

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Crédit	Montant
<b>Immigration, Réfugiés et Citoyenneté</b>		
Ministres de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté		
L'hon A Hussen.....	1	14 695
L'hon J McCallum.....	1	27 664
Secrétaires parlementaires		
S Cormier.....	1	1 515
A Virani.....	1	5 760
<b>Infrastructure et Collectivités</b>		
Ministre de l'Infrastructure et des Collectivités		
L'hon A Sohi.....	1	39 918
Secrétaires parlementaires		
M Miller.....	1	766
P Rodriguez.....	1	844
<b>Innovation, Sciences et Développement économique</b>		
Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique		
L'hon N Bains.....	1	94 741
Secrétaires parlementaires		
D Lametti.....	1	251
G Fergus.....	1	2 306
Ministre de la Petite Entreprise et du Tourisme		
L'hon B Chagger.....	1	33 569
Ministre des Sciences		
L'hon K Duncan.....	1	51 759
Secrétaire parlementaire		
T Beech.....	1	1 222
<b>Justice</b>		
Ministre de la Justice et procureur général du Canada		
L'hon J Wilson-Raybould.....	1	77 620
<b>Patrimoine canadien</b>		
Ministre du Patrimoine canadien		
L'hon M Joly.....	1	158 696
Ministres de la Condition féminine		
L'hon M Monsef.....	1	2 398
L'hon P Hajdu.....	1	85 915
Ministre des Sports et des Personnes handicapées		
L'Hon C Qualtrough.....	1	77 218
<b>Pêches, Océans et Garde côtière canadienne</b>		
Ministres des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne		
L'hon D LeBlanc.....	1	28 306
L'hon H Tootoo.....	1	14 189
Secrétaires parlementaires		
T Beech.....	1	1 206
S Cormier.....	1	5 756
<b>Ressources naturelles</b>		
Ministre des Ressources naturelles		
L'hon J Carr.....	1	82 071
Secrétaire parlementaire		
K Rudd.....	1	19 636
<b>Revenu national</b>		
Ministre du Revenu national		
L'hon D LeBouthillier.....	1	19 536
Secrétaire parlementaire		
K Khera.....	1	946
<b>Santé</b>		
Ministre de la Santé		
L'hon J Philpott.....	1	57 722
Secrétaire parlementaire		
K Khera.....	1	1 401

**Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires – fin**

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Crédit	Montant
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>		
Ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile		
L'hon R Goodale .....	1	36 725
Secrétaires parlementaires		
M Holland.....	1	737
M Picard .....	1	516
<b>Services publics et Approvisionnement</b>		
Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement		
L'hon J Foote.....	1	36 919
Secrétaires parlementaires		
S MacKinnon.....	1	2 477
L Alleslev .....	1	7 707
<b>Transports</b>		
Ministre des Transports		
L'hon M Garneau .....	1	49 676
Secrétaire parlementaire		
K Young .....	1	2 632
<b>Total.....</b>		<b>2 297 804</b>

## Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres

Ce tableau présente les dépenses de déplacements internationaux engagées par les ministres, les secrétaires parlementaires et le personnel des ministres, pour les besoins de fonctionnement ou de programme du ministère seulement. Ces dépenses sont imputées à un centre de fonds spécial, créé à même des niveaux de référence existants, au sein du ministère ou de l'organisme. Ces dépenses ne sont pas imputées aux budgets des cabinets des ministres donc ne sont pas comprises dans le tableau des dépenses des cabinets des ministres.

### Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Montant
<b>Affaires autochtones et du Nord</b>	
Ministre des Affaires autochtones et du Nord	
L'hon C Bennett .....	19 957
<b>Affaires mondiales</b>	
Ministres des Affaires étrangères	
L'hon C Freeland .....	52 294
L'hon S Dion .....	455 472
Ministres du Commerce international	
L'hon F-P Champagne .....	168 792
L'hon C Freeland .....	175 585
Ministre du Développement international et de la Francophonie	
L'hon M-C Bibeau .....	228 348
<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>	
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	
L'hon L MacAulay .....	184 929
<b>Anciens Combattants</b>	
Ministre des Anciens combattants	
L'hon K Hehr .....	9 034
<b>Conseil du Trésor</b>	
Président du Conseil du Trésor	
L'hon S Brison .....	53 462
<b>Défense nationale</b>	
Ministre de la Défense nationale	
L'hon H S Sajjan .....	350 415
<b>Environnement et Changement climatique</b>	
Ministre de l'Environnement et du Changement climatique	
L'hon C McKenna .....	141 107
<b>Famille, Enfants et Développement social</b>	
Ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social	
L'hon J-Y Duclos .....	47 155
Ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail	
L'hon M Mihychuk .....	65 369
Ministre des Sports et des Personnes handicapées	
L'hon C Qualtrough .....	22 769
<b>Finances</b>	
Ministre des Finances	
L'hon B Morneau .....	218 398
<b>Immigration, Réfugiés et Citoyenneté</b>	
Ministres de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté	
L'hon A Hussen .....	27 921
L'hon J McCallum .....	94 602
<b>Infrastructure et Collectivités</b>	
Ministre de l'Infrastructure et des Collectivités	
L'hon A Sohi .....	21 276

## Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres – fin

(en dollars)

Portefeuille ministériel et ministre	Montant
<b>Innovation, Sciences et Développement économique</b>	
Ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique	
L'hon N Bains .....	132 569
Ministre de la Petite Entreprise et du Tourisme	
L'hon B Chagger .....	22 020
Ministre des Sciences	
L'hon K Duncan .....	81 245
<b>Justice</b>	
Ministre de la Justice et procureur général du Canada	
L'hon J Wilson-Raybould .....	69 991
<b>Patrimoine canadien</b>	
Ministre du Patrimoine canadien	
L'hon M Joly .....	87 801
Ministres de la Condition féminine	
L'hon M Monsef .....	27 144
L'hon P Hajdu .....	54 300
Ministre des Sports et des Personnes handicapées	
L'hon C Qualtrough .....	76 086
<b>Pêches, Océans et Garde côtière canadienne</b>	
Ministres des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne	
L'hon D LeBlanc .....	14 022
L'hon H Tootoo .....	18 408
<b>Ressources naturelles</b>	
Ministre des Ressources naturelles	
L'hon J Carr .....	174 839
<b>Santé</b>	
Ministre de la Santé	
L'hon J Philpott .....	46 865
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>	
Ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile	
L'hon R Goodale .....	13 537
<b>Services publics et Approvisionnement</b>	
Ministre des Services publics et de l'Approvisionnement	
L'hon J Foote .....	15 374
<b>Transports</b>	
Ministre des Transports	
L'hon M Garneau .....	52 005
<b>Total</b> .....	<b>3 223 091</b>

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

# Section 11

## *Comptes publics du Canada*

2016-2017

## Autres informations diverses

### Table des matières

	<i>Page</i>
Affaires mondiales	
Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	11.2
Frais de voyage liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement)	11.5
Conseil du Trésor	
Détail des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits (Secrétariat du Conseil du Trésor).....	11.15
Conseil privé	
Dépenses relatives aux crédits annuels et aux crédits législatifs par programme (Bureau du directeur général des élections).....	11.21
Détails des dépenses – Élection partielle d'octobre 2016 (Bureau du directeur général des élections).....	11.21
Détails des dépenses – Élections partielles d'avril 2017 (Bureau du directeur général des élections).....	11.21
Traitements et indemnités aux ministres d'État (Bureau du Conseil privé).....	11.22
Famille, Enfants et Développement social	
Paiements d'indemnités et frais d'administration (Ministère de l'Emploi et du Développement social).....	11.23
Parlement	
État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et de recherche payés en 2016-2017 (Sénat).	11.24
État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2016-2017 (Chambre des communes).....	11.27
Traitements des secrétaires parlementaires des ministres payés en 2016-2017 (Chambre des communes).....	11.36
Sécurité publique et Protection civile	
État des dépenses par établissement (Service correctionnel du Canada) .....	11.38

## Affaires mondiales

## Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

## Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales

Cet état présente les dépenses couvertes par l'Affectation au titre des conférences internationales du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement telles que les dépenses au titre de l'accueil et les frais de participation aux conférences. L'Affectation au titre des conférences internationales est approuvée par le Cabinet pour financer les activités protocolaires du gouverneur général et du premier ministre du Canada lors des visites officielles à l'étranger. L'affectation prend également en charge la participation des ministres du portefeuille du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement et de leurs délégations officielles dans les importantes conférences multilatérales internationales. Une conférence internationale est définie comme un congrès, une assemblée, une session d'information ou toute autre réunion officielle tenant lieu à l'extérieur du Canada qui traite de sujets liés aux objectifs du gouvernement du Canada.

(en dollars)

Conférences et réunions	Montant
Visite du premier ministre au pays de Galles (Royaume-Uni) – Sommet de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), septembre 2014.....	38
Visite du premier ministre à Londres (Royaume-Uni) et à Malte – Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth (RCGC) et à Paris (France) – Conférence sur les changements climatiques, novembre 2015 .....	53
Visite du premier ministre à Washington (États-Unis) – Visite à la Maison-Blanche, mars 2016.....	30 918
Visite du premier ministre à New York (États-Unis), mars 2016 .....	4 058
Visite du premier ministre à Washington (États-Unis) – Sommet sur la sécurité nucléaire (SSN), 31 mars et 1 avril.....	12 881
Visite du premier ministre à Hangzhou, Beijing, Shanghai et Hong Kong (Chine) – Sommet du G20 .....	1 068 775
Visite du premier ministre à Varsovie (Pologne) – Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et visite bilatérale à Kiev et Lviv (Ukraine).....	418 613
Visite bilatérale du premier ministre à Tokyo et Ise-Shima (Japon) – Sommet du G7.....	758 999
Visite du premier ministre à New York (États-Unis).....	183 507
Visite bilatérale du premier ministre à Monrovia (Libéria) et Antananarivo (Madagascar) – Sommet de la Francophonie.....	882 353
Délégation canadienne à Davos (Suisse) – Forum économique mondial (FEM) .....	384 216
Délégation canadienne à Erevan (Arménie) – Forum mondial .....	8 244
Visite bilatérale du premier ministre à la Havane (Cuba), Buenos Aires (Argentine) et Lima (Pérou) – Organisation de la coopération économique Asie-Pacifique (APEC).....	731 546
Visite du premier ministre à New York (États-Unis) – 71e session de l'assemblée générale des Nations Unies (AGNU) .....	144 569
Visite du premier ministre à Bruxelles (Belgique) – Sommet du Conseil de l'Union européenne.....	338 030
Visite du premier ministre à Tel Aviv (Israël) – Funérailles d'État de l'ancien président Shimon Peres.....	140 472
Visite du premier ministre à Washington (États-Unis) .....	49 141
Visite bilatérale du premier ministre à Hambourg (Allemagne) et Strasbourg (France).....	448 460
Visite du premier ministre à Houston (États-Unis).....	129 753
Visite du premier ministre à New York (États-Unis) – Come from Away.....	28 977
Frais initiaux et frais liés à l'équipe de reconnaissance pour la visite du premier ministre en Italie – G7.....	12 567
Frais initiaux et frais liés à l'équipe de reconnaissance pour la visite du premier ministre à Vimy (France) .....	123 405
Frais initiaux et frais liés à l'équipe de reconnaissance pour la visite du premier ministre à Hambourg (Allemagne) – G20 .....	4 575
Frais initiaux et frais liés à l'équipe de reconnaissance pour la visite du premier ministre à New York (État-Unis) – Sommet des femmes dans le monde.....	20 962
Visite du gouverneur général à Rio de Janeiro (Brésil) – Jeux olympiques .....	132 256
Visite du gouverneur général au sud des États-Unis.....	228 581
Visite du gouverneur général à Londres (Royaume-Uni) .....	36 997
Visite du gouverneur général en Israël et Jordanie .....	827 342

## II . 2 Autres informations diverses

## Affaires mondiales

### Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

#### Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Conférences et réunions	Montant
Visite du gouverneur général à la Havane (Cuba) – Funérailles d'État de Fidel Castro .....	14 184
Visite du gouverneur général en Suède .....	512 220
Frais initiaux et frais liés à l'équipe de reconnaissance pour la visite du gouverneur général à Vimy (France) .....	77 641
Ministre des Affaires étrangères – Visites bilatérales (agent de visites) .....	116 890
Ministre du Commerce international – Visites bilatérales (agent de visites) .....	146 823
Ministre du Développement international et de la Francophonie – Visites bilatérales (agent de visites).....	59 311
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la réunion des ministres des Affaires étrangères du G7, Hiroshima (Japon).....	75 790
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), Bruxelles (Belgique).....	48 826
Ministre du Développement international et de la Francophonie – Délégation canadienne au Sommet mondial sur l'action humanitaire, Istanbul (Turquie) .....	84 323
Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à la réunion des ministres de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) chargés du commerce, Arequipa (Pérou).....	36 250
Ministre du Commerce international – Délégation canadienne auprès de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) à la réunion du Conseil des ministres, Paris (France) .....	49 886
Délégation canadienne à la 46e Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OEA), Saint-Domingue (République Dominicaine).....	43 697
Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à la réunion des ministres du G20 chargés du commerce, Shanghai (Chine) .....	78 320
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la 71e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU), New York (États-Unis).....	479 147
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la Conférence post-ministérielle et au Forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), Vientiane (Laos).....	69 494
Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à la réunion des ministres de l'économie de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), Vientiane (Laos).....	38 405
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la réunion des ministres sur la coalition mondiale pour contrer l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL), Washington (États-Unis).....	17 705
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la réunion de dialogue des partenaires au Forum des îles du Pacifique (FIP), Pohnpei (États fédérés de Micronésie) .....	58 421
Délégation canadienne à la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), Potsdam (Allemagne) .....	5 651
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Vienne (Autriche) .....	24 645
Délégation canadienne de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Oslo (Norvège) .....	4 399
Ministre du Développement international et de la Francophonie – Délégation canadienne à la Conférence ministérielle du Sommet de la Francophonie, Antananarivo (Madagascar) .....	134 754
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), Bruxelles (Belgique).....	30 844
Ministre des Affaires étrangères et ministre du Commerce international – Délégation canadienne auprès de la coopération économique Asie-Pacifique (APEC), à la réunion des dirigeants économiques, Lima (Pérou) .....	93 912
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la réunion du Conseil ministériel chargé de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), Hambourg (Allemagne) .....	38 656
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la réunion des ministres des Affaires étrangères du G20, Bonn (Allemagne) .....	31 652

**Affaires mondiales**

**Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement**

**Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – fin**

(en dollars)

Conférences et réunions	Montant
Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la réunion des ministres sur la coalition mondiale pour contrer Daesh, Washington (États-Unis).....	10 591
Frais initiaux – Délégation canadienne à la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), Bruxelles (Belgique).....	13 418
Participation du Canada à la cérémonie d'investiture à Pristina (Kosovo) .....	9 454
Participation du Canada à la cérémonie d'investiture à Lima (Pérou) .....	8 309
Participation du Canada à la cérémonie d'investiture au Ghana.....	5 806
Participation du Canada à la cérémonie d'investiture en Haïti .....	16 967
<b>Total.....</b>	<b>9 586 679</b>

## Affaires mondiales

### Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

#### Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales

Cet état présente les dépenses de voyages couvertes par l'Affectation au titre des conférences internationales. Cette affectation est décrite à l'état de la section 11 de ce volume intitulé « dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales ».

En général, l'Affectation au titre des conférences internationales ne prend pas en charge les dépenses des ministres et employés des autres ministères, des représentants provinciaux et territoriaux, et des conseillers du secteur privé ou des observateurs universitaires. Celles-ci sont généralement autofinancées. Par conséquent, cet état inclut seulement les coûts imputables à l'Affectation au titre des conférences internationales par le ministère des Affaires étrangères, Commerce et Développement. Les délégués des autres ministères sont présentés à des fins d'information seulement.

Les coûts imputés à l'ACI font partie du budget de fonctionnement du ministère des Affaires étrangères, Commerce et Développement, par conséquent, ils ne sont donc pas inclus dans les états de la section 10 de ce volume intitulé « Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires » et « Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres ».

(en dollars)

Description	Montant
<i>Visite du premier ministre au pays de Galles (Royaume-Uni) – Sommet de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), septembre 2014.....</i>	38
<i>Visite du premier ministre à Londres (Royaume-Uni) et à Malte – Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth (RCGC) et à Paris (France) – Conférence sur les changements climatiques, novembre 2015.....</i>	53
<i>Visite du premier ministre à Washington (États-Unis) – Visite à la Maison-Blanche, mars 2016.....</i>	4 422
Cabinet du Premier ministre Zerucelli J.	
Bureau du Conseil privé Brooman K., Cloutier B., Gaudreault S., Hannaford J., Lemire M., Pilon T.	
Affaires mondiales Canada Bogdan A.	
<i>Visite du premier ministre à New York (États-Unis), mars 2016.....</i>	4 058
Bureau du Conseil privé Brooman K., Cloutier B., Gaudreault S., Picard A., Prusakowski T.	
<i>Visite du premier ministre à Washington (États-Unis) – Sommet sur la sécurité nucléaire (SSN), 31 mars et 1 avril.....</i>	12 881
Chambre des communes Trudeau Le très hon. J.	
Cabinet du Premier ministre Ahmad C., Almeida C., Butts G., Desfossés T., Guillon T., Paris R., Scotti A., Telford K., Travers P., Zerucelli J.	
Bureau du Conseil privé Brunette L., Grecco B., Hannaford J., Huot P., Lemire M., Madore J., Massabki M., Rae B., Ritchie R., Tarry S., Tremblay É.	
Affaires mondiales Canada Boehm P., Hanley M., Hulan H., Lambert D., Roy S., Tomlinson B.	
Services publics et Approvisionnement Canada (Interprète) Nakamura S.	
<i>Visite du premier ministre à Hangzhou, Beijing, Shanghai et Hong Kong (Chine) – Sommet du G20.....</i>	428 215
Chambre des communes Trudeau Le très hon. J., Dion hon. S., Freeland hon. C., Morneau hon. B., Tan G., député	
Cabinet du Premier ministre Butts G., Desfossés T., Grech A., Guillon T., Hage-Moussa V., Hallé A-L., MacMillan C., McNair M., Menchini S., Ng M., Purchase K., Scotti A., Tatone J., Telford K., Zerucelli J.	

## Affaires mondiales

### Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

#### Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Description	Montant
Bureau du Conseil privé Bazinet É., Bélanger L., Cloutier B., Edwards L., Fitzgerald R.S., Gaudreault S., Grecco B., Hage M., Hannaford J., Lafleur K., Lemire M., Madore J., Mammoletti L., Massabki M., Ménard D., Mineau M-A., Picard A., Pilon T., Prusakowski T., Rae B., Reynolds T., Richard W., Tremblay É., Ward J.	
Affaires mondiales Canada Aggelopoulos T., Bacile R., Boucher C., Carpentier-Proulx R., Flanagan A., Gompf J., Gucciardi G., Guérin M., Hemingway S., Hogan C., Hudson A., Huot-Bolduc F., Lawrence A., Massot P., Norton R., Rigby V., Roy S., Snider C., Teo O.	
Services publics et Approvisionnement Canada (Interprètes) Dawrant A., Song-Chi J.	
Ministère de la Défense nationale Richer Dr. D.	
Ministère des Finances Canada Asselin R., Deschêne C., Lauzon D., Leblanc R., Samson P., Sargent T., Stewart R.	
<i>Visite du premier ministre à Varsovie (Pologne) – Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et visite bilatérale à Kiev et Lviv (Ukraine).....</i>	266 198
Chambre des communes Trudeau Le très hon. J., Dion hon. S., Freeland hon. C., Sajjan hon. H., Wrzesnewsky B., député	
Cabinet du Premier ministre Almeida C., Desfossés T., Grech A., Guillon T., Hallé A-L., Purchase K., Scotti A., Tatone J., Telford K., Travers P.	
Bureau du Conseil privé Bonneville-Mainville R., Brunette L., Charette A., Cloutier B., Fox C., Gaudreault S., Grecco B., Hage M., Hannaford J., Labrecque R., Lemire M., Lizotte M., Lockhart T., Madore J., Maloley J., Mammoletti L., Mineau M-A., Paul J., Picard A., Pilon T., Prusakowski T., Shouldice M., Tarry S., Thompson G., Troy R.	
Affaires mondiales Canada Angelopoulos T., Bacile R., Boucher C., Carpentier-Proulx R., Chan J., Clow B., Gwozdecky M., Huot-Bolduc F., Khatchadourian R., Ovens J., Pickerill J., Poulin O., Roy S., Snider C., Young K.	
Ministère de la Défense nationale Bohunicky B., Filiatrault R., Richer Dr. D., Vance Gen. J.	
Services publics et Approvisionnement Canada (Interprète) Shymanski V.	
Autres Green J., Larwin A., Leipziger B., Leipziger N., Scheie A.	
Intervenants Balan J., Bondarchuk O., Chyczij A., Gawdida O., Grod P., Koszarny L., Roman R., Solytkevych C., Zenon P.	
<i>Visite bilatérale du premier ministre à Tokyo et Ise-Shima (Japon) – Sommet du G7 .....</i>	284 972
Chambre des communes Trudeau Le très hon. J., Freeland hon. C.	
Cabinet du Premier ministre Ahmad C., Butts G., Desfossés T., Guillon T., Julien N., Menchini S., Paris R., Purchase K., Scotti A., To J., Zerucelli J.	
Bureau du Conseil privé Bazinet É., Black G., Bonneville-Mainville R., Chevrier J., Clippingdale R., Cloutier B., Dupont S., Edwards L., Gaudreault S., Hannaford J., Hols E., Jean D., Labrecque R., Lafleur K., Larocque D., Lemire M., Lepage S., Lockhart T., Maloley J., Massabki M., Mineau M-A., Tremblay É., Williams P.	
Affaires mondiales Canada Aggelopoulos T., Benson I., Boucher C., Clow B., Eyestone M., Flanagan-Whalen A., Guérin M., Lambert D., Khoury N., Springett G., Yap R.	
Services publics et Approvisionnement Canada (Interprètes) Makamura S., Vogt B.	
Ministère de la Défense nationale Richer Dr. D.	
<i>Visite du premier ministre à New York (États-Unis).....</i>	33 679
Chambre des communes Trudeau Le très hon. J.	

#### II . 6 Autres informations diverses

## Affaires mondiales Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

### Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Description	Montant
Cabinet du Premier ministre Almeida C., Butts G., Desfossés T., Hallé A-L., Purchase K., Scotti A., Telford K., Travers R.	
Bureau du Conseil privé Brooman K., Galarneau S., Gaudreault S., Grecco B., Hannaford J., Huot P., Larocque D., Lindblad A., Maloley J., Massabki M., Wittmann P.	
Affaires mondiales Canada Guérin M., Snider C.	
<i>Visite bilatérale du premier ministre à Monrovia (Libéria) et Antananarivo (Madagascar) – Sommet de la Francophonie</i> .....	353 180
Chambre des communes Trudeau Le très hon. J., Bibeau hon. M-C.	
Cabinet du Premier ministre Ahmad C., Bernier A., Bouchard M., Desfossés T., Duchesneau O., Gagné C., Guillon T., Hage-Moussa V., Menchini S., Savard-Shaw J., Scotti A., Travers P.	
Bureau du Conseil privé Angell D., Bazinet É., Beaulieu J., Brunette L., Charette A., Edwards L., Fox C., Galarneau S., Gaudreault S., Grecco B., Huot P., Leblanc A., Madore J., Maloley J., Ménard D., Picard A., Prusakowski T., Tremblay É., Wittmann P.	
Affaires mondiales Canada Aggelopoulos T., Beaulne P., Boutin B., Cayer R., Goosen J., Jacovella D., Lambert D., Lévesque Y., Monpetit G., Roy S., Snider C.	
Ministère de la Défense nationale Morin Dr. H., Richer Dr. D.	
Intervenants Brouillette L., Fray K., Gasse M.S., Harvey C., Johnson J., Lanthier S., Lord-Giroux X., Van Koeverden A., Vinette J-P.	
<i>Délégation canadienne à Davos (Suisse) – Forum économique mondial (FEM)</i> .....	44 042
Chambre des communes Bains hon. S., Brison hon. S., Champagne hon. F-P., Joly hon. M., McKenna hon. C., Morneau hon. F.	
Bureau du Conseil privé Bazinet É., Gagnon M., Hage M., Lizotte M., Pilon T.	
Affaires mondiales Canada Huot-Bolduc F.	
Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada Ashton T.	
Innovation, Sciences et Développement économique Marquez E.	
Ministère des Finances Canada Berz K., Kaur S., Maksymetz R.	
Environnement et changement climatique Tsai-Klassen F.	
Patrimoine canadien Church L.	
<i>Délégation canadienne à Erevan (Arménie) – Forum mondial</i> .....	8 244
Chambre des communes Bryan M., député	
<i>Visite bilatérale du premier ministre à la Havane (Cuba), Buenos Aires (Argentine) et Lima (Pérou) – Organisation de la coopération économique Asie-Pacifique (APEC)</i> .....	209 881
Chambre des communes Trudeau Le très hon. J., Dion hon. S., Freeland hon. C., Rodriguez P., député	
Cabinet du Premier ministre Almeida C., Astravas Z., Broadhurst J., Desfossés T., Duchesneau O., Grech A., Guillon T., Hallé A-L., Saikali D., Scotti A., Zerucelli J.	
Bureau du Conseil privé Bazinet É., Black G., Brooman K., Burnham N., Cloutier B., Cotten B., Demers A., Fitzgerald R.S., Gaudreault S., Grecco B., Hannaford J., Jarmuske P., Lafleur K., Larocque D., Lemire M., Lindblad A., Lizotte M., McPhail B., Nofle T., Pilon T., Prentice K., Tremblay É., Troy R.	

**Affaires mondiales**  
**Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement**

**Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite**

(en dollars)

Description	Montant
Affaires mondiales Canada Aggelopoulos T., Barrette J., Carrière D., Chauvette A-L., Clow B., Gagnon C., Guérin M., Hillman K., Hudson A., Huot-Bolduc F., Kwan R., Lambert D., Logie R., Massot P., Morrison D., Norton R., Ovens J., Séguin B., Thériault M-C., Wallace J-L.	
Ministère de la Défense nationale Brassard-Lavoie Capt. V., Richer Dr. D.	
Services publics et Approvisionnement Canada (Interprètes) Chi J., Gonzalez A., Nakamura S., Tran N.	
Autre Grégoire-Trudeau S.	
<i>Visite du premier ministre à New York (États-Unis) – 71e session de l'assemblée générale des Nations Unies (AGNU) .....</i>	<i>65 985</i>
Chambre des communes Trudeau Le très hon. J.	
Cabinet du Premier ministre Ahmad C., Almeida C., Broadhurst J., Butts G., Desfossés T., Purchase K., Scotti A., Telford K., Travers P.	
Bureau du Conseil privé Angell D., Brooman K., Fox C., Galarneau S., Grecco B., Hannaford J., Khan Z., Lindblad A., Madore J., Maloley J., Williams P.	
Affaires mondiales Canada Lambert D., Roy S.	
Intervenants Gibson M., Verch A.	
<i>Visite du premier ministre à Bruxelles (Belgique) – Sommet du Conseil de l'Union européenne.....</i>	<i>121 502</i>
Chambre des communes Trudeau Le très hon. J., Dion hon. S., Freeland hon. C.	
Cabinet du Premier ministre Ahmad C., Almeida C., Astravas Z., Bouchard M., Desfossés T., Guillon T., Scotti A., Travers P.	
Bureau du Conseil privé Bazinet É., Beaulieu J., Charette A., Clippingdale R., Cloutier B., Hage M., Hannaford J., Lindblad A., Madore J., Maloley J., Paul J., Picard A., Prusakowski T., Singh A., Tremblay É.	
Affaires mondiales Canada Bacile R., Berzins C., Boucher C., Bugailiskis A., Clow B., Gagnon C., Gameau V., Lambert D., Lawrence A., Roy S., Snider C., Thériault M-C., Verheul S.	
Ministère de la Défense nationale Richer Dr. D.	
Autre Pettigrew hon. P.	
<i>Visite du premier ministre à Tel Aviv (Israël) – Funérailles d'État de l'ancien président Shimon Peres.....</i>	<i>100 872</i>
Chambre des communes Trudeau Le très hon. J., Ambrose hon. R., Dion hon. S.	
Cabinet du Premier ministre Desfossés T., Guillon T., McNair M., Menchini S., Scotti A., Travers P.	
Bureau du Conseil privé Beaulieu J., Boudrias P., Brooman K., Callan M., Cloutier B., Hannaford J., Larocque D., Lemire M., Maloley J.	
Affaires mondiales Canada Guérin M., Lambert D., Roy S., Stein D.	
Ministère de la Défense nationale Richer Dr. D.	
Autres Chrétien Le très hon. J., Harper Le très hon. S.	

## Affaires mondiales

### Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

#### Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Description	Montant
<i>Visite du premier ministre à Washington (États-Unis) .....</i>	<i>16 634</i>
Chambre des communes Trudeau Le très hon. J., Freeland hon. C., Garneau hon. M., Goodale hon. R., Leslie hon. A., Morneau hon. B., Sajjan hon. H.	
Cabinet du Premier ministre Butts G., Clow B., Guillon T., Hallé A-L., McNair M., Menchini S., Purchase K., Scotti A., Telford K., Zerucelli J.	
Bureau du Conseil privé Cloutier B., Cotten B., Hanaford J., Larocque D., Lemire M., Maloley J., Prusakowski T., Soni S-M., Wittmann P.	
Affaires mondiales Canada Barette J., Hudson A., Lawrence A., Norton R., Snider C., Thériault M-C.	
Transports Canada Arseneau J-P.	
Sécurité publique et Protection civile Brien D.	
Ministère de la Défense nationale Owens J.	
Ministère des Finances Canada Kaur S.	
Services publics et Approvisionnement Canada (Interprète) Bret J.	
<i>Visite bilatérale du premier ministre à Hambourg (Allemagne) et Strasbourg (France).....</i>	<i>206 793</i>
Chambre des communes Trudeau Le très hon. J., Champagne hon. F-P., Dion hon. S, Freeland hon. C.	
Cabinet du Premier ministre Ahmad C., Butts G., Desfossés T., Grech A., Guillon T., Menchini S., Purchase K., Scotti A., Telford K., Travers P.	
Bureau du Conseil privé Ameziane K., Bazinet É., Brunette L., Doxtater N., Fitzgerald R., Gagnon M., Gaudreault S., Grecco B., Hannaford J., Lemire M., Lepage S., Madore J., Maloley J., Paul J., Pilon T., Prusakowski T., Shouldice M., Singh A., Tremblay É., Troy R., Wernick M.	
Affaires mondiales Canada Barrette J., Berzins C., Boucher C., Broadhurst J., Huot-Bolduc F., Norton R., Pickerill J., Snider C.	
Ministère de la Défense nationale Richer Dr. D.	
<i>Visite du premier ministre à Houston (États-Unis).....</i>	<i>38 042</i>
Chambre des communes Trudeau Le très hon. J.	
Cabinet du Premier ministre Bernier A., Caron Z., Clow B., Desfossé T., Guillon T., Hallé A-L., Scotti A., Zerucelli J.	
Bureau du Conseil privé Cloutier B., Dupont S., Gaudreault S., Hannaford J., Lemire M., Madore J., Maloley J., Reynolds T., Soni S-M., Wood M-J.	
Affaires mondiales Canada Byron K., Currier J., Goon E., Lambert D., Roy S.	
<i>Visite du premier ministre à New York (États-Unis) – Come from Away.....</i>	<i>13 161</i>
Cabinet du Premier ministre Ahmad C., Clow B., Desfossés T., Guillon T., Isinger D., Jenkins C., Menchini S., Scotti A.	
Bureau du Conseil privé Bazinet É., Grecco B., Pilon T.	
Affaires mondiales Canada Norton R., Snider C.	
<i>Frais initiaux et frais liés à l'équipe de reconnaissance pour la visite du premier ministre en Italie – G7.....</i>	<i>12 567</i>
Cabinet du Premier ministre Guillon T., Langer D., Menchini S., Zerucelli J.	

Comptes publics du Canada 2016-2017

**Affaires mondiales**  
**Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement**

**Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite**

(en dollars)

Description	Montant
Affaires mondiales Canada Guérin M., Lambert D., Norton R.	
<i>Frais initiaux et frais liés à l'équipe de reconnaissance pour la visite du premier ministre à Vimy (France).....</i>	<i>62 040</i>
Bureau du Conseil privé Bazinet É., Elliott J., Lafleur K., Lemire M., Prusakowski T., Richard W., Tremblay É.	
Affaires mondiales Canada Lambert D.	
<i>Frais initiaux et frais liés à l'équipe de reconnaissance pour la visite du premier ministre à Hambourg (Allemagne) – G20 .....</i>	<i>2 801</i>
<i>Frais initiaux et frais liés à l'équipe de reconnaissance pour la visite du premier ministre à New York (États-Unis) – Sommet des femmes dans le monde .....</i>	<i>8 342</i>
Bureau du Conseil privé Angell D., Cotten B., Garlarneau S., Gaudreault S., Madore J., Pilon T.	
Affaires mondiales Canada Snider C.	
<i>Visite du gouverneur général à Rio de Janeiro (Brésil) – Jeux olympiques.....</i>	<i>30 455</i>
Résidence du Gouverneur général Johnston Son Excellence le très hon. D., Johnston Son Excellence S., Benoit K-A., Létourneau M-È., Mousseau D.	
Affaires mondiales Canada Lachance A.	
Ministère de la Défense nationale Caceres Lt(N). D., Carbonneau MCpl. V.	
<i>Visite du gouverneur général dans le sud des États-Unis.....</i>	<i>40 176</i>
Résidence du Gouverneur général Johnston Son Excellence le très hon. D., Létourneau M-È., Mousseau D.	
Affaires mondiales Canada Lachance A., Nickel J.	
Ministère de la Défense nationale Duchesne Sgt. R., Lanteigne-Voyer Capt. A.	
<i>Visite du gouverneur général à Londres (Royaume-Uni) .....</i>	<i>11 243</i>
Résidence du Gouverneur général Johnston Son Excellence le très hon. D., Johnston Son Excellence S., Anctil N., Benoit K-A., Cloutier A., Wallace S.	
Ministère de la Défense nationale Carbonneau MCpl. V., Summerfield Maj. C.	
<i>Visite du gouverneur général en Israël et Jordanie.....</i>	<i>257 514</i>
Résidence du Gouverneur général Johnston Son Excellence le très hon. D., Johnston Son Excellence S., Anctil N., Bégin N., Benoit K-A., Berthelot M., Burgess I., Cloutier A., Harrison A., Rocheleau J., Rousselle N., Wallace S.	
Chambre des communes Fragiskatos P., député, Laverdière H., députée, Sweet D., député	
Affaires mondiales Canada Benson I., Giroux A-F., Glauser M., Lachance A., Racine A.	
Ministère de la Défense nationale Best Capt. C., Bush Avr. M., Charbonneau MCpl. V., Gordon Sgt. D., Howell MCpl. M., Lanteigne-Voyer Capt. A., Maheu Sgt. J., Morin Dr. H., Phillips Capt. J., Smolla Cpl. P.	
Délégation d'accompagnement Abuelaish Dr. I., Adem Dr. A., Amyot D., Davidson P., Fichman N., Gross P., Lebel J., Lennox V., Singer Dr. P., Snobar A.	

**11 . 10 Autres informations diverses**

## Affaires mondiales

### Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

#### Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Description	Montant
<i>Visite du gouverneur général à la Havane (Cuba) – Funérailles d'État de Fidel Castro</i> .....	10 140
Résidence du Gouverneur général Johnston Son Excellence le très hon. D., Mousseau D., Rocheleau J.	
Affaires mondiales Canada Lachance A.	
Ministère de la Défense nationale Carbonneau MCpl. V., Lanteigne-Voyer Capt. A.	
<i>Visite du gouverneur général en Suède</i> .....	187 439
Résidence du Gouverneur général Johnston Son Excellence le très hon. D., Johnston Son Excellence S., Benoit K-A., Berthelot M., Charbonneau C., Charest L., Cloutier A., Jaton P., Lapalme C., Létourneau M-È., MacIntyre C., Mousseau D., Rouselle N.	
Chambre des communes Bagnell L., député, Duncan hon. K., Mulcair hon. T., Stanton B., député	
Affaires mondiales Canada Benson I., Bugailiskis A., Lachance A., Norton R., Thériault M-C.	
Innovation, Sciences et Développement économique Canada Mendes D.	
Ministère de la Défense nationale Bissonnette Cpl. F., Cameron Cpl. G., Carbonneau MCpl. V., Maheu Sgt. J., Montoya Capt. C., Morin Maj. H., Nielsen MWO. T., Phillips Capt. J., St-Amant Maj. N., Thellend Pte. M.	
Délégation d'accompagnement Alfredsson D., Beatty hon. P., D'Amours S., Duguay N., Hogben A., McDonald Dr. A., Nenshi N., Nott J., Okalik M., Oldfield K., Stewart I.	
<i>Frais initiaux et frais liés à l'équipe de reconnaissance pour la visite du gouverneur général à Vimy (France)</i> .....	16 359
Résidence du Gouverneur général Anctil N., Cloutier A.	
Affaires mondiales Canada Lachance A.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Visites bilatérales (agent de visites)</i> .....	115 749
Affaires mondiales Canada Huot-Bolduc F.	
<i>Ministre du Commerce international – Visites bilatérales (agent de visites)</i> .....	145 384
Affaires mondiales Canada Bacile R., Barette J.	
<i>Ministre du Développement international et de la Francophonie – Visites bilatérales (agent de visites)</i> .....	55 887
Affaires mondiales Canada Berlanga P.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la réunion des ministres des Affaires étrangères du G7, Hiroshima (Japon)</i> .....	73 162
Chambre des communes Dion hon. S.	
Affaires mondiales Canada Gwozdecky M., Huot-Bolduc F., Ovens J., Pickerell J., Robson M., Walma M.	
Autre Krieger J.	

Comptes publics du Canada 2016-2017

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Description	Montant
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), Bruxelles (Belgique).....</i>	48 826
Chambre des communes Dion hon. S.	
Affaires mondiales Canada Berzins C., Gwozdecky M., Huot-Bolduc F., Khatchadourian R., Ovens J., Poulin O.	
<i>Ministre du Développement international et de la Francophonie – Délégation canadienne au Sommet mondial sur l'action humanitaire, Istanbul (Turquie).....</i>	52 846
Chambre des communes Bibeau hon. M.-C., Gould K., député	
Affaires mondiales Canada Bélangier L., Berlanga P., Fountain Smith S., Jeffrey H., McGregor C., Misner N., Montpetit G.	
<i>Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à la réunion des ministres de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) chargés du commerce, Arequipa (Pérou).....</i>	34 586
Chambre des communes Freeland hon. C.	
Affaires mondiales Canada Bacile R., Girtel K., Hussaini S., Kwan R., MacArthur P., Wallace J.-L.	
<i>Ministre du Commerce international – Délégation canadienne auprès de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) à la réunion du Conseil des ministres, Paris (France).....</i>	49 823
Chambre des communes Freeland hon. C.	
Affaires mondiales Canada Bacile R., Cowl T., Surma M., Verheul S.	
<i>Délégation canadienne à la 46e Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OAE), Saint-Domingue (République Dominicaine).....</i>	24 268
Affaires mondiales Canada Climénhage C., Fitchett J., Frenette A., Huot-Bolduc F., Shore A., Sundstrom K.	
Services partagés Canada Legault A.	
<i>Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à la réunion des ministres du G20 chargés du commerce, Shanghai (Chine).....</i>	77 469
Chambre des communes Freeland hon. C.	
Affaires mondiales Canada Bacile R., Clow B., Fried J., Hillman K., Hogan C., McCall L., O'Neil J., Richardson J., Teo O.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la 71e session de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU), New York (États-Unis).....</i>	143 172
Chambre des communes Bibeau hon. M.-C., Dion hon. S.	
Affaires mondiales Canada Baker A., Bélangier L., Boehm P., Bugailiskis A., Button H., Cayer R., Coulon J., Drake D., Drukier W., Fountain Smith S., Gwozdecky M., Huot-Bolduc F., Jacovella D., Jeffrey H., Kent D., Lake M., Marland K., Ovens J., Pickerill J., Sniderman S.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la Conférence post-ministérielle et au Forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), Vientiane (Laos).....</i>	67 230
Chambre des communes Dion hon. S.	
Affaires mondiales Canada Drake D., Glass N., Huot-Bolduc F., Massot P., Pickerill J., Puxley E.	

11. 12 Autres informations diverses

## Affaires mondiales

### Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

#### Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – suite

(en dollars)

Description	Montant
<i>Ministre du Commerce international – Délégation canadienne à la réunion des ministres de l'économie de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), Vientiane (Laos).....</i>	35 772
Chambre des communes	
Freeland hon. C.	
Affaires mondiales Canada	
Bacile R., Beauchemin S., Healy B., Teo O.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la réunion des ministres sur la coalition mondiale pour contrer l'État islamique en Irak et au Levant (EIL), Washington (États-Unis).....</i>	17 615
Chambre des communes	
Dion hon. S.	
Affaires mondiales Canada	
Berzins C., Darling B., Gwozdecky M., Huot-Bolduc F., Khatchadourian D., Pickerill J.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la réunion de dialogue des partenaires au Forum des îles du Pacifique (FIP), Pohnpei (États fédérés de Micronésie).....</i>	57 875
Chambre des communes	
Dion hon. S.	
Affaires mondiales Canada	
Huot-Bolduc F., Massot P., Stein D.	
<i>Délégation canadienne à la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), Potsdam (Allemagne).....</i>	5 651
Affaires mondiales Canada	
Shugard I.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Vienne (Autriche).....</i>	24 645
Chambre des communes	
Rudd K., députée	
Affaires mondiales Canada	
Bilodeau A., Hinton T., Semblat N.	
<i>Délégation canadienne de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Oslo (Norvège).....</i>	3 738
Affaires mondiales Canada	
Cannon M., Fried J., Vanderloo C.	
<i>Ministre du Développement international et de la Francophonie – Délégation canadienne à la Conférence ministérielle du Sommet de la Francophonie, Antananarivo (Madagascar).....</i>	129 208
Chambre des communes	
Bibeau hon. M-C.	
Affaires mondiales Canada	
Beaulne P., Cayer R., Cousineau P., Druquier W., Dufour J-D., Fontaine É., Gariépy M., Jacovella D., Levasseur-Rivard S., Liao-Moroz A., Norton L.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), Bruxelles (Belgique).....</i>	29 918
Chambre des communes	
Dion hon. S.	
Affaires mondiales Canada	
Hulan H., Huot-Bolduc F., Laporte L-D., Pickerill J., Poulin O.	

Comptes publics du Canada 2016-2017

Affaires mondiales

Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

Frais de voyages liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales – fin

(en dollars)

Description	Montant
<i>Ministre des Affaires étrangères et ministre du Commerce international – Délégation canadienne auprès de la coopération économique Asie-Pacifique (APEC), à la réunion des dirigeants économiques, Lima (Pérou).....</i>	93 348
Chambre des communes	
Dion hon. S., Freeland hon. C.	
Affaires mondiales Canada	
Barrette J., Carrière D., Chauvette A-L., Clow B., Gagnon C., Hillman D., Huot-Bolbuc F., Kwan R., Logie R., MacArthur P., Massot P., Morrison D., Ovens J., Ramirez C., Séguin B., Wallace J-L.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la réunion du Conseil ministériel chargé de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), Hambourg (Allemagne).....</i>	38 418
Chambre des communes	
Dion hon. S.	
Affaires mondiales Canada	
Hulan H., Huot-Bolduc F., Laporte L-D., Pickerill J., Poulin O.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la réunion des ministres des Affaires étrangères du G20, Bonn (Allemagne).....</i>	28 137
Chambre des communes	
Freeland hon. C.	
Affaires mondiales Canada	
Barette J., Lévêque A., Rigby V.	
<i>Ministre des Affaires étrangères – Délégation canadienne à la réunion des ministres sur la coalition mondiale pour contrer Daesh, Washington (États-Unis).....</i>	10 591
Chambre des communes	
Freeland hon. C.	
Affaires mondiales Canada	
Barrette J., Gwozdecky M., Norman G.	
<i>Frais initiaux – Délégation canadienne à la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), Bruxelles (Belgique).....</i>	13 418
Chambre des communes	
Freeland hon. C.	
Affaires mondiales Canada	
Deschamps-Laporte L., Lawrence A.	
<i>Participation du Canada à la cérémonie d'investiture à Pristina (Kosovo).....</i>	9 454
Affaires mondiales Canada	
Goldsmith P.	
<i>Participation du Canada à la cérémonie d'investiture à Lima (Pérou).....</i>	8 309
Chambre des communes	
Alghabra O., député	
Affaires mondiales Canada	
Sniderman S.	
<i>Participation du Canada à la cérémonie d'investiture au Ghana.....</i>	5 806
Chambre des communes	
Caesar-Chavannes C., députée	
<i>Participation du Canada à la cérémonie d'investiture en Haïti.....</i>	16 820
Chambre des communes	
Bibeau hon. M-C.	
Affaires mondiales Canada	
Bélanger L., Godin J., Guérin M., Montpetit G.	

II . 14 Autres informations diverses

## Conseil du Trésor Secrétariat du Conseil du Trésor

### Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits

(en dollars)

Ministère et organisme	Sommes virées du Conseil du Trésor						
	Crédit	Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonctionnement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	Crédit 33 Report du budget des dépenses en capital
<b>Affaires autochtones et du Nord</b>							
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien							
Dépenses de fonctionnement.....	1	-	-	-	29 358 572	-	-
Dépenses en capital.....	5	-	-	-	-	-	327 480
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique							
Dépenses du programme.....	1	-	-	-	362 645	-	-
<b>Affaires mondiales</b>							
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement							
Dépenses de fonctionnement.....	1	-	-	-	47 266 062	15 708 701	-
Dépenses en capital.....	5	-	-	-	-	-	35 540 741
Subventions et contributions.....	10	-	-	-	-	-	-
Commission mixte internationale (section canadienne)							
Dépenses du programme.....	1	-	-	-	308 604	-	-
<b>Agriculture et Agroalimentaire</b>							
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire							
Dépenses de fonctionnement.....	1	-	-	-	30 185 322	-	-
Dépenses en capital.....	5	-	-	-	-	-	6 181 577
Commission canadienne des grains							
Dépenses du programme.....	1	-	-	-	35 777	-	-
Commission canadienne du lait							
Dépenses du programme.....	1	-	-	-	-	183 577	-
<b>Anciens Combattants</b>							
Ministère des Anciens Combattants							
Dépenses de fonctionnement.....	1	-	-	86 466	9 394 313	8 446 113	-
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)							
Dépenses du programme.....	1	-	-	-	473 038	-	-
<b>Bureau du secrétaire du gouverneur général</b>							
Bureau du secrétaire du gouverneur général							
Dépenses du programme.....	1	-	-	-	412 554	-	-
<b>Conseil du Trésor</b>							
Secrétariat du Conseil du Trésor							
Dépenses du programme.....	1	-	-	-	10 854 298	3 219 515	-
Commissariat à l'intégrité du secteur public							
Dépenses du programme.....	1	-	-	21 421	244 744	-	-
Commissariat au lobbying							
Dépenses du programme.....	1	-	-	-	201 321	-	-
École de la fonction publique du Canada							
Dépenses du programme.....	1	-	-	-	2 236 801	-	-
<b>Conseil privé</b>							
Bureau du Conseil privé							
Dépenses du programme.....	1	-	-	-	5 226 461	-	-
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports							
Dépenses du programme.....	1	-	-	-	1 186 501	-	-
Bureau du directeur général des élections							
Dépenses du programme.....	1	-	-	40 719	1 460 249	-	-

## Conseil du Trésor Secrétariat du Conseil du Trésor

### Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Sommes virées du Conseil du Trésor						
	Crédit	Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonctionnement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	Crédit 33 Report du budget des dépenses en capital
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité							
Dépenses du programme.....	1	-	-	-	119 118	-	-
Commissariat aux langues officielles							
Dépenses du programme.....	1	-	-	36 090	927 805	-	-
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes							
Dépenses du programme.....	1	-	-	-	277 483	-	-
<b>Défense nationale</b>							
Ministère de la Défense nationale							
Dépenses de fonctionnement.....	1	-	-	632 894	282 136 608	-	-
Dépenses en capital.....	5	-	-	-	-	-	100 000 000
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications							
Dépenses du programme.....	1	-	-	-	85 435	-	-
Centre de la sécurité des télécommunications							
Dépenses du programme.....	1	-	-	-	15 006 672	4 531 226	-
Comité externe d'examen des griefs militaires							
Dépenses du programme.....	1	-	-	19 298	307 175	-	-
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire							
Dépenses du programme.....	1	-	-	21 421	257 910	-	-
<b>Environnement et Changement climatique</b>							
Ministère de l'Environnement							
Dépenses de fonctionnement.....	1	-	-	-	39 216 348	-	-
Dépenses en capital.....	5	-	-	-	-	-	9 291 642
Agence canadienne d'évaluation environnementale							
Dépenses du programme.....	1	-	-	-	652 210	-	-
Agence Parcs Canada							
Dépenses du programme.....	1	-	-	-	-	4 052 186	-
<b>Famille, Enfants et Développement social</b>							
Ministère de l'Emploi et du Développement social							
Dépenses de fonctionnement.....	1	67 200 000	2 500 000	5 762	11 307 952	3 217 662	-
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail							
Dépenses du programme.....	1	-	-	-	-	150 652	-
<b>Finances</b>							
Ministère des Finances							
Dépenses du programme.....	1	9 907 229	-	-	4 629 333	-	-
Bureau du vérificateur général							
Dépenses du programme.....	1	-	-	-	3 538 955	2 752 583	-
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada							
Dépenses du programme.....	1	-	-	-	2 167 459	-	-
<b>Immigration, Réfugiés et Citoyenneté</b>							
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration							
Dépenses de fonctionnement.....	1	-	-	-	25 496 995	-	-
Commission de l'immigration et du statut de réfugié							
Dépenses du programme.....	1	-	-	100 168	4 544 854	-	-

## Conseil du Trésor Secrétariat du Conseil du Trésor

### Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Sommes virées du Conseil du Trésor						
	Crédit	Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonctionnement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	Crédit 33 Report du budget des dépenses en capital
<b>Infrastructure et Collectivités</b>							
Bureau de l'infrastructure du Canada							
Dépenses de fonctionnement.....	1	–	–	–	2 989 835	890 964	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	32 884 130
<b>Innovation, Sciences et Développement économique</b>							
Ministère de l'Industrie							
Dépenses de fonctionnement.....	1	–	–	–	19 152 085	–	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	911 594
Agence canadienne de développement économique du Nord							
Dépenses de fonctionnement.....	1	–	–	–	720 480	–	–
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec							
Dépenses de fonctionnement.....	1	–	–	–	1 913 349	–	–
Agence de promotion économique du Canada atlantique							
Dépenses de fonctionnement.....	1	–	–	–	3 219 995	–	–
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario							
Dépenses de fonctionnement.....	1	–	–	–	1 116 225	–	–
Agence spatiale canadienne							
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	18 309 150
Commission du droit d'auteur							
Dépenses du programme.....	1	–	–	–	140 946	–	–
Conseil canadien des normes							
Paiements au Conseil.....	1	–	–	–	–	241 380	–
Conseil de recherches en sciences humaines							
Dépenses de fonctionnement.....	1	–	–	–	1 162 865	–	–
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie							
Dépenses de fonctionnement.....	1	–	–	–	2 179 057	–	–
Conseil national de recherches du Canada							
Dépenses de fonctionnement.....	1	–	–	–	17 489 217	–	–
Dépenses en capital.....	5	–	–	–	–	–	11 076 825
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien							
Dépenses de fonctionnement.....	1	–	–	–	1 849 760	–	–
Statistique Canada							
Dépenses du programme.....	1	–	–	–	23 941 374	–	–
<b>Justice</b>							
Ministère de la Justice							
Dépenses de fonctionnement.....	1	–	–	4 242 004	26 899 061	–	–
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale							
Dépenses de fonctionnement.....	1	–	–	33 584	410 886	–	–
Conseil canadien de la magistrature							
Dépenses de fonctionnement.....	5	–	–	21 421	75 681	–	–
Bureau du directeur des poursuites pénales							
Dépenses du programme.....	1	–	–	429 213	8 602 018	–	–
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada							
Commissariat à l'information du Canada							
Dépenses du programme.....	1	–	–	19 298	496 368	–	–

## Conseil du Trésor Secrétariat du Conseil du Trésor

### Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Sommes virées du Conseil du Trésor						
	Crédit	Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonctionnement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	Crédit 33 Report du budget des dépenses en capital
<b>Commissariat à la protection de la vie privée du Canada</b>							
Dépenses du programme .....	5	-	-	38 213	835 490	-	-
<b>Commission canadienne des droits de la personne</b>							
Dépenses du programme .....	1	-	-	38 597	713 271	-	-
<b>Registraire de la Cour suprême du Canada</b>							
Dépenses du programme .....	1	-	-	71 796	1 115 242	288 722	-
<b>Service administratif des tribunaux judiciaires</b>							
Dépenses du programme .....	1	-	-	112 900	1 460 414	-	-
<b>Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs</b>							
Dépenses du programme .....	1	-	-	59 633	3 493 382	-	-
<b>Patrimoine canadien</b>							
<b>Ministère du Patrimoine canadien</b>							
Dépenses de fonctionnement .....	1	-	-	-	4 557 625	-	-
<b>Bibliothèque et Archives du Canada</b>							
Dépenses de fonctionnement .....	1	-	-	-	4 246 305	-	-
Dépenses en capital .....	5	-	-	-	-	-	465 195
<b>Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme</b>							
Dépenses de fonctionnement .....	1	-	-	-	468 218	93 942	-
<b>Commission de la capitale nationale</b>							
Paiements à la Commission à l'égard des dépenses de fonctionnement .....	1	-	-	-	-	496 145	-
<b>Commission des champs de bataille nationaux</b>							
Dépenses du programme .....	1	-	-	-	537 975	-	-
<b>Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes</b>							
Dépenses du programme .....	1	-	-	113 749	2 650 241	-	-
<b>Musée canadien de la nature</b>							
Paiements au Musée à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital .....	1	-	-	-	-	329 185	-
<b>Musée des beaux-arts du Canada</b>							
Paiements au Musée à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital .....	1	-	-	-	-	48 975	-
<b>Musée national des sciences et de la technologie</b>							
Paiements au Musée à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital .....	1	-	-	-	-	255 498	-
<b>Office national du film</b>							
Dépenses du programme .....	1	-	-	-	2 733 177	378 339	-
<b>Pêches, Océans et Garde côtière canadienne</b>							
<b>Ministère des Pêches et des Océans</b>							
Dépenses de fonctionnement .....	1	-	-	-	60 996 324	-	-
Dépenses en capital .....	5	-	-	-	-	-	106 791 425
<b>Ressources naturelles</b>							
<b>Ministère des Ressources naturelles</b>							
Dépenses de fonctionnement .....	1	-	-	-	23 640 448	-	-
Dépenses en capital .....	5	-	-	-	-	-	4 918 957

## Conseil du Trésor Secrétariat du Conseil du Trésor

### Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits – suite

(en dollars)

Ministère et organisme	Crédit	Sommes virées du Conseil du Trésor					Crédit 33 Report du budget des dépenses en capital
		Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonctionnement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	
Commission canadienne de sûreté nucléaire							
Dépenses de programme .....	1	–	–	–	1 555 777	342 115	–
Office national de l'énergie							
Dépenses de programme .....	1	–	–	–	3 279 828	–	–
<b>Revenu national</b>							
Agence du revenu du Canada							
Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance emploi</i> .....	1	–	–	95 448 569	–	68 495 334	–
<b>Santé</b>							
Ministère de la Santé							
Dépenses de fonctionnement .....	1	–	–	–	46 298 149	7 000 000	–
Dépenses en capital .....	5	–	–	–	–	–	4 337 638
Agence canadienne d'inspection des aliments							
Dépenses de fonctionnement et contributions .....	1	–	–	–	21 216 773	8 873 638	–
Dépenses en capital .....	5	–	–	–	–	–	3 907 200
Agence de la santé publique du Canada							
Dépenses de fonctionnement .....	1	–	–	–	15 029 352	–	–
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés							
Dépenses de programme .....	1	–	–	19 298	373 880	–	–
Instituts de recherche en santé du Canada							
Dépenses de fonctionnement .....	1	–	–	–	1 222 888	–	–
<b>Sécurité publique et Protection civile</b>							
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile							
Dépenses de fonctionnement .....	1	21 250 000	–	–	5 744 642	1 179 766	–
Subventions et contributions .....	5	16 000 000	–	–	–	–	–
Agence des services frontaliers du Canada							
Dépenses de fonctionnement .....	1	–	–	–	–	21 054 257	–
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada							
Dépenses de programme .....	1	–	–	–	205 319	69 792	–
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada							
Dépenses de programme .....	1	–	–	–	42 406	–	–
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada							
Dépenses de programme .....	1	–	–	–	451 626	–	–
Commission des libérations conditionnelles du Canada							
Dépenses de programme .....	1	–	–	–	2 283 332	–	–
Gendarmerie royale du Canada							
Dépenses de fonctionnement .....	1	–	–	–	61 794 675	51 195 167	–
Dépenses en capital .....	5	–	–	–	–	–	24 334 860
Service canadien du renseignement de sécurité							
Dépenses de programme .....	1	–	–	–	14 029 880	–	9 721 770
Service correctionnel du Canada							
Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions .....	1	–	–	–	50 782 293	19 376 346	–
Dépenses en capital .....	5	–	–	–	–	–	45 618 773

## Conseil du Trésor Secrétariat du Conseil du Trésor

### Détails des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits – fin

(en dollars)

Ministère et organisme	Sommes virées du Conseil du Trésor					
	Crédit 5 Éventualités du gouvernement	Crédit 10 Initiatives pangouver- nementales	Crédit 15 Rajustements à la rémunération	Crédit 25 Report du budget de fonctionnement	Crédit 30 Besoins en matière de rémunération	Crédit 33 Report du budget des dépenses en capital
<b>Services publics et Approvisionnement</b>						
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux						
Dépenses de fonctionnement .....	1	–	–	–	57 984 110	–
Dépenses en capital .....	5	–	–	–	–	91 075 681
Commission de la fonction publique						
Dépenses du programme .....	1	–	–	–	4 282 475	–
Services partagés Canada						
Dépenses de fonctionnement .....	1	–	–	–	36 402 008	–
Dépenses en capital .....	5	–	–	–	–	13 871 597
<b>Transports</b>						
Ministère des Transports						
Dépenses de fonctionnement .....	1	–	–	–	21 598 528	–
Dépenses en capital .....	5	–	–	–	–	6 575 049
Office des transports du Canada						
Dépenses du programme .....	1	–	–	19 298	908 107	–
<b>Total .....</b>	<b>114 357 229</b>	<b>2 500 000</b>	<b>101 631 812</b>	<b>1 095 172 936</b>	<b>222 871 780</b>	<b>526 141 284</b>

## Conseil Privé Bureau du directeur général des élections

### Dépenses relatives aux crédits annuels et aux crédits législatifs par programme

(en dollars)

Autorisation de financement	Opérations électorales	Régulation des activités électorales	Engagement électoral	Services internes	Total
Crédit 1 - Dépenses du programme					
Salaires des postes indéterminés .....	12 096 553	4 788 251	2 908 387	8 494 457	28 287 648
Dépenses législatives					
Élection partielle d'octobre 2016 .....	1 073 520	43 232	–	–	1 116 752
Élections partielles d'avril 2017 .....	2 001 402	–	–	–	2 001 402
42e élection générale (octobre 2015) et autres élections .....	8 084 943	2 676 013	–	–	10 760 956
Allocations aux vérificateurs d'associations de circonscription .....	–	1 308 468	–	–	1 308 468
Autres dépenses conformément à la <i>Loi électorale du Canada</i> .....	20 985 074	2 943 133	5 136 507	23 336 707	52 401 421
	32 144 939	6 970 846	5 136 507	23 336 707	67 588 999
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	2 910 737	938 976	790 989	1 914 375	6 555 077
<b>Total</b> .....	<b>47 152 229</b>	<b>12 698 073</b>	<b>8 835 883</b>	<b>33 745 539</b>	<b>102 431 724</b>

### Détails des dépenses – Élection partielle d'octobre 2016

(en dollars)

Autorisation législative conformément à la <i>Loi électorale du Canada</i>	Opérations électorales	Régulation des activités électorales	Engagement électoral	Services internes	Total
Medicine Hat-Cardston-Warner (Alberta) .....	418 972	33 759	–	–	452 731
Bureau chef d'Élections Canada <sup>1</sup> .....	654 548	9 473	–	–	664 021
<b>Total</b> .....	<b>1 073 520</b>	<b>43 232</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>1 116 752</b>

### Détails des dépenses – Élections partielles d'avril 2017

(en dollars)

Autorisation législative conformément à la <i>Loi électorale du Canada</i>	Opérations électorales	Régulation des activités électorales	Engagement électoral	Services internes	Total
Calgary Heritage (Alberta) .....	167 148	–	–	–	167 148
Calgary Midnapore (Alberta) .....	187 840	–	–	–	187 840
Markham-Thornhill (Ontario) .....	196 775	–	–	–	196 775
Ottawa-Vanier (Ontario) .....	222 427	–	–	–	222 427
Saint-Laurent (Québec) .....	160 120	–	–	–	160 120
	934 310	–	–	–	934 310
Bureau chef d'Élections Canada <sup>1</sup> .....	1 067 092	–	–	–	1 067 092
<b>Total</b> .....	<b>2 001 402</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>–</b>	<b>2 001 402</b>

<sup>1</sup> Inclus les dépenses encourues pour la conduite des élections partielles par Élections Canada à son bureau chef, ainsi que pour appuyer les directeurs de scrutin dans les circonscriptions électorales, ce qui comprend les coûts de la campagne de publicité.

**Conseil privé  
Bureau du Conseil privé**

**Traitements et indemnités aux ministres d'État**

L'état suivant a pour but de présenter de l'information sur les traitements et indemnités aux ministres d'États. Cependant, il n'y a pas de traitements et indemnités aux ministres d'États pour l'exercice courant.

## Famille, Enfants et Développement social Ministère de l'Emploi et du Développement social

### Paiements d'indemnités et frais d'administration<sup>1</sup>

(en dollars)

Description	Paiements d'indemnités <sup>2</sup>	Frais d'administration <sup>3</sup>	Total des paiements
Terre-Neuve-et-Labrador .....	2 901 992	1 032 935	3 934 927
Île-du-Prince-Édouard.....	589 400	202 800	792 200
Nouvelle-Écosse—Fédéral.....	11 072 779	2 494 760	13 567 539
Nouvelle-Écosse—Indemnité de présomption automatique de la Société d'expansion du Cap-Breton.....	3 237 141	621 420	3 858 561
Nouvelle-Écosse—Indemnité de silicose de la Société d'expansion du Cap-Breton .....	203 417	40 036	243 453
Nouvelle-Écosse—Autre indemnité de la Société d'expansion du Cap-Breton .....	10 283 213	1 970 920	12 254 133
Nouveau-Brunswick .....	6 335 120	1 335 553	7 670 673
Québec.....	20 199 999	4 783 434	24 983 433
Ontario.....	35 928 465	10 973 867	46 902 332
Manitoba.....	3 215 177	2 332 851	5 548 028
Saskatchewan.....	3 520 412	1 631 287	5 151 699
Alberta .....	11 675 198	3 073 350	14 748 548
Colombie-Britannique.....	17 317 460	8 248 439	25 565 899
Versement des coûts d'indemnisation en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des marins marchands</i> .....	1 870	—	1 870
Paiements à l'égard d'employés recrutés sur place à l'étranger (article 7) .....	28 728	—	28 728
	<b>126 510 371</b>	<b>38 741 652</b>	<b>165 252 023</b>
<b>Moins: recouvrements</b>			
Coûts de réclamations et frais d'administration recouverts des sociétés d'État.....	31 492 570	11 381 026	42 873 596
Coûts de réclamations et frais d'administration recouverts des autres ministères gouvernementaux .	63 618 093	18 080 752	81 698 845
Coûts de réclamations et frais d'administration recouverts de l'assurance-emploi .....	360 220	73 780	434 000
Recouvrements de tierces parties responsables (subrogation) .....	16 449	—	16 449
	<b>95 487 332</b>	<b>29 535 558</b>	<b>125 022 890</b>
<b>Dépenses nettes<sup>4</sup> .....</b>	<b>31 023 039</b>	<b>9 206 094</b>	<b>40 229 133</b>

<sup>1</sup> Ces paiements et frais sont imputés à une autorisation de dépenses législative intitulée « Paiements d'indemnités à des agents de l'État (*Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*) et à des marins marchands (*Loi sur l'indemnisation des marins marchands*) » (se référer au Sommaire du portefeuille ministériel de la section 11 du volume II).

<sup>2</sup> Comprend les paiements nets d'indemnisation concernant :

- a) les employés de l'État (*Loi sur l'indemnisation des agents de l'État*);
- b) les marins marchands (*Loi sur l'indemnisation des marins marchands*); et

- c) les employés des mines dirigées par la Société d'expansion du Cap-Breton qui ont contracté la silicose avant l'acquisition des dites mines par la Société.

<sup>3</sup> Représente la part nette du gouvernement fédéral des frais d'administration des commissions provinciales.

Les réclamations des employés admissibles aux indemnités sont traitées et payées par les commissions provinciales des accidents de travail avec les fonds avancés par le gouvernement fédéral.

Les réclamations des employés résidant au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut, se règlent par l'intermédiaire de la Commission des accidents de travail de l'Alberta.

<sup>4</sup> Les dépenses nettes concordent avec les paiements d'indemnités à des agents de l'État et à des marins marchands.

## Parlement Sénat

### États des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et de recherche payés en 2016-2017

(en dollars)

Honorables sénateurs	Indemnités de session	Frais de déplacement <sup>1</sup>	Personnel de recherche, employés et autres dépenses
Andreychuk R, Saskatchewan.....	145 400	54 707	119 896
<i>Président de comité</i> .....	15 289	—	—
Ataullahjan S, Ontario.....	145 400	43 518	153 719
<i>Vice-président de comité</i> .....	5 900	—	—
Baker G, Terre-Neuve-et-Labrador.....	145 400	77 232	132 847
<i>Vice-président de comité</i> .....	4 786	—	—
Batters D L, Saskatchewan.....	145 400	76 308	158 561
Bellemare D, Québec.....	145 400	32 902	125 568
<i>Leader adjoint du gouvernement</i> .....	35 267	—	—
Bernard W E T, Nouvelle-Écosse.....	56 948	24 267	44 145
Beyak L, Ontario.....	145 400	48 848	101 264
Black D, Alberta.....	145 400	93 544	185 383
Boisvenu P-H, Québec.....	145 400	34 152	157 654
Boniface G, Ontario.....	56 948	11 212	33 474
Bovey P, Manitoba.....	56 948	26 135	36 840
Brazeau P, Québec.....	145 400	19 819	88 533
Campbell L W, Colombie-Britannique.....	145 384	54 657	157 633
<i>Vice-président de comité</i> .....	2 950	—	—
Carignan C, Québec.....	145 400	29 512	171 103
<i>Leader de l'opposition</i> .....	38 700	—	—
Christmas D, Nouvelle-Écosse <sup>2</sup> .....	46 512	12 103	11 617
Cools A C, Ontario.....	145 400	28 495	142 328
<i>Vice-président de comité</i> .....	2 902	—	—
Cordy J, Nouvelle-Écosse.....	145 400	43 916	121 075
<i>Vice-président de comité</i> .....	5 900	—	—
Comier R, Nouveau-Brunswick <sup>2</sup> .....	56 948	22 847	21 873
Cowan J, Nouvelle-Écosse <sup>2</sup> .....	117 258	58 687	61 035
Dagenais J-G, Québec.....	145 400	27 729	159 119
Dawson D, Québec.....	145 400	30 960	134 672
<i>Président de comité</i> .....	11 800	—	—
Day J A, Nouveau-Brunswick.....	145 400	62 169	157 873
<i>Vice-président de comité</i> .....	5 932	—	—
Dean T, Ontario <sup>2</sup> .....	56 948	20 529	28 371
Demers J, Québec.....	145 400	1 696	92 130
Downe P E, Île-du-Prince-Édouard.....	145 400	48 507	157 608
<i>Vice-président de comité</i> .....	5 900	—	—
Doyle N E, Terre-Neuve-et-Labrador.....	145 400	73 778	132 645
Duffy M, Île-du-Prince-Édouard.....	145 400	26 460	131 887
Dupuis R, Québec <sup>2</sup> .....	56 948	19 191	23 267
Dyck L E, Saskatchewan.....	145 400	73 003	144 134
<i>Président de comité</i> .....	11 800	—	—
Eaton N, Ontario.....	145 400	30 247	159 270
<i>Président à titre provisoire</i> .....	24 500	—	—
Eggleton A, Ontario.....	145 400	43 777	158 322
<i>Vice-président de comité</i> .....	5 900	—	—
Enverga T C, Ontario.....	145 400	54 783	129 189
Forest É, Québec <sup>2</sup> .....	52 506	21 314	42 290
Fraser J, Québec.....	145 400	29 624	118 783
<i>Président de comité</i> .....	11 800	—	—
Frum L, Ontario.....	145 400	44 263	178 402
<i>Président du caucus de l'opposition</i> .....	5 900	—	—
Furey G J, Terre-Neuve-et-Labrador.....	145 400	64 042	119 956
<i>Porte-parole du Sénat</i> .....	59 500	—	—
Gagné R, Manitoba.....	145 400	53 287	97 340
Galvez R, Québec <sup>2</sup> .....	46 512	11 920	17 680

**Parlement**  
**Sénat**

**États des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et de recherche payés en 2016-2017 – suite**

(en dollars)

Honorables sénateurs	Indemnités de session	Frais de déplacement <sup>1</sup>	Personnel de recherche, employés et autres dépenses
Gold M, Québec <sup>2</sup> .....	50 890	12 734	44 645
Greene S, Nouvelle-Écosse.....	145 400	70 007	178 230
Griffin D, Île-du-Prince-Édouard <sup>2</sup> .....	56 948	29 935	50 553
Harder V P, Ontario <sup>3</sup> .....	148 845	10 542	156 046
<i>Représentant du gouvernement</i> .....	83 438	–	–
Hartling N, Nouveau-Brunswick <sup>2</sup> .....	56 948	15 957	18 860
Hervieux-Payette C, Québec <sup>2</sup> .....	8 482	1 431	2 638
<i>Vice-président de comité</i> .....	344	–	–
Housakos L, Québec.....	145 400	28 565	177 105
<i>Président de comité</i> .....	11 800	–	–
Hubleby E, Île-du-Prince-Édouard.....	145 400	52 069	155 102
<i>Vice-président de comité</i> .....	5 900	–	–
Jaffer M S B, Colombie-Britannique.....	145 400	67 121	183 645
<i>Vice-président de comité</i> .....	6 285	–	–
Johnson J G, Manitoba <sup>2</sup> .....	71 488	11 970	87 632
Joyal S, Québec.....	145 400	13 915	176 490
<i>Vice-président de comité</i> .....	7 645	–	–
Kenny C, Ontario.....	145 400	26 075	176 197
Lang D, Yukon.....	145 400	72 417	178 335
<i>Président de comité</i> .....	11 800	–	–
Lankin F, Ontario.....	145 400	47 521	114 951
Lovelace Nicholas S M, Nouveau-Brunswick.....	145 400	41 292	140 684
MacDonald M L, Nouvelle-Écosse.....	145 400	67 932	143 978
<i>Vice-président de comité</i> .....	5 900	–	–
Maltais G, Québec.....	145 400	29 062	183 513
<i>Président de comité</i> .....	11 800	–	–
Manning F, Terre-Neuve-et-Labrador.....	145 400	72 321	158 765
<i>Président de comité</i> .....	11 800	–	–
Marshall E, Terre-Neuve-et-Labrador.....	145 400	68 161	143 492
Martin Y, Colombie-Britannique.....	145 400	99 037	171 977
<i>Leader adjoint de l'opposition</i> .....	24 500	–	–
Marwah S, Ontario <sup>2</sup> .....	56 948	17 259	12 639
Massicotte P J, Québec.....	145 400	18 220	51 034
<i>Vice-président de comité</i> .....	5 345	–	–
McCoy E, Alberta.....	145 400	29 004	184 484
McInnis T J, Nouvelle-Écosse.....	145 400	58 082	160 263
<i>Président de comité</i> .....	11 800	–	–
McIntyre P E, Nouveau-Brunswick.....	145 400	27 720	88 033
McPhedran M, Manitoba <sup>2</sup> .....	56 948	20 949	65 650
Mégie M-F, Québec <sup>2</sup> .....	50 890	11 401	25 570
Mercer T M, Nouvelle-Écosse.....	145 400	55 461	172 648
<i>Vice-président de comité</i> .....	5 900	–	–
Merchant P, Saskatchewan.....	145 400	103 705	184 289
<i>Président de comité</i> .....	11 800	–	–
Meredith D, Ontario.....	145 400	66 237	132 067
Mitchell G, Alberta.....	145 400	72 231	158 996
<i>Whip du gouvernement</i> .....	10 817	–	–
<i>Vice-président de comité</i> .....	492	–	–
Mockler P, Nouveau-Brunswick.....	145 400	50 334	175 371
Moncion L, Ontario <sup>2</sup> .....	56 948	12 870	27 502
Moore W P, Nouvelle-Écosse <sup>2</sup> .....	114 131	37 058	130 814
Munson J, Ontario.....	145 400	16 828	166 944
<i>Président de comité</i> .....	11 800	–	–
Neufeld R, Colombie-Britannique.....	145 400	64 872	162 793
<i>Président de comité</i> .....	11 800	–	–
Ngo T H, Ontario.....	145 400	55 343	169 202

Parlement  
Sénat

## États des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et de recherche payés en 2016-2017 – fin

(en dollars)

Honorables sénateurs	Indemnités de session	Frais de déplacement <sup>1</sup>	Personnel de recherche, employés et autres dépenses
Ogilvie K K, Nouvelle-Écosse .....	145 400	70 965	145 738
<i>Président de comité</i> .....	11 800	–	–
Oh V, Ontario .....	145 400	52 439	159 724
Omidvar R, Ontario .....	145 400	57 425	142 690
Pate K, Ontario <sup>2</sup> .....	56 948	2 277	56 683
Patterson D G, Nunavut .....	145 400	102 549	169 627
<i>Vice-président de comité</i> .....	5 900	–	–
Petitclerc C, Québec.....	145 400	20 446	77 504
Plett D N, Manitoba.....	145 400	92 760	171 207
<i>Whip de l'opposition</i> .....	6 900	–	–
Poirier R-M, Nouveau-Brunswick.....	145 400	37 253	135 115
<i>Vice-président de comité</i> .....	5 900	–	–
Pratte A, Québec.....	145 400	26 337	76 376
Raine N Greene, Colombie-Britannique.....	145 400	62 271	151 928
Ringuette P, Nouveau-Brunswick .....	145 400	42 979	162 826
Rivard M, Québec <sup>2</sup> .....	50 812	13 014	62 631
Runciman B, Ontario .....	145 400	23 497	149 171
<i>Président de comité</i> .....	11 800	–	–
Ruth N, Ontario <sup>2</sup> .....	111 004	45 749	99 361
Saint-Germain R, Québec <sup>2</sup> .....	50 890	15 622	28 181
Seidman J, Québec.....	145 400	31 283	161 929
Sibbeston N G, Territoires du Nord-Ouest.....	145 400	133 033	117 985
Sinclair M, Manitoba <sup>2</sup> .....	144 996	71 598	103 449
Smith D P, Ontario <sup>2</sup> .....	17 980	3 658	14 905
Smith L, Québec.....	145 400	28 879	114 845
<i>Président de comité</i> .....	11 800	–	–
Stewart Olsen C, Nouveau-Brunswick.....	145 400	53 048	158 259
Tannas S, Alberta.....	145 400	83 692	127 941
Tardif C, Alberta.....	145 400	75 129	157 046
<i>Président de comité</i> .....	11 800	–	–
Tkachuk D, Saskatchewan.....	145 400	93 229	170 761
<i>Président de comité</i> .....	11 800	–	–
Unger B E, Alberta.....	145 400	32 597	79 079
Verner J, Québec.....	145 400	23 497	177 536
Wallace J D, Nouveau-Brunswick <sup>2</sup> .....	121 167	37 521	92 951
Wallin P, Saskatchewan.....	145 400	48 189	130 390
Watt C, Québec.....	143 900	71 484	183 838
Wells D M, Terre-Neuve-et-Labrador.....	145 400	100 268	162 843
<i>Whip adjoint de l'opposition</i> .....	3 100	–	–
Wetston H, Ontario <sup>2</sup> .....	56 948	18 974	40 711
White V D, Ontario.....	145 400	1 650	94 540
<i>Vice-président de comité</i> .....	5 900	–	–
Woo Y P, Colombie-Britannique <sup>2</sup> .....	56 948	47 061	57 898
<b>Total</b> .....	<b>13 933 711</b>	<b>4 706 151</b>	<b>12 854 291</b>

<sup>1</sup> Incluant les frais de subsistance dans la région de la capitale nationale.<sup>2</sup> Sénateurs qui ont été nommés ou ont pris leur retraite, qui ont démissionné ou qui sont décédés au cours de l'exercice financier 2016-2017, ou au cours du dernier trimestre de l'exercice financier précédent.<sup>3</sup> L'indemnité de session et supplémentaire couvre le salaire de la date de la nomination (le 23 mars 2016) jusqu'au 31 mars 2017 en raison du calendrier des paiements.

## Parlement Chambre des communes

### État des indemnités de session et des frais de déplacements payés en 2016-2017

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement <sup>1</sup>
Abouttaif Z .....	170 400	78 314
Albas D .....	170 400	92 650
Albrecht H .....	170 400	55 081
<i>Indemnité à titre de président de comité</i> .....	11 900	–
Aldag J .....	170 400	117 284
Alhabra O .....	170 400	49 788
Alleslev L .....	170 400	64 831
Allison D .....	170 400	68 994
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> .....	6 000	–
Ambrose L'hon R .....	170 400	135 357
<i>Indemnité à titre de chef Opposition officielle</i> .....	81 500	–
Amos W .....	170 400	20 512
Anandasangaree G .....	170 400	52 976
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> .....	5 000	–
Anderson D .....	170 400	101 915
Angus C .....	170 400	94 515
<i>Indemnité à titre de président du caucus Autre parti d'opposition</i> .....	3 867	–
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> .....	4 016	–
Arnold M .....	170 400	117 424
Arseneault R .....	170 400	71 261
Arya C .....	170 400	3 945
Ashton N .....	170 400	164 293
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i> .....	5 645	–
Aubin R .....	170 400	36 385
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> .....	3 183	–
Ayoub R .....	170 400	36 165
Badawey V .....	170 400	65 251
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> .....	982	–
Bagnell L'hon L .....	170 400	105 939
<i>Indemnité à titre de président de comité</i> .....	11 900	–
Bains L'hon N .....	170 400	47 902
Barlow J .....	170 400	112 119
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> .....	6 000	–
Barsalou-Duval X .....	170 400	51 204
Baylis F .....	170 400	29 057
Beaulieu M .....	170 400	45 564
Beech T .....	170 400	118 347
Bélanger L'hon M .....	99 400	116
Bennett L'hon C .....	170 400	46 718
Benson S .....	170 400	77 815
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i> .....	1 167	–
Bergen L'hon C .....	170 400	88 864
<i>Indemnité à titre de leader à la Chambre Opposition officielle</i> .....	22 976	–
Bernier L'hon M .....	170 400	39 707
Berthold L .....	170 400	60 491
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> .....	6 000	–
Bezan J .....	170 400	120 289
Bibeau L'hon M-C .....	170 400	30 370
Bittle C .....	170 400	61 196
Blaikie D .....	170 400	66 131
<i>Indemnité à titre de président du caucus Autre parti d'opposition</i> .....	1 129	–
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> .....	6 000	–
Blair B .....	170 400	69 969
Blaney L'hon S .....	170 400	50 463
Blaney R .....	170 400	100 675

## Parlement

### Chambre des communes

#### État des indemnités de session et des frais de déplacements payés en 2016-2017 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement <sup>1</sup>
Block K.....	170 400	88 405
Boissonnault R.....	170 400	106 878
Bossio M.....	170 400	44 474
Boucher S.....	170 400	51 658
Boudrias M.....	170 400	31 601
Boulerice A.....	170 400	47 472
Boutin-Sweet M.....	170 400	43 154
<i>Indemnité à titre de whip en chef Autre parti d'opposition.....</i>	11 900	–
Brassard J.....	170 400	63 047
Bratina B.....	170 400	41 005
Breton P.....	170 400	51 026
Brisson L'hon S.....	170 400	71 783
Brousseau R E.....	170 400	57 730
<i>Indemnité à titre de présidente du caucus Autre parti d'opposition.....</i>	1 004	–
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité.....</i>	6 000	–
Brown G.....	170 400	62 764
<i>Indemnité à titre de whip en chef Opposition officielle.....</i>	30 500	–
Caesar-Chavannes C.....	170 400	37 739
Calkins B.....	170 400	121 654
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	11 900	–
Cannings R.....	170 400	89 117
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	6 000	–
Caron G.....	170 400	52 950
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	5 286	–
Carr L'hon J.....	170 400	73 898
Carrie C.....	170 400	47 066
Casey B.....	170 400	64 058
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	11 900	–
Casey S.....	170 400	76 605
Chagger L'hon B.....	170 400	41 525
Champagne L'hon F-P.....	170 400	57 702
Chan A.....	170 400	40 076
<i>Indemnité à titre de leader adjoint à la Chambre Gouvernement.....</i>	16 800	–
Chen S.....	170 400	57 211
Chong L'hon M.....	170 400	51 626
Choquette F.....	170 400	43 656
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	6 000	–
Christopherson D.....	170 400	65 478
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	12 000	–
Clarke A.....	170 400	48 828
Clement L'hon T.....	170 400	60 612
Cooper M.....	170 400	96 623
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	6 000	–
Cormier S.....	170 400	73 773
Cullen N.....	170 400	133 663
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	5 483	–
Cuzner R.....	170 400	90 324
Dabrusin J.....	170 400	48 654
Damoff P.....	170 400	55 577
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité.....</i>	6 000	–
Davies D.....	170 400	96 627
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	6 000	–
DeCoursey M.....	170 400	65 474
Deltell G.....	170 400	44 397
Dhaliwal S.....	170 400	133 342
Dhillon A.....	170 400	40 778

## Parlement Chambre des communes

### État des indemnités de session et des frais de déplacements payés en 2016-2017 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement <sup>1</sup>
Di Iorio N .....	170 400	34 232
Dion L'hon S .....	144 536	19 269
Diotte K .....	170 400	115 926
Doherty T .....	170 400	158 127
Donnelly F .....	170 400	78 688
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> .....	6 000	–
Dreeshen E .....	170 400	95 587
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> .....	6 000	–
Drouin F .....	170 400	9 812
Dubé M .....	170 400	40 417
<i>Indemnité à titre de leader adjoint à la Chambre Autre parti d'opposition</i> .....	6 000	–
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> .....	6 000	–
Dubourg E .....	170 400	32 651
Duclos L'hon J-Y .....	170 400	51 760
Duguid T .....	170 400	96 964
Duncan L'hon K .....	170 400	55 377
Duncan L .....	170 400	95 319
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i> .....	5 883	–
Dusseault P-L .....	170 400	41 469
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> .....	6 625	–
Duvall S .....	170 400	75 423
Dzerowicz J .....	170 400	51 776
Easter L'hon W .....	170 400	68 708
<i>Indemnité à titre de président de comité</i> .....	11 900	–
Egliński J .....	170 400	119 799
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> .....	6 000	–
Ehsassi A .....	170 400	57 445
El-Khoury F .....	170 400	35 229
Ellis N .....	170 400	43 012
<i>Indemnité à titre de président de comité</i> .....	11 900	–
Erskine-Smith N .....	170 400	53 924
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> .....	982	–
Eyking L'hon M .....	170 400	80 242
<i>Indemnité à titre de président de comité</i> .....	11 900	–
Eyolfson D .....	170 400	78 577
Falk T .....	170 400	121 743
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> .....	6 000	–
Fast L'hon E .....	170 400	94 746
Fergus G .....	170 400	11 393
Fillmore A .....	170 400	79 410
<i>Indemnité à titre de président de comité</i> .....	9 789	–
Finley L'hon D .....	170 400	39 470
Finnigan P .....	170 400	69 225
<i>Indemnité à titre de président de comité</i> .....	11 900	–
Fisher D .....	170 400	51 251
Fonseca P .....	170 400	58 982
Foote L'hon J .....	170 400	95 426
Fortin R .....	170 400	41 071
Fragiskatos P .....	170 400	63 204
Fraser C .....	170 400	105 362
Fraser S .....	170 400	73 527
Freeland L'hon C .....	170 400	51 804
Fry L'hon H .....	170 400	118 892
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i> .....	11 900	–
Fuhr S .....	170 400	63 791
<i>Indemnité à titre de président de comité</i> .....	11 900	–

## Parlement

### Chambre des communes

#### État des indemnités de session et des frais de déplacements payés en 2016-2017 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement <sup>1</sup>
Gallant C.....	170 400	49 478
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité.....</i>	6 000	–
Garneau L'hon M.....	170 400	23 127
Garrison R.....	170 400	105 724
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	6 000	–
Généreux B.....	170 400	71 117
Genuis G.....	170 400	89 566
Gerretsen M.....	170 400	36 870
Gill M.....	170 400	89 978
Gladu M.....	170 400	71 182
<i>Indemnité à titre de présidente de comité.....</i>	11 900	–
Godin J.....	170 400	67 441
Goldsmith-Jones P.....	170 400	99 886
Goodale L'hon R.....	170 400	61 617
Gould L'hon K.....	170 400	74 092
Gourde J.....	170 400	54 734
Graham D.....	170 400	46 694
Grewal R.....	170 400	57 264
Hajdu L'hon P.....	170 400	59 321
Hardcastle C.....	170 400	61 459
Harder R.....	170 400	94 403
Hardie K.....	170 400	97 759
Harper Le très hon S.....	68 252	34 788
Harvey TJ.....	170 400	110 034
Hehr L'hon K.....	170 400	78 828
Hoback R.....	170 400	137 328
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	6 000	–
Holland M.....	170 400	70 298
Housefather A.....	170 400	43 530
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	11 900	–
Hughes C.....	170 400	90 007
<i>Indemnité à titre de vice-présidente adjointe de la Chambre et vice-présidente des comités pléniers.....</i>	16 800	–
Hussen L'hon A.....	170 400	46 662
Hutchings G.....	170 400	69 546
Iacono A.....	170 400	38 264
Jeneroux M.....	170 400	122 702
Johns G.....	170 400	90 197
Jolibois G.....	170 400	132 487
Joly L'hon M.....	170 400	31 545
Jones Y.....	170 400	161 368
Jordan B.....	170 400	76 196
Jowhari M.....	170 400	51 549
Julian P.....	170 400	76 775
<i>Indemnité à titre de leader à la Chambre Autre parti d'opposition.....</i>	9 213	–
Kang D S.....	170 400	99 779
Kelly P.....	170 400	71 369
Kenney L'hon J.....	81 413	38 627
Kent L'hon P.....	170 400	37 228
Khalid I.....	170 400	52 215
Khera K.....	170 400	46 852
Kitchen R.....	170 400	113 264
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	6 000	–
Kmiec T.....	170 400	80 251
Kwan J.....	170 400	120 372
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité.....</i>	6 000	–
Lake L'hon M.....	170 400	111 744
Lametti D.....	170 400	38 990

## Parlement Chambre des communes

### État des indemnités de session et des frais de déplacements payés en 2016-2017 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement <sup>1</sup>
Lamoureux K.....	170 400	58 704
Lapointe L.....	170 400	36 553
Lauzon G.....	170 400	19 360
Lauzon S.....	170 400	11 707
Laverdière H.....	170 400	47 901
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité.....</i>	6 000	–
Lebel L'hon D.....	170 400	107 770
LeBlanc L'hon D.....	170 400	70 900
Lebouthillier L'hon D.....	170 400	57 244
Lefebvre P.....	170 400	49 189
Leitch L'hon K K.....	170 400	44 987
Lemieux D.....	170 400	55 249
Leslie L'hon A.....	170 400	4 368
<i>Indemnité à titre de whip en chef Gouvernement.....</i>	25 253	–
Levitt M.....	170 400	57 503
Liepert R.....	170 400	122 112
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	6 000	–
Lightbound J.....	170 400	36 414
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	4 935	–
Lobb B.....	170 400	73 709
Lockhart A.....	170 400	78 296
Long W.....	170 400	65 179
Longfield L.....	170 400	50 170
Ludwig K.....	170 400	91 811
Lukiwski T.....	170 400	101 937
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	11 900	–
MacAulay L'hon L.....	170 400	67 397
MacGregor A.....	170 400	94 278
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	2 000	–
MacKenzie D.....	170 400	52 626
<i>Indemnité à titre de whip adjoint Opposition officielle.....</i>	11 900	–
MacKinnon S.....	170 400	7 236
Maguire L.....	170 400	113 373
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	6 000	–
Malcolmson S.....	170 400	91 045
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité.....</i>	6 000	–
Maloney J.....	170 400	44 701
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	11 900	–
Marcil S.....	170 400	42 444
Masse B.....	170 400	63 888
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	6 000	–
Massé R.....	170 400	79 582
Mathysen I.....	170 400	91 786
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité.....</i>	6 000	–
<i>Indemnité à titre de whip adjointe Autre parti d'opposition.....</i>	6 000	–
May B.....	170 400	55 416
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	11 900	–
May E.....	170 400	78 661
McCallum L'hon J.....	142 000	59 848
McCauley K.....	170 400	94 308
McColeman P.....	170 400	64 215
McCrimmon K.....	170 400	12 486
McDonald K.....	170 400	92 104
McGuinty D.....	170 400	1 946
McKay L'hon J.....	170 400	53 672
McKenna L'hon C.....	170 400	4 599
McKinnon R.....	170 400	100 969

## Parlement

### Chambre des communes

#### État des indemnités de session et des frais de déplacements payés en 2016-2017 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement <sup>1</sup>
McLeod C.....	170 400	101 262
McLeod M.....	170 400	103 657
Mendès A.....	170 400	32 042
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité.....</i>	6 000	–
Mendicino M.....	170 400	68 167
Mihychuk L'hon M.....	170 400	76 874
<i>Indemnité à titre de présidente de comité.....</i>	1 948	–
Müller L.....	170 400	90 565
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	6 000	–
Miller M.....	170 400	41 225
Monsef L'hon M.....	170 400	33 133
Moore C.....	170 400	62 396
Morneau L'hon B.....	170 400	45 856
Morrissey R.....	170 400	86 487
Motz G.....	74 665	40 779
Mulcair L'hon T.....	170 400	37 535
<i>Indemnité à titre de chef Autre parti d'opposition.....</i>	57 800	–
Murray J.....	170 400	109 159
Nantel P.....	170 400	35 921
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	6 000	–
Nassif E.....	170 400	36 635
Nater J.....	170 400	69 981
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	6 000	–
Nault L'hon R.....	170 400	108 635
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	11 900	–
Nicholson L'hon R.....	170 400	69 418
Nuttall A.....	170 400	60 436
Obhrai L'hon D.....	170 400	127 314
O'Connell J.....	170 400	62 815
Oliphant R.....	170 400	61 910
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	23 800	–
Oliver J.....	170 400	66 890
O'Regan S.....	170 400	111 824
O'Toole L'hon E.....	170 400	83 133
Ouellette R-F.....	170 400	123 733
Paradis L'hon D.....	170 400	63 493
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	11 900	–
Paul-Hus P.....	170 400	57 337
Pauzé M.....	170 400	27 654
Peschisolido J.....	170 400	58 566
Peterson K.....	170 400	48 449
Petitpas Taylor L'hon G.....	170 400	58 651
<i>Indemnité à titre de whip adjointe Gouvernement.....</i>	9 853	–
Philpott L'hon J.....	170 400	51 283
Picard M.....	170 400	39 017
Plamondon L.....	170 400	52 682
Poilievre L'hon P.....	170 400	12 226
Poissant J-C.....	170 400	33 956
Quach A M-T.....	170 400	29 489
Qualtrough L'hon C.....	170 400	121 673
Raitt L'hon L.....	170 400	103 973
Ramsey T.....	170 400	91 076
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité.....</i>	6 000	–
Rankin M.....	170 400	73 181
<i>Indemnité à titre de leader à la Chambre Autre parti d'opposition.....</i>	7 587	–
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	10 016	–
Ratansi Y.....	170 400	51 747
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité.....</i>	6 000	–

## Parlement Chambre des communes

### État des indemnités de session et des frais de déplacements payés en 2016-2017 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement <sup>1</sup>
Rayes A .....	170 400	57 555
Regan L'hon G .....	170 400	30 524
<i>Indemnité à titre de Président de la Chambre des communes</i> .....	81 500	–
Reid S .....	170 400	–
<i>Indemnité à titre de leader adjoint à la Chambre Opposition officielle</i> .....	7 653	–
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> .....	2 683	–
Rempel L'hon M .....	170 400	97 674
Richards B .....	170 400	90 660
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> .....	6 000	–
Rioux J .....	170 400	42 035
Ritz L'hon G .....	170 400	103 020
Robillard Y .....	170 400	33 954
Rodriguez L'hon P .....	170 400	41 212
<i>Indemnité à titre de whip en chef Gouvernement</i> .....	5 247	–
Romanado S .....	170 400	44 131
Rota A .....	170 400	57 926
<i>Indemnité à titre de vice-président adjoint de la Chambre et vice-président adjoint des comités pléniers</i> .....	16 800	–
Rudd K .....	170 400	57 404
Ruimy D .....	170 400	98 738
<i>Indemnité à titre de président de comité</i> .....	11 900	–
Rusnak D .....	170 400	82 871
Saganash R .....	170 400	77 367
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> .....	1 935	–
Sahota R .....	170 400	56 685
Saini R .....	170 400	50 582
Sajjan L'hon H S .....	170 400	88 622
Samson D .....	170 400	55 344
Sangha R .....	170 400	42 777
Sansoucy B .....	170 400	42 284
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité</i> .....	177	–
Sarai R .....	170 400	140 211
Saroya B .....	170 400	43 333
Scarpaleggia F .....	170 400	38 547
<i>Indemnité à titre de président de comité</i> .....	5 321	–
<i>Indemnité à titre de président du caucus Gouvernement</i> .....	11 900	–
Scheer A .....	170 400	122 815
<i>Indemnité à titre de leader à la Chambre Opposition officielle</i> .....	18 990	–
Schiefke P .....	170 400	44 460
Schmale J .....	170 400	61 087
Schulte D .....	170 400	62 202
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i> .....	11 900	–
Serré M .....	170 400	58 070
Sgro L'hon J A .....	170 400	49 307
<i>Indemnité à titre de présidente de comité</i> .....	11 900	–
Shanahan B .....	170 400	31 279
Sheehan T .....	170 400	70 032
Shields M .....	170 400	97 821
Shipley B .....	170 400	74 614
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> .....	6 000	–
Sidhu J .....	170 400	111 064
Sidhu S .....	170 400	59 427
Sikand G .....	170 400	49 043
Simms S .....	170 400	114 515
<i>Indemnité à titre de président de comité</i> .....	11 900	–

## Parlement

### Chambre des communes

#### État des indemnités de session et des frais de déplacements payés en 2016-2017 – suite

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement <sup>1</sup>
Sohi L'hon A.....	170 400	69 891
Sopuck R.....	170 400	126 560
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	6 000	–
Sorbara F.....	170 400	66 063
Sorenson L'hon K.....	170 400	97 918
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	11 900	–
Spengemann S.....	170 400	44 167
Stanton B.....	170 400	57 197
<i>Indemnité à titre de vice-président et président des comités plénières.....</i>	42 200	–
Ste-Marie G.....	170 400	48 437
Stetski W.....	170 400	101 777
Stewart K.....	170 400	90 607
Strahl M.....	170 400	116 698
Stubbs S.....	170 400	102 846
<i>Indemnité à titre de vice-présidente de comité.....</i>	1 167	–
Sweet D.....	170 400	72 502
<i>Indemnité à titre de président du caucus Opposition officielle.....</i>	11 900	–
Tabbara M.....	170 400	56 385
Tan G.....	170 400	63 016
Tassi F.....	170 400	51 307
<i>Indemnité à titre de whip adjointe Gouvernement.....</i>	2 047	–
Thériault L.....	170 400	45 715
Tilson D.....	170 400	50 499
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	6 000	–
Tootoo L'hon H.....	170 400	121 799
Trost B.....	170 400	101 444
Trudeau Le très hon J.....	170 400	2 757
Trudel K.....	170 400	62 645
Van Kesteren D.....	170 400	65 092
Van Loan L'hon P.....	170 400	64 692
Vandal D.....	170 400	81 648
Vandembeld A.....	170 400	993
<i>Indemnité à titre de présidente de comité.....</i>	2 314	–
Vaughan A.....	170 400	54 389
Vecchio K.....	170 400	70 654
Viersen A.....	170 400	77 881
Virani A.....	170 400	56 483
Wagantall C.....	170 400	120 656
Warawa M.....	170 400	116 540
Warkentin C.....	170 400	121 918
<i>Indemnité à titre de leader adjoint à la Chambre Gouvernement.....</i>	9 147	–
Watts D L.....	170 400	87 595
Waugh K.....	170 400	72 771
Webber L.....	170 400	78 988
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	6 000	–
Weir E.....	170 400	56 783
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité.....</i>	6 000	–
Whalen N.....	170 400	90 830
Wilkinson J.....	170 400	100 177
Wilson-Raybould L'hon J.....	170 400	121 035
Wong L'hon A.....	170 400	109 177
Wrzesnewskij B.....	170 400	52 830
<i>Indemnité à titre de président de comité.....</i>	11 900	–
Young K.....	170 400	57 482

## État des indemnités de session et des frais de déplacements payés en 2016-2017 – fin

(en dollars)

Députés de la Chambre des communes	Indemnités de session	Frais de déplacement <sup>1</sup>
Yurdiga D.....	170 400	141 321
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> .....	6 000	–
Zahid S.....	170 400	58 460
Zimmer B.....	170 400	159 143
<i>Indemnité à titre de vice-président de comité</i> .....	6 000	–
Anciens députés <sup>2</sup> .....	–	102 244
<b>Total</b> .....	<b>58 346 569</b>	<b>23 412 526</b>

<sup>1</sup> Cette colonne exclut :

- les frais de déplacement des ministres et des secrétaires parlementaires lors de services ministériels commandés. Ces dépenses sont présentées dans un état distinct de la section 10 de ce volume intitulé « Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires »;
- les frais de déplacement des députés siégeant au sein de divers comités parlementaires;
- toute dépense du ministère de la Défense nationale liée à l'utilisation des avions de l'État; et
- tout frais de déplacement des députés engagé pour représenter le Canada dans le cadre de conférences et réunions internationales. Ces dépenses sont présentées dans un état distinct dans cette section intitulé « Affaires étrangères, Commerce et Développement – Frais de voyage liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales ».

<sup>2</sup> Déménagement, cessation des opérations, réorientation et autres dépenses.

## Parlement Chambre des communes

### Traitements des secrétaires parlementaires des ministres payés en 2016-2017

(en dollars)

Nom	Secrétaire parlementaire du	Montant
Alghabra O	ministre des Affaires étrangères (Affaires consulaires) .....	16 800
Alleslev L	ministre des Services publics et de l'Approvisionnement .....	13 819
Beech T	pour les Sciences <sup>1</sup> .....	13 819
	ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne .....	2 981
Blair B	ministre de la Justice et procureur général du Canada .....	16 800
Boissonnault R	ministre du Patrimoine canadien .....	13 819
Caesar-Chavannes C	premier ministre .....	13 819
	ministre du Développement international .....	2 981
Casey S	ministre de la Justice et procureur général du Canada .....	13 819
	ministre du Patrimoine canadien .....	2 981
Champagne L'hon F-P	ministre des Finances .....	13 006
Cormier S	ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne .....	13 819
	ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté .....	2 981
Cuzner R	ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et du Travail .....	16 800
DeCoursey M	ministre des Affaires étrangères .....	2 981
Dhillon A	pour la Condition féminine <sup>1</sup> .....	13 819
Dubourg E	ministre du Revenu national .....	13 819
Duguid T	ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social .....	13 819
	pour la Condition féminine <sup>1</sup> .....	2 981
Fergus G	ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique .....	13 819
Fillmore A	ministre des Institutions démocratiques .....	2 981
Goldsmith-Jones P	ministre des Affaires étrangères .....	13 819
	ministre du Commerce international .....	2 981
Gould L'hon K	ministre du Développement international .....	13 006
Holland M	ministre des Institutions démocratiques .....	13 819
	ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile .....	2 981
Hutchings G	pour la Petite Entreprise et le Tourisme <sup>1</sup> .....	16 800
Jones Y	ministre des Affaires autochtones et du Nord .....	16 800
Khera K	ministre de la Santé .....	13 819
	ministre du Revenu national .....	2 981
Lametti D	ministre du Commerce international .....	13 819
	ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique .....	2 981
Lamoureux K	leader du gouvernement à la Chambre des communes .....	16 800
Lauzon S	pour les Sports et les Personnes handicapées <sup>1</sup> .....	16 800
Leslie L'hon A	ministre des Affaires étrangères (Relations canado-américaines) .....	2 890
Lightbound J	ministre de la Santé .....	2 981
MacKinnon S	ministre des Services publics et de l'Approvisionnement .....	2 981
McCrimmon K	ministre des Anciens Combattants, ministre associé de la Défense nationale .....	13 819
	ministre des Transports .....	2 981
McKay L'hon J	ministre de la Défense nationale .....	13 819
Mendicino M	ministre de la Justice et procureur général du Canada .....	2 981
Miller M	ministre de l'Infrastructure et des Collectivités .....	2 981
Murray J	président du Conseil du Trésor .....	16 800
Petitpas Taylor L'hon G	ministre des Finances .....	2 981
Picard M	ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile .....	13 819
Poissant J-C	ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire .....	16 800
Rioux J	ministre de la Défense nationale .....	2 981
Rodriguez L'hon P	ministre de l'Infrastructure et des Collectivités .....	13 819
Romanado S	ministre des Anciens Combattants, ministre associé de la Défense nationale .....	2 981
Rudd K	ministre des Ressources naturelles .....	16 800
Schiefke P	premier ministre (Jeunesse) .....	16 800
Vaughan A	premier ministre (Affaires intergouvernementales) .....	13 819
	ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social (Logement et Affaires urbaines) .....	2 981

**Parlement**  
**Chambre des communes**

**Traitements des secrétaires parlementaires des ministres payés en 2016-2017 – fin**

(en dollars)

Nom	Secrétaire parlementaire du	Montant
Virani A	ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté.....	13 819
	ministre du Patrimoine canadien (Multiculturalisme).....	2 981
Wilkinson J	ministre de l'Environnement et du Changement climatique.....	16 800
Young K	ministre des Transports.....	13 819
	pour les Sciences <sup>1</sup> .....	2 981
	<b>Total.....</b>	<b>586 283</b>

<sup>1</sup> Portefeuille

## Sécurité publique et Protection civile

### Service correctionnel du Canada

#### État des dépenses par établissement

(en dollars)

Établissement	Fonctionnement et entretien	Capital	Total
Administration centrale, Ottawa, Ontario.....	261 568 771	15 490 288	277 059 059
Administration régionale - Atlantique, Moncton, Nouveau-Brunswick.....	24 877 604	2 241 757	27 119 361
Administration régionale - Ontario, Kingston, Ontario.....	32 696 720	444 050	33 140 770
Administration régionale - Pacifique, Abbotsford, Colombie-Britannique.....	29 736 858	494 969	30 231 827
Administration régionale - Prairies, Saskatoon, Saskatchewan.....	33 804 370	349 081	34 153 451
Administration régionale - Québec, Laval, Québec.....	27 440 625	915 379	28 356 004
Bureaux de district régionaux - Atlantique, Moncton, Nouveau-Brunswick.....	28 533 436	8 239 032	36 772 468
Bureaux de district régionaux - Ontario, Kingston, Ontario.....	66 201 104	3 900 592	70 101 696
Bureaux de district régionaux - Pacifique, Abbotsford, Colombie-Britannique.....	47 127 671	58 190	47 185 861
Bureaux de district régionaux - Prairies, Winnipeg, Manitoba.....	57 804 011	1 307 810	59 111 821
Bureaux de district régionaux - Québec, Montréal, Québec.....	64 193 899	2 363 797	66 557 696
Centre fédéral de formation, Laval, Québec.....	55 492 439	3 473 872	58 966 311
Centre Pê Sâkâstêw, Mâskwâcîs, Alberta.....	6 809 856	248 663	7 058 519
Centre psychiatrique régional, Saskatoon, Saskatchewan.....	39 106 032	1 798 991	40 905 023
Centre régional de réception, Sainte-Anne-des-Plaines, Québec.....	41 850 512	1 445 076	43 295 588
Centre régional de santé mentale, Sainte-Anne-des-Plaines, Québec.....	6 612 533	12 770	6 625 303
Centre régional de traitement, Bath, Ontario.....	10 392 869	–	10 392 869
Collège régional de formation du personnel - Atlantique, Moncton, Nouveau-Brunswick.....	2 060 594	–	2 060 594
Collège régional de formation du personnel - Ontario, Kingston, Ontario.....	3 888 647	396 829	4 285 476
Collège régional de formation du personnel - Pacifique, Abbotsford, Colombie-Britannique.....	2 585 873	25 862	2 611 735
Collège régional de formation du personnel - Prairies, Saskatoon, Saskatchewan.....	3 774 272	–	3 774 272
Collège régional de formation du personnel - Québec, Laval, Québec.....	3 970 755	486 593	4 457 348
Établissement Archambault, Sainte-Anne-des-Plaines, Québec.....	54 583 289	9 153 652	63 736 941
Établissement de Bath, Bath, Ontario.....	42 754 819	2 943 050	45 697 869
Établissement de Beaver Creek, Gravenhurst, Ontario.....	53 476 175	3 905 877	57 382 052
Établissement de Bowden, Innisfail, Alberta.....	51 058 709	3 300 012	54 358 721
Établissement de Collins Bay, Kingston, Ontario.....	62 783 573	3 923 999	66 707 572
Établissement de Cowansville, Cowansville, Québec.....	42 751 262	13 047 125	55 798 387
Établissement de Donnacona, Donnacona, Québec.....	43 608 981	1 628 162	45 237 143
Établissement de Drumheller, Drumheller, Alberta.....	48 212 811	1 152 869	49 365 680
Établissement de Grande Cache, Grande Cache, Alberta.....	33 901 108	583 319	34 484 427
Établissement de Joyceville, Kingston, Ontario.....	66 276 726	1 130 152	67 406 878
Établissement de Kent, Agassiz, Colombie-Britannique.....	42 629 491	1 241 629	43 871 120
Établissement de La Macaza, La Macaza, Québec.....	29 035 757	11 681 621	40 717 378
Établissement de la vallée du Fraser pour femmes, Abbotsford, Colombie-Britannique.....	19 508 427	458 339	19 966 766
Établissement de l'Atlantique, Renous, Nouveau-Brunswick.....	39 590 541	2 671 578	42 262 119
Établissement de Matsqui, Abbotsford, Colombie-Britannique.....	31 090 472	2 345 940	33 436 412
Établissement de Mission, Mission, Colombie-Britannique.....	39 963 669	3 717 344	43 681 013
Établissement de Port-Cartier, Port-Cartier, Québec.....	33 765 408	745 479	34 510 887
Établissement de Springhill, Springhill, Nouvelle-Écosse.....	47 769 357	3 120 029	50 889 386
Établissement de Stony Mountain, Winnipeg, Manitoba.....	61 982 731	4 184 551	66 167 282
Établissement de Warkworth, Campbellford, Ontario.....	45 215 679	3 957 234	49 172 913
Établissement d'Edmonton pour femmes, Edmonton, Alberta.....	23 846 920	2 858 467	26 705 387
Établissement d'Edmonton, Edmonton, Alberta.....	44 843 956	2 589 213	47 433 169
Établissement Drummond, Drummondville, Québec.....	31 748 712	3 131 393	34 880 105
Établissement du Pacifique/Centre régional de traitement, Abbotsford, Colombie-Britannique.....	51 494 025	1 441 191	52 935 216
Établissement Grierson, Edmonton, Alberta.....	3 922 800	387 408	4 310 208
Établissement Joliette, Joliette, Québec.....	18 661 348	871 566	19 532 914
Établissement Millhaven, Bath, Ontario.....	41 902 918	4 783 042	46 685 960
Établissement Mountain, Agassiz, Colombie-Britannique.....	35 125 048	1 614 674	36 739 722
Établissement Nova pour femmes, Truro, Nouvelle-Écosse.....	19 748 865	599 330	20 348 195
Établissement pour femmes Grand Valley, Kitchener, Ontario.....	26 687 623	1 170 181	27 857 804
Établissement William Head, Victoria, Colombie-Britannique.....	13 049 502	3 675 516	16 725 018
Pavillon de ressourcement Okimaw Ohci, Maple Creek, Saskatchewan.....	8 519 938	387 651	8 907 589
Pavillon de ressourcement Willow Cree, Duck Lake, Saskatchewan.....	6 579 264	122 111	6 701 375
Pénitencier de Dorchester (Centre de rétablissement Shepody), Dorchester, Nouveau-Brunswick.....	65 161 205	7 400 320	72 561 525

**Sécurité publique et Protection civile**  
**Service correctionnel du Canada**

**État des dépenses par établissement – fin**

(en dollars)

Établissement	Fonctionnement et entretien	Capital	Total
Pénitencier de Kingston, Kingston, Ontario .....	1 890 322	–	1 890 322
Pénitencier de la Saskatchewan, Prince Albert, Saskatchewan .....	72 547 597	3 764 107	76 311 704
Village de guérison Kwikwèxwelhp, Harrison Mills, Colombie-Britannique .....	6 745 884	374 893	7 120 777
<b>Total.....</b>	<b>2 212 964 363</b>	<b>153 756 625</b>	<b>2 366 720 988</b>

Cette page blanche a été laissée intentionnellement.

# Section 12

*Comptes publics du Canada*  
2016-2017

## Index

## Index

### A

Acquisition de machinerie et matériel, 5  
Acquisition de terrains, bâtiments et travaux, 4  
Actifs non financiers, *se référer au volume I, section 10*  
Agence canadienne du pari mutuel, Fonds renouvelable de l', (états financiers), 1.2  
Analyse des états financiers, *se référer au volume I, section 1*  
Autorisations accordées dans les lois de crédits de l'exercice, *se référer au volume II, section 1*  
Autorisations accordées par des lois autres que les lois de crédits, *se référer au volume II, section 1*  
Autorisations disponibles des exercices antérieurs, *se référer au volume II, section 1*  
Autorisations permanentes accordées/abrogées au cours de l'exercice, *se référer au volume II, section 1*  
Autorisations relatives à la dépense des produits de la vente de biens excédentaires de l'État, *se référer au volume II, section 1*  
Autres informations diverses, 11  
Autres informations relatives à l'ensemble du gouvernement, 10  
Avances à justifier, 2.12

### B

Bureau de la traduction, Fonds renouvelable du, (états financiers), 1.12

### C

Commission canadienne des grains, Fonds renouvelable de la, (états financiers), 1.23  
Commissions, 10.2  
Comptes consolidés, *se référer au volume I, section 4*  
Comptes d'opérations de change, *se référer au volume I, section 8*  
CORCAN, Fonds renouvelable de, (états financiers), 1.37  
Créances – radiations ou renonciations, 2.7  
Créditeurs et charges à payer, *se référer au volume I, section 5*

### D

Dépenses de déplacements internationaux des ministres, des secrétaires parlementaires et du personnel des ministres, 10.24  
Dépenses des cabinets des ministres, 10.10  
Dépenses ministérielles par article courant, *se référer au volume II, section 1*  
Dépenses ministérielles par catégorie, *se référer au volume II, section 1*  
Dépenses relatives à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales, (Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement), 11.2  
Dépenses relatives aux crédits annuels et aux crédits législatifs par programme (Bureau du Conseil privé), 11.21  
Détail budgétaire par affectation, *se référer à la section ministérielle correspondante, volume II*  
Détail des autres charges de programmes des autres portefeuilles ministériels, *se référer au volume II, section 1*  
Détail des autres paiements de transfert par portefeuille ministériel, *se référer au volume II, section 1*  
Détails des dépenses – Élection partielle d'octobre 2016 (Bureau du directeur général des élections), 11.21  
Détails des dépenses – Élections partielles d'avril 2017 (Bureau du directeur général des élections), 11.21  
Détail des montants disponibles pour être dépensés, *se référer à la section ministérielle appropriée du volume II*

### D – Fin

Détail des sommes virées à d'autres portefeuilles ministériels pour ajouter à d'autres crédits, (Secrétariat), 11.15  
Dettes portant intérêt, *se référer au volume I, section 6*

### E

État consolidé des revenus et charges, *se référer au volume II, section 1*  
État des dépenses par établissement, (Sécurité publique et Protection civile), 11.38  
État des indemnités de session et de fonctions, frais de déplacement et de recherche payés en 2016-2017, (Sénat), 11.24  
État des indemnités de session et des frais de déplacement payés en 2016-2017, (Chambre des communes), 11.27  
États financiers consolidés du gouvernement du Canada et Rapport et observations du vérificateur général du Canada, *se référer au volume I, section 2*  
États financiers des fonds renouvelables, 1

### F

Frais d'études, 10.4  
Frais de déplacement des ministres et secrétaires parlementaires, 10.20  
Frais de déplacement et de séjour par commission, 10.3  
Frais de la dette publique, 7  
Frais de voyage liés à la participation canadienne aux conférences et réunions internationales, (Ministères des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement), 11.5

### G

Géomatique Canada, Fonds renouvelable de, (états financiers), 1.51

### I

Informations supplémentaires exigées par la *Loi sur la gestion des finances publiques*, 2

### M

Montants adjugés par une cour, 8.29

### O

Obligations contractuelles et passif éventuel, *se référer au volume I, section 11*  
Office de la propriété intellectuelle du Canada, Fonds renouvelable de l', (états financiers), 1.60  
Office national du film, (états financiers), 1.71

### P

Paiements à titre gracieux, 8.26  
Paiements d'indemnités et frais d'administration, (Ministère de l'Emploi et du Développement social), 11.23  
Paiements de réclamations contre l'État, 8.2  
Paiements de réclamations contre l'État, paiements à titre gracieux et montants adjugés par une cour, 8  
Paiements de transfert, 6

## P – Fin

- Paiements de transfert, *se référer à la section ministérielle appropriée du volume II*
- Passeport Canada, Fonds renouvelable de, (états financiers), 1.87
- Pertes de biens publics attribuables à une infraction ou autre acte illégal – survenues ou découvertes en 2016-2017, 2.19
- Pertes de biens publics attribuables à une perte, destruction ou un dommage accidentel – survenues ou découvertes en 2016-2017, 2.24
- Pertes de fonds et de biens publics, 2.15
- Pertes de fonds ou de biens publics – mise à jour des cas déclarés dans les *Comptes publics du Canada* des exercices antérieurs, 2.32
- Pertes de fonds publics attribuables à une infraction, un acte illégal ou un accident – survenues ou découvertes en 2016-2017, 2.16
- Pertes de revenus suite à une fraude ou à une fausse déclaration intentionnelle – découvertes ou détectées en 2016-2017, 2.15
- Prêts, placements et avances, *se référer au volume I, section 9*
- Production de défense, Fonds renouvelable de la, (états financiers), 1.98
- Programmes, *se référer à la section ministérielle appropriée du volume II*
- Programme fédéraux-provinciaux à frais partagés, 9
- Provenance et utilisation des autorisations budgétaires par portefeuille ministériel, *se référer au volume II, section 1*
- Provenance et utilisation des autorisations non budgétaires par portefeuille ministériel, *se référer au volume II, section 1*
- Provenance et utilisation des autorisations par genre (votées et législatives), *se référer au volume II, section 1*

## R

- Rapprochement des dépenses externes par article courant avec les charges, *se référer au volume II, section 1*
- Récapitulation des charges externes par catégorie, *se référer au volume II, section 1*
- Récapitulation des revenus externes par provenance, *se référer au volume II, section 1*
- Remises de taxes, droits, pénalités et autres dettes, 2.2
- Résultat stratégique et description des programmes, *se référer à la section ministérielle appropriée du volume II*
- Revenus, *se référer à la section ministérielle appropriée du volume II*
- Revenus, charges et déficit accumulé, *se référer au volume I, section 3*
- Revenus de placements, 10.6
- Revenus ministériels, *se référer au volume II, section 1*

## S

- Services immobiliers, Fonds renouvelable des, (états financiers), 1.100
- Services optionnels, Fonds renouvelable des, (états financiers), 1.110
- Services professionnels et spéciaux, 3
- Sommaire du portefeuille ministériel (de la provenance et de l'utilisation des autorisations), *se référer à la section ministérielle appropriée du volume II*

## T

- Traitements des secrétaires parlementaires des ministres payés en 2016-2017, (Chambre des communes), 11.36
- Traitement et indemnités aux ministres d'États (bureau du Conseil privé), 11.22
- Trésorerie et créances, *se référer au volume I, section 7*

## V

- Ventes de biens et de services, *se référer au volume II, section 1*